



HAL
open science

La Corée du Nord et son rôle dans la rivalité géopolitique sino-américaine en Asie orientale

Damien Corneloup

► **To cite this version:**

Damien Corneloup. La Corée du Nord et son rôle dans la rivalité géopolitique sino-américaine en Asie orientale. Sciences de l'Homme et Société. 2019. dumas-02294866

HAL Id: dumas-02294866

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02294866>

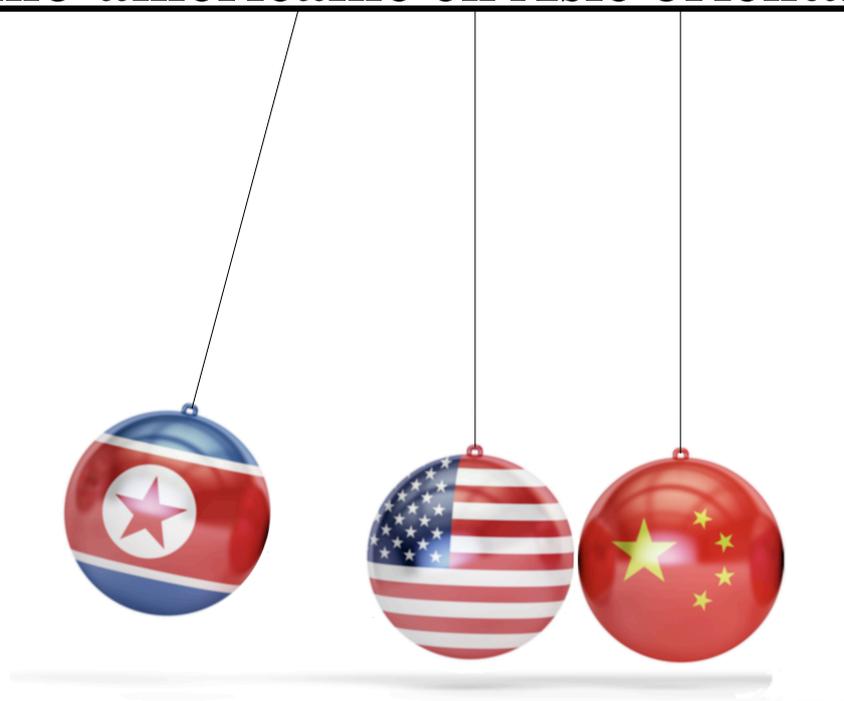
Submitted on 23 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**La Corée du Nord et son rôle
dans la rivalité géopolitique
sino-américaine en Asie orientale**



Damien Corneloup

Sous la direction de Laurent Gédéon,
Docteur en géopolitique,
chercheur à l'Institut d'Asie Orientale de l'ENS de Lyon
et maître de conférences à l'Université Catholique de Lyon

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier M. Laurent Gédéon, mon directeur de mémoire, pour ses conseils avisés qui m'ont mis sur la bonne voie. Je tiens également à remercier l'ENS de Lyon et l'Institut d'Asie Orientale, qui m'ont donné l'opportunité de réaliser ce mémoire sur un sujet qui m'est cher. Et bien sur je remercie tous ceux qui ont contribué à cette étude, de près ou de loin.

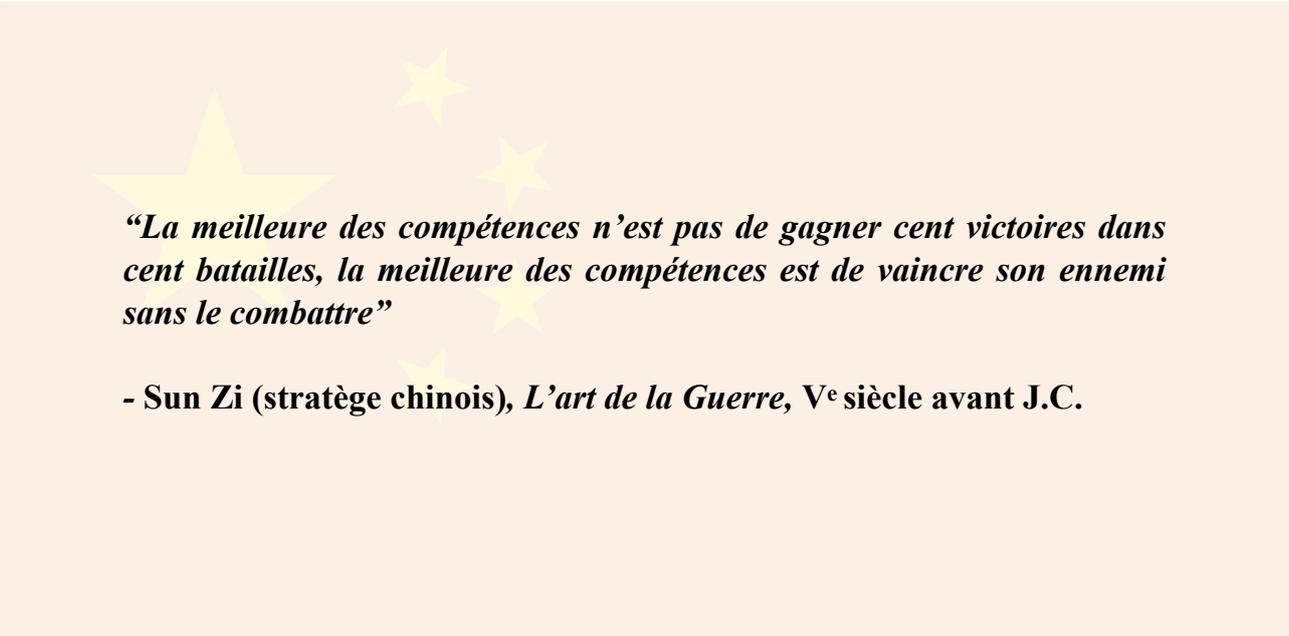
Je tiens notamment à remercier le consul général de France à Shenyang, M. Marc Lamy, qui m'a permis de parfois travailler sur ce mémoire pendant les heures de travail et souvent offert des opportunités d'étoffer celui-ci. Aussi, je tiens à remercier les chercheurs de l'université du Jilin, à Changchun, qui m'ont donné des témoignages précieux sur la vision chinoise de la situation coréenne.

Merci à ma famille également, qui m'a soutenu pendant la réalisation de ce travail et qui a pris le temps de le relire. Merci à ma fiancée Chen Xi pour son soutien moral constant et sa patience à toute épreuve. Enfin et surtout, merci à tous ceux qui prendront le temps de lire ce mémoire !

Damien Corneloup

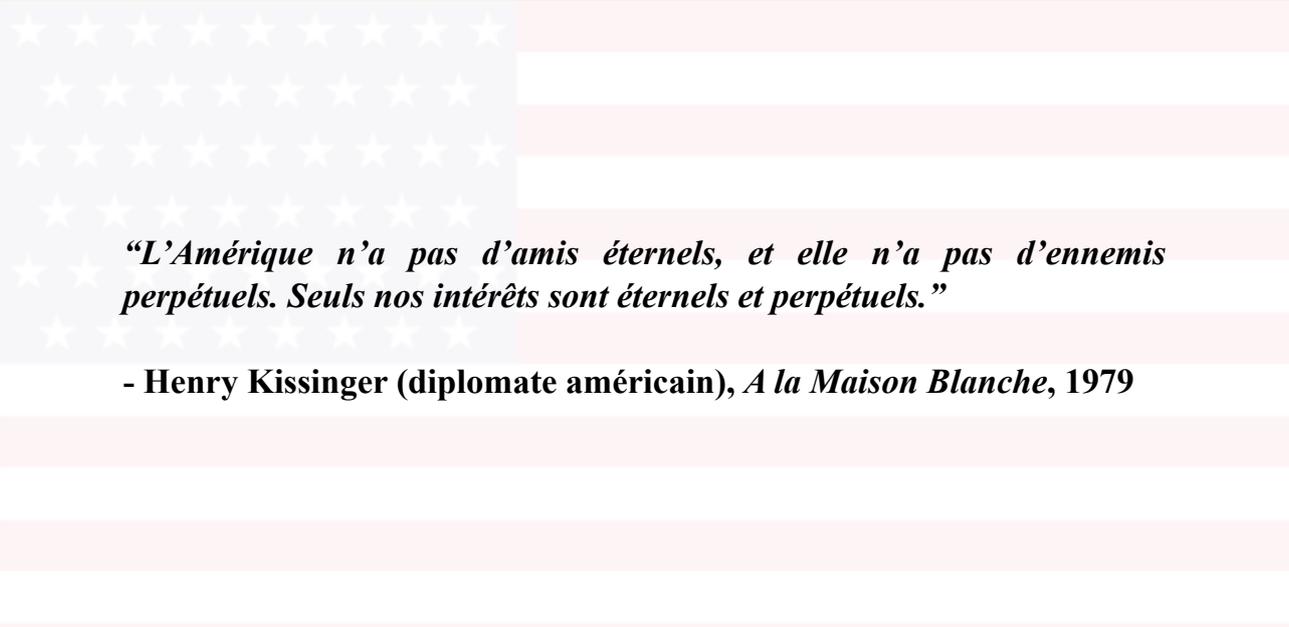
Note sur la romanisation des noms asiatiques

Dans le présent mémoire, les noms en chinois seront retranscrits selon le système du *pinyin* mandarin sans accent (ainsi par exemple, Tehang Kai-chek devient Jiang Jieshi et Mao Tsé-toung devient Mao Zedong). Les noms en japonais seront retranscrits selon le système *romaji*, et les noms en coréen selon le système McCune-Reischauer, plutôt que selon le système sud-coréen révisé (ainsi par exemple, nous conserverons l'appellation plus commune Kim Jong-un, plutôt que l'orthographe révisée Gim Jeong-eun). Si, dans un souci de clarté, les noms de personnages historiques ou de personnalités coréennes seront retranscrits selon le système McCune-Reischauer, les noms de lieux et d'époques seront retranscrits selon le système révisé, phonétiquement plus proche de la prononciation en langue coréenne (par exemple, dynastie Joseon, au lieu de dynastie Choson).



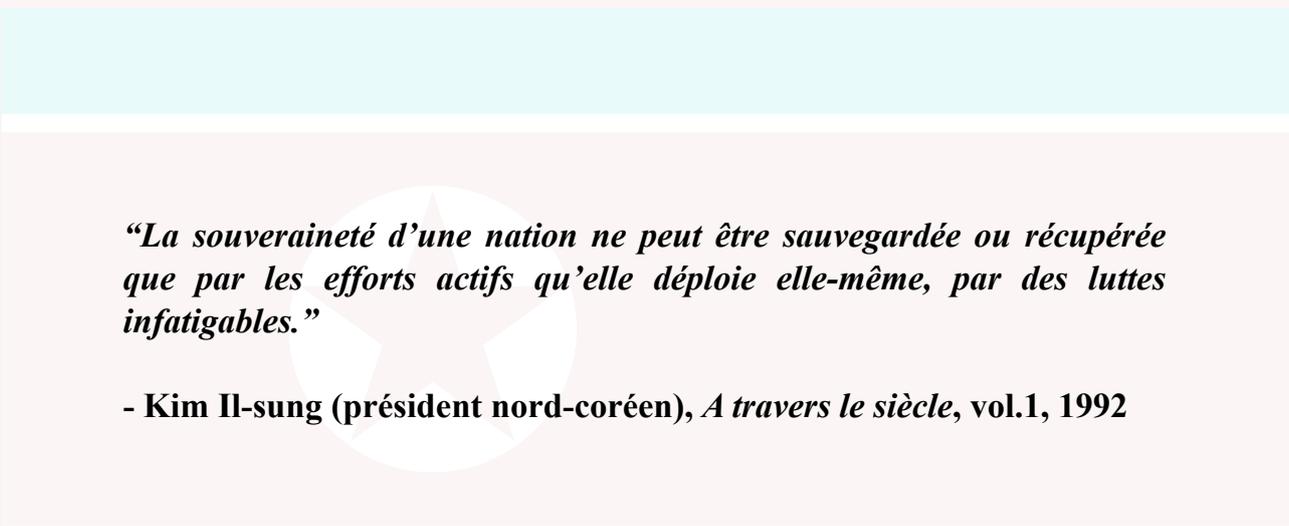
“La meilleure des compétences n’est pas de gagner cent victoires dans cent batailles, la meilleure des compétences est de vaincre son ennemi sans le combattre”

- Sun Zi (stratège chinois), *L’art de la Guerre*, V^e siècle avant J.C.



“L’Amérique n’a pas d’amis éternels, et elle n’a pas d’ennemis perpétuels. Seuls nos intérêts sont éternels et perpétuels.”

- Henry Kissinger (diplomate américain), *A la Maison Blanche*, 1979



“La souveraineté d’une nation ne peut être sauvegardée ou récupérée que par les efforts actifs qu’elle déploie elle-même, par des luttes infatigables.”

- Kim Il-sung (président nord-coréen), *A travers le siècle*, vol.1, 1992

Cartes



Corée du Nord



> Carte politique et topographique de la Corée du Nord (source : "Atlas socio-économique des pays du monde 2017", Larousse)

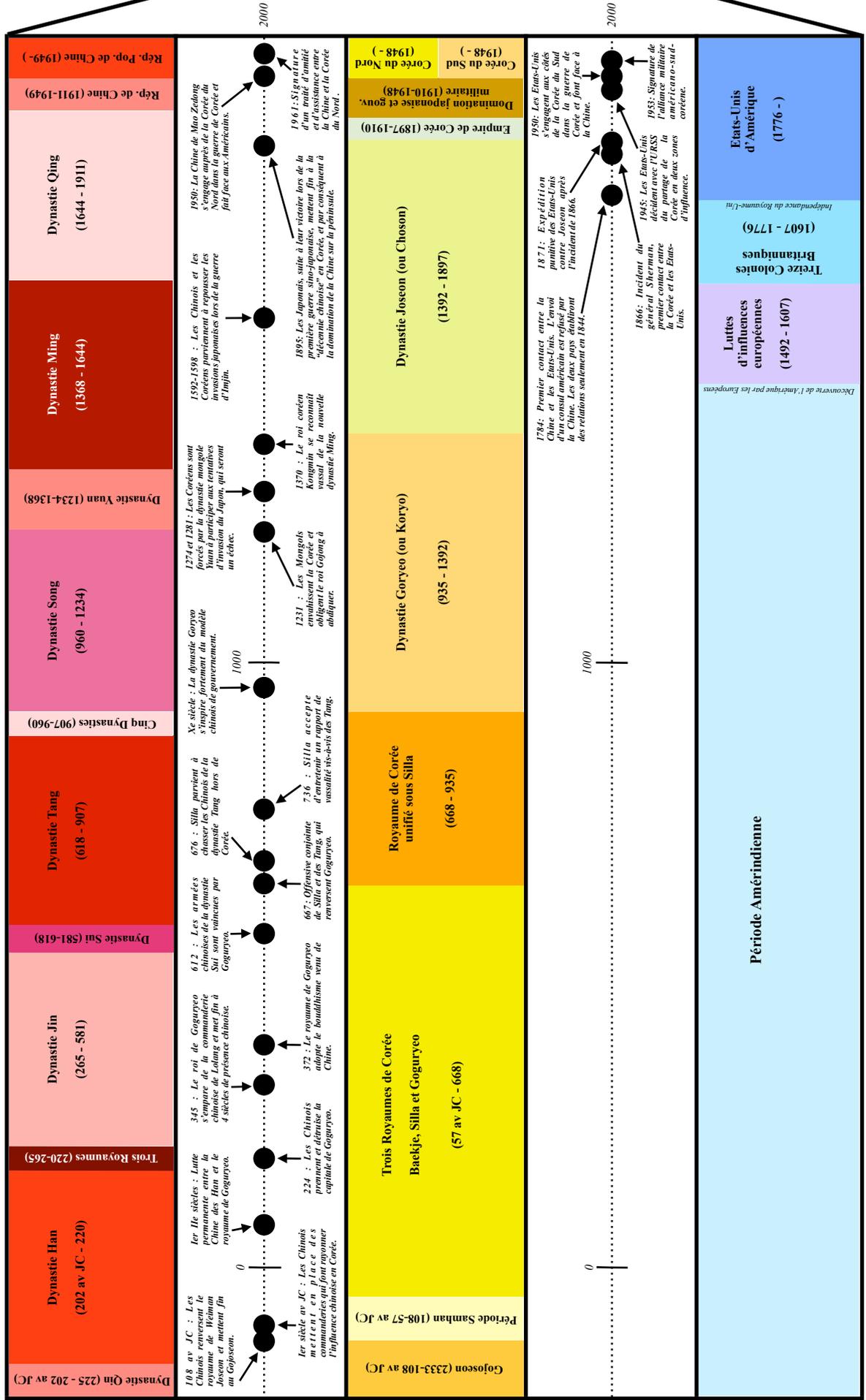


> Carte politique et topographique de la République Populaire de Chine (source : “Atlas socio-économique des pays du monde 2017”, Larousse)



> Carte politique et topographique des Etats-Unis d'Amérique (source : “Atlas socio-économique des pays du monde 2017”, Larousse)

Chronologie comparée de la Chine, de la Corée du Nord et des Etats-Unis



Infographie : Damien Corneloup

Abréviations

ADM : Armes de Destruction Massive

AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Atomique

APC : Armée Populaire de Corée

APL : Armée Populaire de Libération

ASEAN : Association of South East Asian Nations (Associations des Nations de l'Asie du Sud-Est)

CIA : Central Intelligence Agency

CSNU : Conseil de Sécurité des Nations Unies

DMZ : Demilitarized Zone (Zone Démilitarisée)

FAPC : Forces Aériennes Populaires de Corée

FMI : Fonds Monétaire International

FONOP : Freedom of Navigation Operation

FTPC : Forces Terrestres Populaires de Corée

ICBM : Intercontinental Ballistic Missile (Missile Balistique Intercontinental)

KCNA : Korean Central News Agency

MAD : Mutually Assured Destruction (Destruction Mutuelle Assurée)

MPC : Marine Populaire de Corée

NKSPEA : North Korea Sanctions and Policy Enhancement Act

OCS : Organisation de Coopération de Shanghai

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONU : Organisation des Nations Unies

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PCC : Parti Communiste Chinois

PIB : Produit Intérieur Brut

PTC : Parti du Travail de Corée

RPC : République Populaire de Chine

RPDC : République Populaire Démocratique de Corée

SNLE : Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins

THAAD : Terminal High Altitude Area Defense (système de défense anti-missile américain)

TNP : Traité de Non-Prolifération (sur les armes nucléaires)

TPP : Trans-Pacific Partnership (Partenariat Trans-Pacifique)

UE : Union Européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USFJ : United States Forces Japan

USFK : United States Forces Korea

USTDC : United States Taiwan Defense Command

ZES : Zone Economique Spéciale

Table des matières

Introduction	1
Première partie : La Corée du Nord et sa politique nucléaire	5
I) <u>La Corée du Nord, le dernier vestige de la guerre froide à l'épreuve du XXI^e siècle</u>	6
1) <u>La Corée, un pays malmené et divisé par les puissances extérieures (1864-1953)</u>	6
<i>a) Influence chinoise et domination japonaise, la Corée en déclin (1864-1905)</i>	6
<i>b) Annexion et partition de la péninsule, le destin tragique de la Corée (1905-1950)</i>	8
<i>c) La Guerre de Corée et ses implications (1950-1953)</i>	11
<i>d) La Guerre de Corée, premier et unique affrontement direct entre la RPC et les Etats-Unis</i>	13
2) <u>La Corée du Nord dans la Guerre froide, du développement au déclin (1953 - 2000)</u>	14
<i>a) Le “mouvement Chollima”, reconstruction et industrialisation du pays</i>	15
<i>b) Kim Il-sung et le développement du “juche”, socle de l'idéologie nord-coréenne</i>	17
<i>c) Des relations internationales intimement liées à la fracture idéologique de la Guerre froide</i>	18
<i>d) La Corée du Nord post-URSS frappée par l'isolement, le déclin et la famine</i>	20
3) <u>Les stratégies et objectifs nord-coréens au XXI^e siècle</u>	22
<i>a) La politique du “rayon de soleil”, un espoir déçu</i>	22
<i>b) Malgré l'isolation post-Guerre froide, l'étonnant maintien d'un régime anachronique</i>	23
<i>c) Les objectifs géostratégiques de Pyongyang au service de la survie du régime</i>	24
<i>d) Les outils diplomatiques et militaires à disposition de la Corée du Nord</i>	26
II) <u>La politique nucléaire nord-coréenne, assurance-vie du régime</u>	28
1) <u>Les “quatre phases” du développement de l'arme nucléaire nord-coréenne</u>	29
<i>a) “Phase 1” : les prémices du développement nucléaire dans un contexte de Guerre froide</i>	29
<i>b) “Phase 2” : Le tournant des années 1980 et le début d'un programme à des fins militaires</i>	30

c) “Phase 3” : La période de “gel” du programme nucléaire, l’espoir d’un apaisement ?	32
d) “Phase 4” : Retrait du Traité de Non-Prolifération et premiers essais nucléaires	32
2) <u>Les capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord aujourd’hui</u>	34
a) La poursuite du développement de l’arme nucléaire sous Kim Jong-un, une “5 ^e phase” ?	34
b) Capacités et estimations des stocks de têtes nucléaires	35
c) Types de vecteurs et capacité de projection sur le globe	36
3) <u>La stratégie nucléaire de Pyongyang entre sanctuarisation, reconnaissance et provocation</u>	38
a) La sanctuarisation du territoire nord-coréen, objectif premier de la stratégie nucléaire	39
b) Une stratégie qui répond à un besoin de reconnaissance par les grandes puissances	40
c) Entre provocation et conciliation, la stratégie pas si absurde de Pyongyang	41
d) Une stratégie qui provoque néanmoins l’isolement du pays et le soumet à d’importantes sanctions	42

Deuxième partie : L’Asie orientale, un espace complexe au coeur

des intérêts géostratégiques d’une Chine en concurrence avec Washington

I) <u>La Chine et ses intérêts géostratégiques en Asie orientale</u>	48
1) <u>La Chine et son environnement régional, une relation historiquement tributaire</u>	48
a) L’Asie orientale, un espace géographique dominé par la Chine	48
b) La Chine, un Empire du Milieu au centre de son univers	49
c) La relation de suzerain à vassal, coeur des relations régionales historiques chinoises	51
d) La stratégie internationale chinoise façonnée par la primauté de son environnement proche	52
e) Des principes anciens repris ou conservés par la République Populaire de Chine	53
2) <u>La République Populaire de Chine et ses objectifs géostratégiques régionaux</u>	55
a) Le maintien du Parti Communiste Chinois au pouvoir; condition “sine qua non”	55
b) Un développement protéiforme dans un environnement stable	57
c) L’affirmation d’une puissance renouvelée, contradiction au “développement pacifique” ?	58
d) La sécurisation des routes d’approvisionnement : un intérêt crucial pour Pékin	60
e) La volonté de “désenclavement” chinoise entravée par ses oppositions politiques régionales	62

II) <u>Des intérêts chinois à l'épreuve de la présence américaine en Extrême-Orient</u>	65
1) <u>La présence américaine en Asie orientale : objectifs et stratégies</u>	65
a) <i>Les Etats-Unis, une puissance asiatique ?</i>	65
b) <i>Une présence militaire relativement récente, mais très importante</i>	67
c) <i>Le containment, stratégie de la Guerre froide ou stratégie actuelle ?</i>	69
d) <i>Le “pivot vers l’Asie”, objectif de développement ou nouveau containment anti-chinois ?</i>	70
2) <u>Chine - Etats-Unis : une rivalité géopolitique en Asie orientale</u>	72
a) <i>Le “piège de Thucydide” : vers une guerre “chaude” ou une nouvelle Guerre froide ?</i>	72
b) <i>Politique, idéologique ou militaire : une rivalité multiple</i>	74
c) <i>Une rivalité sino-américaine cristallisée par les différends commerciaux...</i>	76
d) <i>... Qui n’empêchent pas une réelle interdépendance économique des deux rivaux</i>	79
e) <i>Une rivalité également influencée par des acteurs tiers</i>	80
 Troisième partie : L’influence de la Corée du Nord et de sa politique nucléaire dans la rivalité sino-américaine	84
I) <u>La Corée du Nord, facteur déstabilisateur ou prétexte utile pour la Chine et les Etats-Unis ?</u>	85
1) <u>Chine - Corée du Nord : une relation complexe, entre alliance et méfiance</u>	85
a) <i>Une relation sino-nord-coréenne intime...</i>	85
b) <i>...Que l’attitude de Pyongyang a rendue de plus en plus compliquée</i>	87
c) <i>La Corée du Nord comme Etat-tampon ou voisin à risque : le dilemme chinois</i>	89
2) <u>Pyongyang, bête noire ou “idiot utile” des Américains en Asie du Nord-Est ?</u>	91
a) <i>L’opposition Pyongyang-Washington, des décennies de tensions et d’invectives</i>	92
b) <i>Pour les Etats-Unis, une stratégie nord-coréenne multiple mais sans résultats tangibles ?</i>	93
c) <i>La Corée du Nord, prétexte utile des Etats-Unis pour justifier leur présence en Asie et contrer leur véritable rival : la Chine</i>	95
 II) <u>Le risque nucléaire nord-coréen et son impact sur la rivalité sino-américaine</u>	98
1) <u>Pékin et Washington à l’épreuve du nucléaire nord-coréen : malgré la menace, des stratégies divergentes</u>	98

a) <i>Les implications sécuritaires du nucléaire nord-coréen dans la rivalité sino-américaine.....</i>	98
b) <i>Pourquoi la dénucléarisation n'est pas un terrain d'entente entre la Chine et les Etats-Unis.....</i>	100
c) <i>Le problème nucléaire nord-coréen : une importance relative dans une rivalité sino-américaine plus globale ?</i>	102
2) <u>La Corée du Nord comme facteur de risque dans une confrontation régionale sino-américaine.....</u>	103
a) <i>La Corée du Nord comme déclencheur d'un conflit direct entre Pékin et Washington.....</i>	104
b) <i>L'éventualité d'un effondrement du régime nord-coréen : un impact difficilement quantifiable.....</i>	105
c) <i>Le risque d'un conflit nucléaire régional et ses éventuelles conséquences</i>	106
III) <u>La stabilité et les intérêts chinois à l'épreuve de la politique de Pyongyang</u>	110
1) <u>Atteindre une stabilité régionale malgré la Corée du Nord, objectif majeur de Pékin</u>	110
a) <i>La capacité de déstabilisation et de nuisance de Pyongyang envers la Chine.....</i>	110
b) <i>Quelles solutions pour atteindre l'harmonie sur la péninsule voulue par Pékin ?</i>	112
c) <i>Les bénéfices pour la Chine d'un meilleur contrôle des agissements de Pyongyang.....</i>	114
2) <u>L'ouverture et l'apaisement, nouveau paradigme dans les relations avec la Corée du Nord ?</u>	116
a) <i>L'impact sur la Chine et ses intérêts de "l'ouverture nouvelle" entre Pyongyang et Washington</i>	116
b) <i>Face à la Chine, l'intérêt d'un rapprochement avec Pyongyang pour les Etats-Unis.....</i>	118
c) <i>Quel mérite donner à cette politique d'apaisement : réel changement ou manoeuvre illusoire ?</i>	120
Conclusion.....	122
Bibliographie	125
Annexes	136

Introduction

“L’Histoire ne connaît aucun exemple prouvant que les grandes puissances puissent être généreuses envers les petits pays ou aider les peuples des pays faibles à accéder à la liberté et à l’indépendance. [...] C’est à nous de regrouper les gens de la nation, de cultiver chez eux le désir d’indépendance nationale, d’accroître nos forces au point de pouvoir repousser tout envahisseur. Si nous nous y prenons avec fermeté, nous réussirons, et une fois nos forces accrues, nous pourrions battre l’ennemi, aussi puissant soit-il”¹. La pertinence de ce commentaire, tiré des mémoires du président et fondateur de la République Populaire et Démocratique de Corée (Corée du Nord) Kim Il-sung, réside dans le fait qu’il illustre en filigrane, non seulement les objectifs de Pyongyang dans sa relation avec le monde, et notamment avec les grandes puissances, mais donne également des indications sur les motivations qui animent la Corée du Nord dans sa poursuite de l’arme nucléaire, une caractéristique déterminante du pays. Ces motivations sécuritaires dénotent une vraie volonté d’indépendance des grandes puissances, et ce sont elles qui font aujourd’hui de la Corée du Nord un Etat à la réputation pour le moins particulière.

Affirmer que la Corée du Nord est un Etat à part serait un euphémisme. Anachronique et provocateur, le pays, mis au ban de la communauté internationale, est dirigé par l’un des derniers régimes totalitaires de la planète. Conséquence malheureuse des velléités géostratégiques des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et entretenue par les oppositions idéologiques de la Guerre froide, la partition de la Corée a donné naissance à une situation géopolitique complexe qui, plus de sept décennies plus tard, demeure encore. La division du pays ayant exacerbé les sentiments de revanche, d’injustice et d’insécurité, la Corée du Nord semble aujourd’hui toujours enfermée dans une logique de Guerre froide, et tend à conserver des attributs étatiques associés davantage au passé qu’au présent. Souvent taxée d’irrationalité, d’absurdité ou de folie, la Corée du Nord, première et seule “dynastie communiste” du monde, poursuit pourtant des objectifs bien définis, dont les maîtres mots pourraient être “survie” et “indépendance”, et dont le meilleur atout semble être, selon elle, la possession de la controversée arme nucléaire.

Ces caractéristiques distinctives de la Corée du Nord et le programme nucléaire qu’elle poursuit en défiant la communauté internationale font d’elle un pays dont la notoriété dépassent largement ses frontières. Les risques sécuritaires que la Corée du Nord fait peser en Asie du Nord-Est, et même au-delà, ainsi que les relations particulières et souvent conflictuelles qu’elle entretient avec ses voisins, donnent au pays une pertinence géopolitique indéniable. Si les idées de survie et d’indépendance sont aujourd’hui si fondamentales pour le régime nord-coréen, c’est parce que celui-ci sait que depuis plusieurs siècles, la péninsule n’a pas été maîtresse de son destin. Tout au long de son histoire, la Corée a été ballottée par des pays plus puissants qu’elle, allant de l’Empire chinois pour qui elle était vassale, à l’Empire du Japon qui

¹ KIM Il-sung, *A travers le siècle*, vol.1, Pyongyang, Foreign Languages Publishing House, 1992, p. 85

l'avait colonisée, en passant par les Américains et les Russes qui ont décidé de sa division. Mais malgré ce désir d'indépendance, la Corée du Nord doit encore aujourd'hui composer avec des pays qui ont le pouvoir d'affecter son futur.

Le destin de la Corée du Nord dépend actuellement de deux Etats en particulier. la République Populaire de Chine d'abord, dont la proximité géographique, historique et même politique avec Pyongyang fait d'elle son premier soutien, et le pays sur lequel repose la survie du régime nord-coréen. Pourtant, contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, leur relation est loin d'être idyllique, et derrière cette amitié de façade se cache en réalité une relation hautement paradoxale, dont les considérations stratégiques et les intérêts nationaux prennent le pas sur une supposée relation intime. Ensuite, les Etats-Unis, bête noire de la Corée du Nord, alliés du frère ennemi sud-coréen, qui cristallisent à la fois les peurs et les haines du régime nord-coréen. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et surtout depuis la Guerre de Corée, les Américains conservent une présence militaire sur la péninsule coréenne, au grand dam d'une Corée du Nord qui demeure persuadée que les Etats-Unis ont pour objectif de la renverser. La mémoire douloureuse de la Guerre de Corée et la position intransigeante des Etats-Unis envers le programme nucléaire nord-coréen font logiquement de Washington l'ennemi désigné de la Corée du Nord. Comme pour la Chine, la relation semble simple en apparence (celle-ci étant bien entendu hostile et non amicale) mais cache également des considérations stratégiques et des intérêts géopolitiques, qui surpassent en réalité l'ostensible acrimonie des relations.

Incidemment, ces deux pays sur lesquels repose en grande partie le futur de la Corée du Nord développent également la rivalité la plus significative du XXI^e siècle. Les Etats-Unis et la Chine, respectivement première et deuxième puissance mondiale, se considèrent aujourd'hui comme des rivaux sur de nombreux domaines, et il se trouve que la situation sur la péninsule coréenne est un élément de leur opposition en Asie orientale. Du fait de la relation triangulaire que nous voyons apparaître entre nos trois acteurs, si Pékin et Washington ont la possibilité d'influer sur le problème nord-coréen, alors Pyongyang a-t-il le pouvoir d'affecter la rivalité entre les deux superpuissances ? Et dans quelle mesure ? C'est pourquoi s'intéresser au rôle de la Corée du Nord et de sa politique nucléaire dans la rivalité géopolitique entre la Chine et les Etats-Unis en Asie orientale semble pertinent. En effet, les enjeux que l'on peut dégager d'un tel objet d'étude sont majeurs. Déterminer et détailler l'impact de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine permettra notamment d'identifier le risque que fait peser Pyongyang sur une région aujourd'hui cruciale pour le commerce mondial, et dominée actuellement par les puissances chinoise et américaine. Pour tenter de mettre les trois pays en relation dans une approche plus ou moins hiérarchisée, c'est principalement la relation entre la Corée du Nord et la Chine, dans le cadre de la rivalité de cette dernière avec les Etats-Unis, qui va nous intéresser. Pour cela, analyser l'impact et le potentiel de nuisance du programme nucléaire nord-coréen, lui-même intimement lié à l'identité politique de la Corée du Nord et principal objet de contentieux entre Pyongyang et Pékin, mais aussi entre Pyongyang et Washington, semble indispensable. Se pencher sur cette politique nucléaire est capital dans l'optique d'identifier dans quelle mesure la Corée du Nord peut être à l'origine d'une amélioration ou d'une dégradation des relations entre Pékin et Washington, ou bien même déclencher un affrontement entre les deux rivaux.

Un élément qui apparaît essentiel si l'on se penche sur le rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine est la capacité de Pyongyang à nuire aux intérêts chinois dans la région, qui sont eux-mêmes un facteur déterminant dans la rivalité qui oppose Pékin et Washington. **Nous tenterons donc de déterminer si la politique nucléaire nord-coréenne est susceptible de porter préjudice aux intérêts stratégiques de la Chine, et ce dans le cadre de sa rivalité géopolitique avec les Etats-Unis en Asie orientale.** C'est donc principalement à travers cette problématique que nous tenterons de mesurer l'impact de la Corée du Nord sur la rivalité géopolitique entre la Chine et les Etats-Unis.

Qu'entendons nous par rivalité "géopolitique" ? Si l'on s'en réfère à la définition du géopolitologue suédois Rudolf Kjellen, la géopolitique est "*la science de l'Etat comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est à dire de l'Etat comme pays, territoire ou domaine*"². Pour le géopolitologue français Yves Lacoste, elle désigne "*en premier lieu, tout ce qui concerne les rivalités de pouvoirs ou d'influences sur des territoires et sur les populations qui y vivent [...], toutes ces rivalités ayant pour objectif le contrôle, la conquête ou la défense de territoires de grande ou de petite taille*"³. A la croisée des chemins entre géographie, histoire et politique, la géopolitique implique donc la présence d'acteurs (Etats, entités politiques) poursuivant des objectifs divergents sur un territoire donné. Au vu des définitions citées, le territoire semble être la composante essentielle de la géopolitique. Ici, c'est le territoire désigné comme étant l'Asie orientale qui va nous intéresser, puisque c'est sur celui-ci que se manifeste de la façon la plus flagrante la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis. C'est un territoire immense qui s'étend des jungles équatoriennes de l'Indonésie jusqu'à l'extrême-orient polaire russe, mais nous allons principalement nous focaliser sur l'Asie du Nord-Est, puisque c'est là que se situe la Corée du Nord. Toutefois, comme la rivalité sino-américaine n'est pas limitée à l'Asie du Nord-Est et se manifeste aussi de façon significative en Asie du Sud-Est, le terme Asie orientale semble plus appropriée pour définir une aire géographique associée à la rivalité entre Pékin et Washington. La géopolitique se manifeste donc géographiquement, à travers l'idée de territoire, mais aussi thématiquement, puisqu'elle implique l'étude de toute rivalité, quelle que soit sa nature (économique, politique, militaire...). C'est donc dans cette rivalité sino-américaine multiple, mais limitée dans l'espace à la région désignée comme étant l'Asie orientale, que nous allons tenter de déterminer le rôle de la Corée du Nord et de sa politique nucléaire et d'en dégager les conclusions les plus pertinentes.

Dans un premier temps, nous nous focaliserons principalement sur la Corée du Nord, notre acteur principal, et sa politique nucléaire. A travers des perspectives historico-politiques, nous tenterons de définir la Corée du Nord comme entité géopolitique au sein de son environnement régional. Le programme nucléaire nord-coréen et les sanctions qui en résultent seront également détaillés, à la fois sous des angles géostratégiques et historiques, car ils témoignent de la pertinence géopolitique de la Corée du Nord, et permettent une meilleure compréhension et une meilleure analyse des agissements, attitudes et objectifs actuels de Pyongyang en Asie du Nord-Est.

² KJELLEN Rudolf, *Les Grandes Puissances*, 1905, cité par DEFAY Alexandre, *La Géopolitique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, pp. 3-6

³ LACOSTE Yves, *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2006, p. 8

Ensuite, nous nous pencherons sur l'acteur "secondaire" de notre étude, la République Populaire de Chine, puis sur sa rivalité avec les Etats-Unis en Asie orientale. Nous nous intéresserons en premier lieu à la Chine dans son environnement régional, également à travers des perspectives historiques et politiques, et nous tenterons de déterminer ses objectifs géopolitiques et géostratégiques en Asie orientale aujourd'hui. Dans le cadre de sa rivalité avec la Chine, nous introduirons l'acteur "tertiaire" de notre étude : les Etats-Unis. Ses objectifs et intérêts en Asie orientale seront également exposés, mais toujours mis en perspective avec les intérêts chinois, et les aspects pertinents et déterminants de cette rivalité géopolitique seront explicités.

Enfin, nous tenterons de mettre nos trois acteurs en relation pour tenter de déterminer les intérêts de chacun dans leur relation avec les deux autres. C'est ici que nous tenterons de mesurer, à la fois l'utilité ou le désavantage que représente la Corée du Nord pour la Chine et les Etats-Unis dans le cadre de leur rivalité, mais aussi l'impact que peut avoir la politique nucléaire nord-coréenne sur la relation entre Pékin et Washington. Nous verrons dans quel mesure la Corée du Nord et son programme nucléaire ont la capacité d'influencer la rivalité sino-américaine, et quelles conséquences potentielles les agissements de Pyongyang sont susceptibles d'avoir, notamment sur les intérêts chinois dans la région, toujours dans le cadre de sa rivalité avec Washington.

Première partie

La Corée du Nord et sa politique nucléaire



Pour déterminer le rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine, et son impact sur les intérêts chinois en Asie orientale, il convient en premier lieu de définir et d'expliquer ce qu'est la Corée du Nord en tant qu'entité géopolitique, et ce à travers des perspectives historiques et politiques nécessaires à la compréhension d'un Etat parmi les plus hermétiques de la planète. De la chute de la dernière dynastie coréenne Joseon, prémices au délitement de la péninsule, jusqu'au XXI^e siècle, où la division demeure, raconter l'épopée de la Corée du Nord semble crucial pour la compréhension, non seulement des attitudes, objectifs et agissements de Pyongyang, mais aussi du rôle géopolitique que joue le pays en Asie orientale.

La politique nucléaire nord-coréenne est un autre élément déterminant quant à la définition et la compréhension du pays, et elle est intrinsèquement liée à l'identité même de la Corée du Nord. Principal objet de contentieux international dans la question nord-coréenne et facteur déterminant de la pertinence géopolitique de Pyongyang, ce programme nucléaire revêt une importance capitale. C'est pourquoi il semble judicieux de s'y pencher de façon détaillée, sous des angles à la fois historico-politiques et géostratégiques.

I) La Corée du Nord, le dernier vestige de la guerre froide à l'épreuve du XXI^e siècle

L'Histoire de la Corée du Nord ne se résume pas simplement à son existence en tant qu'Etat indépendant, depuis 1948. Pour bien appréhender la Corée du Nord, comprendre ses objectifs, ses agissements et son importance en Asie orientale, il faut d'abord remonter jusqu'au crépuscule de la dynastie de Joseon et à la période de déclin de la Corée, qui mènera à son annexion, sa partition, puis à la meurtrière Guerre de Corée. Une Guerre de Corée qui ne sera que le début d'une Guerre froide dans laquelle les agissements de la Corée du Nord seront étroitement liés à la fracture idéologique entre le bloc communiste et l'Occident. La chute de l'URSS et la fin de la guerre froide entraîneront un déclin dont Pyongyang se remettra difficilement. Pays au régime anachronique, la Corée du Nord est aujourd'hui mise à l'épreuve par les défis du XXI^e siècle, dont elle reste encore principalement en marge.

1) La Corée, un pays malmené et divisé par les puissances extérieures (1864-1953)

Joseon (1392-1897), dynastie plusieurs fois centenaire, a connu de longues périodes fastes et vu la naissance d'illustres personnages, tels le roi Sejong (1418-1450), inventeur du fascinant alphabet coréen Hangul, ou encore l'amiral Yi Sun-sin, vainqueur des Japonais lors de la guerre d'Imjin (1592-1598). Le "royaume ermite" a néanmoins connu tout au long du XIX^e siècle un déclin régulier, et surtout dévastateur pour l'unité du pays. A l'image de la Chine à cette époque, le déclin de la Corée est particulièrement lié aux puissances étrangères et à leurs velléités de domination sur la péninsule, à la différence que pour la Corée, la Chine fait également partie de ces puissances extérieures. Les péripéties d'une Corée incapable de se réformer, soumise aux influences chinoise, japonaise, russe et occidentale, entraineront le pays dans une spirale infernale d'instabilité et de guerre dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui.

a) Influence chinoise et domination japonaise, la Corée en déclin (1864-1905)

"*Quand les baleines chahutent, les crevettes ont le dos rompu*". Cet ancien proverbe coréen ne pourrait mieux décrire la situation de la péninsule à la fin du XIX^e siècle, qui marque le déclin irréversible de la dynastie de Joseon et son écrasement par des puissances plus importantes. Joseon, parfois orthographié "Choson", royaume néo-confucéen au système archaïque et gangréné par les factions et les luttes d'influence au sein du pouvoir, voit apparaître dès le milieu du siècle les prémices d'une crise politique importante. A partir de 1864, la Corée est dirigée par un régent, le Daewongun, père du jeune roi Kojong, qui tente de réformer un pays au système sclérosé, encore très traditionnel. Selon l'historien Pascal Dayez-Burgeon, le Daewongun désire centraliser le pouvoir et supprimer les clans et factions qui ont selon lui corrompu le pouvoir royal. Il expulse du gouvernement la très influente famille des Kim d'Andong, et s'attaque aux privilèges de la noblesse coréenne Yangban⁴. Toutefois, ses réformes et ses projets pharaoniques, notamment la rénovation du palais Gyeongbok, ruinent le pays. En 1874, Le Daewongun est écarté du pouvoir par Kojong qui a atteint la majorité. Influencé par la reine Min, liée à la famille des Kim d'Andong, le faible roi Kojong défait les réformes de son père et la Corée retombe, pour un temps, dans un factionnalisme archaïque et lourd de conséquences. L'incapacité de la Corée à se réformer à cette époque aura des conséquences

⁴ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2012, pp. 107-108

majeures, puisqu'elle laissera la péninsule vulnérable aux velléités de domination des Occidentaux, des Chinois et des Japonais. Les premières incursions en Corée sont occidentales, et elles sont religieuses. La diffusion du catholicisme en Corée aux XVIII^e et XIX^e siècles par des missionnaires étrangers, notamment des Français, entraîne l'apparition en 1860 du mouvement Donghak, ou "savoir oriental". Néo-confucéen, nationaliste et anti-occidental, ce mouvement sera à l'origine de plusieurs rébellions paysannes contre le pouvoir en Corée, dont une qui sera cruciale pour l'avenir du pays, en 1894. Le Donghak appelle à réformer le pays dont la société est sclérosée et à y introduire une démocratie à la coréenne, qui permettrait de renforcer le gouvernement et de lutter contre les influences extérieures. Les persécutions de chrétiens au "royaume ermite" entraîneront la première expédition punitive contre Joseon, menée par la France en 1866. La même année, Joseon coule le Général Sherman⁵, un navire marchand armé américain dont le but était d'ouvrir la Corée au commerce⁶, et massacre l'équipage. En réponse, les Etats-Unis mènent à leur tour une expédition punitive contre la Corée en 1871. Ni la France ni les Etats-Unis ne demeureront en Corée après leur expédition punitive. La Chine, dépecée par les Occidentaux, et le Japon, ouvert depuis 1854 et en voie de modernisation depuis la restauration Meiji de 1868, ont aussi des vues sur la Corée. Selon Pascal Dayez-Burgeon, "*Pour le Japon, la péninsule représente une formidable tête de pont pour prendre part à la curée chinoise. Pour la Chine, coloniser la Corée lui permettrait de s'imposer au sein du club des puissances coloniales et de freiner autant que possible sa propre mise sous le boisseau*"⁷. A l'image de la Chine pré-1842 et de la période d'isolement (dite "sakoku") du Japon, la Corée reste à cette époque hermétique aux influences extérieures et mène une politique isolationniste. Seule la Chine, à qui la relation millénaire de suzerain à vassal sur la Corée donne un statut particulier⁸, entretenait des relations avec Hanseong (ancien nom de Séoul sous Joseon). Mais, en envoyant une expédition et en menaçant d'utiliser la force, c'est le Japon qui finalement ouvrira la Corée en 1876, et la poussera à signer le traité inégal de Gwanghwa. Pour tenter de contrebalancer l'influence de Tokyo, le gouvernement coréen négociera par la suite des traités avec la Chine (1882), la Russie (1884), ou encore la France (1886), et la reine Min créera un parti pro-chinois. Après son ouverture forcée, les choses s'accélérent pour la Corée, et la rivalité sino-japonaise se fait ressentir sur la péninsule. L'incident d'Imo en 1882 en est le premier exemple. Cette mutinerie anti-japonaise de soldats coréens entraîne violence et confusion dans la capitale coréenne⁹. Pékin intervient et rétablit l'ordre, stationnant de fait les troupes chinoises en Corée. Le Japon force le roi Kojong à signer un nouveau traité seulement quelques mois plus tard, qui permet également à Tokyo de stationner ses troupes en Corée. En 1884, une révolte de réformistes anti-chinois oblige une nouvelle fois les troupes chinoises à rétablir l'ordre. Pour calmer le jeu, la Chine et le Japon signent la convention de Tianjin en 1885, qui stipule que les deux pays doivent retirer leurs troupes et s'informer mutuellement en cas de nouvelle incursion sur la péninsule.

⁵ Sans preuve convaincante, l'histoire officielle de la Corée du Nord indique que la destruction du Général Sherman aurait été dirigée par un ancêtre du président Kim Il-sung.

⁶ En 1854, les Etats-Unis avait déjà obligé le Japon à s'ouvrir via cette même "politique de la canonnière" avec le commodore Matthew Perry.

⁷ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours, op. cit.*, p.115

⁸ Depuis la dynastie Ming, l'empereur de Chine jouit d'une primauté à l'égard du roi de Corée, comparable à celle d'un aîné sur son cadet. C'est la reconnaissance de cet empereur de Chine comme seul empereur par la Corée qui donnera un prétexte au Japon pour mener l'expédition de 1876.

⁹ Le Daewongun tentera brièvement de revenir au pouvoir en profitant de la confusion engendrée par la mutinerie d'Imo, il sera néanmoins rapidement déposé par les troupes chinoises.

Néanmoins, c'est la Chine impériale qui possède à cette époque l'influence la plus grande sur la Corée. Pendant cette décennie (1885-1895), parfois appelée "décennie chinoise", Yuan Shikai¹⁰, Résident Impérial et conseiller militaire du roi Kojong, dirige presque *de facto* la péninsule, comme si la Corée était un protectorat. La décennie est relativement calme, même si les Japonais, bien plus avancés militairement que la Chine, se préparent déjà à la guerre et attendent seulement un prétexte pour agir. En 1894, une nouvelle rébellion paysanne Donghak secoue la Corée, qui fait une nouvelle fois appel à la Chine pour rétablir l'ordre. C'est le prétexte qu'attendaient les Japonais pour déclarer la guerre à la Chine. Bien que Pékin ait informé le Japon de son intention d'envoyer ses troupes rétablir l'ordre en Corée, le Japon décide également d'y envoyer des troupes, soi-disant pour protéger ses concessions. Les Japonais s'emparent de Hanseong et y imposent un gouvernement pro-japonais. La première guerre sino-japonaise débute (1894-1895) et se déroule principalement en mer et sur le territoire coréen. Elle est rapidement remportée par un Japon supérieur à la Chine, militairement et technologiquement. La Chine est obligée de signer le traité humiliant de Shimonoseki, et perd l'île de Taïwan, le sud-Mandchou et doit se retirer de Corée au profit du Japon. C'est la fin de la "dynastie chinoise" sur la péninsule. Le roi Kojong est contraint de proclamer la fin des liens d'allégeance qui lient la Corée et la Chine, et la reine Min, qui incarne le parti pro-chinois, est assassinée. Le roi Kojong s'enfuit et se réfugie à l'ambassade de Russie. La Chine défaite et humiliée n'ayant plus d'influence sur la péninsule, la Russie, qui a étendu son empire vers l'est, commence à avoir des vues sur la Corée et s'allie avec Kojong. En 1897, Kojong se proclame empereur et fonde "l'Empire de la Grande Corée", avec la bénédiction russe. L'influence grandissante de la Russie pousse le Japon à renforcer son contrôle sur la Corée, et les tensions aboutiront à la guerre russo-japonaise (1904-1905), remportée par le Japon¹¹. Dès la fin de la guerre, le Japon impose *manu militari* à Kojong un traité de protectorat. L'Empire de la Grande Corée devient donc en 1905 un protectorat de l'Empire Japonais, qui aura réussi à surpasser les Occidentaux, les Chinois et les Russes dans cette lutte d'influence autour d'une péninsule qui n'est désormais plus maîtresse de son destin.

b) Annexion et partition de la péninsule, le destin tragique de la Corée (1905-1950)

De 1905 à 1945, les Coréens connaîtront quatre décennies d'occupation et de colonisation japonaise. A la mise en place du protectorat en 1905, les Japonais installent un Résident Général, nommé Ito Hirobumi, qui dirige *de facto* la Corée. Kojong, qui n'a plus d'empereur que le nom, envoie des émissaires à l'étranger, notamment à la conférence internationale pour la paix à La Haye en 1907, pour plaider la cause de la Corée. Les émissaires coréens ne sont même pas reçus par les puissances occidentales et Ito Hirobumi, ayant eu vent de la manoeuvre de Kojong, le force à abdiquer au profit de son fils, Sunjong. C'est le début de la guérilla contre le Japon, de nombreux Coréens prennent le maquis en Corée et en Mandchourie. Les Coréens occupés sont divisés, certains résistent à l'envahisseur et d'autres collaborent, à l'image de ce que l'on pourra voir plus tard lors de l'occupation allemande en Europe. De 1907 à 1910, le Japon met en place son Etat colonial en Corée, les Japonais imposent leur droit et favorisent l'immigration de citoyens japonais vers la péninsule. Ils recrutent dans les forces de gendarmerie japonaises d'anciens soldats coréens ralliés, et de ce fait la majorité de ceux qui se battent contre la guérilla sont eux-mêmes des Coréens. La répression armée est

¹⁰ Yuan Shikai deviendra par la suite président de la République de Chine (1912-1915) et éphémère empereur de Chine (1915-1916).

¹¹ Une guerre qui marquera l'opinion occidentale, et fera reconnaître le Japon comme puissance, puisque c'est la première fois dans l'histoire qu'une nation non-occidentale triomphe d'une nation européenne lors d'une guerre conventionnelle.

omniprésente et la période est émaillée d'arrestations, de combats, d'exécutions, ou encore d'opérations de propagande menées par le Japon. Si en 1907 les Japonais hésitent encore à annexer purement et simplement la péninsule, un évènement crucial va les pousser à le faire : en 1909, le Résident Général Ito Hirobumi est assassiné à Harbin, en Mandchourie, par un Coréen appartenant à la résistance. Cet évènement sera déterminant dans la décision de Tokyo d'annexer la Corée. Le 22 août 1910 l'annexion est décidée par le Japon via un décret impérial, et est suivie par la création du Gouvernement Général de Corée, qui dirige la péninsule, désormais rattachée politiquement à l'archipel. Le premier Gouverneur Général, Terauchi Masatake, transformera profondément l'Etat coréen, notamment en centralisant grandement le pays, vieux rêve du régent Daewongun. Le Gouverneur Général mettra également en place une politique dite "militaire" qui poursuit la répression de toutes les oppositions dans un but de "pacification" de la Corée. La presse ainsi que le droit de réunion sont interdits, et le japonais est désormais langue officielle et obligatoire en Corée. A cette époque, le Japon industrialise la Corée de façon conséquente, surtout au nord, ce qui aura une incidence dans le développement de la Corée du Nord après 1953. En 1919, à l'occasion des funérailles de Kojong à Keijo (nouveau nom de Séoul sous la domination japonaise), éclate le "Mouvement du 1^{er} Mars", porté par des intellectuels coréens. Le mouvement s'étend et la répression japonaise se fait plus violente, en tout, 7 500 personnes auraient perdu la vie en marge de ce mouvement de contestation. Le Japon remet alors en cause sa politique militaire, et le nouveau Gouverneur Général, Saito Makoto, met en place une nouvelle politique dite "culturelle". Cette politique, qui a pour but de mieux éduquer, mieux financer les politiques coloniales et de faire des concessions aux nationalistes, rencontre un certain succès, puisqu'elle permet au Japon de scinder les indépendantistes coréens et d'en rallier un grand nombre à sa cause¹². La presse est également autorisée à nouveau. La résistance étant devenue marginale au sein même de la Corée, la guérilla se poursuit majoritairement hors de la péninsule. Deux pôles de résistance se mettent en place : un premier à Shanghai, soutenu par les conservateurs et les Américains, le "gouvernement provisoire de Corée", fondé en 1919¹³, et un deuxième en Mandchourie, qui compte plusieurs groupes majoritairement communistes et soutenus par l'URSS, qui dénonce l'impérialisme occidental mais aussi japonais. Les prémices à la fracture du pays sont donc déjà visibles, et ce bien avant même le début de la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi lors de cette résistance anti-japonaise que le "mythe" de Kim Il-sung, président fondateur de la Corée du Nord, débute. Il aurait combattu l'envahisseur au sein de la résistance communiste en Mandchourie jusqu'à la fin de la guerre. Plusieurs actions héroïques lui sont imputées par un discours officiel nord-coréen qui ne tarit pas d'éloge. A l'aube des années 1930, le Japon renoue avec le bellicisme, il abandonne sa politique "culturelle" et revient vers une politique plus répressive en Corée. Poursuivant ses velléités territoriales et désirent écraser la guérilla, Tokyo utilise l'incident de Mukden¹⁴ de 1931 comme prétexte pour envahir la Mandchourie et la transformer en un Etat fantoche, le Mandchoukouo, en 1932¹⁵. Ayant vaincu et envahi une

¹² L'argument avancé par certains ralliés coréens était que la Corée avait été colonisée car elle n'était pas au niveau, et que le Japon apportait avec lui la modernité dont la Corée avait besoin.

¹³ Syngman Rhee (parfois orthographié Yi Seung-man), premier président de la Corée du Sud, faisait partie de ce gouvernement provisoire de Corée basé à Shanghai.

¹⁴ L'incident de Mukden (actuelle Shenyang) du 18 septembre 1931 désigne le dynamitage d'une voie ferrée appartenant à une compagnie japonaise, ayant provoqué l'invasion de la Mandchourie. Il est aujourd'hui reconnu que le Japon avait lui-même fomenté cet incident pour l'utiliser comme prétexte pour envahir la Mandchourie.

¹⁵ Le Japon installe à la tête de ce pays fantoche Pu Yi, le dernier empereur de la dynastie mandchoue des Qing, une insulte supplémentaire du point de vue de la Chine.

nouvelle fois la Chine en 1937 lors de la Seconde guerre sino-japonaise, le Japon étend ses possessions en Asie orientale alors que la Seconde Guerre mondiale éclate. L'attaque japonaise sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941 fait entrer les Américains dans la guerre, et ces derniers prennent l'avantage dans la guerre du Pacifique dès la fin de l'année 1942. Le Japon résiste mais est condamné à perdre cette guerre, et les alliés commencent à se soucier du sort des colonies japonaises, notamment de la Corée. Lors des conférences de Téhéran (1943) et de Yalta (1945), Le président américain Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline, dirigeant de l'URSS, réitérent à plusieurs reprises leur volonté de voir le Japon abandonner ses colonies une fois vaincu. Les deux dirigeants évoquent notamment l'idée d'une période de tutelle pour la Corée, mais que celle-ci "doit rester courte" selon Joseph Staline, et que la péninsule doit rapidement retrouver son indépendance¹⁶. Rétrospectivement, cette idée de tutelle aura des conséquences désastreuses. Trois mois après la victoire contre Hitler en Europe, l'URSS déclare comme promis la guerre au Japon, le 8 août 1945¹⁷. Une déclaration tardive, puisque le Japon est déjà à genoux, ayant subi le feu atomique à Hiroshima deux jours auparavant. Les Soviétiques, depuis leur frontière orientale, avancent très rapidement en Mandchourie et se rapprochent de la Corée, ce qui commence à inquiéter les Américains¹⁸. Pour éviter que les Russes ne prennent le contrôle de la totalité de la péninsule coréenne, les Américains désignent le 10 août deux jeunes officiers, Dean Rusk et Charles Bonesteel, pour définir une ligne de partage de la péninsule. Mal préparés et agissant dans l'urgence, les deux officiers utilisent une carte de National Geographic pour diviser la Corée



> fig.1 : La carte de la Corée, éditée en 1945 par National Geographic, qui fut utilisée par les Américains pour diviser la péninsule. A noter que la carte est orientée vers l'est, et non vers le nord. Le 38^e parallèle est mis en évidence. (source : archives National Geographic)

arbitrairement le long du 38^e parallèle¹⁹. Le parallèle a été choisi car il divisait plus ou moins la Corée en deux parties égales et laissait Séoul, la capitale, du côté d'occupation américain, mais aucun expert sur la Corée n'a été consulté avant la prise de décision. Cet événement peut être considéré comme le "péché originel" de la partition coréenne. A la surprise des Américains, les Soviétiques acceptent immédiatement la division proposée, et ces derniers entrent en Corée le 14 août 1945 et occupent Pyongyang le 24 août. Le Japon capitule le 2 septembre, c'est la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Corée, les Russes mettent en place un système stalinien de collectivisation et de culte de la personnalité, et choisissent Kim Il-sung, héros de la résistance anti-japonaise en Mandchourie, pour diriger le gouvernement provisoire. Au sud, les Américains instaurent un gouvernement provisoire dirigé par Syngman Rhee, de la résistance de Shanghai,

¹⁶ CUMINGS Bruce, *Korea's Place in the Sun*, New York, W.W. Norton, 2005, pp. 187-188

¹⁷ A la conférence de Yalta, Staline avait déclaré qu'il viendrait en aide aux Alliés dans le Pacifique une fois les Nazis vaincus.

¹⁸ Plusieurs historiens considèrent qu'à cette période, la Guerre Froide a déjà débuté. L'utilisation de l'arme atomique par les Américains avait pour objectif non seulement de vaincre le Japon (sans invasion de l'archipel coûteuse en vies humaines), mais aussi d'intimider l'URSS, qui montrait déjà des signes de vellétés hégémoniques sur les territoires libérés.

¹⁹ OBERDORFER Don, CARLIN Robert, *The Two Koreas, a Contemporary History*, New York, Basic Books, 2014, p. 5

qui leur est acquis. Au nord comme au sud, la période est violente, de nombreux accrochages ont lieu, et avec l'entrée pleine et totale dans une logique de Guerre froide, le refus des Américains comme des Soviétiques de céder du terrain fait empirer la situation. Le 10 mai 1948, le Sud organise une élection générale émaillée de violences et d'intimidations envers les opposants de Syngman Rhee. Ce dernier remporte sans surprise l'élection, et le 15 août 1948 est proclamée la "République de Corée" (Corée du Sud). Les troupes américaines se retirent. En réponse, moins d'un mois après cet événement, la "République Populaire et Démocratique de Corée" (RPDC, Corée du Nord) est proclamée par l'Assemblée Populaire suprême le 9 septembre, avec Kim Il-sung à sa tête. Les troupes soviétiques se retirent également. La proclamation de deux entités gouvernementales différentes, revendiquant chacune la totalité du territoire, entérine la division de la Corée, bien que beaucoup de Coréens la pensaient encore provisoire. A cette époque le régime de Syngman Rhee est extrêmement répressif, et de nombreuses personnes soupçonnées d'être des sympathisants communistes sont massacrées, parfois par villages entiers, comme à Mungyeong en 1949 où 88 personnes sont exécutées. Les tensions avec la Corée du Nord montent et plusieurs accrochages ont lieux le long du 38^e parallèle. Bien que l'évènement fasse encore débat²⁰, il est communément admis que le 25 juin 1950, en accord avec les Soviétiques²¹, la RPDC décide d'envahir le Sud. La fracture entre les deux "frères ennemis" atteint un point critique, c'est le début de la meurtrière Guerre de Corée, qui durera trois ans.

c) *La Guerre de Corée et ses implications (1950-1953)*

A l'aube du 25 juin 1950, plus de 120 000 soldats nord-coréens, forts de 150 chars T-34, 1700 pièces d'artillerie et de 200 avions de combat²², franchissent le 38^e parallèle et écrasent rapidement les faibles forces de la République de Corée (à peine 95 000 hommes, dont beaucoup sont sous-équipés et d'autres en permission)²³. L'attaque est dévastatrice et Séoul tombe dès le 28 juin. Dès août, seule demeure une petite poche de résistance à Busan, dans le sud du pays. Les Américains sont pris par surprise par cette offensive nord-coréenne. Le 20 juin, soit cinq jours avant le début des hostilités, le nouveau Secrétaire du Département d'Etat américain, Dean Acheson, avait déclaré au Congrès qu'une guerre était "*improbable*". Pyongyang se serait même appuyé sur les déclarations de Dean Acheson pour déterminer que les Etats-Unis n'interviendraient pas sur la péninsule, car dans un discours prononcé le 12 janvier 1950, Acheson n'avait pas cité la Corée dans le "périmètre défensif des Etats-Unis dans le Pacifique"²⁴. Une omission lourde de conséquence. Toutefois, les Américains réagissent rapidement à l'invasion, puisque dès le 27 juin 1950, les Etats-Unis profitent de l'absence des Soviétiques pour faire adopter la résolution 83 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, condamnant l'attaque nord-coréenne. Le 7 juillet, la résolution 84 est adoptée, toujours du fait du boycott de l'URSS, membre permanent du Conseil, mais absent pour protester contre la reconnaissance par l'ONU de la République de Chine (Taïwan) au détriment de la République Populaire de

²⁰ La Corée du Nord maintient encore aujourd'hui qu'elle répondait à une incursion militaire de la Corée du Sud au nord du 38^e parallèle. Si à l'époque, de nombreux commentateurs soutenaient cette version, il est aujourd'hui communément admis par les historiens que c'est bien Pyongyang qui a décidé d'attaquer le premier.

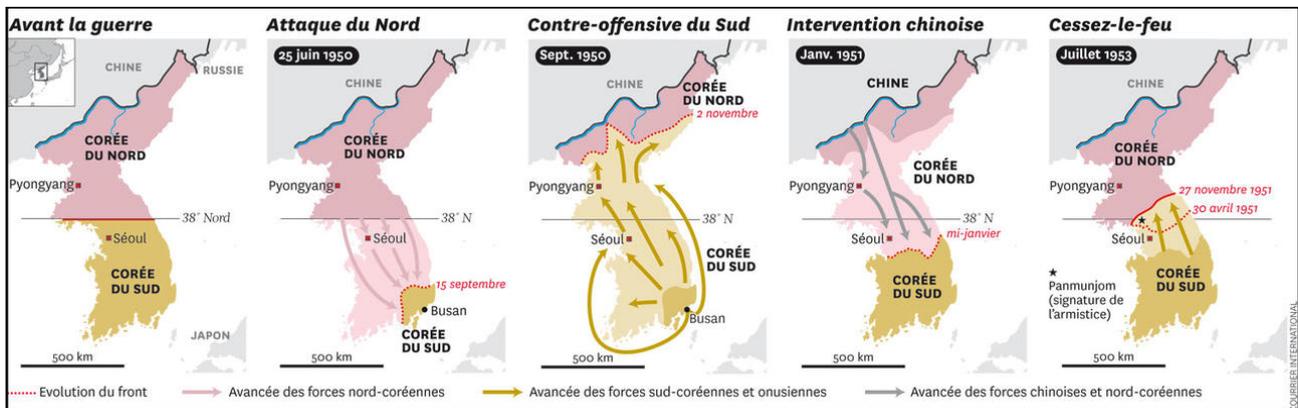
²¹ Staline aurait avalisé les prétentions nord-coréennes lors de la visite de Kim Il-sung à Moscou en avril 1950.

²² CADEAU Ivan, *La Guerre de Corée*, Paris, Perrin, 2013, pp. 69-70 et pp. 81-82

²³ La faiblesse de l'armée sud-coréenne à ce moment renforce la thèse selon laquelle ce sont bien les Nord-Coréens qui auraient déclenché la guerre, car Syngman Rhee savait que son armée ne faisait pas le poids face aux troupes de la RPDC.

²⁴ CADEAU Ivan, *La Guerre de Corée*, *op.cit.*, p. 75

Chine de Mao Zedong (qui a pris le pouvoir en Chine seulement l'année précédente)²⁵. Cette résolution 84 confie aux Américains le commandement d'une force onusienne d'intervention en Corée, forte de 230 000 hommes²⁶, majoritairement américains, mais composée en tout de seize pays, dont le Royaume-Uni, le Canada, ou encore la France. Le monde craint le début d'une Troisième Guerre mondiale, mais les Soviétiques n'interviendront pas directement dans le conflit, qui s'internationalise mais reste finalement limité au territoire coréen.



> fig.2 : Cartes des différentes étapes de la Guerre de Corée, qui permettent de bien observer les mouvements de troupes successifs.
Source : “Guerre de Corée. 1950-1953, un conflit sans merci”, *Courrier International*, 26 juillet 2013.

Les forces onusiennes débarquent en renfort dans la poche de Busan en septembre, où une armée sud-coréenne à l'agonie a tenu jusque-là grâce à la 8^e armée des Etats-Unis (arrivée en renfort du Japon dès juillet) et à un important appui aérien en provenance des bases américaines de l'archipel japonais. Le 15 septembre 1950, le général américain Douglas MacArthur décide de lancer la contre-offensive avec “l'Opération Chromite”. Une force américaine de 75 000 hommes débarque à Incheon, non loin de Séoul, et parvient à prendre à revers les troupes nord-coréennes et, par conséquent, à couper leurs routes d'approvisionnement²⁷. Encerclée, l'armée nord-coréenne se désagrège et Séoul est reprise dès le 26 septembre 1950²⁸. Le 7 octobre, ce sont les Américains qui franchissent le 38^e parallèle et repoussent les forces nord-coréennes. La dynamique s'inverse. Le 19 octobre, Pyongyang tombe et Kim Il-sung s'enfuit en Mandchourie. Le 24 octobre, le fleuve Yalu (ou Amnok en coréen) qui délimite la frontière entre la Chine et la Corée est atteint par les Américains. Le 18 octobre, un jour avant la chute de Pyongyang, le général MacArthur assure au président américain Harry S. Truman que la victoire est une question de jours et qu'il est persuadé que la Chine n'interviendra pas. Nouvelle surprise pour les Américains, la Chine communiste de Mao Zedong, inquiète de la présence américaine à sa frontière, décide d'intervenir. Le 31 octobre 1950, 270 000 “volontaires du peuple chinois”, commandés par le général Peng Dehuai, franchissent le Yalu. Au cours du mois de novembre, plus d'un demi-million de soldats de l'Armée Populaire de Libération (APL)

²⁵ Certains historiens suspectent que l'URSS aurait délibérément usé de la politique de la “chaise vide” pour rester en dehors du conflit coréen et avoir une meilleure marge de manoeuvre, comme médiateur par exemple, une fois la guerre terminée. Si c'était le cas, cette stratégie n'aura néanmoins pas duré, puisque Moscou reprendra sa place au Conseil de Sécurité dès le 1^{er} août 1950.

²⁶ 165 000 unités terrestres, 85 000 pour la marine et l'aviation.

²⁷ CADEAU Ivan, *La Guerre de Corée*, op.cit., pp. 156-158

²⁸ Selon l'historien Ivan Cadeau, les Chinois auraient prévenu les Nord-Coréens de la possibilité d'un débarquement à Incheon, mais Kim Il-sung aurait sous-estimé cette possibilité, d'où le succès de l'opération américaine.

arriveront en soutien²⁹. Cette offensive monumentale, forte au total de 780 000 hommes et soutenue par l'aviation soviétique, permet aux Chinois et aux Nord-Coréens de repousser les Américains et les Sud-Coréens au delà, une fois encore, du 38^e parallèle, le 26 décembre. Mal équipées pour l'hiver, souffrant du froid glacial, les forces onusiennes subissent une retraite douloureuse, et Séoul retombe une nouvelle fois aux mains des Nord-Coréens le 4 janvier 1951³⁰. Si le général américain Ridgway parvient à reprendre Séoul le 14 mars, le front se stabilise néanmoins au printemps 1951. Truman, fatigué par cette valse coûteuse en hommes, munitions et ressources, change de stratégie et opte pour la négociation d'un retour au *statu quo ante*. Pendant deux ans, les combats se poursuivent le long du 38^e parallèle. Les négociations peinent, notamment au sujet des échanges de prisonniers et de la démarcation de la frontière. La Corée du Nord veut revenir à une frontière délimitée par le 38^e parallèle alors que la Corée du Sud veut tenir la frontière *de facto* de 1951. Deux événements vont permettre un déblocage de la situation. D'abord l'élection de Dwight D. Eisenhower à la présidence des Etats-Unis en novembre 1952, qui prône une "*paix rapide et honorable*" en Corée³¹. Il recadre notamment Syngman Rhee, qui veut toujours en découdre avec la RPDC, et le force à accepter un retour au *statu quo*. Ensuite, la disparition de Joseph Staline le 5 mars 1953 déstabilise le bloc communiste. Pyongyang commence à faire des concessions, même si les combats se poursuivent encore un temps. Le 27 juillet 1953 est signé à Panmunjeon, village situé sur le du 38^e parallèle où se tiennent les négociations, l'armistice qui met fin aux combats³². Il est validé par Kim Il-sung, le général Clark et le général chinois Peng Dehuai, et les hostilités cessent. L'armistice prévoit notamment la création d'une zone démilitarisée de quatre kilomètres de large, communément appelée DMZ (Demilitarized Zone), le long de la frontière. Après trois ans de combats qui auront causé la mort de près de 3 millions de personnes³³, c'est un retour au *statu quo*, pour un territoire quasiment identique à 1950. Syngman Rhee n'ayant jamais ratifié l'accord d'armistice, aucune négociation de paix n'a été envisagée à l'époque entre les deux Corées, et les deux "frères ennemis" sont techniquement toujours en guerre³⁴. La DMZ, qui sépare encore aujourd'hui des centaines de familles coréennes, comme une cicatrice, afflige la péninsule d'est en ouest et rappelle inlassablement cet épisode tragique d'une Corée encore divisée.

d) *La Guerre de Corée, premier et unique affrontement entre la République Populaire de Chine et les Etats-Unis*

Un aspect de la Guerre de Corée qui nous intéresse tout particulièrement est le fait que ce conflit a déclenché le premier et unique affrontement direct entre les Etats-Unis et la République Populaire de Chine (RPC). Si l'on cherche à établir l'importance de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine, il convient de ne pas omettre ou sous-estimer cet événement. Les Américains ont méjugé la puissance chinoise à l'époque, forte de son APL très nombreuse, en pensant que Mao Zedong ne se risquerait pas à intervenir dans une guerre de

²⁹ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours, op.cit.*, p. 176

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*, p. 178

³² Voir **Annexe A** : préambule et article premier de l'armistice de Panmunjeon.

³³ 200 000 soldats étrangers (dont les 3/4 sont Chinois), mais surtout 2,5 millions de Coréens, soit près de 10% de la population de la péninsule à l'époque (Dayez-Burgeon, 2012).

³⁴ Les deux Corées sont toujours en guerre, mais des négociations de paix sont envisagées depuis 2018 entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et le président sud-coréen Moon Jae-in.

cette ampleur alors que la jeune RPC n'existait que depuis 1949. Pourtant, au début du conflit, les Etats-Unis ont tenté de limiter les risques d'une intervention chinoise. Ils ont notamment refusé que Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek), leader de la Chine nationaliste du Guomindang, alors replié sur l'île de Taïwan, participe à la guerre de Corée, dans le but de ne pas encourager une intervention des communistes chinois. On pourrait également argumenter que si Kim Il-sung s'est senti aussi confiant pour attaquer le Sud en juin 1950, c'est non seulement du fait de l'aval donné par les Soviétiques, mais aussi car il ne craignait pas d'être pris en tenaille au sud par les Sud-Coréens et au nord par les nationalistes chinois, puisque les communistes avaient pris le pouvoir en Chine l'année précédente. Surpris par la puissance de l'offensive chinoise de novembre 1950, les Américains ont été déstabilisés. Le général MacArthur, alors aux commandes en Corée, avait même préconisé en décembre 1950 l'envoi de trente à cinquante bombes atomiques tactiques sur la Chine, notamment sur la Mandchourie (attenante à la Corée) mais aussi et surtout sur Pékin. Fort heureusement, le président Truman a refusé, car avec le recul on peut imaginer que les conséquences d'une telle décision auraient été catastrophiques, et auraient bien pu faire basculer le monde dans une Troisième Guerre mondiale. Totalement opposé à la stratégie de Truman d'une négociation pour obtenir un *statu quo*, MacArthur décide de son propre chef, et en ignorant les ordres, d'envoyer un ultimatum nucléaire à Pékin en avril 1951³⁵. Truman relève MacArthur de ses fonctions le 11 avril. D'une certaine façon, l'affrontement avec la Chine aura ouvert les yeux des Américains sur la capacité d'action chinoise. Elle n'est plus le pays malmené par les puissances étrangères qu'il était au XIX^e et au début du XX^e siècle. Mao Zedong, qui voulait à tout prix rendre sa grandeur à l'Empire du Milieu après un siècle d'humiliation, a prouvé avec cette intervention que la Chine était désormais capable de tenir tête aux Occidentaux. Nul doute qu'après cet événement, l'image de la Chine a changé du point de vue américain, et que Pékin a probablement initié dès 1950 les prémices d'une rivalité qui n'apparaîtra que des décennies plus tard. L'intervention chinoise a également grandement renforcé les liens entre Pékin et Pyongyang, qui depuis cette époque se définissent "*aussi proches que les lèvres et les dents*"³⁶. Le propre fils de Mao Zedong, Mao Anying, est abattu en 1950 lors de la Guerre de Corée. Après la chute de l'URSS, la Chine restera en effet le seul partenaire de poids de la Corée du Nord. Parallèlement, la Guerre de Corée aura cimenté la haine des Nord-Coréens envers les Américains, une haine qui, appuyée par une propagande soutenue, perdure jusqu'à aujourd'hui. La Guerre de Corée peut donc être considérée comme le point de départ du rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine. Il est donc logique que la situation coréenne soit devenu un pan non-négligeable de cette rivalité aujourd'hui. Les acteurs contemporains sont désormais en place, mais avant d'arriver à nos jours, il convient de s'attarder d'abord sur la Corée du Nord post-1953.

2) La Corée du Nord dans la Guerre froide, du développement au déclin (1953-2000)

Au sortir de la guerre, les deux Corées sont ravagées. La Corée du Sud est dans un état de pauvreté et de destruction avancé, et dans les années 1950 et 1960, réussit à se maintenir surtout grâce à la perfusion américaine. La Corée du Nord a également grandement souffert de la guerre, mais se redressera bien plus rapidement, et de façon plus efficace, que son voisin du sud. Pendant plusieurs décennies, La Corée du Nord

³⁵ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours, op.cit.*, p. 177

³⁶ Une phrase qui aurait été prononcée par Mao Zedong lui-même.

sera plus développée que la Corée du Sud, et la surpassera dans pratiquement tous les domaines. Soutenue par l'URSS et la Chine, la Corée du Nord se reconstruit rapidement et joue un rôle important dans la Guerre froide qui se profile, s'alignant activement avec le bloc communiste. Si les tensions entre les deux blocs existaient avant le déclenchement de la Guerre de Corée, celle-ci aura été le détonateur de la Guerre froide. Premier conflit "par procuration" (proxy war) de la Guerre froide, la Guerre de Corée est un tournant décisif du XX^e siècle, et même après la fin du conflit sur la péninsule, la Corée du Nord continue de jouer un rôle dans le conflit global qui oppose l'Occident au bloc communiste, et ce jusqu'à la chute de ce dernier.

a) *Le "mouvement Chollima", reconstruction et industrialisation du pays*

Selon Pascal Dayez-Burgeon, *"Ses ressources sont aussi abondantes que prometteuses, sa reconstruction, mieux orchestrée, est plus efficace et l'assistance que lui fournit le bloc communiste n'est ni monolithique ni écrasante, comme l'aide américaine l'est au sud. Paradoxalement, le fait que la Corée du Nord ait deux tuteurs lui donne une certaine marge de manoeuvre. [...] Kim Il-sung met à profit la concurrence à laquelle commencent à se livrer la Chine et l'URSS, et joue alternativement Moscou contre Pékin pour s'assurer davantage de soutien et davantage d'autonomie"*³⁷. La reconstruction du pays s'enclenche donc rapidement, et dès 1955, le pays affiche des taux de croissance à deux chiffres. L'armée, pilier du régime, recrute à tour de bras et assure le plein emploi dans le pays. En 1956, Kim Il-sung lance le "mouvement Chollima", du nom d'un cheval ailé de la mythologie chinoise et coréenne³⁸, qui devient le symbole de la reconstruction et du développement du pays. A partir du premier "plan quinquennal" de 1957, décidé lors du III^e congrès du Parti, des mesures sociales populaires sont mises en place au nom du "mouvement Chollima". Au cours de cette période de cinq ans, la Corée du Nord s'efforce d'achever la transformation socialiste de son industrie. Elle travaille à complètement nationaliser l'industrie et l'agriculture et devenir suffisamment autosuffisante pour produire de la nourriture, des vêtements et des logements pour tout ses citoyens. Kim Il-sung lance ce "mouvement Chollima" pour motiver les travailleurs à accroître leur productivité pour le bien de la nation et ainsi atteindre les résultats visés par le plan quinquennal. La collectivisation des usines séduit la classe ouvrière nord-coréenne et la réforme agraire rallie les paysans. L'industrialisation du territoire nord-coréen, initiée par le Japon pendant la colonisation, ainsi que la richesse du pays en ressources naturelles³⁹, donnent un avantage majeur à Pyongyang sur son voisin du sud, peu industrialisé et pauvre en ressources. Ces réformes sont parfois comparées au "Grand Bond en avant" lancé par Mao Zedong en Chine à la même époque, mais se rapprocheraient davantage du mouvement stakhanoviste en URSS, dont l'une des composantes était de créer une motivation nationaliste chez les travailleurs, ainsi que de se focaliser sur l'industrie. Le "Grand Bond en avant", qui se concentre davantage sur une réforme de collectivisation de l'agriculture, sera un fiasco, alors que le "mouvement Chollima" connaîtra initialement de véritables succès. A tel point qu'au début des années 1960, la Corée du Nord est considérée comme le second pôle industriel



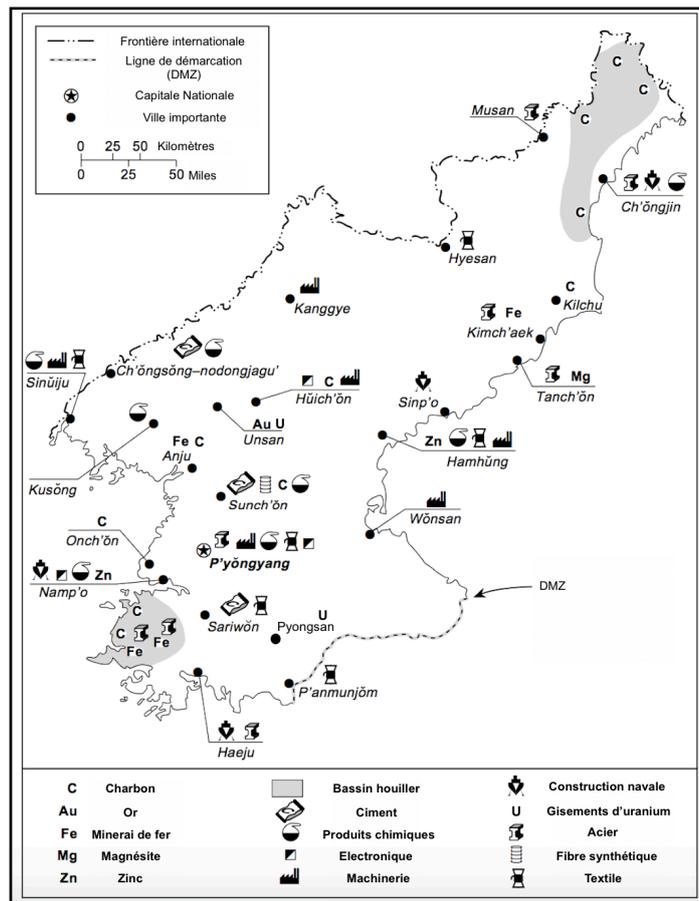
> fig.3 : Portrait de Kim Il-sung.

³⁷ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours, op.cit.*, p. 199

³⁸ Le cheval ailé Chollima, qui pourrait se traduire par "cheval de 1000 lieues", s'apparente à un Pégase asiatique et est encore très présent en Corée du Nord, puisque de nombreuses statues à son effigie ont été érigées.

³⁹ Le pays est particulièrement riche en ressources minières : charbon, anthracite, fer, magnésite, graphite, cuivre...

d'Asie, juste derrière le Japon, avec une croissance qui dépasse les 10%. L'historien Bruce Cumings note même qu'un rapport interne de la CIA "admettait du bout des lèvres les différentes réalisations du régime : les soins apportés aux enfants et notamment aux orphelins ; le changement radical du statut de la femme ; le logement gratuit ; les soins médicaux gratuits et la médecine préventive ; des taux de mortalité infantile et une espérance de vie comparable aux pays les plus avancés"⁴⁰. La Corée du Nord privilégie donc avec ce mouvement l'industrie lourde, important du pétrole et des céréales, et exportant des produits manufacturés en grande quantité (acier, machines-outils, locomotives...)⁴¹. La Corée du Nord balance en permanence, selon ses besoins, entre un modèle stalinien et un modèle chinois, dans le but de trouver son propre modèle. Toutefois, le "mouvement Chollima" s'est peu à peu essoufflé et n'a pas réussi à pérenniser ses succès initiaux. La Corée du Nord a obtenu des gains rapides en termes de quantité de production mais au prix d'une qualité inférieure. L'économie du pays s'est petit à petit déformée car les ressources, exploitées jusqu'à leurs limites, ont été déplacées principalement vers le secteur de l'industrie lourde, tout en négligeant d'autres secteurs nécessaires. La production économique monolithique de la Corée du Nord commence ensuite à baisser et, dès le milieu des années 1960, la nation est confrontée à un épuisement de sa main-d'œuvre⁴². En 1971, Kim Il-sung lance un "plan de six ans", qui aurait dû permettre une restructuration du système économique nord-coréen, notamment par le développement des biens d'équipements intermédiaires et par la modernisation des campagnes. Toutefois, le système de production, organisé pour l'industrie lourde depuis plus de 15 ans, peine à s'adapter. La Corée du Nord est très dépendante des importations de pétrole pour sa production, et les chocs pétroliers des années 1973 et 1979, vont mettre à mal la restructuration voulue par Kim Il-sung. En 1978, Deng Xiaoping, nouveau leader de la RPC, avait conseillé à Kim Il-sung d'entamer des réformes économiques d'ouverture, à l'image de la nouvelle direction que prenait la Chine à cette époque. Le refus de Kim Il-sung entame le déclin de l'économie nord-coréenne et la fin du "mouvement Chollima".



> fig.4 : L'activité économique et les ressources minières de la Corée du Nord. Source : données GlobalSecurity, infographie traduite par D. Corneloup.

⁴⁰ Bruce Cumings cité par DEMICK Barbara, *Vies ordinaires en Corée du Nord*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 313

⁴¹ DAYEZ-BURGEON Pascal, KIM Joo-no, *De Séoul à Pyongyang, idées reçues sur les deux Corées*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2013, p. 31

⁴² OH Kongdan, *North Korea Through the Looking Glass*, Washington, Brookings Institution Press, 2000, pp. 50-51

b) *Kim Il-sung et le développement du “juche”, socle de l’idéologie nord-coréenne*

De 1948 à 1994, la Corée du Nord est associée à un seul nom : Kim Il-sung. “Président éternel” de la Corée du Nord, Kim Il-sung a réussi à créer autour de sa personne un culte de la personnalité poussé à l’extrême⁴³, qui se poursuit encore aujourd’hui via sa descendance encore au pouvoir en Corée du Nord. Kim Il-sung est donc à l’origine de la seule “dynastie communiste” que le monde ait connue. Bien qu’arrivé à la tête du pays grâce à la bénédiction soviétique, Kim Il-sung a réussi à rendre son nom indissociable de celui de la Corée du Nord, et à asseoir son pouvoir totalitaire grâce à une propagande agressive et à de multiples campagnes de purges. Soucieux de créer sa propre légende, il se réclame du “juche”, philosophie politique, voire idéologie socialiste, qui a pour but de différencier le communisme “à la coréenne” du maoïsme ou du stalinisme. Le concept du “juche” est relativement confus, et parfois simplement traduit par “autosuffisance”. Il se positionne dans la lignée du marxisme-léninisme, tout en se réclamant d’une spécificité coréenne néo-confucianiste (culte de la nation comme famille au sens élargi, paternalisme du dirigeant suprême). Hwang Jang-yop, idéologue du “juche” et proche de Kim Il-sung expliquait : “le juche vise à mettre un terme définitif à l’aliénation de classe et à libérer le potentiel de chaque individu grâce à et dans l’intérêt de la révolution prolétarienne”. Pour Pascal Dayez-Burgeon, “dans les faits, le juche rimait aussi avec exaltation patriotique, voire affirmation nationaliste. Pour ses alliés, il signifiait que, bloc socialiste ou pas, la Corée du Nord tenait avant tout à son autosuffisance économique, à son autonomie idéologique, et surtout, à son indépendance politique et culturelle”⁴⁴. La caractéristique principale du “juche” apparaît donc comme être la volonté d’indépendance et d’autonomie de Pyongyang, qui ne désire pas faire office de simple satellite de la Chine ou de l’URSS. Dans les faits, la dépendance de la Corée du Nord aux importations de pétrole et de céréales ne permet pas une totale indépendance du pays, mais la promotion du “juche” est surtout destiné à la propagande interne à la Corée du Nord. Trop confus et éclipsé par le maoïsme ou le stalinisme, le concept du “juche” n’a que très peu eu d’impact en dehors du pays. Une autre caractéristique importante du “juche”, ou plutôt un prolongement de celui-ci, est le concept de “songun”, qui pourrait se traduire par “l’armée d’abord”. Le terme “songun” n’est apparu dans la rhétorique nord-coréenne que dans les années 1990, mais le concept, théorisé par Kim Il-sung et son fils Kim Jong-il, trouverait son origine dans les années 1960. En 2016, Kim Jong-un, petit fils de Kim Il-sung et dirigeant actuel du pays, remplace officiellement le “songun” par un concept similaire, le “byongjin”, qui donne davantage de poids au Parti sur les affaires de l’armée. Selon le site officiel nord-coréen Naenara, l’idée de base du “songun” et du “byongjin” est : “*un mode politique qui fait des affaires militaires les tâches prioritaires de l’Etat et permet de défendre la patrie, la révolution et le socialisme et de pousser avec force l’édification socialiste dans son ensemble en s’appuyant sur la nature révolutionnaire et la combativité de l’Armée Populaire. C’est grâce à la politique du songun et à la direction de la révolution fondée sur le songun que la République Populaire et Démocratique de Corée a pu donner lieu à de nouvelles réalisations dans l’édification d’une grande puissance prospère et que l’œuvre de réunification de la patrie a pu aborder une phase marquante*”⁴⁵. Autrement dit, l’armée est prioritaire et le renforcement de la puissance militaire doit avoir pour corollaire une puissance économique accrue. Ainsi, l’armée intervient dans tous les secteurs de la vie économique, gère des entreprises d’Etat, aide aux grands

⁴³ 25 ans après sa mort, Kim Il-sung est encore aujourd’hui le président de la Corée du Nord. Ses descendants Kim Jong-il et Kim Jong-un, dirigeants *de facto*, ne sont que les “leaders” ayant repris le flambeau du “président éternel”.

⁴⁴ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, op.cit., p. 203

⁴⁵ <http://naenara.com.kp/fr/>

travaux d'infrastructures, etc. L'Armée Populaire est encore aujourd'hui un pilier de la société nord-coréenne, et devenir soldat est une perspective de carrière intéressante pour les Nord-Coréens. En 2016, en termes d'effectifs, l'Armée Populaire de Corée est la quatrième plus grande armée du monde⁴⁶ avec 1 125 000 actifs et plus de 9 millions de réservistes. En termes de militaires par habitant, elle est même la première armée du monde (49 militaires pour 1000 habitants)⁴⁷. Une autre caractéristique majeure de la société nord-coréenne est la création par Kim Il-sung de "castes" lors du 5^e congrès du Parti des Travailleurs en 1970. Les Nord-Coréens sont désormais divisés selon un système de classification, appelé "songbun" divisant la population en trois catégories. Les "loyaux", qui habitent en général à Pyongyang et sont proches du régime, les "tièdes" qui ne sont ni privilégiés ni persécutés, qui représentent la majorité de la population, et les "hostiles" qui sont considérés dangereux (du fait de leur ascendance familiale ou bien de leurs activités passées) et n'ont aucune perspective de progrès dans la société nord-coréenne. Ils risquent persécutions, incarcérations et parfois exécutions arbitraires. Plus qu'autour d'un Parti, la Corée du Nord s'articule d'abord autour d'un homme, Kim Il-sung, de son idéologie, le "juche", et de sa mainmise sur l'armée, qui lui offre un pouvoir absolu sur le pays. Néanmoins, le caractère unilatéral de ce système, inspirant la terreur, sera lourd de conséquences, puisque Kim Il-sung, jamais contredit par ses conseillers, commettra des erreurs irréversibles, notamment dans le domaine économique, mais aussi en politique internationale.

c) *Des relations internationales intimement liées à la fracture idéologique de la Guerre froide*

La Corée du Nord s'aligne activement avec le bloc communiste pendant la guerre froide, mais jouera aussi avec les divisions de celui-ci. Pyongyang mènera plusieurs actions violentes, notamment à l'encontre du gouvernement sud-coréen et de la présence américaine sur la péninsule coréenne. Pyongyang envoie une multitude d'agents "subversifs" au sud pour tenter de causer ou de précipiter une chute du régime et provoquer une réunification de la Corée. A la fin des années 1960, les infiltrations nord-coréennes au sud atteignent des records : 743 agents-espions sont recensés en 1967 et 1968⁴⁸. Plusieurs attentats sont menés contre des membres du gouvernement sud-coréen, notamment deux contre le président Park Chung-hee. 1968 et 1969 sont des années meurtrières, qui feront croire un temps à une seconde Guerre de Corée. Le 21 janvier 1968, un commando nord-coréen de 31 individus attaque la Maison Bleue, résidence du président sud-coréen, dans le but d'assassiner Park Chung-hee, et cause la mort de 68 Sud-Coréens et trois militaires américains. 28 des 31 assaillants sont abattus. Seulement deux jours plus tard, le 23 janvier, l'armée nord-coréenne arraisonne et capture un navire-espion américain, l'USS Pueblo, qui serait entré dans les eaux territoriales nord-coréennes. L'équipage n'est libéré qu'après 11 mois de négociations et des excuses du gouvernement américain. En octobre 1968, 130 soldats nord-coréens tentent un raid sur la côte est de la Corée du Sud. La tentative est un échec, et 110 assaillants sont tués. Il est aujourd'hui soupçonné que Kim Il-sung voulait par ces actions violentes tester la résistance du pouvoir sud-coréen, pour déterminer si une chute du gouvernement de Park Chung-hee était envisageable. Enfin, en avril 1969, un aéronef de reconnaissance américain EC-121 est abattu par Pyongyang au-dessus de la mer du Japon, causant la mort de ses 31 membres d'équipage. Les tensions sont extrêmement élevées, mais le président américain Richard Nixon

⁴⁶ Derrière la Chine, les Etats-Unis et l'Inde, et juste devant la Russie.

⁴⁷ HACKETT James, "The military balance 2016", International Institute for Strategic Studies, Routledge, 2016

⁴⁸ CRS Report for American Congress, "North Korean Provocative Actions 1950-2007", Congressional Research Service, 2007

refuse que les Etats-Unis interviennent une nouvelle fois en Corée, notamment parce que la guerre du Vietnam fait rage et occupe déjà l'attention et les ressources de Washington, qui refuse d'ouvrir un nouveau front en Asie. Les tensions retombent à la surprise générale au début des années 1970. En 1972, un dialogue s'instaure entre Pyongyang et Séoul, et un communiqué conjoint est publié qui appelle à une réunification "pacifique et bilatérale"⁴⁹. Avec du recul, cet apaisement soudain n'est pas si surprenant. La période correspond en effet au ralentissement de l'activité économique nord-coréenne, et à la prise de conscience par Pyongyang que la Corée du Sud et son gouvernement sont plus solides que prévu. Ajouté à cela, le rapprochement entre les Etats-Unis et la République Populaire de Chine initié dans les années 1970 (rencontre Nixon-Mao en 1972) ne garantit pas un soutien chinois inconditionnel à la Corée du Nord en cas de nouveau conflit. Sans oublier la fracture de plus en plus grande entre la Chine et l'URSS, qui fissure l'unité du bloc communiste. La Corée du Nord a souvent oscillé entre ses deux alliés chinois et soviétique après 1953, tout en voulant garder une certaine indépendance vis-à-vis d'eux. Le "dégel" avec les Etats-Unis initié par Nikita Krouchtchev après la mort de Staline a été vivement critiqué, en Corée du Nord comme en Chine, qui dénoncent un "*esprit de capitulation*". Pyongyang se rapproche donc de Pékin dans un premier temps, mais la balance penche de nouveau en faveur de Moscou avec l'arrivée de Leonid Brejnev, stalinien orthodoxe, au pouvoir en URSS à partir de 1964. Surtout que Pékin se refuse à aider la Corée du Nord à acquérir la technologie nucléaire. Alors que la tension monte entre la Chine et l'URSS, Kim Il-sung décide de se rendre en visite officielle à Moscou en 1966, ce qui provoquera l'ire de Mao Zedong à l'encontre de Pyongyang. Toutefois, Kim Il-sung sera déçu par Brejnev, dont il critiquera l'attentisme et la volonté de prolonger la "détente" avec l'Occident. Brejnev n'accorde aucun soutien à la Corée du Nord pendant la période de tension avec la Corée du Sud de 1967 à 1969. Pyongyang décide donc de se rapprocher une nouvelle fois de Pékin. Une visite de Zhou Enlai en 1970 est censée relancer les relations bilatérales sino-nord-coréennes, mais le rapprochement sino-américain qui survient presque immédiatement après, marginalise la Corée du Nord. Kim Il-sung subit les conséquences de son double jeu avec les Soviétiques et les Chinois, alors que son économie ralentit et est mise à mal par le premier choc pétrolier. En 1975, alors que le Vietnam se réunifie par le Nord communiste, Kim Il-sung pense l'heure de la réunification coréenne venue et envisage l'invasion du sud, persuadé que les Américains n'interviendraient pas. Toutefois, Pékin et Moscou l'en dissuadent fermement. Le soutien des deux tuteurs n'étant plus inconditionnel, la Corée du Nord commence à s'isoler. "*L'isolement dont Kim Il-sung s'est targué pour faire monter les enchères auprès de ses partenaires s'est retourné contre lui. Il ne lui reste plus qu'à s'enfermer dans le juche*"⁵⁰. Le "juche" devient la doctrine officielle du régime, et à la mort de Mao Zedong en 1976, Kim Il-sung se pose en guide ultime de la révolution mondiale, sans grand succès. L'apaisement avec la Corée du Sud sera de courte durée et les tensions reprennent rapidement. En 1974, un nouvel attentat à l'encontre de Park Chung-hee est mené. Il survit mais son épouse est tuée dans l'attaque. Pyongyang est soupçonné, même si le lien entre l'attentat et la Corée du Nord n'a jamais été avéré. Les incidents le long de la DMZ reprennent, et de nombreuses galeries souterraines sont découvertes sous celle-ci, laissant penser à un éventuel plan d'invasion par la Corée du Nord. En 1983, un attentat à la bombe à Rangoon manque de tuer le nouveau président sud-coréen, Chun Doo-hwan, en visite officielle au Myanmar. Dix-sept Sud-Coréens sont tués, dont quatre membres du

⁴⁹ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours, op.cit.*, p. 234

⁵⁰ *Ibid.*, p. 224

gouvernement. Le 28 novembre 1987, le vol Korean Airlines 858 reliant Bagdad à Séoul explose en plein vol. Les 115 passagers perdent la vie. Deux agents nord-coréens auraient laissé une mallette d'explosifs dans l'avion avant de descendre lors d'une escale à Abu Dhabi. Capturés après l'explosion de l'avion, ils tentent de se suicider en avalant une ampoule de cyanure. L'un des agents, une femme, survit et reconnaît les faits, mais la Corée du Nord, jusqu'à aujourd'hui, nie sa responsabilité dans cet attentat, comme pour celui de 1983⁵¹. Au fur et à mesure que la Corée du Nord s'isole sur la scène internationale et que son économie ralentit, le pays refuse obstinément toute ouverture et s'enferme dans une rhétorique violente. Les actions terroristes qui sont imputées au régime écornent son image, même au sein du bloc communiste, et Kim Il-sung devient de plus en plus indésirable aux yeux de la communauté internationale. Contrairement à la Chine, qui a su se renouveler notamment grâce à la vision pragmatique de Deng Xiaoping, la Corée du Nord n'a pas su évoluer et s'adapter à un nouveau contexte international qui lui était de plus en plus défavorable. La chute de l'URSS et son implosion en 1991, qui marque parallèlement la chute du communisme et la fin de la Guerre froide, sera le coup de grâce pour Pyongyang, pour qui la décennie des années 1990 sera la période la plus difficile depuis la Guerre de Corée.

d) *La Corée du Nord post-URSS frappée par l'isolement, le déclin et la famine*

Dès le milieu des années 1970, la Corée du Sud surpasse économiquement la Corée du Nord. La tendance s'inverse et Pyongyang stagne alors que Séoul est en plein essor, malgré une situation politique encore instable⁵². Dans les années 1980, le taux de croissance nord-coréen se serait tassé, "*oscillant entre 2% et 4% jusque dans le milieu des années 1980, avant de devenir nul en 1988 et même négatif à compter de l'année suivante*"⁵³. A la fin des années 1980, la Corée du Nord dépend grandement de l'aide soviétique pour maintenir son économie à flot et sauvegarder les apparences. La chute de l'URSS et sa dislocation en décembre 1991 est donc catastrophique pour Pyongyang, puisque du jour au lendemain, l'aide cesse. La Chine, déjà très occupée avec ses propres réformes en interne, reste le seul allié de poids de Pyongyang. La Corée du Nord comprend que le vent tourne, car dès septembre 1991, elle entre à l'ONU en même temps que la Corée du Sud, et signe avec cette dernière, trois mois plus tard, un "*accord de réconciliation, de non-agression, d'échange et de coopération*". Selon plusieurs analystes sud-coréens, dont Jeong Se-hyun, qui sera ministre de l'unification de 2002 à 2004, Kim Il-sung voulait profiter du réchauffement pour normaliser ses relations avec Washington, s'offrir une porte de sortie honorable après la chute du bloc communiste, et surtout préserver le régime en place. Ainsi en 1992, Kim Il-sung envoie son propre secrétaire au siège des Nations Unies à New York pour dialoguer avec les Américains. Son message : "*nous renonçons à réclamer le retrait des troupes américaines du Sud ; en contrepartie, vous garantissez que vous ne remettrez pas en cause l'existence de notre pays*". Le président américain George H. W. Bush répondra à cette requête par le silence. Kim Il-sung, non seulement vexé par le dédain américain à son égard, commence également à prendre peur, car il voit que la puissance américaine n'a désormais plus de contrepartie. La première guerre du Golfe fait montre de la puissance d'action et de projection des Etats-Unis dans le monde, et de ce qui peut arriver à un pays qui s'attire les foudres de la nouvelle "hyperpuissance", à l'image de l'Iraq de Saddam

⁵¹ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, pp. 79-80

⁵² Après l'assassinat de Park Chung-hee en 1979, qui avait lui-même tout d'un dictateur, la Corée du Sud connaît des difficultés dans l'instauration d'une démocratie et le passage d'un pouvoir militaire à un pouvoir civil.

⁵³ DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, op.cit., p. 263

Hussein. C'est à ce moment là que Kim Il-sung, soucieux de garantir l'existence de la Corée du Nord et surtout de son régime, aurait décidé de maintenir son pays dans la course au nucléaire, malgré les apparentes volontés d'apaisement dont il fait preuve à l'époque⁵⁴. Les soupçons de développement d'un programme nucléaire par Pyongyang inquiètent la communauté internationale⁵⁵, et en juin 1994, l'ancien président américain Jimmy Carter se rend en Corée du Nord pour tenter d'apaiser les tensions. Il rencontre Kim Il-sung et affirme à son retour avoir réglé la crise⁵⁶. Difficile de savoir à quel point le régime nord-coréen était sincère dans ses discussions avec Carter à ce moment-là, puisque deux événements vont changer la donne et



> fig.5 : Portait de Kim Jong-il.

marquer un tournant dans l'Histoire nord-coréenne : la mort de Kim Il-sung et la famine. Seulement trois semaines après la visite de Jimmy Carter, Kim Il-sung décède d'une crise cardiaque, le 8 juillet 1994. Le pays pleure son dirigeant suprême, et Kim Jong-il, son fils, prend la tête du pays⁵⁷. Le discret Kim Jong-il n'a pas le charisme de son père, et hérite d'un pays en pleine déliquescence. Le commerce extérieur de la Corée du Nord a été réduit de moitié en l'espace de cinq ans (1990-1995), et l'économie nord-coréenne souffre grandement de la perte des importations de pétrole soviétique subventionné⁵⁸. Les choses allant de mal en pis, la Corée du Nord, qui dépendait déjà de façon importante des importations de nourriture avant la chute de l'URSS, connaît à l'été 1995 une série d'inondations "*de proportions bibliques*"⁵⁹ qui ravagent les cultures,

détruisent les récoltes et les réserves de céréales, ce dans un pays de plus de 20 millions d'habitants (en 1995) et où seulement 20% du territoire est arable. S'ensuit une famine qui fera selon les sources entre 220 000 et 3 millions de morts. "*Si les premières estimations à la fin des années 1990 évoquaient 3 millions de morts, on avance plutôt aujourd'hui une fourchette allant de 1,5 à 2 millions de décès*"⁶⁰. Des milliers de Nord-Coréens tentent de fuir vers la Chine, ce qui alertera par ailleurs la Chine sur le problème que pourrait représenter un exode massif des Nord-Coréens vers l'Empire du Milieu en cas d'instabilité politique en Corée. Les inondations sont suivies par une année de sécheresse extrême en 1997, faisant se poursuivre la famine jusqu'en 1998. La Corée du Nord en est réduite à demander une aide humanitaire extérieure pour subsister. Si les inondations et la sécheresse sont les causes directes de la famine meurtrière des années 1990, la mauvaise gestion de l'aide humanitaire et leur mauvaise redistribution par le gouvernement nord-coréen ont exacerbé les conséquences de ce désastre. En effet, les rations de nourriture étaient distribuées aux citoyens nord-coréens en fonction de leur appartenance politique et de leur "loyauté au régime", conséquence du système de caste "*songbun*"⁶¹. Ajouté à cela, l'allocation de ressources importantes et de financements à

⁵⁴ BULARD Martine, "La réunification de la Corée aura-t-elle lieu ?", *Le Monde Diplomatique*, 1^{er} janvier 2016

⁵⁵ Voir : II) La politique nucléaire nord-coréenne, assurance vie du régime.

⁵⁶ OBERDORFER Don, CARLIN Robert, *The Two Koreas, a Contemporary History*, op. cit., p. 256

⁵⁷ Kim Jong-il avait été désigné successeur de Kim Il-sung dès 1984, et à partir de cette date avait déjà commencé à diriger le pays aux côtés de son père.

⁵⁸ LANKOV Andrei, *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford University Press, 2015, p. 78

⁵⁹ OBERDORFER Don, CARLIN Robert, *The Two Koreas, a Contemporary History*, op. cit., p. 290

⁶⁰ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, op. cit., p. 92

⁶¹ KANG David, "They think they're normal, Enduring Questions and New Research on North Korea", *International Security*, n°36, 2012, pp. 142-171

des projets militaires pendant cette période aura également eu des conséquences néfastes. En 1999, la Corée du Nord relève doucement la tête, mais aborde le XXI^e siècle dans une position extrêmement délicate. Isolée, en déclin et ravagée par la famine, la Corée du Nord de l'an 2000 n'a plus grand chose à voir avec le pôle industriel dynamique qu'elle a été dans les années 1950 et 1960. Seul demeure son régime totalitaire.

3) Les stratégies et objectifs nord-coréens au XXI^e siècle

Les années 1990 furent catastrophiques pour la Corée du Nord, et jouèrent probablement un rôle dans la nouvelle politique de rapprochement envisagée au tout début des années 2000. L'espoir suscité par cette politique sera néanmoins rapidement déçu, avec la prompte reprise du programme nucléaire nord-coréen. Vues par un oeil extérieur, les stratégies nord-coréennes sont parfois difficiles à comprendre, et peuvent paraître irrationnelles, mais il existe toutefois une ligne directrice inamovible chez le régime nord-coréen qui permet d'expliquer ses actions : sa survie. C'est ce concept, objectif principal du régime, et sa primordialité dans la stratégie nord-coréenne, qui dirige la politique nord-coréenne depuis la chute du bloc communiste jusqu'à aujourd'hui et permet de mieux comprendre les agissements de Pyongyang.

a) La politique du "rayon de soleil", un espoir déçu

Si l'idée d'un rapprochement inter-coréen était apparu dès le début des années 1970, après les vives tensions de la fin des années 1960, c'est à la fin des années 1980 et au début des années 1990 que cette idée trouvera un nom, sous l'impulsion du président sud-coréen Roh Tae-woo : la "nordpolitik" (en référence à "l'ostpolitik" de l'Allemagne de l'Ouest envers son voisin de l'est). L'effondrement du bloc communiste et surtout la réunification allemande ont initié une dynamique de réconciliation au début des années 1990, faisant naître l'espoir d'une réunification pacifique en Corée. Dès sa prise de fonction en 1988, le président Roh Tae-woo envisage, via cette "nordpolitik", de promouvoir le commerce, les échanges et les visites à tous les niveaux entre les deux Corées. Les premiers résultats sont encourageants, les deux Corées entrent en même temps à l'ONU et un accord de réconciliation est signé. Toutefois, les événements tragiques des années 1990 mettent un coup d'arrêt à cette politique d'ouverture, qui ne reprend qu'en 1998, cette fois-ci sous l'impulsion du nouveau président sud-coréen Kim Dae-jung⁶², et sous un nouveau nom : la politique du "rayon de soleil" ou "sunshine policy". En juin 2000, après de nombreux mois de négociations, de tractations et de promesses en interne, un sommet historique se tient à Pyongyang entre Kim Dae-jung et Kim Jong-il. Un sommet qui vaudra à Kim Dae-jung de recevoir le prix Nobel de la paix la même année. La politique du "rayon de soleil" est basée sur trois principes : aucune provocation armée de la Corée du Nord ne sera tolérée ; la Corée du Sud ne tentera pas d'absorber la Corée du Nord de quelque manière que ce soit ; la Corée du Sud recherchera activement la coopération avec la Corée du Nord. Il y a dans cette politique davantage l'idée d'une coexistence pacifique, plutôt que d'une réunification. Les espoirs soulevés par la politique du "rayon de soleil" sont importants, et les premiers résultats sont une nouvelle fois encourageants. Le développement des relations économiques entre Pyongyang et Séoul passe par la construction d'une voie ferrée reliant les deux pays, et l'ouverture de la région des monts Kumgang, en Corée du Nord, aux touristes sud-coréens. Des réunions de retrouvailles pour les familles séparées par la Guerre de Corée sont mises en place, et les deux

⁶² Kim Dae-jung, opposant à Park Chung-hee, a été prisonnier politique pendant plusieurs années avant de se hisser à la présidence en Corée du Sud en 1998.

Corées défilent ensemble sous le même drapeau de la Corée réunifiée lors des Jeux Olympiques d'été de 2000. Ces symboles forts font naître un espoir phénoménal, mais le processus ne va pas sans accroc, puisque les négociations stagnent à plusieurs reprises, notamment après le 11 septembre 2001. L'inclusion de la Corée du Nord dans "l'axe du mal" par le président américain George W. Bush vexa Kim Jong-il qui bloqua les négociations pendant plusieurs mois. En 2002, un accrochage naval entre Séoul et Pyongyang, sur des questions liées aux eaux territoriales, causa la mort de six soldats sud-coréens et aggrava les tensions. C'est surtout la confirmation que la Corée du Nord poursuit bel et bien un programme nucléaire militaire fin 2002 qui mettra à mal le rapprochement. La politique du "rayon de soleil" se poursuit toutefois avec Roh Moo-hyun, successeur de Kim Dae-jung. En 2004, la zone économique de Kaesong est ouverte, malgré des relations tendues entre les deux Corées, notamment du fait de la question du développement d'armes nucléaires par Pyongyang, et son retrait du Traité de Non-Prolifération (TNP) en 2003. Si la politique du "rayon de soleil" se poursuit tant bien que mal pendant la première moitié des années 2000 (les Corées défilent ensemble aux Jeux Olympiques de 2004, de nouvelles rencontres de familles séparées sont organisées...), l'espoir n'est plus celui des débuts. Plusieurs événements vont enterrer la politique du "rayon de soleil", notamment le premier essai nucléaire de la Corée du Nord en 2006, qui déçoit de nombreux observateurs, surtout en Corée du Sud, qui n'a désormais plus confiance en la bonne volonté de la Corée du Nord. Conséquence du retour des tensions inter-coréennes, Lee Myung-bak est élu à la présidence sud-coréenne en 2007. Lee appartient au "Grand Parti National", parti conservateur dont la politique envers la Corée du Nord est bien plus sévère et empreinte de suspicion que celle du "Parti Démocrate de Corée" auquel appartenaient Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun. En 2008, année de la prise de fonction de Lee Myung-bak, l'incident des monts Kumgang aggrave encore les tensions. En juillet 2008, une touriste sud-coréenne est abattue par des soldats nord-coréens lors d'une visite des monts Kumgang. Le second essai nucléaire nord-coréen en 2009 et l'incident de Baengnyeong en 2010⁶³ scellent le destin de la politique du "rayon de soleil", déclarée comme étant un "échec" par le ministère sud-coréen de la réunification en 2010.

b) *Malgré l'isolation post-Guerre froide, l'étonnant maintient d'un régime anachronique*

Dès les premières difficultés économiques et politiques rencontrées par la Corée du Nord, de nombreux commentateurs et analystes avaient prédit la chute du régime nord-coréen. En 1986, Edward Olsen, spécialiste de la Corée du Nord, écrivait : *"Le futur semble lugubre. Politiquement et actuariellement, le régime de Kim Il-sung ne peut survivre longtemps. Économiquement, également, la course avec la République de Corée est perdue... Si Pyongyang désire lancer un jour une offensive contre la Corée du Sud (de manière conventionnelle ou non-conventionnelle), il ne peut pas, de façon réaliste, attendre trop longtemps"*⁶⁴. Après la chute de l'URSS, les rumeurs d'un effondrement du régime étaient légion. En 1994, juste après la mort de Kim Il-sung, l'analyste sud-coréen Ahn Byung-joon écrivait : *"La légitimité de Kim Jong-il repose presque entièrement sur le prestige nationaliste hérité de son père vénéré. Kim n'a pas d'autre choix que de continuer dans cette voie. Mais le besoin d'ouverture économique est tel, la poursuite d'un programme nucléaire si intenable, et les capacités de Kim si limitées que son régime sera selon toute*

⁶³ Le 26 mars 2010, une corvette sud-coréenne est torpillée par la Corée du Nord près de l'île de Baengnyeong, dans une zone de la mer jaune disputée par les deux Corées. 46 des 104 marins sud-coréens du navire perdent la vie, et l'incident ravive grandement les tensions entre Pyongyang et Séoul.

⁶⁴ OLSEN Edward, "The Arms Race on the Korean Peninsula", *Asian Survey*, n° 26.8, 1986, p. 861

*vraisemblance de courte durée*⁶⁵. Pareillement, pendant la famine du milieu des années 1990, puis après la mort de Kim Jong-il en décembre 2011, les spéculations sur la chute du régime nord-coréen allaient bon train. En 2011, avec l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, le politologue Victor Cha affirmait que *“La Corée du Nord telle que nous la connaissons n'existe plus”*. En 2017, après la mise en place du nouveau régime de sanctions à l'encontre de Pyongyang suite à son sixième essai nucléaire (les sanctions les plus sévères jamais mises en place), Ri Jong-ho, transfuge haut-gradé ayant fui la Corée du Nord, remarquait : *“Jamais le pays n'avait fait face à de telles sanctions. Je ne sais pas si le régime nord-coréen pourra y survivre, ne serait-ce qu'une année”*⁶⁶. Pourtant, en 2019, le régime nord-coréen est toujours en place, et a réussi à assurer sa survie. Il a même réussi bien plus que simplement survivre depuis la chute de l'URSS. *“Il [le régime] a poursuivi son chemin pour obtenir des armes nucléaires, montre peu de signes de déstabilisation, et a réussi à superviser une certaine libéralisation d'un pan important de son économie, tout en gardant un contrôle politique presque total. En fait, la Corée du Nord de 2018 est probablement plus stable que celle des décennies précédentes. [...] Si la Corée du Nord ne s'est pas effondrée dans les années 1990, il est peu probable qu'elle s'effondre maintenant”*⁶⁷. Les autorités nord-coréennes ont donc réussi, en s'adaptant au fur et à mesure et en apprenant des crises du passé, à maintenir un régime qui apparaît comme anachronique dans le monde interconnecté et libéralisé du XXI^e siècle. Au vu des analyses passées, il semble difficile d'affirmer que le régime nord-coréen va s'effondrer à quelque moment que ce soit. Affubler la Corée du Nord du pseudonyme “pays de fous” est extrêmement réducteur, car le pays a prouvé qu'il pouvait se maintenir, malgré son isolation et sa mise au ban par la communauté internationale. Reconnaître une forme de logique et de constance dans la stratégie nord-coréenne n'amoindrit pas les critiques acerbes que l'on peut émettre vis-à-vis de son régime totalitaire, à cause duquel un grand nombre de Coréens souffre, mais expliquer les actions de la Corée du Nord simplement par de la “folie” semble trop simpliste.

c) *Les objectifs géostratégiques de Pyongyang au service de la survie du régime*

Loin d'être un pays aux actions “irrationnelles” et “erratiques”, comme on peut le lire parfois, la Corée du Nord poursuit des objectifs définis et inchangés, avec en premier lieu la survie du régime. La survie du régime bâti par Kim Il-sung est, depuis la fin des années 1980, l'objectif principal et constant de la Corée du Nord. L'article 9 de la constitution de la RPDC de 1948 indique que le pays *“travaillera à atteindre la réunification coréenne et à maintenir sa souveraineté, son indépendance politique et l'unité nationale”*. Si la réunification de la péninsule coréenne est toujours avancée comme un objectif majeur pour la Corée du Nord, celle-ci réalise que, dans les faits, elle n'a actuellement pas la capacité de mener cette réunification. Pyongyang vilipende régulièrement les “impérialistes américains” et les Japonais, mais se rend compte là aussi qu'elle n'a pas les capacités pour leur faire face. Reste donc comme objectif réaliste sa survie, qui empêche une réunification par le sud. La poursuite d'un programme nucléaire militaire est vu dans le pays comme l'assurance de la sanctuarisation du territoire nord-coréen. Cette vision implique que personne n'osera attaquer un pays possédant l'arme nucléaire (nous reviendrons sur les détails de cette politique nucléaire dans la partie suivante). Le régime nord-coréen est encore aujourd'hui extrêmement méfiant envers

⁶⁵ AHN Byung-joon, “The Man who would be Kim”, *Foreign affairs*, n° 73.6, 1994, p. 94

⁶⁶ CHA Victor, *Nuclear North Korea, A debate on Engagement Strategies*, Columbia University Press, 2018, p.189

⁶⁷ *Ibid.*, p. 190

les Etats-Unis, mais aussi envers ses alliés japonais et sud-coréen, qu'il considère comme étant à la botte de Washington. C'est justement cette méfiance qui empêche la Corée du Nord de s'ouvrir comme la Chine a pu le faire il y a plusieurs décennies. Les relations avec Washington n'ont jamais été normalisées, et Pyongyang soupçonne toujours les Etats-Unis de vouloir renverser le régime. Si la Corée du Nord s'ouvre trop et se dénucléarise, quelles garanties a-t-elle que les Etats-Unis n'interviendront pas, directement ou indirectement, pour enclencher le changement d'un régime honni ? La Corée du Nord oscille invariablement entre provocations et concessions, selon la situation intérieure et extérieure, essayant de trouver un équilibre, parfois instable, qui permettra à terme le maintien du régime. Quand les sanctions qui pèsent sur elle se font trop invivables, ou bien que la situation devient trop difficile, la Corée du Nord tente des "opérations de charme" qui se traduisent par un apaisement des tensions, souvent de courte durée, mais qui permet néanmoins à la Corée du Nord de reprendre son souffle (économiquement ou politiquement). Par exemple, après la chute de l'URSS, Pyongyang fait preuve pendant quelques années de bonne volonté, et après la famine des années 1990, la Corée du Nord accepte de jouer le jeu de la "politique du rayon de soleil". En 2018, après la mise en place des sanctions très sévères de 2017, Kim Jong-un semble tendre la main aux Etats-Unis et à la Corée du Sud, très probablement dans le but d'alléger à terme les sanctions qui étouffent son pays. Même si la dénucléarisation est à terme l'objectif des Américains, des Sud-Coréens, des Japonais et même des autres pays qui forment le groupe des "pourparlers à six" (Chine et Russie), il semble peu probable que la Corée du Nord dénucléarise effectivement son territoire (et n'en montre actuellement aucun signe), tant l'existence de ces armes de dissuasion est cruciale à la survie du pays, selon la propre vision du régime nord-coréen. Le défaut principal de cette stratégie de va-et-vient entre provocations et concessions est que la Corée du Nord n'inspire pas la confiance. Les interlocuteurs de Pyongyang ne croient plus en sa bonne volonté, et envisagent inévitablement tôt ou tard un retour aux provocations, ce qui a pour conséquence de desservir la Corée du Nord dans son processus de négociation. Les nombreux revirements nord-coréens ont entraîné un scepticisme à son égard qui sera difficile à faire oublier. Cette stratégie nord-coréenne a pour objectif, nous l'avons évoqué, la levée des sanctions qui pèsent sur son économie. La Corée du Nord est un pays riche en ressource minières et halieutiques, qu'elle désire exporter mais ne peut pas (en tout cas pas de manière légale) du fait des restrictions mises en place sur ses échanges. L'amélioration de son économie est aussi un objectif lié à la survie du régime. La Corée du Nord dépend fortement de ses importations de pétrole, de gaz et de produits alimentaires, des ressources pour lesquelles elle est pauvre, d'où l'intérêt de parvenir à alléger les sanctions. Comment réussir à lever les sanctions tout en maintenant un arsenal nucléaire ? Voilà toute la question pour le régime nord-coréen. Toutefois, c'est encore un autre numéro d'équilibriste que Pyongyang devra effectuer, car, même si les sanctions venaient à être levées, le régime devra réussir à relancer ses échanges avec l'extérieur tout en limitant au maximum les influences étrangères, pour maintenir le peuple nord-coréen en vase-clos et éviter la propagation d'idées qui pourraient mener à son effondrement. La Chine a réussi quelque chose de similaire dans les dernières décennies, réussissant à adapter son système politique à une nouvelle situation internationale, et parvenant à s'insérer dans une économie mondialisée tout en gardant un contrôle politique significatif. Néanmoins, la situation n'est pas la même, puisque la puissance chinoise et la puissance nord-coréenne ne sont pas comparables. La Chine, déjà plus ouverte, redoute significativement moins que la Corée du Nord une intervention occidentale qui pourrait déstabiliser son régime. Et même pour Pékin, le futur est incertain. Le dilemme en ce qui concerne la Corée du Nord est que le pays ne sera vraisemblablement pas accepté au sein de la communauté

internationale tant qu'il n'abandonnera pas ses velléités nucléaires, mais en même temps, la Corée du Nord elle-même ne voudra pas s'ouvrir si elle ne peut assurer sa survie en maintenant son programme nucléaire. Une situation qui s'apparente à une véritable impasse, et explique la volonté de la Corée du Nord de recevoir des garanties solides de non-intervention lors des négociations avec les Etats-Unis. Hypothétiquement, le régime nord-coréen pourrait vouloir espérer survivre assez longtemps pour pouvoir, à long terme, se redresser économiquement, se renforcer politiquement et militairement, et éventuellement réunifier la péninsule coréenne sous son joug. Un objectif qui s'apparente aujourd'hui davantage à un rêve fantaisiste qu'à une réalité future envisageable.

d) Les outils diplomatiques et militaires à disposition de la Corée du Nord

La Corée du Nord est un pays très isolé. Elle entretient des relations diplomatiques avec peu de pays dans le monde⁶⁸, ne possède aucun allié à proprement parler, et ne fait partie d'aucune alliance militaire. En termes de relations internationales, depuis la chute de l'URSS et la dislocation du bloc communiste, la Corée du Nord se repose principalement sur sa relation historique d'amitié avec la Chine pour assurer sa survie. Toutefois, même le gouvernement chinois désapprouve les velléités nucléaires de Pyongyang et a voté les dernières sanctions à son encontre, bien que Pékin reste invariablement attaché à la survie de la Corée du Nord comme entité politique, notamment pour contrer l'influence américaine en Asie. Nous y reviendrons bien entendu plus en détail dans les parties suivantes. Sur le plan diplomatique, la Corée du Nord est donc un pays faible. Sans véritables alliés, son influence est réduite, et, outre ses anciens partenaires chinois et russe qui lui apportent leur aide, parfois avec réticence, elle compte principalement sur ses propres forces. Pour rappel, avec 49 militaires pour 1000 habitants, la Corée du Nord possède la première armée du monde en terme de militaires par habitant, et la quatrième armée du monde en terme d'effectifs totaux (plus d'un million d'actifs et 9 millions de réservistes). Selon le Département d'Etat sud-coréen, la Corée du Nord a consacré environ un quart de son PIB aux dépenses militaires sur la période 2004-2014 (23,3% de son PIB annuel d'environ 15 milliards de dollars, soit 3,5 milliards de dollars par an en moyenne pour les dépenses militaires), faisant d'elle le premier pays au monde en terme de dépenses militaires en pourcentage de PIB⁶⁹. En effet, avec 23,3% de son PIB consacré aux dépenses militaires, la Corée du Nord est de loin le premier pays en termes de dépenses militaires en pourcentage de PIB, loin devant Oman (11,4%) et l'Arabie Saoudite (8,6%)⁷⁰. L'Armée Populaire de Corée (APC), dirigée par la Commission des Affaires de l'Etat (organe lui-même dirigé par Kim Jong-un), est divisée en cinq branches principales :

- Les Forces Armées Populaires de Corée (armée de terre). Elles contiennent 12 corps d'armée principaux, pour un total de 950 000 actifs. Ce sont le gros des forces nord-coréennes. Elles se divisent en quatre échelons de défense. Les unités dites "de premier échelon" sont les unités les plus proches de la DMZ. Elles sont mieux entraînées et équipées, car elles sont censées subir le premier choc en cas

⁶⁸ La Corée du Nord possède des représentations diplomatiques dans seulement 48 pays (sur les 193 que compte l'ONU) et est représentée aux Nations Unies.

⁶⁹ CHANG J.S, "N. Korea ranks No. 1 for military spending relative to GDP: State Department report", Yonhap, 23 décembre 2016

⁷⁰ Toutefois, en termes de dépenses militaires effectives, Pyongyang, avec 3,5 milliards de dollars par an en moyenne, reste très loin derrière les Etats-Unis (649 milliards, 3,2% de son PIB) et la Chine (250 milliards, 1,9% de son PIB) ou même la France (64 milliards, 2,3% de son PIB), selon les chiffres 2018 publiés par SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute).

d'offensive. Les Forces Armées Populaires possèderaient 4 300 chars, 2 500 véhicules d'infanterie, 8 600 pièces d'artillerie et 5 500 système de lance-roquettes⁷¹.

- Les Forces Aériennes Populaires de Corée. Leurs effectifs seraient de 110 000 hommes, et elles possèderaient 1 400 aéronefs (dont 800 avions de combat), 300 hélicoptères et 300 avions de transport.
- La Marine Populaire de Corée. Divisée en deux flottes (la flotte de l'est en mer du Japon et la flotte de l'ouest dans la baie de Corée) elle compte environ 46 000 marins et 780 vaisseaux, dont notamment 4 frégates, 14 corvettes, 30 navires lance-missiles, 70 sous-marins (dont la plupart seraient des sous-marins "nains" de moins de 150 tonnes), 191 patrouilleurs et 247 torpilleurs. Elle ne possède pas de destroyer, de porte-avions, ni de se SNLE (Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins), ce qui limite grandement sa capacité de projection au-delà des côtes nord-coréennes.
- La Division des Missiles Balistiques. Cette branche de l'APC est en charge du développement des missiles balistiques nord-coréens, nucléaires et conventionnels. Elle serait sous le contrôle direct de Kim Jong-un. Branche la plus secrète de l'APC, le nombre de ses effectifs est inconnu.
- Les Forces Spéciales de Corée. Constituées d'environ 200 000 hommes (selon les estimations du Livre Blanc de la Défense sud-coréen), ces Forces Spéciales regroupent les unités militaires d'élite nord-coréennes, formées à la guerre politique, idéologique et même psychologique. La Commission des Affaires de l'Etat assignerait à ces commandos d'élite des opérations spéciales, de type reconnaissance, espionnage ou assassinats. Les soldats des Forces Spéciales sont parfois assignés à d'autres branches de l'APC et travailleraient en liaison étroite avec le Bureau Général de Reconnaissance (service de renseignement nord-coréen, aussi appelé "Bureau 121"). Le Bureau Général de Reconnaissance s'occupe également de la cyber-défense et emploierait environ 1 800 "hackers", menant régulièrement des cyber-attaques contre les "ennemis" de la Corée du Nord.

Si la taille de l'armée nord-coréenne est effectivement impressionnante, ses équipements sont pour la plupart obsolètes. D'origine soviétique, chinoise ou produites localement, les armes nord-coréennes accusent un retard certain sur les armes développées plus récemment. Contrairement à de nombreux autres Etats, la Corée du Nord ne bénéficie pas des échanges de nouvelles technologies, puisque toute importation d'armement ou de technologies liées à l'armement est interdite à la Corée du Nord, du fait des sanctions. Bien que la taille de l'APC soit importante, elle se retrouverait vraisemblablement désavantagée face à une armée américaine mieux équipée, mais aussi face à n'importe quelle armée moderne. Un désavantage qui bloque toute velléité d'invasion de la Corée du Sud par Pyongyang. La faible capacité de projection de l'armée nord-coréenne, comparée à sa taille importante, et la prééminence de son armée de terre, semble indiquer que l'objectif de l'APC est d'abord de défendre le territoire et le régime nord-coréen en cas d'attaque. L'armée nord-coréenne est aujourd'hui davantage une armée "réactive" plutôt qu'une armée "active". La Corée du Nord n'a donc que peu de poids diplomatique, et son armée, gigantesque mais obsolète, ne fait pas le poids face à d'autres armées mieux équipées. Comment la Corée du Nord peut-elle assurer sa survie ? Nous entrons là dans le coeur du problème nord-coréen, et c'est un sujet que nous avons bien entendu déjà évoqué, mais sur lequel nous allons désormais nous pencher en détail : la politique nucléaire nord-coréenne.

⁷¹ Tous les chiffres cités ici proviennent du *Livre Blanc du ministère de la Défense Nationale sud-coréen* paru en 2016.

s'explique aussi par le fait que la Corée du Nord elle-même a rarement été constante dans ses déclarations à ce sujet, louvoyant au fil des années pour tenter à la fois d'apaiser les soupçons pesant sur elle et de poursuivre un programme jugé capital pour la survie du régime. Pouvant apparaître au premier abord comme irrationnel, le programme nucléaire nord-coréen est en réalité une stratégie réfléchie, avec des objectifs précis, qui n'ont que peu évolué depuis les prémices de la politique nucléaire, initiée par Kim Il-sung.

1) **Les “quatre phases” du développement de l'arme nucléaire nord-coréenne**

Le développement du programme nucléaire nord-coréen s'inscrit dans un processus long, entamé il y a déjà près de soixante-dix ans par le “leader suprême” Kim Il-sung. Pour bien appréhender les tenants et aboutissants de la stratégie nucléaire de Pyongyang, son importance pour la sécurité régionale et son impact sur les politiques régionales chinoises et américaines, il convient d'en rappeler les origines. La politique nucléaire de la Corée du Nord peut se segmenter en quatre “phases” distinctes, allant des années 1950 jusqu'à aujourd'hui.

a) *“Phase 1” : les prémices du développement nucléaire dans un contexte de Guerre froide*

En 1951 et 1953, en pleine Guerre de Corée, les Américains, et en particulier le général MacArthur, menacent d'utiliser l'arme atomique sur la Corée du Nord, et accessoirement sur la République Populaire de Chine. Certains historiens⁷² imputent à cette stratégie, fort heureusement abandonnée, l'apparition chez Kim Il-sung de l'idée de vouloir doter son pays du feu atomique. En effet, si Kim Il-sung avait possédé cette arme ultime, nul doute que les Etats-Unis ne seraient pas intervenus dans le conflit coréen, et, selon lui, la Corée se serait réunifiée sous l'égide des communistes. Il est difficile d'affirmer avec certitude que c'est bien à ce moment-là qu'a germé l'idée dans l'esprit de Kim Il-sung, qui aurait pu envisager l'obtention de l'arme atomique après ou même avant la guerre. Toutefois, plusieurs événements ayant suivi la Guerre de Corée vont indéniablement venir renforcer le sentiment chez le leader nord-coréen que se doter de l'arme nucléaire est une nécessité. En 1957, le monde entre de plain-pied dans la Guerre froide et les Etats-Unis décident de suspendre unilatéralement le paragraphe 13d de l'accord d'armistice de 1953, qui avait mis fin à la guerre de Corée. Ce paragraphe stipulait qu'aucune des deux parties ne pouvait ni augmenter ni modifier ses capacités militaires, ni recevoir du nouveau matériel militaire introduit par un acteur tierce. En 1958, poussés par le président sud-coréen Syngman Rhee (qui redoutait une invasion du Nord), et désirant réduire le poids financier que représente leur présence militaire sur la péninsule, les Américains installent en Corée du Sud plusieurs armes dotées de têtes nucléaires⁷³. Pour les Américains, c'est un moyen efficace pour réduire les coûts et cibler la partie orientale de l'Union Soviétique toute proche. Les missiles “MGR-1 Honest John” déployés d'abord par les Américains (premiers missiles sol-sol avec la capacité de transporter une ogive nucléaire), sont de courte portée, mais sont suivis dès 1959 par les missiles “MGM-1 Matador” d'une portée de plus de 1 000 kilomètres, qui ont donc la capacité d'atteindre les territoires chinois et soviétique. C'est un premier exemple de l'utilité que peut représenter aux yeux des Américains la menace nord-coréenne dans le contexte d'une rivalité plus globale. Une utilité que l'on retrouve parfois dans la rivalité sino-américaine

⁷² Dont Juliette Morillot et Dorian Malovic dans leur ouvrage “*La Corée du Nord en 100 questions*”.

⁷³ Le nombre exact de ces armes nucléaires n'a jamais été révélé au public.

contemporaine, sur laquelle nous reviendrons. S'il apparaît peu probable aujourd'hui que les Etats-Unis envisageaient d'utiliser l'arme nucléaire, à l'époque, toutefois, Kim Il-sung se sent directement menacé. Il masse ses troupes le long du 38^e parallèle, *“si bien qu'en cas d'attaque nucléaire, les troupes américaines et sud-coréennes seraient aussi directement impactées”*⁷⁴. L'article 13d rendu caduque *de facto* par les agissements américains, la Corée du Nord, vexée par l'attitude américaine, commence à travailler sur un début de programme nucléaire, notamment avec des scientifiques coréens formés au Japon pendant la période de colonisation, comme Ri Sung-ki et Do Sang-rok. Ce dernier, diplômé de l'université de Kyoto, est considéré comme le père du nucléaire nord-coréen, et aurait construit le premier accélérateur de particule du pays et mené les premiers tests de physique nucléaire en Corée du Nord. Selon certaines sources⁷⁵, Les Soviétiques auraient déjà commencé dès 1956, soit deux ans avant le déploiement des missiles américains, à entraîner des scientifiques nord-coréens pour leur donner les “connaissances de base” nécessaires à l'initiation d'un programme nucléaire. En 1959, les deux pays signent même un accord de coopération nucléaire. Le programme nucléaire nord-coréen se développe discrètement et en 1962 est ouvert le laboratoire de recherche nucléaire de Yongbyon, qui jouera plus tard un rôle crucial dans le développement de l'arme atomique nord-coréenne. En 1963, Kim Il-sung aurait demandé de l'aide aux Soviétiques dans ses recherches pour obtenir l'arme nucléaire, ce que Moscou aurait refusé, en acceptant néanmoins de poursuivre leur coopération dans le nucléaire civil. Moscou aurait dans la foulée fourni un réacteur de recherche au centre de Yongbyon et formé plus de trois cents ingénieurs et chercheurs nord-coréens dans les centres soviétiques d'Obninsk et de Dubna. En 1964, après le premier essai nucléaire chinois, Kim Il-sung tentera également d'obtenir l'aide de Mao Zedong “en tant qu'allié et ami” pour l'aider dans le développement du programme nucléaire nord-coréen. Il essuie un refus de la part du Grand Timonier qui aurait jugé *“qu'un petit pays n'a pas besoin de se doter de l'arme atomique”*⁷⁶. La Chine maoïste, devenue puissance nucléaire, n'aidera jamais son voisin nord-coréen, pour qui elle s'était battue pendant la meurtrière Guerre de Corée, à obtenir cette arme. L'Union Soviétique, qui refuse d'aider la Corée du Nord à développer un programme nucléaire militaire, reste toutefois son meilleur allié, car elle l'aidera tout de même à développer un programme nucléaire civil, en lui fournissant notamment un réacteur de recherche IRT-2000 assemblé à Yongbyon en 1965. La Corée du Nord se contente donc de développer dans un premier temps son nucléaire civil. Dans les années 1970, Pyongyang commence à exploiter les importants gisements d'uranium présents sur son territoire, notamment près des villes de Sunchon et Pyongsan. Les réserves d'uranium de la Corée du Nord sont colossales, estimées à 26 millions de tonnes⁷⁷, et puisque ses alliés ne veulent pas l'aider à obtenir la bombe, Pyongyang décide de se débrouiller seul, au moins dans un premier temps.

b) *“Phase 2” : le tournant des années 1980 et le début d'un programme à des fins militaires*

Afin de bien comprendre et mesurer l'évolution du programme nucléaire nord-coréen, il convient d'expliquer les caractéristiques techniques du développement de l'arme nucléaire, parallèlement à son développement par Pyongyang. Il existe deux filières d'élaboration distinctes de l'arme nucléaire : la filière

⁷⁴ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions, op. cit.*, p. 126

⁷⁵ BOLTON Derek, “North Korea's nuclear program”, American Security Project Report, 2012

⁷⁶ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions, op. cit.*, p. 127

⁷⁷ *Ibid.*, p. 130

“plutonium” et la filière “uranium enrichi”. La Corée du Nord a souvent joué sur ces deux filières pour développer son arme nucléaire. Pyongyang s’est d’abord concentré sur la filière “plutonium”, puisque son processus d’obtention est bien plus aisé que celui de l’uranium enrichi. Le plutonium est un métal radioactif qui peut être produit dans des réacteurs en irradiant de l’uranium 238 avec du deutérium. Il devient une matière fissile instable qui peut être utilisée pour la fabrication d’une bombe atomique (les premières bombes atomiques américaines étaient des bombes au plutonium). Le réacteur IRT-2000 de Yongbyon fourni par les soviétiques a été utilisé dans la fabrication de plutonium. D’une puissance de seulement 2 mégawatts lors de son installation en 1965, le réacteur IRT-2000 est amélioré vers une puissance de 4 mégawatts en 1974. Au milieu des années 1980, la Corée du Nord termine un deuxième réacteur de 5 mégawatts qui permet la production de plutonium à Yongbyon. Le réacteur IRT-2000 atteint même une puissance de 8 mégawatts en 1987. C’est à cette période que les premiers soupçons sur le développement d’un programme nucléaire militaire nord-coréen apparaissent. Pourtant, en 1985, la Corée du Nord avait signé le Traité de Non-Prolifération sur les armes nucléaires (TNP), mais en 1989, celle-ci n’ayant toujours pas accepté l’inspection de ses centrales par l’Agence Internationale de l’Energie Atomique (AIEA), les Etats-Unis soupçonnent fortement Pyongyang de vouloir développer un programme nucléaire militaire. Au début des années 1990, la Corée du Nord commence à développer la deuxième filière “uranium enrichi” notamment grâce à la collaboration du Pakistan et du père de l’arme nucléaire pakistanaise, Abdul Qadeer Khan⁷⁸. Pour enrichir de l’uranium, il convient de concentrer de l’uranium 235, extrait du minerai uranifère, via un processus de centrifugation. C’est un processus long, qu’il faut répéter plusieurs fois pour obtenir un uranium enrichi au taux désiré (c’est-à-dire qui permette d’en faire un combustible nucléaire), puisque l’uranium 235 est présent à seulement 0,71% dans le minerai uranifère basique. L’uranium sous forme de gaz est introduit dans des centrifugeuses qui permettent d’isoler l’uranium 235 (lui seul est un isotope fissile), qui est ensuite récupéré, puis remis à nouveau dans une centrifugeuse. Le processus est répété autant de fois que nécessaire, et à chaque étape, l’uranium 235 est enrichi davantage. Au delà d’une concentration à 20% de l’uranium en isotope 235, il est dit “hautement enrichi”. Pour fabriquer une bombe nucléaire, il faut atteindre entre 80% et 90% de concentration en isotope 235, alors que pour alimenter un réacteur civil produisant de l’énergie, 3% à 5% de concentration est suffisant. De 1990 à 1993, le Pakistan aurait donc livré une douzaine de centrifugeuses à la Corée du Nord et lui aurait apporté son assistance pour la construction de centrifugeuses supplémentaires⁷⁹. Les liens militaires entre la Corée du Nord et le Pakistan dateraient de la guerre Iran-Irak (1980-1988), pendant laquelle les deux pays soutenaient l’Iran. A cette époque, la Corée du Nord aurait envoyé de nombreuses armes vers l’Iran via le Pakistan, créant un lien de confiance entre les trois pays, qui pourrait expliquer leurs coopérations technologiques militaires futures. En échange de la technologie nucléaire, la Corée du Nord aurait fourni au Pakistan des missiles⁸⁰. La Corée du Nord développe donc cette filière à partir des années 1990, l’uranium enrichi étant plus stable que le plutonium, plus discret à produire, et permettant de manufacturer des armes plus efficaces et plus puissantes. En parallèle de ces manœuvres pour obtenir la technologie nucléaire, qui à l’époque étaient bien entendu inconnues de tous, la situation avec la Corée du Nord semblait pourtant s’apaiser. En 1991, les deux Corées rejoignent l’ONU, et en 1992,

⁷⁸ En 2004, Abdul Qadeer Khan lui-même avait admis le transfert de technologies nucléaires vers la Corée du Nord, une confession qui lui a valu cinq ans de prison.

⁷⁹ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, op. cit., p. 131

⁸⁰ CHA Victor, *Nuclear North Korea, A debate on Engagement Strategies*, op. cit., p. 132

Pyongyang accepte pour la première fois la venue d'une équipe de l'AIEA pour l'inspection de ses centrales. Toutefois, ces inspections se passent mal et les inspecteurs sont régulièrement empêchés par les autorités nord-coréennes de voir toutes les installations présentes. Les rapports de l'AIEA sont critiques et Pyongyang menace de se retirer du TNP en mars 1993. En décembre, le directeur de l'AIEA Hans Blix affirme qu'il ne "peut plus donner de garanties" que la Corée du Nord ne développe pas d'armes atomiques.

c) *"Phase 3" : La période de "gel" du programme nucléaire. L'espoir d'un apaisement ?*

La situation s'apaise toutefois en 1994. Le nouveau président américain Bill Clinton est partisan d'un dialogue avec la Corée du Nord, et après la visite de l'ancien président américain Jimmy Carter, un "accord-cadre" est signé en octobre par Pyongyang et Washington⁸¹. Cet "accord-cadre", qui, il faut le préciser, n'a pas de valeur juridique, stipule notamment que la Corée du Nord doit rester dans le TNP et doit geler ses réacteurs de plus de 5 mégawatts (qui permettent la production de plutonium). En échange, les Etats-Unis assurent à la Corée du Nord une normalisation progressive de leurs relations, 500 000 tonnes de pétrole par an comme énergie alternative au nucléaire, ainsi que l'assistance de Washington dans la construction de deux réacteurs "à eau légère" qui ne permettent pas la production de plutonium. La validation de cet accord par la Corée du Nord seulement quelques mois après la mort de Kim Il-sung apaise temporairement les tensions, et le problème nucléaire nord-coréen semble réglé. Nous savons aujourd'hui qu'il n'en était rien. La Corée du Nord a en réalité mis en place une stratégie plutôt intelligente pour lever les soupçons pesant sur elle. Elle a fait preuve de transparence quant à sa filière "plutonium", acceptant de fermer les réacteurs de Yongbyon sous la supervision de l'AIEA en 1997, mais a gardé secrète la filière "uranium enrichi" qu'elle était en train de développer au même moment grâce aux centrifugeuses pakistanaises. La Corée du Nord n'a en réalité jamais prévu de mettre fin à son programme nucléaire militaire, et a continué à le développer dans les années 1990, malgré la terrible famine qui a ravagé le pays. Le programme d'enrichissement d'uranium est donc gardé secret pendant plusieurs années, mais des soupçons réapparaissent dès le début des années 2000. En septembre 2002, la CIA aurait finalement confirmé que la Corée du Nord poursuivait bien son programme nucléaire. En octobre, le Secrétaire d'Etat-assistant des Etats-Unis James Kelly, de retour d'un voyage à Pyongyang, confirme cette information. Il affirme que les Nord-Coréens, qu'il aurait mis devant le fait accompli lors de son voyage, auraient admis l'existence de ce programme. Les Etats-Unis menacent de stopper leurs exportations de pétrole vers la Corée du Nord si celle-ci n'arrête pas son programme. D'abord dans le déni, Pyongyang décide finalement d'assumer en entamant la réactivation des réacteurs de Yongbyon, expulsant les observateurs de l'AIEA en décembre 2002, et enfin en se retirant une bonne fois pour toute du TNP le 10 janvier 2003, bafouant l'accord-cadre de 1994.

d) *"Phase 4" : Retrait du Traité de Non-Prolifération et premiers essais nucléaires*

Le retrait de la Corée du Nord du TNP ravive les tensions, non seulement avec les Américains mais aussi avec les Sud-Coréens, alors que les deux Corées étaient à ce moment dans un processus d'apaisement avec la politique du "rayon de soleil". En juin 2003, la Corée du Nord précise sa doctrine nucléaire en utilisant pour la première fois le terme "dissuasion nucléaire", alors qu'elle avait auparavant toujours affirmé que son programme nucléaire était pacifique. Le 6 juin, redoutant une attaque préventive de la part de Washington

⁸¹ Voir **Annexe C** : accord-cadre sur le nucléaire signé par Pyongyang et Washington en 1994.

(surtout que les Etats-Unis sont à ce moment déjà engagés en Irak et en Afghanistan) un porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen déclare : *“En ce qui concerne la question d’une force de dissuasion nucléaire, la RPDC possède le même statut légal que les Etats-Unis et les autres Etats possédant une telle force de dissuasion”*⁸². Trois jours plus tard, l’agence de presse nord-coréenne KCNA publie un communiqué expliquant qu’à cause de la politique hostile des Etats-Unis, la Corée du Nord *“n’a pas d’autre choix que de développer une force de dissuasion nucléaire”*⁸³. Il apparaît évident que la Corée du Nord redoute à ce moment une intervention américaine, et que cela rend d’autant plus indispensable l’obtention de l’arme nucléaire par Pyongyang. Malgré la reprise du programme nucléaire nord-coréen, les négociations se poursuivent. Le 1^{er} août 2003, Pyongyang accepte de participer aux “pourparlers à six”, groupe de négociation composé des deux Corées, des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie et du Japon, dans le but de parvenir à une dénucléarisation de la Corée du Nord. Du 27 au 29 août, les six pays se rencontrent à Pékin pour discuter, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous. C’est le début d’une longue série de pourparlers, qui auront lieu par intermittence durant les années suivantes, mais qui n’auront pas de résultats tangibles. La Corée du Nord joue en permanence “la carotte et le bâton” durant ces négociations, affirmant être prête à renoncer à l’arme nucléaire, tout en poursuivant son programme et en revenant sur sa parole à la moindre contrariété. La position très rigide des Etats-Unis sous l’administration Bush, qui ne fait aucune concession à Pyongyang, ne facilite pas le processus. En échange de l’arrêt de son programme nucléaire, la Corée du Nord demande une aide alimentaire, une aide énergétique, une aide économique, une aide au développement de son nucléaire civil, etc. Mais la confiance des Américains est extrêmement limitée, ceux-ci se souvenant que Pyongyang n’a pas tenu parole quant à “l’accord-cadre” de 1994. Pour Washington, la Corée du Nord n’est pas digne de confiance, et les “pourparlers à six” n’aboutiront nulle part. Kim Jong-il veut obtenir des concessions, et feint de vouloir négocier, mais l’hypersensibilité affichée par la Corée du Nord à chaque accroc semble laisser penser que Kim n’avait en réalité pas l’intention de stopper son programme nucléaire, et cherchait plutôt à gagner du temps, ainsi qu’éviter une intervention directe des Etats-Unis, dans le but d’obtenir la convoitée arme nucléaire. En effet, le 9 octobre 2006, la Corée du Nord procède à son premier essai nucléaire. Cet essai souterrain a lieu sur le site de Punggye-ri, dans le nord-est du pays (c’est là que se tiendront tous les essais suivants), et consiste en l’explosion d’une bombe au plutonium d’une puissance entre 0,2 et 1 kilotonne de TNT^{84,85}. Les autorités nord-coréennes affirment que le pays est entré dans le club des puissances nucléaires. Malgré la condamnation des Nations Unies et la mise en place de premières sanctions avec la résolution 1718, la Corée du Nord poursuit son programme nucléaire. Après une brève période de négociations en 2007 et 2008, les relations se tendent à nouveau et Pyongyang procède à un deuxième essai nucléaire le 25 mai 2009. Cet essai est plus puissant que le premier, et la bombe au plutonium a cette fois une puissance estimée entre 2 et 8 kilotonnes. Après cet essai, à nouveau condamné par la communauté internationale, il n’y aura plus de “pourparlers à six”. La mort de Kim Jong-il le 17 décembre 2011, aura fait espérer que son fils et successeur, le jeune Kim Jong-un, change de politique nucléaire et permette un apaisement des tensions. Sans succès.

⁸² KIM Sung-chull, *North Korea and Nuclear Weapons*, Georgetown University Press, 2017, pp.32-33

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ “North Korea’s nuclear tests, what did they achieve?”, BBC News, 3 septembre 2017

⁸⁵ A titre de comparaison, la bombe larguée sur Hiroshima était d’une puissance de 15 kilotonnes.

2) Les capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord aujourd'hui

Depuis le début du lancement du programme nucléaire nord-coréen, et à travers trois générations de dirigeants, le potentiel de nuisance de la Corée du Nord a été en constante augmentation. Les capacités nucléaires et balistiques de Pyongyang sont aujourd'hui prises très au sérieux, surtout au vu des développements significatifs effectués en 2016 et 2017. Détailler ces évolutions et se pencher sur les capacités actuelles de la Corée du Nord permet d'illustrer la menace que peut représenter le pays pour la stabilité régionale, et semble indispensable pour tenter de mesurer l'impact que Pyongyang peut avoir sur les politiques chinoises et américaines en Asie du Nord-Est.

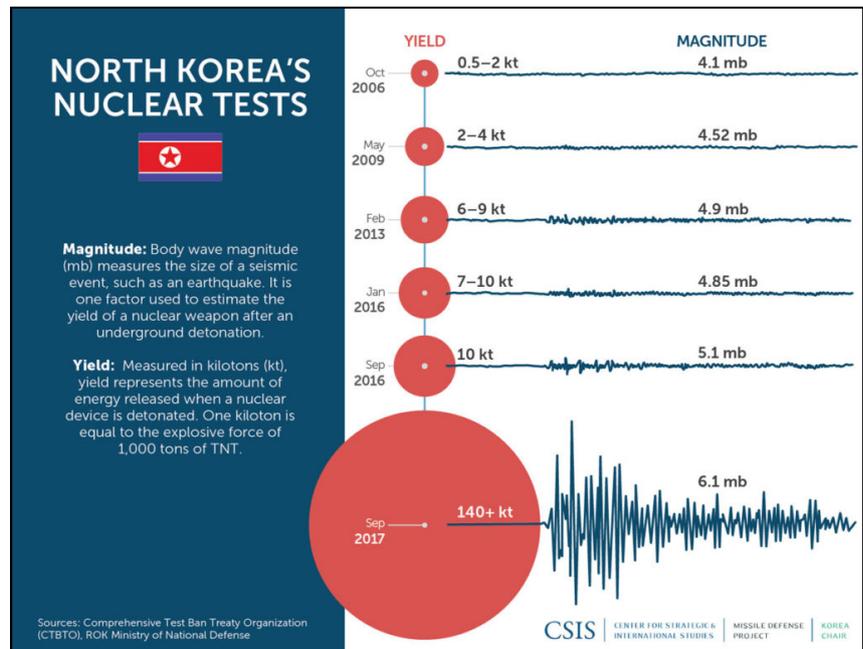
a) La poursuite du développement de l'arme nucléaire sous Kim Jong-un, une "5^e phase" ?

L'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir début 2012 avait fait naître l'espoir qu'un changement était possible en Corée du Nord, mais le nouveau dirigeant n'a pas abandonné les velléités nucléaires de son pays, et le 12 février 2013, Pyongyang procède à un troisième essai nucléaire sur le site de Punggye-ri, plus puissant encore que les précédents (selon les estimations entre 7 et 12 kilotonnes). La Corée du Nord affirme qu'elle a réussi à miniaturiser la bombe, ce qui lui permettrait d'être intégrée à un missile balistique intercontinental. L'engin nucléaire testé aurait été fabriqué cette fois-ci avec de l'uranium enrichi, et non plus avec du plutonium, ce qui illustrerait la progression du programme nucléaire nord-coréen. En décembre 2015, Kim Jong-un affirme que son pays a la capacité de lancer une bombe à hydrogène (bombe H), bien plus puissante que les bombes atomiques (bombe A) testées jusque-là par Pyongyang. Le monde est sceptique, mais le 6 janvier 2016, la Corée du Nord procède à son quatrième essai nucléaire, et affirme cette fois-ci qu'il s'agit d'une bombe H. Les avis divergent sur la nature de cette bombe, d'une puissance estimée entre 7 et 15 kilotonnes selon les sources. Était-ce une bombe H ou une bombe A "boostée", comme l'affirment les Sud-Coréens à l'époque ? Si les revendications nord-coréennes sont vraies, on pourrait éventuellement considérer cet essai comme le début d'une "cinquième phase" dans le développement de l'arme nucléaire nord-coréenne. Le passage de la bombe A à la bombe H est une étape cruciale dans l'obtention d'un arsenal nucléaire pouvant rivaliser avec les autres pays en possédant. Pour rappel, la bombe A est fondée sur le principe de la fission nucléaire et utilise des éléments fissiles comme l'uranium 235 ou le plutonium. Pour obtenir une explosion atomique, il faut déclencher une réaction en chaîne. Pour cela, il faut avoir une quantité suffisante de matière fissile appelée "masse critique". Atteindre la masse critique permet de déclencher la réaction en chaîne et de rendre la réaction explosive. La bombe H, aussi appelée "bombe thermo-nucléaire" tire son énergie de la fusion de noyaux légers. La bombe H, bien plus puissante que la bombe A, est une bombe à trois étages fission-fusion-fission. La première bombe à fission entraîne une très forte augmentation de la température qui déclenche la fusion, et la deuxième fission relâche une énergie considérablement plus importante. Pour atteindre ce résultat, on utilise par exemple du lithium, accompagné d'un cœur de plutonium et d'une enveloppe d'uranium 238. La Corée du Nord avait affirmé dès 2010 avoir



> fig.7 : Portrait de Kim Jong-un.

réussi un test de fusion nucléaire⁸⁶, et malgré le scepticisme vis-à-vis de cette information à l'époque, elle laissait toutefois présager que la Corée du Nord poursuivait bien comme objectif l'obtention de la bombe H. Kim Jong-un, non dissuadé par les condamnations et les sanctions internationales, continue sur sa lancée et ordonne un cinquième essai nucléaire le 9 septembre 2016, cette fois-ci d'une puissance estimée entre 20 et 30 kilotonnes⁸⁷. Enfin, un an plus tard, le 3 septembre 2017, Pyongyang procède à son sixième



> fig.8 : Comparaison des six essais nucléaires nord-coréens. On remarque que le dernier essai, effectué le 3 septembre 2017, est bien plus puissant que tous les précédents.

Source : "Missile Threat Report 2018", CSIS.

et dernier essai nucléaire en date, d'une puissance estimée entre 50 et 250 kilotonnes⁸⁸. Pyongyang affirme à nouveau que l'engin nucléaire testé est une bombe H miniaturisée, et cette fois-ci les observateurs ont peu de doutes sur la puissance de la bombe. Cet essai, bien plus puissant que tous les précédents⁸⁹, et la poursuite en parallèle d'un programme de missile balistique toujours plus menaçant (sur lequel nous allons revenir), vaudra à la Corée du Nord les plus importantes sanctions internationales qu'elle ait connu jusqu'ici. On remarque que durant les années 2016 et 2017, la fréquence des essais nucléaires, ainsi que des essais balistiques, s'est accélérée, et ceux-ci ont fait craindre une intervention américaine, surtout fin 2017, alors que les tensions entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump étaient au plus haut. Depuis le relatif apaisement de 2018, la Corée du Nord n'a pas procédé à de nouveaux essais nucléaires, mais les négociations stagnent une fois de plus, et Pyongyang ne semble pas faire montre de motivation quant au démantèlement de son arsenal et à l'abandon de son programme nucléaire.

b) Capacités et estimations des stocks de têtes nucléaires

A l'instar de tous les pays possédant un arsenal nucléaire, il est difficile de connaître avec précision leurs capacités réelles. En effet, garder ces informations secrètes donne un avantage certain au pays qui possède cet arsenal nucléaire. Il est compliqué d'obtenir des chiffres fiables sur les estimations de stocks de têtes nucléaires de la Corée du Nord, mais plusieurs estimations ont été faites. En août 2017, le Washington Post cite une analyse effectuée par l'Agence du Renseignement de la Défense américain (DIA, Defense

⁸⁶ MCCURRY Justin, "North Korea claims nuclear fusion breakthrough", The Guardian, 12 mai 2010

⁸⁷ Selon le "Middlebury Institute of International Studies", basé en Californie. La Corée du Sud donne des estimations bien plus basses, aux alentours de 10 kilotonnes, alors que les Chinois estiment la puissance de cet essai entre 12 et 23 kilotonnes.

⁸⁸ Estimations NORSAR, "The nuclear explosion in North Korea on 3 September 2017: A revised magnitude assessment"

⁸⁹ On est toutefois encore très loin de la plus puissante bombe thermo-nucléaire jamais testée, la "Tsar Bomba" soviétique, d'une puissance de 57 mégatonnes (57 000 kilotonnes, soit une bombe 4000 fois plus puissante que la bombe lancée sur Hiroshima !), larguée sur l'île polaire de Nouvelle-Zemble en 1961.

Intelligence Agency), qui estime que la Corée du Nord a bel et bien réussi à miniaturiser des têtes nucléaires et pourrait en posséder pas moins de 60 dans son arsenal⁹⁰. On est encore loin des estimations données pour la Russie ou les Etats-Unis (plus de 6 000 têtes chacun⁹¹), mais ce chiffre est important sachant qu'on estimait les capacités de stock de tête nucléaires nord-coréennes à seulement 6 à 10 engins en 2012-2013⁹². Ces estimations avoisinant les 60 têtes nucléaires ont été confirmées par un rapport de janvier 2018⁹³ de la Fédération des Scientifiques Américains, dans lequel les scientifiques atomiques Hans Kristensen et Robert Norris estiment avec prudence que la Corée du Nord, selon ses stocks de plutonium et d'uranium estimés, pourrait avoir accumulé assez de matière fissile pour construire entre 30 et 60 bombes, et pourrait en avoir déjà assemblé plus d'une vingtaine, prêtes à l'emploi. En 2019, il est possible que le stock de têtes nucléaires de la Corée du Nord ait augmenté, mais sachant que les sanctions extrêmement lourdes qui pèsent sur Pyongyang depuis 2017 (sur lesquelles nous reviendrons également) sont destinées à éviter la poursuite de son programme nucléaire, il est également possible que son stock n'ait que très peu évolué depuis les dernières estimations. Toutefois, si l'on prend comme point de référence 200 kilotonnes de TNT pour les bombes nord-coréennes, le potentiel de dévastation de ces armes est phénoménal. Environ 15 fois plus puissantes que la bombe larguée sur Hiroshima, les bombes H nord-coréennes ont la capacité de vitrifier un pays, même s'il est extrêmement peu probable que Pyongyang se décide à utiliser ses engins nucléaires, sauf éventuellement en cas d'agression imminente. Utiliser son arsenal nucléaire signifierait la fin du régime nord-coréen, et ne correspondrait pas à la doctrine nucléaire de "dissuasion", visant à se protéger d'une intervention extérieure, mise en avant par la Corée du Nord depuis 2003. Pour survivre et sanctuariser son territoire, le régime doit posséder cet arsenal, mais ne doit pas l'utiliser. Toutefois, pour que cette doctrine soit efficace, posséder la bombe seule ne suffit pas. Il faut également posséder les vecteurs nécessaires à l'emploi de cette bombe.

c) Types de vecteurs et capacité de projection sur le globe

Pour utiliser une bombe nucléaire, et pour que la menace qu'elle fait peser, ou la dissuasion qu'elle inspire, soit efficace, il convient de posséder les vecteurs permettant de transporter, tirer ou propulser la bombe. Si les premières bombes atomiques ("Little Boy" à Hiroshima et "Fat Man" à Nagasaki) ont été larguées depuis des avions, il est aujourd'hui communément admis qu'une arme nucléaire serait lancée via un missile balistique intercontinental (ICBM, Intercontinental Ballistic Missile) sur lequel la bombe, la tête nucléaire, est "attachée". Ces ICBM sont en général lancés depuis des silos au sol, ou depuis des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) en mer. C'est pourquoi, en parallèle de son programme nucléaire, la Corée du Nord a développé un programme balistique, dans le but d'obtenir des vecteurs assez performants pour atteindre les territoires "ennemis", et le territoire américain en particulier. Le développement de vecteurs balistiques est un processus complexe qui implique la maîtrise de trois caractéristiques majeures : la

⁹⁰ WARRICK Joby, "North Korea now making missile ready nuclear weapons, US analyst say", The Washington Post, 8 août 2017

⁹¹ A titre d'information : Russie, environ 6500 têtes ; Etats-Unis, environ 6180 têtes ; France, environ 300 têtes ; Royaume-Uni, environ 215 ; Chine, environ 290 ; Inde, environ 140 ; Pakistan, environ 150 ; Israël, environ 80. (Selon le rapport "Status of Nuclear Forces", publié en 2019 par la Fédération des Scientifiques Américains)

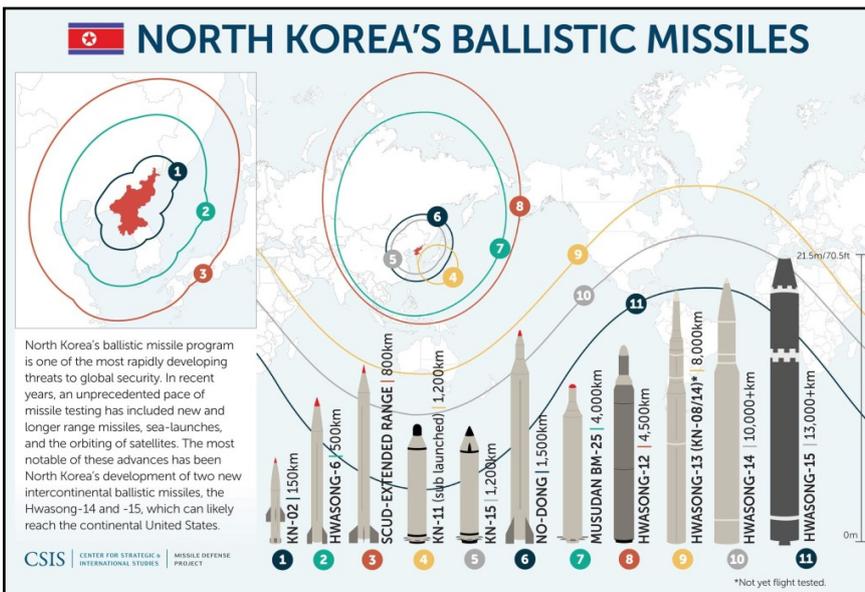
⁹² Selon la Fédération des Scientifiques Américains, et le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

⁹³ KRISTENSEN Hans, NORRIS Robert, "North Korean nuclear capabilities 2018", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 2018

portée, la vitesse et la précision. Pour obtenir ces vecteurs, la Corée du Nord a habilement réussi à jouer entre un développement en interne et une coopération en externe.

Dans les années 1960, en réponse à la crise des missiles de Cuba et de peur d'être un jour abandonné par l'URSS, Kim Il-sung se serait rendu compte de l'importance de posséder des fusées pouvant atteindre ses adversaires. En 1965, Kim Il-sung crée l'académie militaire de Hamhung ayant pour objectif de développer des systèmes de défense balistiques pour la Corée du Nord. L'Union Soviétique fournit de la technologie à Pyongyang, notamment des roquettes de type sol-sol, puis des systèmes de défense sol-air SAM (Surface to Air Missiles). Dans les années 1970, après la visite de Zhou Enlai, Kim Il-sung coopère davantage avec la Chine de Mao Zedong, avec laquelle il signe un accord de coopération et d'assistance pour le développement et la production de missiles balistiques, alors même que la Chine ne voulait pas partager sa technologie nucléaire avec Pyongyang. A la fin des années 1970, l'Égypte fournit ses premiers Scud⁹⁴ à la Corée du Nord, et troque son savoir technologique en échange du soutien nord-coréen dans la guerre du Kippour contre Israël⁹⁵. En 1984, Pyongyang développe son propre Scud, le Hwasong-5, d'une portée de 320 à 340 kilomètres⁹⁶, et effectue son premier essai de missile. Il fournira même le Hwasong-5 à Téhéran pendant la guerre Iran-Irak, ce qui permettra à la Corée du Nord de récupérer de précieuses informations sur son propre équipement utilisé en conditions réelles. Pyongyang produira le Hwasong-5 en masse à partir de 1987, et l'exportera à l'étranger, notamment vers le Pakistan qui en retour partagera sa technologie nucléaire avec la

Corée du Nord. Au début des années 1990, Pyongyang améliore son modèle Hwasong et développe le Hwasong-6, d'une portée de 500 kilomètres, et le Nodong-A, d'une portée d'environ 700 kilomètres. Le Nodong-B, d'une portée de 1500 km, développé plus tard, permettrait même à la Corée du Nord d'atteindre le Japon. En 1992, la Corée du Nord et l'Iran signent un accord de coopération militaire, et dès 1995, Pyongyang exporte ses



> fig.9 : Les missiles balistiques développés par la Corée du Nord et leur portée. Source : CSIS.

missiles Nodong vers Téhéran et Islamabad. En 1998, alors que le pays est ruiné par la famine, la Corée du Nord continue de développer ses missiles balistiques avec le développement du Taepodong-1, d'une portée de 2000 à 5000 km. A partir de 2003 et du retrait du TNP, les essais de missiles balistiques se multiplient et la Corée du Nord développe et teste progressivement toute une gamme de fusées à la portée variée, parfois sous couvert de lancement de "satellites". En 2006, la même année que son premier essai nucléaire, elle teste

⁹⁴ Un Scud est un missile balistique à courte portée. Il est d'abord développé dans les années 1950 par l'URSS.

⁹⁵ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, op. cit., p. 135

⁹⁶ *Ibid.*

le Taepodong-2, d'une portée pouvant atteindre 10 000 km, selon les estimations. L'arsenal balistique de la Corée du Nord est aujourd'hui très diversifié, avec de nombreux missiles de courte portée (moins de 1000 km) et de moyenne portée (1000 à 3000 km). A partir de 2016, Pyongyang commence à tester des missiles à portée intermédiaire (3000 à 5500 km), comme le Musudan (portée d'environ 4000 km), qui sera testé huit fois au cours de l'année 2016, et le Hwasong-12 (portée de 4500 km), testé six fois en 2017. Ces missiles à portée intermédiaire, sur lesquels une tête nucléaire peut être attachée, peuvent atteindre l'île américaine de Guam et la côte de l'Alaska, mais ce ne sont pas ceux-ci qui inquiètent le plus les observateurs : car la Corée

du Nord développe également des missiles intercontinentaux à longue portée (plus de 5500 km).

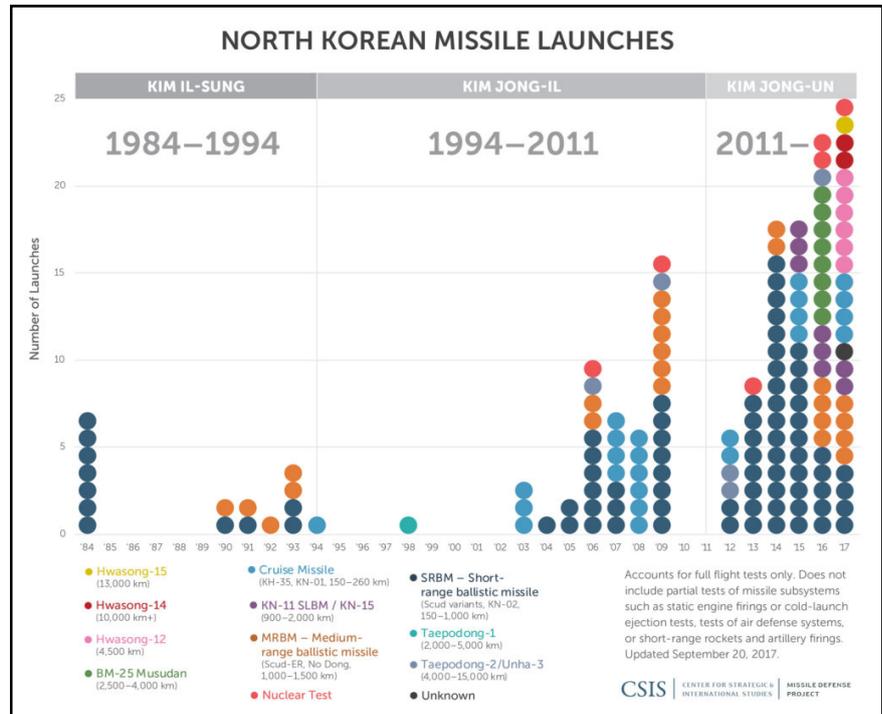
Le Hwasong-14, d'une portée de 10 000 km, a été testé deux fois en 2017, et le Hwasong-15, d'une portée de 13 000 km, une fois, en novembre 2017⁹⁷. Bien qu'ils soient toujours en phase de développement, ces ICBM ont la capacité d'atteindre la quasi-totalité du territoire américain. La menace qu'ils font peser sur les Etats-Unis inquiète, et explique la sévérité des sanctions prises à l'encontre de la Corée du Nord en

2017. Comme pour les essais nucléaires, il n'y a pas eu de

nouveau test d'ICBM depuis la "détente" de 2018, même si en 2019, plusieurs missiles conventionnels de courte portée ont été testés par la Corée du Nord, conséquence de la stagnation des négociations avec les Etats-Unis. L'arsenal nucléaire et balistique de la Corée du Nord ne peut désormais plus être pris à la légère, maintenant que le pays semble pouvoir obtenir de façon imminente la capacité d'atteindre le territoire américain avec des engins nucléaires d'une puissance de plus de 200 kilotonnes. Ce nouveau paradigme change-t-il la stratégie nucléaire de la Corée du Nord, et peut-il expliquer les développements récents que nous avons vu ces deux dernières années ?

3) La stratégie nucléaire de Pyongyang entre sanctuarisation, reconnaissance et provocation

Loin d'être irrationnelle, la politique nucléaire de Pyongyang a des objectifs définis, qui ont pour but de lui permettre de protéger son territoire et de maintenir le régime en place, mais aussi d'obtenir une certaine forme de reconnaissance de la part d'autres Etats. Une stratégie pas si absurde, mais qui se fait au détriment de l'intégration de la Corée du Nord dans le système international, et se traduit par sa mise au ban des



> fig.10 : Essais nucléaires et tests de missiles nord-coréens. On remarque une nette augmentation de la fréquence des essais sous Kim Jong-un. Source : CSIS.

⁹⁷ Les chiffres utilisés ici proviennent du rapport "Missile Threat", publié en 2018 par le CSIS (Center for Strategic and International Studies).

nations, provoquant également la souffrance du peuple nord-coréen, qui subi de plein fouet les sanctions internationales prises à l'encontre de Pyongyang.

a) La sanctuarisation du territoire nord-coréen, objectif premier de la stratégie nucléaire

Comme évoqué précédemment, l'objectif principal de la Corée du Nord est le maintien en place du régime. Pour assurer sa subsistance, le régime nord-coréen, qui, frisant parfois la paranoïa, demeure persuadé que les Etats-Unis désirent le renverser, et de ce fait doit absolument sanctuariser son territoire. La sanctuarisation du territoire nord-coréen est intimement liée au développement de l'arme nucléaire, qui assure à Pyongyang une capacité destructrice phénoménale en cas d'attaque ou d'invasion. Cette protection du territoire passe non seulement par la capacité à défendre son propre territoire, mais aussi par la capacité à dissuader ses adversaires. La politique nucléaire de "dissuasion" est donc une composante essentielle de la sanctuarisation. Pyongyang estime que pour s'assurer qu'aucun pays n'ose s'en prendre à lui, il faut également faire planer une menace à l'extérieur de ses frontières. La Corée du Sud, toute proche, pourrait bien entendu se retrouver sous le feu nord-coréen, mais cela ne suffirait pas, si un jour les Américains estimaient qu'il est plus important de renverser le régime nord-coréen que d'assurer la sécurité de leur allié sud-coréen (ou même de leur allié japonais). Cela semble peu probable, mais pas impossible du point de vue de Pyongyang. Par contre, si la population américaine risque de subir directement la menace nord-coréenne, la donne est différente. Si la Corée du Nord cherche à pouvoir atteindre le territoire américain via le développement de missiles intercontinentaux, c'est aussi dans un but de sanctuarisation de son territoire. Washington se risquerait-il à entrer en conflit direct avec Pyongyang s'il savait que la vie de centaines de milliers, voir de millions, de citoyens américains était en jeu ? Il est toutefois certain que si la Corée du Nord venait, par exemple, à envoyer une bombe sur une ville de la côte ouest des Etats-Unis, le régime signerait immédiatement son arrêt de mort. C'est pourquoi il semble peu probable que Kim Jong-un utilise un jour son arsenal nucléaire, mais la possession d'un tel arsenal lui assure un pouvoir de dissuasion important. La politique nucléaire nord-coréenne poursuit également des objectifs de politique intérieure. En effet, le programme nucléaire, devenu un véritable objet de propagande, vise à légitimer le régime et son leader aux yeux de la population nord-coréenne. "*La valeur hautement symbolique de la transmission héréditaire de ce programme justifie à elle seule son perfectionnement, garantie de la survie du régime*"⁹⁸. Le programme nucléaire est utilisé pour inspirer chez les Nord-Coréens un sentiment de patriotisme et d'exceptionnalisme, entièrement lié à la politique mise en place par le régime, qui donnerait à la Corée du Nord "la place qu'elle mérite" dans le monde. Si l'on se place du point de vue de Pyongyang, renoncer à son programme nucléaire serait un dangereux aveu de faiblesse, à la fois au niveau national et international. Renoncer à l'arme nucléaire, après tant d'efforts et de louvoisements pour l'obtenir, semble absurde. Si Kim jong-un abandonne son programme nucléaire sans garanties fortes, il court le risque de voir le régime déstabilisé par des forces intérieures (général de la ligne dure de l'APC par exemple) et extérieures (tentatives de déstabilisation par les Etats-Unis, qui ne craindraient plus la menace nucléaire nord-coréenne). C'est pourquoi malgré les négociations il semble peu probable que la Corée du Nord abandonne sa politique nucléaire. De plus, ajoutée à la survie du régime et la sanctuarisation du territoire, la poursuite du programme nucléaire poursuit un autre objectif : le besoin de reconnaissance internationale par Pyongyang.

⁹⁸ MORILLOT Juliette, MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions, op. cit.*, p. 156

b) *Une stratégie qui répond à un besoin de reconnaissance par les grandes puissances*

La Corée du Nord est un pays sans véritables alliés. Certains Etats, comme la Chine, ont intérêt à son existence et souhaitent son maintien, mais, bien que cette dernière demeure le premier soutien de la Corée du Nord, les deux pays ne sont pas des alliés à proprement parler, Pékin désapprouvant de la politique nucléaire de Pyongyang et ayant même voté les sanctions qui pèsent sur le pays. La Corée du Nord ne fait partie d'aucune alliance contraignante (de type OTAN par exemple) et est de ce fait très isolée. La poursuite d'un programme nucléaire et l'inclusion de la Corée du Nord dans le club très restreint des pays possédant l'arme nucléaire lui donne donc une forme de légitimité internationale qu'elle recherche. Une légitimité qu'elle désire et dont elle a besoin pour exister en dehors de ses frontières. Il apparait clair que Pyongyang a un besoin de reconnaissance, un besoin d'être traité d'égal à égal par les grandes puissances. C'est pourquoi Kim Jong-un a accepté si rapidement de rencontrer Donald Trump à Singapour en juin 2018, et semble apprécier les rencontres bilatérales avec les dirigeants des grandes puissances (Xi Jinping, Vladimir Poutine, Moon Jae-in...) résultant de la détente de 2018. Alors que les anciens présidents américains avaient toujours refusé de rencontrer le dirigeant nord-coréen en tête à tête, justement pour éviter de légitimer le régime de Pyongyang, Donald Trump a créé un précédent, qui semble au final être à l'avantage de la Corée du Nord plus que des Etats-Unis. La Corée du Nord désire être considérée sur un pied d'égalité, et semble y parvenir grâce à la menace nucléaire qu'elle fait peser sur la région et au-delà. Là est tout le paradoxe ! Pyongyang a obtenu cette reconnaissance par la "violence" de son programme nucléaire, et non par la conciliation avec la communauté internationale. Si la Corée du Nord avait effectivement abandonné son programme nucléaire dans les années 1990 ou 2000, le régime pourrait éventuellement ne plus exister aujourd'hui. Mais en poursuivant ce programme, Pyongyang possède aujourd'hui un poids important sur la scène internationale et dans l'imaginaire commun. Au yeux du régime, cela lui donne raison et le conforte de sa volonté de poursuivre son programme nucléaire. Les avancées nucléaires et balistiques fulgurantes de 2016 et 2017 ont certes été sources de sanctions sévères, mais ont fait de la Corée du Nord une menace crédible et inquiétante, lui donnant une légitimité qui lui a permis de mener des rencontres bilatérales inédites, sous prétexte de vouloir dialoguer. L'objectif de la Corée du Nord est simple : réussir à alléger les sanctions qui pèsent sur le pays tout en parvenant à éviter, ou tout du moins repousser le plus loin possible (indéfiniment ?), la dénucléarisation de son territoire. Si l'objectif de Pyongyang est simple, il est toutefois difficile à atteindre, du fait du manque de confiance entre les parties. Les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud veulent des garanties de dénucléarisation avant de faire des concessions quelconques, alors que Pyongyang affirme vouloir des garanties de sécurité avant de commencer toute forme de dénucléarisation. Moscou et Pékin sont plus nuancés, et disent comprendre la volonté de Pyongyang d'obtenir des garanties avant d'entamer une dénucléarisation de la péninsule. Il semble clair que Kim préfère ces rencontres bilatérales, puisqu'aujourd'hui aucun des acteurs n'envisage de revenir à un format multilatéral du type "pourparlers à six" comme on a pu le voir dans les années 2000. Pour toutes les raisons citées précédemment, il semble toutefois peu probable que la Corée du Nord soit réellement encline à se dénucléariser. Il y a trop d'avantages à être une puissance nucléaire, et bien que les négociations soient bloquées, notamment depuis le sommet Trump-Kim de Hanoï de février 2019 (qui s'était terminé sur un échec), chaque rencontre bilatérale représente déjà une victoire pour Kim Jong-un, qui, traitant d'égal à égal avec les grandes puissances, donne de la légitimité à son régime. Une légitimité internationale, mais aussi domestique, puisqu'en s'affichant aux

côtés de Trump, Xi ou Poutine, Kim Jong-un assoit sa légitimité au sein de son propre pays. Chaque rencontre est une opportunité de propagande exceptionnelle, faisant apparaître Kim Jong-un comme l'équivalent de ces dirigeants aux yeux de la population nord-coréenne. Le double objectif de cette volonté de reconnaissance (nationale et internationale) en fait une composante essentielle pour la Corée du Nord, intimement liée à son existence même.

c) *Entre provocation et conciliation, la stratégie pas si absurde de Pyongyang*

Une caractéristique intéressante de la stratégie nucléaire nord-coréenne est la capacité de Pyongyang à jouer intelligemment entre provocation et conciliation. La Corée du Nord à travers son histoire nucléaire, à toujours fait mine de vouloir négocier sa dénucléarisation, tout en maintenant son programme actif. Dans les années 1980 et 1990, Pyongyang a toujours affirmé que son programme était pacifique, destiné au civil, jouant même la carte de la transparence sur sa filière plutonium, tout en poursuivant en secret sa filière uranium enrichi. Lorsque son programme militaire a été découvert fin 2002, le nucléaire à des fins "pacifiques" s'est transformé en nucléaire à des fins "de dissuasion". Chaque essai nucléaire, chaque crise nucléaire, a été suivi par une période de négociation, durant laquelle la Corée du Nord a essayé d'obtenir des concessions de la part de la communauté internationale (allègement des sanctions, aide alimentaire, aide énergétique), en échange de l'arrêt de son programme, puis de sa dénucléarisation. Néanmoins, la Corée du Nord n'a jamais dénucléarisé, et a systématiquement fait marche arrière à la moindre contrariété, essayant à la fois de bénéficier des concessions négociées tout en maintenant son programme nucléaire actif, en invoquant la mauvaise foi de ses interlocuteurs, qui ne seraient pas dignes de confiance. A chaque contrariété, et souvent selon la volonté du régime nord-coréen, les relations entre Pyongyang et la communauté internationale se dégradent à nouveau, puis la Corée du Nord fait montre de sa puissance via de nouveaux essais nucléaires ou balistiques (démontrant les progrès de Pyongyang en la matière). Ces provocations ramènent invariablement la communauté internationale à la table des négociations, pour tenter d'enrayer un développement encore plus inquiétant des capacités nucléaires nord-coréennes. Pyongyang se montre alors conciliant, puis le processus se répète à nouveau, et permet à la Corée du Nord de faire progressivement des progrès significatifs dans son programme nucléaire et balistique sans franchir la "ligne rouge" qui provoquerait une intervention extérieure et entraînerait la chute du régime. C'est une stratégie intelligente (bien qu'elle même non dénuée de mauvaise foi) mais dangereuse. C'est un numéro d'équilibriste difficile à réaliser, car la moindre erreur de jugement peut faire basculer le régime dans le chaos. Si les provocations s'enchaînent sans volonté apparente d'apaisement, la Corée du Nord risque de subir une intervention extérieure ou la mise en place de sanctions invivables. Si elle est trop conciliante et perd son arsenal nucléaire, elle compromet la sanctuarisation de son territoire et risque également une intervention extérieure, ainsi que la déstabilisation de son régime, persuadée que ses ennemis lui veulent du mal et feront tout pour la renverser. C'est une stratégie dangereuse car elle repose également sur la volonté de la Chine de vouloir voir la Corée du Nord se maintenir en tant qu'Etat tampon entre une Corée du Sud qui abrite des troupes américaines et le territoire chinois (nous y reviendrons plus en détail dans les parties suivantes). Pékin, premier partenaire de Pyongyang, permet à la Corée du Nord de maintenir la tête hors de l'eau malgré les sanctions, mais a, à plusieurs reprises, exprimé son mécontentement quant aux agissements nord-coréens. Si la Chine venait à abandonner complètement la Corée du Nord, la stratégie nucléaire nord-coréenne s'écroulerait, car elle n'aurait plus la capacité de faire face aux sanctions qui lui sont imposées, et

se retrouverait complètement isolée, vulnérable à des actions de déstabilisation venues de l'extérieur. Toutefois, si cette analyse semble correspondre à la stratégie nucléaire nord-coréenne des dernières décennies, il se pourrait que nous soyons entrés dans un nouveau paradigme depuis 2016-2017. S'il est avéré que la Corée du Nord possède des bombes H d'une puissance supérieure à 200 kilotonnes, et possède la capacité de les envoyer sur le territoire américain avec des missiles balistiques intercontinentaux tels que le Hwasong-15 testé en 2017, alors il est possible de considérer que le travail de sanctuarisation de la Corée du Nord est achevé. Pyongyang aurait désormais les moyens de mettre ses menaces à exécution : sa capacité de dissuasion serait donc complète. Ce qui pourrait expliquer sa volonté récente de "normaliser" ses relations avec les puissances extérieures, tout en désirant néanmoins conserver son arsenal nucléaire. Certes, pour atteindre cet objectif, la Corée du Nord a été frappée par des sanctions sans précédent, mais si elle parvenait à alléger ces sanctions, tout en maintenant son arsenal, la victoire de Kim Jong-un serait totale. Il semble néanmoins peu probable que la communauté internationale annule ou allège les sanctions sans garanties solides et sans preuves vérifiables de la part de Pyongyang, car la possession d'un arsenal nucléaire par la Corée du Nord sans que cela entraîne des conséquences créerait un précédent dangereux. En effet, il ferait courir le risque d'une prolifération nucléaire non seulement régionale (le Japon et la Corée du Sud, tout deux des "pays du seuil"⁹⁹, pourrait vouloir se doter de l'arme nucléaire pour se protéger de la Corée du Nord, même s'ils sont en théorie protégés par le "parapluie nucléaire" américain¹⁰⁰), mais aussi mondiale avec des pays comme l'Iran, également soupçonné de poursuivre un programme nucléaire militaire, et l'Arabie Saoudite, qui pourrait vouloir s'en doter également pour contrer son rival iranien. Ce nouveau paradigme entraînerait donc un changement de stratégie de la part de la Corée du Nord, mais cela reste toutefois à déterminer, les développements étant encore trop récents pour en tirer des conclusions définitives et la Corée du Nord demeurant dans une situation très précaire.

d) Une stratégie qui provoque néanmoins l'isolement du pays et le soumet à d'importantes sanctions

Au vu des éléments exposés plus haut, on pourrait en arriver à se demander si ce n'est pas finalement la Corée du Nord qui mène le jeu des négociations, se jouant habilement des Américains, des Chinois et des autres. Ce n'est pas tout à fait le cas, car le pays, bien qu'ayant obtenu son statut de puissance nucléaire grâce à une stratégie minutieuse, est actuellement ravagé par les sanctions qui lui ont été successivement imposées et se retrouve extrêmement isolé. Graduellement, les sanctions prises à l'encontre de la Corée du Nord pour tenter de lui faire abandonner son programme nucléaire ont été de plus en plus sévères, et nous nous pencherons ici sur les plus significatives¹⁰¹. Dès 2006 et le premier essai nucléaire de Pyongyang, les Nations

⁹⁹ Les "pays du seuil" sont des pays qui ont la capacité de mener un programme nucléaire et de fabriquer des engins nucléaires mais ne le font pas car respectant le Traité de Non-Prolifération.

¹⁰⁰ Le "parapluie nucléaire américain" désigne la garantie faite par les Etats-Unis, puissance nucléaire, de défendre un autre Etat non-nucléaire allié, comme le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la plupart des pays de l'OTAN, en cas d'agression.

¹⁰¹ Antérieurement au premier essai nucléaire, le CSNU avait déjà pris trois résolutions à l'encontre de la Corée du Nord :

- La résolution 825 en 1993, qui appelait la Corée du Nord à ne pas se retirer du TNP, alors qu'elle menaçait de le faire, et à autoriser les inspecteurs de l'AIEA à entrer en Corée du Nord.
- La résolution 1540 en 2004, qui ne concerne pas directement la Corée du Nord mais a été votée peu après le retrait de Pyongyang du TNP, et prévoit un renforcement de la législation concernant la non-prolifération d'armes de destruction massive (nucléaire, chimique, biologique).
- La résolution 1695 en 2006, votée en réponse à des tirs de missiles balistiques par Pyongyang, qui interdit la vente à la Corée du Nord de matériaux pouvant l'aider à développer son programme balistique.

Unies ont voté la résolution 1718¹⁰² qui impose les premières sanctions importantes à l'encontre du régime nord-coréen¹⁰³. Celle-ci stipule notamment que :

- Pyongyang doit s'abstenir de tout nouvel essai nucléaire ou tir de missile balistique.
- La Corée du Nord doit revenir à la table des négociations au sein des "pourparlers à six".
- Les Etats membres de l'ONU doivent inspecter les livraisons des cargaisons en provenance et à destination de la Corée du Nord.
- La vente et l'achat de matériel militaire et de produits de luxe à la Corée du Nord est interdit.
- Les Etats membres doivent geler les actifs financiers détenus à l'étranger par toute personne ou organisation liée au programme nucléaire nord-coréen, et les déplacements à l'étranger sont interdits aux Nord-Coréens travaillant de près ou de loin sur ce programme.

Cette résolution est importante car elle pose le cadre de base des sanctions prises à l'encontre de la Corée du Nord. Les sanctions prises par la suite, en tout cas jusqu'à 2016, se basent sur ce cadre mis en place par la résolution 1718. A noter également que toutes les résolutions prévoyant de sanctionner la Corée du Nord, de 2006 à 2017, ont été votées à l'unanimité par les membres permanents du CSNU, y compris la Chine et la Russie, démontrant leur volonté de voir Pyongyang abandonner son programme nucléaire et renforçant l'isolement du régime nord-coréen. En 2007, suite à la promesse faite par la Corée du Nord de démanteler le site de production de plutonium de la centrale de Yongbyon, les sanctions sont allégées, et en 2008, le pays est même retiré par les Etats-Unis de la liste des "Etats soutenant le terrorisme". Toutefois, en 2009, le deuxième essai nucléaire entraîne le vote de la résolution 1874, qui réaffirme et remet en place la totalité des sanctions qui avaient déjà été prises en 2006. Début 2013, suite à un lancement de satellite et au troisième essai nucléaire nord-coréen, les sanctions sont à nouveau renforcées via les résolutions 2087 et 2094, qui réaffirment les sanctions précédentes tout en donnant plus de latitude aux Etats pour appliquer ces sanctions. C'est en 2016, suite au quatrième essai nucléaire, supposé être le test de la première bombe H, que les choses se corsent pour la Corée du Nord. Le 2 mars 2016 est votée la résolution 2270. Alors que les précédentes sanctions du Conseil de Sécurité contre la Corée du Nord visaient principalement son programme d'acquisition d'armes de destruction massive (ADM), cette résolution annonce des sanctions exceptionnellement larges contre la Corée du Nord, qui vont au-delà de la seule réponse à la mise au point d'ADM, et qui ont de profondes répercussions sur différentes facettes de la Corée du Nord. Les principales dispositions de la résolution incluent les transactions sur les armes, la prolifération des activités nucléaires, le transport maritime et aérien, le contrôle renforcé des exportations d'ADM, le commerce extérieur et les transactions financières. La résolution affirme également que tout transfert d'armes à des fins d'entretien et de services constitue une violation, et elle désigne directement un certain nombre d'institutions nord-coréennes passibles de sanctions, notamment l'Administration Nationale du Développement Aérospatial, le Ministère de l'industrie de l'énergie atomique, ou encore le Département de l'industrie des munitions. De plus, il convient de noter que les sanctions des Nations Unies ne sont pas les seules à être prises contre la Corée du Nord. Plusieurs pays prennent des sanctions unilatérales. En février 2016, les Etats-Unis mettent en place le "*North Korea Sanctions and Policy Enhancement Act*"¹⁰⁴ (NKSPEA). Les sanctions américaines sur

¹⁰² Voir **Annexe D** : résolution 1718 du CSNU.

¹⁰³ Toutes les informations concernant les sanctions prises par les résolutions du CSNU proviennent du site internet des Nations Unies, qui recense les résolutions prises au fil des années. www.un.org/fr/sc/documents/resolutions/

¹⁰⁴ FIFIELD Anna, "Punishing North Korea : A rundown on current sanctions", The Washington Post, 22 février 2016

la Corée du Nord sont renforcées et les Etats-Unis sanctionnent les organismes nord-coréens impliqués dans les programmes d'armes de destruction massive, le commerce d'armes et les violations des droits de l'Homme, mais également ceux qui sont impliqués dans le commerce de produits miniers, secteur générateur de devises pour la Corée du Nord. En mars de la même année, le Japon interdit les transferts d'argent à destination et en provenance de la Corée du Nord, sauf ceux à visée humanitaire et d'un montant inférieur à 880 dollars. Tokyo interdit l'accès à ses ports à tout navire sous pavillon nord-coréen et interdit l'accès au territoire japonais à tous les ressortissants nord-coréens¹⁰⁵. La Corée du Sud et l'Union Européenne commencent également à imposer des embargos unilatéraux sur la Corée du Nord, incluant une inspection renforcée de toute cargaison en provenance ou à destination de la Corée du Nord, l'expulsion de Nord-Coréens impliqués dans des activités illicites et l'arrêt de l'enseignement et de la formation professionnelle de Nord-Coréens. Le 30 novembre 2016, suite au cinquième essai nucléaire, la résolution 2321 renforce les sanctions prises avec la résolution 2270. La résolution impose des restrictions importantes sur les exportations de charbon de la Corée du Nord, destinées en grande partie à la Chine. La résolution impose également un embargo sur l'exportation de cuivre, de nickel, d'argent et de zinc de la Corée du Nord. Enfin, la résolution étend la liste de produits de luxe qui ne peuvent être exportés vers la Corée du Nord. En février 2017, la Chine décide de suspendre en partie ses importations de charbon en provenance de Corée du Nord jusqu'à la fin de l'année. En juin 2017, la résolution 2356 étend la liste d'individus et d'entités définis comme engagés dans ou soutenant le programme nucléaire nord-coréen. En réponse aux tests balistiques longue portée du Hwasong-14, le CSNU vote la résolution 2371 le 5 août, qui renforce encore les sanctions, notamment commerciales, contre la Corée du Nord. Celle-ci interdit l'exportation par la Corée du Nord de fer, de minerai de fer, de charbon, de plomb et de produits de la mer (ressources halieutiques). Ces sanctions mettent également de nouvelles restrictions sur les institutions financières nord-coréennes, et interdisent également aux gouvernements étrangers d'accueillir davantage de travailleurs nord-coréens, le régime empochant une grande partie de leurs salaires via un "fonds de loyauté" obligatoire. En juillet 2017, les États-Unis avaient même catégoriquement interdit à leurs ressortissants de voyager en Corée du Nord, pour prévenir notamment tout risque d'emprisonnement, suite à la mort du jeune Otto Warmbier, qui avait été détenu une année en Corée du Nord et vraisemblablement torturé¹⁰⁶. Suite au sixième essai nucléaire, le plus puissant jamais effectué par Pyongyang, le CSNU vote la résolution 2375 le 11 septembre 2017, qui impose les sanctions les plus sévères prises à l'encontre du pays¹⁰⁷. Elles incluent l'interdiction de vendre du gaz naturel liquéfié et de condensat de gaz à la Corée du Nord, l'interdiction d'importer des textiles nord-coréens et la mise en place de quotas dans l'exportation de pétrole vers la Corée du Nord (30% environ des taux pré-résolution 2375). Les sanctions limitent encore davantage la délivrance de visas aux Nord-Coréens : les visas en cours peuvent se poursuivre jusqu'à expiration mais ne peuvent plus être renouvelés. Les Etats sont également appelés à inspecter tous les navires en provenance ou à destination de la Corée du Nord, peu importe la cargaison (mais ne sont pas autorisés à utiliser la force en cas de refus d'obtempérer). Enfin, la résolution annonce une interdiction de joint-ventures (co-entreprises), sauf dans certains cas de projets transfrontaliers avec la Russie et la Chine. Parallèlement aux sanctions du CSNU, plusieurs Etats prennent

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ LEE Se-young, "US State Department to clamp ban on travel to North Korea", Reuters, 21 juillet 2017

¹⁰⁷ Voir **Annexe E** : résolution 2375 du CSNU.

des mesures unilatérales. Les États-Unis, via la signature par Donald Trump de l'ordre exécutif 13810¹⁰⁸, interdisent à tous les navires ou appareils aériens qui ont séjourné en Corée du Nord depuis moins de 180 jours d'entrer sur le territoire américain. De plus les États-Unis étendent les sanctions sur les activités industrielles, portuaires, commerciales et bancaires nord-coréennes. En parallèle, l'Union Européenne annonce une interdiction symbolique d'importation de produits pétroliers en provenance de Corée du Nord, et l'interdiction d'investir en Corée du Nord pour les personnalités et entités européennes, même si ces importations et les investisseurs sont de toute façon quasi-inexistants. Dans le même temps, la Banque Populaire de Chine ordonne aux banques chinoises de respecter les sanctions financières mises en place par le Conseil de sécurité. La Chine interdit simultanément les exportations de produits pétroliers vers la Corée du Nord et les importations de textiles en provenance de cette dernière¹⁰⁹. Enfin, le test balistique du Hwasong-15 en novembre 2017 vaudra au pays une dernière série de sanctions. Le 22 décembre 2017 est votée la résolution 2397, qui limite les importations nord-coréennes de pétrole raffiné à 500 000 barils par an à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle interdit l'exportation par la Corée du Nord de nombreux objets manufacturés, produits et ressources : nourriture, machines, matériel électrique, terre, pierre et bois. La résolution interdit l'exportation vers la Corée du Nord d'équipement industriel, de machines, de véhicules de transport et de métaux industriels. Des gels d'avoirs sont imposés sur des représentants du ministère de la Défense Nationale et du secteur bancaire nord-coréen. Les Etats membres de l'ONU sont autorisés à "*saisir, inspecter, geler et mettre en fourrière tout navire se trouvant dans leurs eaux territoriales*" suspecté de fournir illégalement du pétrole à la Corée du Nord. La résolution impose également le retour en Corée du Nord de tout les travailleurs nord-coréens à l'étranger, notamment en Chine et en Russie, dans les 24 mois suivant la résolution, soit avant la fin de l'année 2019.

On remarque donc une augmentation significative de la fréquence et de la sévérité de sanctions à mesure que la Corée du Nord progresse dans son programme nucléaire, avec un net emballement en 2016 et 2017 devant l'augmentation rapide des capacités nord-coréennes. Les sanctions, d'abord limitées au programme nucléaire en tant que tel et à son financement dans la première phase (2006-2016), n'ont pas permis d'entraver significativement la politique nucléaire nord-coréenne. Le régime nord-coréen a trouvé des moyens de les contourner, via des activités illégales et grâce au "marché noir". Les sanctions ont donc été étendues à des domaines plus ou moins éloignés du programme nucléaire, visant désormais toutes les formes de commerce effectuées par le pays, dans le but de faire peser une pression maximale sur Pyongyang. Les sanctions sont devenues telles qu'elles pourraient expliquer en partie le revirement nord-coréen de 2018, avec un Kim Jong-un recherchant un apaisement et un allègement des sanctions, plutôt qu'une escalade, tout en désirant conserver les progrès effectués jusque là en matière de capacités nucléaires de dissuasion, même si on observe un regain des tensions en 2019. La Corée du Nord a obtenu son statut de puissance nucléaire, mais à quel prix ! En plus de faire figure de paria au sein de la communauté internationale, le régime est écrasé par des sanctions violentes. Mais c'est aussi et surtout la population nord-coréenne qui en pâtit. La situation économique des Nord-Coréens est extrêmement difficile. En plus de voir leur niveau de vie baisser, ils continuent à devoir financer le régime, et ce malgré le retour récent des pénuries alimentaires et énergétiques dans le pays. On craint même une nouvelle famine en 2019, résultant des sanctions et de très mauvaises

¹⁰⁸ Communiqué de la Maison-Blanche du 21 septembre 2017, www.whitehouse.gov

¹⁰⁹ DENYER Simon, "China suspends North Korean coal imports, striking at regime's financial lifeline", The Washington Post, 18 février 2017

récoltes du fait de la sécheresse¹¹⁰. Nul doute que la population nord-coréenne souffre plus que quiconque de ces sanctions. Des sanctions dont la responsabilité repose autant sur les décisions de la communauté internationale que sur les agissements d'un régime paranoïaque, qui, indéniablement, se soucie davantage de lui-même, de son maintien au pouvoir et de son statut que de sa population.

Quoi qu'il en soit, le résultat est là : la menace nord-coréenne est une menace sur laquelle il faut compter, et désormais prendre au sérieux, dans le contexte géopolitique de l'Asie du Nord-Est. Trop souvent considérée comme une "farce", comme un pays de fous constamment au bord du précipice depuis 1991, la Corée du Nord a défié les pronostics, et elle est toujours là, aujourd'hui dotée d'un arsenal nucléaire loin d'être négligeable. Grâce à une stratégie minutieuse, dangereuse, et au détriment de sa population qu'elle maintient sous une chape de plomb, la Corée du Nord a réussi à devenir un pays dont le potentiel de nuisance et de destruction est bien réel. La poursuite d'un programme nucléaire a fait obtenir à la Corée du Nord un statut international qui dépasse de loin l'importance réelle de ce petit pays de seulement 25 millions d'habitants. A l'inverse du Japon, que l'on qualifie parfois de "*géant économique, nain politique*", la Corée du Nord serait plutôt un "*géant politique, nain économique*". Son rôle dans la géopolitique régionale est désormais incontournable, malgré son sévère isolement. Selon le discours officiel nord-coréen, la Corée du Nord revendique son "indépendance", elle se "suffit à elle-même", mais en réalité, son existence est aussi liée à un contexte régional plus large. Outre "le frère ennemi" sud-coréen, "l'ancien colonisateur" japonais et "l'allié d'hier" russe, le destin de la Corée du Nord repose aujourd'hui principalement sur deux pays, un duo qui forme la rivalité la plus significative du XXI^e siècle, et dont les vues et objectifs diffèrent au sujet de la Corée du Nord : la Chine et les Etats-Unis.

¹¹⁰ CHOE Sang-hun, "North Korea urgently needs food aid after worst harvest in decade, U.N. says", The New York Times, 3 mai 2019

Deuxième partie

L'Asie orientale, un espace complexe au coeur des intérêts géostratégiques d'une Chine en concurrence avec Washington

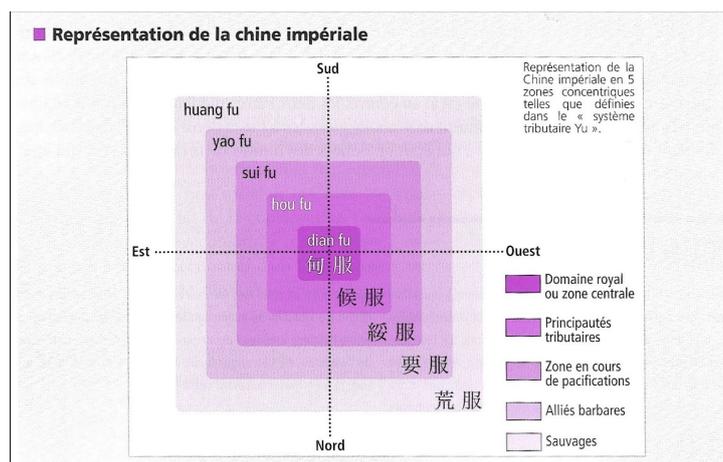


Pour pouvoir évaluer le rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine en Asie orientale, ainsi que l'impact de la politique nucléaire de Pyongyang sur les intérêts régionaux de Pékin et de Washington, il convient de définir l'espace géopolitique dans lequel ces acteurs évoluent. Nous explorerons cet espace principalement à travers les deux forces majeures qui s'y opposent actuellement : la Chine et les Etats-Unis. Les objectifs et intérêts géostratégiques chinois dans la région, bien qu'ils soient déterminés en partie par la relation historique de l'Empire du Milieu avec son environnement proche, répondent également aux besoins contemporains et futurs d'une Chine en pleine expansion, (re)devenue la puissance régionale dominante en Asie orientale. La suprématie chinoise n'est aujourd'hui remise en cause que par un seul acteur, venu de l'autre côté de l'océan Pacifique, les Etats-Unis. Washington poursuit également des objectifs géostratégiques définis en Asie orientale, qui viennent constamment s'entrechoquer avec les intérêts chinois. Se pencher sur cette rivalité entre les deux superpuissances du XXI^e siècle semble indispensable pour pouvoir déterminer le rôle de la Corée du Nord et de son programme nucléaire dans celle-ci.

côtes de la mer de Chine et dans les plaines et vallées des deux grandes rivières chinoises, le fleuve Jaune et le Yangzi Jiang. La Chine est donc avant tout un pays appartenant à l'Asie orientale, et en est même son acteur principal. Ici, nous nous focaliserons principalement sur l'Asie du Nord-Est, puisque les relations avec la Corée du Nord sont notre objet d'étude, mais si elles ont une répercussion éventuelle sur l'Asie du Sud-Est, celle-ci ne sera pas omise. Il convient également de noter que des acteurs ne possédant pas de territoire en Asie orientale peuvent avoir une présence et une influence non-négligeable sur la région, de par leurs alliances, ou la présence de bases militaires. Le meilleur exemple reste bien entendu les Etats-Unis, dont les territoires les plus proches de l'espace géographique que nous avons défini sont la petite île de Guam dans l'océan Pacifique et l'extrême ouest de l'Alaska avec les îles Aléoutiennes, mais dont la présence en Asie orientale est incontestable. Quelles que soient ses délimitations, il est aisé de remarquer que cet espace géographique est incontestablement dominé par un seul acteur : la Chine.

b) *La Chine, un Empire du Milieu au centre de son univers*

La première caractéristique qui définit la Chine, ainsi que la façon dont elle-même se voit, est sa "centralité". La Chine est parfois appelée l'Empire du Milieu, et en mandarin, elle se dit 中国 (*Zhongguo*), qui se traduit littéralement par "pays du milieu"¹¹¹. Cette idée de "centralité" très prononcée entraîne un sentiment d'exceptionnalisme : la Chine se considère comme le centre incontesté et absolu de son univers, et historiquement, son Empereur, porteur d'un "mandat du ciel", n'avait guère de comptes à rendre qu'aux divinités. La Chine impériale se représente le monde en espaces hiérarchisés concentriques emboîtés, au nombre de cinq. Au centre se trouve le domaine royal, c'est à dire l'Etat chinois civilisé sur lequel rayonne l'Empereur et la culture chinoise. Autour du domaine royal, on retrouve deux espaces composés d'Etats tributaires et vassaux plus ou moins intégrés à l'Empire ou "en cours de pacification". Encore plus en périphérie, on distingue un espace composé de barbares à demi-civilisés, non-sinisés, mais donnant tribut. Enfin, le dernier espace représente les barbares "lointains", des sauvages en dehors des limites de la civilisation, "à peine éclairés par le Soleil" que représente l'Empereur¹¹². Si cet espace fait principalement référence aux peuples des plaines mongoles, mandchoues et sibériennes, l'occident, encore très méconnu, était associé à cet espace de barbares "lointains". La Grande Muraille de Chine, construite par tronçons entre le Ve siècle avant J.-C. et le XVIe siècle, constitue une représentation physique de la démarcation conceptuelle chinoise entre le *nei* 内 (l'intérieur, monde civilisé du peuple chinois sédentaire) et le *wai*



> fig.12 : "Système tributaire Yu", représentation de l'ordre mondial selon la Chine impériale. Source : "Géopolitique de l'Asie", 2017, Nathan.

¹¹¹ L'origine étymologique du mot "Chine/China", utilisé par les peuples non-sinisés, proviendrait de la première dynastie ayant unifié la Chine, les Qin (221 - 206 av. J.-C.), dont la prononciation se rapproche de "Chine". Le nom de Qin aurait voyagé le long des routes de la soie. En latin et en grec ancien le pays était connu sous le nom de Sina, qui a notamment donné le préfixe sino-. L'origine étymologique du mot "Corée/Korea" est similaire, puisqu'il proviendrait de la dynastie Koryo (918-1392), et diffère énormément des noms utilisés par les Coréens pour se définir aujourd'hui (*Choson* pour la Corée du Nord, *Hanguk* pour la Corée du Sud).

¹¹² BRUNEAU Michel, *Géopolitique de l'Asie*, Paris, Nathan, 2017, p. 21

外 (l'extérieur, monde non-sinisé des barbares nomades du nord). A l'ouest, cette démarcation est représentée par les montagnes menant au plateau tibétain et la chaîne des Tian Shan. Au sud et à l'est, c'est la mer qui fait office de démarcation physique entre les peuples civilisés, sinisés, et les barbares. La Chine impériale n'avait que peu de velléités d'expansion au delà de ce qu'elle considérait être son "intérieur". Elle ne cherchait pas à siniser les peuples barbares, préférant au mieux les ignorer, au pire s'en protéger. C'est un point de différence majeur avec les Etats européens, qui au cours de leur histoire ont cherché à étendre leur influence, leur foi et leur pouvoir bien au-delà de leur environnement proche. Cette idée occidentale de "mission civilisatrice" ne caractérise pas la Chine, ou en tout cas pas dans les mêmes modalités, qui demeurait davantage focalisée sur son "intérieur" et sur ses voisins immédiats. Au cours de son histoire, la Chine n'a que très rarement cherché à envahir militairement un territoire qu'elle ne considérait pas comme sien, y compris les petits Etats tributaires attenants à l'Empire¹¹³. La domination culturelle de la Chine des Han (l'ethnie principale de Chine), et la démarcation nette entre "intérieur" et "extérieur", n'ont toutefois pas empêché des peuples barbares de prendre le pouvoir en Chine à plusieurs reprises. En effet, les Mongols domineront la Chine de 1234 à 1368 avec la dynastie Yuan instaurée par Kubilai Khan, et les Mandchous de la dynastie Qing auront le pouvoir de 1644 à 1912. Ces deux régions, la Mongolie et la Mandchourie, seront par ailleurs intégrées à l'Empire et se siniseront progressivement, car, malgré leur domination politique et militaire, la supériorité culturelle et administrative du système mandarinal Han parviendra à supplanter les cultures et institutions nomades mongoles et mandchoues. Même défaite, la Chine impériale parvient donc à absorber ses envahisseurs et conserver ses spécificités Han. Un vrai tour de force, qui renforce chez les Chinois ce sentiment d'exceptionnalisme et de supériorité culturelle sur ses voisins. C'est la découverte de l'Occident qui viendra remettre en cause cette idée de "centralité" absolue chinoise. La Chine impériale a toujours eu le regard tourné vers l'intérieur des terres, car c'était en général des plaines d'Asie centrale que provenait le danger pour l'Empire¹¹⁴. La Chine n'a d'ailleurs que très peu exploré les régions lointaines et le seul fait notable à ce sujet dans son histoire impériale reste les voyages de l'amiral Zheng He vers l'Afrique et le Moyen-Orient ordonnés par l'Empereur Yongle de la dynastie Ming (1368 - 1644), l'un des rares Empereurs de Chine à rompre avec la tradition en désirant explorer les contrées lointaines. La Chine impériale n'a jamais été une puissance maritime, mais bien plus une puissance terrestre. La mer représentait pour elle un vaste mur infranchissable, gage de sécurité. C'est pourtant bien par la mer que sont arrivés les premiers colons européens, qui ont déstabilisé la Chine et son système. La découverte par la Chine de ces "barbares civilisés", à la culture riche et technologiquement plus avancés qu'elle, a ébranlé une Chine qui se voyait comme le centre absolu, la seule source de rayonnement sous les cieux. Comment considérer et appréhender ces barbares, qui ne correspondent pas au schéma impérial hiérarchisé utilisé par l'Empire depuis des millénaires ? La multiplication des contacts et des échanges avec l'Occident, et la difficulté qu'aura la Chine à s'adapter à ce nouveau paradigme, entraîneront le déclin du pays et le début du "siècle de la honte". Cette période noire de l'histoire chinoise verra une douloureuse remise en cause de certitudes millénaires, dont la Chine ne se sortira officiellement qu'en 1949 avec la fin de la guerre civile chinoise et l'arrivée au pouvoir du Parti Communiste.

¹¹³ Les deux dynasties qui auront le plus étendu les frontières chinoises dans un esprit de conquête seront par ailleurs les dynasties Mongole et Mandchoue, issues de peuples nomades ayant pris le pouvoir en Chine par la force.

¹¹⁴ A l'exception des deux tentatives d'invasion du Japon lors de la guerre d'Imjin (1592-1598).

c) *La relation de suzerain à vassal, coeur des relations régionales historiques chinoises*

Une autre caractéristique qui définit la façon dont la Chine appréhende le monde qui l’entoure, et qui découle de ce sentiment de “centralité”, est la mise en place d’une relation de suzerain à vassal et d’un système de tributs avec les Etats sinisés (ou non) attenants à l’empire. Parmi ceux-ci on retrouve, selon les dynasties, le Vietnam, le Myanmar, le Népal, le Japon ou encore bien sûr la Corée, mais il y a eu au total plusieurs dizaines de royaumes tributaires à la Chine au cours de l’Histoire¹¹⁵. Ces Etats tributaires de la Chine impériale profitaient de son rayonnement culturel et économique, tout en versant un tribut en contrepartie (offrandes, richesses, présents, concubines...), qui leur permettait aussi de s’assurer une certaine sécurité. Les Chinois appelaient cette conception *chaogong tizhi* (朝贡体制), que l’on pourrait traduire par “système du tribut”¹¹⁶. La Chine impériale se positionnait donc vis-à-vis de ses voisins comme une puissance dominante, mais généreuse : “Elle [la Chine] demande des tributs proportionnés à leurs capacités [les tributaires], en compensation, pour ainsi dire, des facilités d’accession à une culture supérieure que, dans sa générosité, elle ne refuse pas à des hommes encore privés de lumière”¹¹⁷. Les tributs étaient donc versés selon les capacités et selon l’éloignement du pays tributaire vis-à-vis du centre impérial (les royaumes se trouvant dans les premiers 500 *li*¹¹⁸ hors du domaine royal, qui lui-même faisait 1000 *li* de diamètre, devaient verser le tribut une fois par an, les royaumes dans les 500 *li* suivants versaient le tribut une fois tous les deux ans, etc.). Un système qui démontre encore une fois la vision du monde en cercles concentriques des Chinois, et la primauté du “centre” sur la “périphérie”. Cette pratique consistant à verser un tribut à une Chine dominante est une constante de la politique extérieure chinoise, puisqu’elle est plusieurs fois millénaire : “Hiérarchie et tribut : ces deux concepts ont été au coeur de la géopolitique des dynasties qui ont régné sur la Chine. Le modèle de tribut apparaît sous la dynastie Han (206 av. J.-C. - 220 apr. J.-C.), mais c’est pendant la dynastie Tang (618 - 907) que sa pratique se généralise dans les relations extérieures de l’empire”¹¹⁹. La pratique se poursuivra sous toutes les dynasties jusqu’au XIX^e siècle. Selon l’historien René Servoise, ce système tributaire découle de concepts à la fois religieux, philosophiques et géopolitiques : “Il traduit l’extension aux relations internationales de plusieurs concepts d’origine religieuse et philosophique (confucianisme) et il a progressivement prêté son rituel à une certaine organisation politique de l’espace chinois et à certaines méthodes commerciales. [...] Ce système a naturellement évolué et il a reflété, en quelque sorte, l’évolution internationale du pays”¹²⁰. Des concepts religieux, représentés notamment par la toute puissance de l’Empereur, médiateur entre la Terre et le Ciel et responsable de l’humanité entière “sous les cieux” (天下, *tianxia*). En acceptant de verser un tribut, les “barbares” adhèrent symboliquement au système chinois et reconnaissent le mandat du “fils du Ciel”. Des concepts confucéens également, qui traduisent l’idée de

¹¹⁵ A titre d’exemple, la dynastie coréenne Joseon aurait effectué 391 missions tributaires vers la Chine de 1392 à 1450, soit environ sept par an. CLARK Donald, *The Ming Dynasty, 1368-1644*, vol. 2, Cambridge University Press, 1998, p. 280

¹¹⁶ KANG David, *East Asia before the West : Five centuries of trade and tribute*, Columbia University Press, 2012, p. 125

¹¹⁷ SERVOISE René, “La conception de l’ordre mondiale dans la Chine impériale”, *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 23.3, 1973, p. 557

¹¹⁸ Le *li* (里) est une unité de mesure chinoise qui équivaut environ à 500 mètres. Dans l’exemple cité ici, 500 *li* équivaut donc à environ 250 km.

¹¹⁹ DUCHATEL Mathieu, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, pp. 11-12

¹²⁰ SERVOISE René, “La conception de l’ordre mondiale dans la Chine impériale”, *op. cit.*, p. 557

hiérarchie et de subordination à une autorité supérieure, dans le but d'atteindre l'harmonie¹²¹. C'est un concept que l'on retrouve dans la famille chinoise (soumission des enfants au père, aux aînés), dans le travail (soumission au supérieur) et dans la politique (soumission à l'Etat), et ce encore aujourd'hui. Enfin, le système tributaire traduit des objectifs géopolitiques de stabilité et d'harmonie poursuivis par la Chine impériale. Contrairement aux Européens, la Chine n'a pas recherché la stabilité à travers un système d'équilibre des forces¹²², mais à travers la domination incontestée d'un Etat central puissant mais sage, garant de la paix à ses périphéries. Le modèle chinois a donc tout d'un système féodal dans lequel le dominé doit respect, soumission et déférence à l'égard du dominant. En retour, il obtiendra paix, bienveillance, culture et commerce. Un système gagnant-gagnant cher à la Chine que l'on retrouve encore aujourd'hui dans ses relations bilatérales.

d) La stratégie internationale chinoise façonnée par la primauté de son environnement proche

La stratégie chinoise a donc été façonnée par son environnement proche et la relation qu'elle entretient avec celui-ci. Les contrées lointaines, peuplées de "barbares", n'intéressaient pas l'Empire du Milieu, si ce n'est pour commercer, car il était inconcevable que celles-ci arrivent ne serait-ce qu'à la cheville du centre culturel, économique et religieux du monde que représentait la Chine. Les relations internationales de la Chine se sont donc développées de façon très différente que celles de l'Occident. *"La Chine n'entendait pas soumettre tous ces peuples à son contrôle, encore moins les conquérir ou les coloniser (même s'il y eut des exceptions), mais faire en sorte que les suzerains de ces Etats soient favorablement disposés envers la Chine, et si possible dans une sorte de dépendance politique et culturelle"*¹²³. Maintenir de bonnes relations avec ces petits royaumes périphériques était un objectif majeur de la Chine impériale puisque ceux-ci remplissaient également un rôle protecteur vis-à-vis du centre. Leur dépendance culturelle, économique et sécuritaire à la Chine les empêchaient de comploter et de nuire au pouvoir impérial, et leur localisation en périphérie de l'Empire les transformaient en Etat-tampons, en pays satellites, qui formaient un glacis de protection entre la Chine et les "barbares lointains", qui, eux, posaient un véritable problème à la sécurité et à la stabilité de l'Empire. Cette ceinture d'Etats n'a pas toujours réussi à protéger la Chine, puisque, comme nous l'avons vu, les Mongols et les Mandchous ont réussi à prendre le pouvoir en Chine, mais comme le dit René Servoise : *"Ce n'est pas parce qu'un principe politique est bafoué qu'il n'en demeure pas un objectif, et celui-ci le demeure impérativement tout au long de l'histoire de la Chine : assurer la protection des dix-huit provinces chinoises par des ceintures concentriques d'Etats favorablement disposés envers la Chine"*¹²⁴. Toutefois, la Chine n'a jamais tenté de mettre en place un "système international" qui lierait tous ces Etats entre eux dans une approche multilatérale. Elle a toujours privilégié les relations bilatérales, traitant avec chaque royaume un à un. La création d'un système multilatéral implique une forme d'égalité entre les Etats, ce qui ne correspond pas à la vision chinoise très hiérarchisée du monde. *"C'est véritablement la transposition du*

¹²¹ Les concepts confucéens proviennent de la pensée de Confucius (551 - 479 av. J.-C.). Peu reconnus durant la vie du philosophe, ses principes deviendront néanmoins le socle de la société chinoise, et son influence sur la pensée chinoise ne pourrait être sous-estimée.

¹²² Dont le meilleur exemple en Europe reste le "système westphalien", découlant des "traités de Westphalie" de 1648, qui modifie les équilibres politiques en Europe et pose les bases de la création d'Etat-nations aux frontières bien définies, qui permettent un certain équilibre des forces entre des Etats dont la puissance et la taille sont plus ou moins similaires.

¹²³ SERVOISE René, "La conception de l'ordre mondiale dans la Chine impériale", *op. cit.*, p. 560

¹²⁴ *Ibid.*

système féodal du suzerain et de ses féaux. D'ailleurs, les pays tributaires sont exclusivement tournés vers la Chine qui, aussi jalousement qu'elle protège les Chinois de tout contact avec l'étranger, essaie de fermer ces pays à toute influence autre que chinoise. Ainsi, la Corée qui constitue l'Etat tributaire modèle, plus impénétrable encore que la Chine elle-même, devient-elle connue de l'Occident sous le nom de Royaume Ermite"¹²⁵. La Corée qualifiait sa relation avec la Chine sous le terme "sadae", qui pourrait se traduire par "servir le grand", alors qu'elle définissait sa relation avec le Japon avec le terme "kyojin", qui se rapproche plus de la "relation entre voisins". Ce système régional, qui gravitait autour de la Chine comme centre absolu, s'est finalement effondré au cours du XIX^e siècle, du fait des influences agressives occidentales et des velléités de domination de plus en plus importantes du Japon. La Chine a difficilement accepté que le "petit" Japon, Etat tributaire périphérique pendant des siècles, et qui devait "tout" à la culture et à l'influence chinoise, puisse surpasser si rapidement l'Empire millénaire à la fin du XIX^e siècle. Si l'on se place de ce point de vue chinois, il est plus aisé de comprendre le choc et l'humiliation qui ont découlé des défaites face au Japon en 1895 et 1937. Des défaites sûrement encore plus douloureuses que celles subies face aux Occidentaux, ces "barbares lointains" dont la Chine savait peu de choses et ne parvenait pas à cerner. Le "siècle de la honte", "*faillite morale des Qing à remplir leurs responsabilités envers leurs vassaux traditionnels*"¹²⁶, a donc fait perdre à la Chine ses Etats tributaires et ébranlé son système d'harmonie et de stabilité millénaire, et finalement fait chuter l'Empire. Le Royaume-Uni, la France et d'autres Etats européens se sont partagés l'Asie du Sud et du Sud-Est, arrachant de nombreux Etats comme la Birmanie et le Vietnam à l'influence chinoise¹²⁷. A l'est, la Russie et surtout le Japon sont parvenus à briser les liens tributaires entre la Chine et la Corée. Toutefois, si la Chine a effectivement perdu énormément de son influence lors de cette période, cela ne veut pas dire que sa vision des relations internationales a changé pour autant. Les vieilles habitudes ont la vie dure.

e) *Des principes anciens repris ou conservés par la République Populaire de Chine*

Tous les principes historiques que nous avons détaillés plus haut peuvent être transposés d'une façon ou d'une autre à la Chine d'aujourd'hui, démontrant une impressionnante constance dans les principes géopolitiques que la Chine applique. La grande réussite stratégique de la République Populaire de Chine est d'avoir su s'adapter progressivement à un nouveau contexte politique international¹²⁸, et ce tout en conservant les spécificités historiques qui ont défini la Chine en tant qu'Etat au cours des siècles. Aujourd'hui, la Chine se considère toujours comme le centre, la puissance dominante, et si ce n'est du monde, au moins de l'Asie¹²⁹. La différence cette fois-ci est que la domination de la Chine, s'exerçant toujours principalement sur son environnement proche, n'est toutefois plus à "vocation universelle et

¹²⁵ *Ibid.*, p. 561

¹²⁶ DUCHATEL Mathieu, *Géopolitique de la Chine*, *op. cit.*, p. 14

¹²⁷ De 1881 à 1885, la France et la Chine des Qing sont même en guerre ouverte au sujet de l'Indochine. Les Français, nouveaux maîtres de l'Indochine, tentaient de prendre le contrôle du fleuve Rouge qui relie Hanoï à la province chinoise du Yunnan. La Chine se sent menacée et la guerre éclate, mais Pékin ne fait pas le poids. La France, victorieuse, assiera encore davantage sa domination sur l'Indochine au terme de cette guerre.

¹²⁸ La Chine est aujourd'hui un membre actif de nombreuses organisations internationales, en premier lieu desquelles l'ONU, pour laquelle la Chine est membre permanent du Conseil de Sécurité, mais aussi la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), etc.

¹²⁹ Il n'est pas exclu non plus qu'un jour la Chine devienne la puissance dominante mondiale, pour le meilleur ou pour le pire, et devienne le cadre de référence mondial de la puissance. Il lui reste toutefois du chemin à faire pour obtenir ce titre.

absolue” comme elle a pu l’être pendant l’époque impériale. L’Empire du Milieu semble avoir accepté l’existence d’autres “pôles” de culture et de civilisation. Pékin possède néanmoins encore la même conception des relations internationales avec ses voisins, avec qui elle désire commercer et entretenir majoritairement des relations stables dans une entente gagnant-gagnant que le gouvernement chinois aime mettre en avant. Même avec des pays avec qui la relation est compliquée, comme le Japon (que Pékin semble parfois avoir du mal à pardonner), la Chine entretient des relations commerciales soutenues. L’idée de hiérarchie existe encore : la Chine se considère supérieure à ses voisins, et sur bien des points (territoire, ressources, puissance économique, puissance militaire...) elle l’est. Pékin privilégie toujours les relations bilatérales aux grands rendez-vous multilatéraux. Le gouvernement chinois préfère traiter avec les Etats un à un, plutôt que de s’insérer dans un système d’alliance contraignant, ou même de mener un tel système. La Chine entretient néanmoins de nombreuses relations à travers le monde, à tel point que l’on parle aujourd’hui de “multi-bilatéralité” pour définir les relations internationales chinoises. Les “nouvelles routes de la soie” (一带一路, *yi dai yi lu*, ou en anglais le BRI “Belt and Road Initiative”), sur lesquelles nous allons revenir plus en détail dans les parties suivantes, sont un parfait exemple de cette “multi-bilatéralité” chinoise. Ces nouvelles routes commerciales, maritimes et terrestres, ont toutes la Chine pour centre et point de départ, et elles impliquent de nombreux pays d’Asie, d’Europe et d’Afrique, mais ne favorisent en réalité que peu la multilatéralité. Toutes les routes mènent à Pékin, et celles-ci favorisent bien davantage la Chine que, par exemple, les échanges entre deux acteurs tiers de cette initiative. Ces routes engagent de nombreux Etats, mais elles sont faites par Pékin, pour Pékin. On retrouve ici une idée de “centralité” où la Chine serait au milieu d’une série de cercles concentriques qui s’étendent autour du centre absolu. Et si d’autres pays bénéficient de ces “nouvelles routes de la soie”, la relation gagnant-gagnant en sera renforcée, et sera donc en accord avec les caractéristiques politiques chinoises. La Chine, fidèle à ses principes géopolitiques, ne semble émettre aucune velléité de conquête sur des territoires qu’elle ne considère pas siens^{130,131}, mais il apparaît clair qu’elle désire avoir une influence sur son environnement proche et désormais même au-delà. Certes, les Etats périphériques de la Chine ne versent plus de tribut à l’Empire du Milieu, mais leur politique est encore déterminée par les agissements de leur puissant voisin. La Chine désire encore faire en sorte que ces Etats demeurent dans une sorte de dépendance envers elle, même si aujourd’hui la dépendance économique a supplanté la dépendance politique et culturelle. Entretenir des bonnes relations politiques et/ou économiques avec la Chine reste un gage de sécurité pour ces pays. Toutefois, certains Etats tentent désormais de s’éloigner de Pékin pour éviter de se retrouver trop dépendants de la Chine, et se rapprochent en général des Etats-Unis, ce qui alimente la rivalité que nous allons détailler plus loin. Selon la configuration actuelle, et selon le point de vue chinois, il est aisé de voir le rôle que remplissent les acteurs qui nous intéressent : la Chine est toujours le centre absolu qui doit rayonner politiquement, culturellement et

¹³⁰ En rappelant tout de même que la Chine revendique plusieurs territoires disputés, notamment en mer de Chine méridionale, en mer de Chine orientale et à la frontière avec l’Inde (Aksai Chin et Arunachal Pradesh). Mais, fidèle à ses principes, elle considère ces territoires comme “siens”. Des territoires qui ne sont toutefois pas dénués d’intérêts géostratégiques et sur lesquels nous reviendrons.

¹³¹ Un contre-exemple : la Mongolie, qui faisait partie intégrante de la Chine sous l’Empire des Qing, n’est pas revendiquée par Pékin, alors que ce dernier pourrait très bien considérer le territoire mongol comme “sien” (et le fait déjà dans d’autres régions qui ont bien moins de liens historiques avec la Chine que la Mongolie). La raison : la Mongolie communiste a obtenu son indépendance des nationalistes chinois en 1924 avec la bénédiction de l’URSS, et Mao, lors de sa prise de pouvoir en 1949, soucieux de maintenir l’unité du bloc communiste et désirant conserver le soutien de l’URSS, a préféré reconnaître la République Populaire de Mongolie plutôt que de la revendiquer. Fait intéressant, la République de Chine (Taïwan) qui revendique une souveraineté sur la totalité de la Chine, revendique aussi la Mongolie.

économiquement sur ses périphéries ; la Corée du Nord est un ex-pays tributaire, certes désobéissant, mais qui, conformément aux principes du passé, fait office d'Etat-tampon entre le territoire chinois et une Corée du Sud sous influence américaine ; Les Etats-Unis sont les "barbares lointains", venus de l'autre côté de l'océan et qui, comme par le passé, risquent de déstabiliser l'ordre harmonieux et stable voulu par la Chine. La façon dont la Chine envisage ses relations internationales est étonnamment constante depuis plus de deux millénaires, et ce sont ces principes géopolitiques poursuivis sur le long terme qui définissent en grande partie les objectifs géostratégiques actuels de la Chine.

2) La République Populaire de Chine et ses objectifs géostratégiques régionaux

Ayant mis en perspective les spécificités historico-politiques de la Chine, ainsi que mis en lumière sa conception du monde et ses principes géopolitiques, nous pouvons désormais nous pencher sur les objectifs géostratégiques contemporains et futurs de la République Populaire de Chine. Quels sont donc les objectifs poursuivis par Pékin en Asie orientale ? Quels sont ses intérêts et sous quelle forme se présentent-ils ? Et quels sont les défis auxquels la Chine doit faire face pour pouvoir les atteindre ? Déterminer et détailler ces objectifs, avant de les mettre en opposition avec les objectifs américains en Asie orientale, semble indispensable si l'on désire pouvoir évaluer l'impact de la Corée du Nord sur ces intérêts régionaux. La Chine, comme la Corée du Nord, ne fait pas exception à la règle et poursuit elle aussi des objectifs bien définis, qui expliquent ses actions et les politiques qu'elle met en place.

a) Le maintien du Parti Communiste Chinois au pouvoir, condition "sine qua non"

Comme pour la Corée du Nord, l'un des objectifs principaux, et peut-être même l'objectif principal, de la République Populaire de Chine (RPC) est le maintien du Parti (le Parti Communiste Chinois, PCC) au pouvoir. Certes, la RPC a su s'adapter de façon bien plus efficace que la Corée du Nord au monde post-



> fig.13 : Portrait du président chinois Xi Jinping.

Guerre froide, et elle est loin d'être dans une situation aussi précaire que son voisin, mais Pékin continue de faire des efforts constants pour assurer le maintien du PCC à la tête du pays. Il ne faut pas sous-estimer ce facteur, puisque la grande majorité des décisions qui sont prises par Pékin prennent en compte l'influence, positive ou négative, que ces dernières auront sur le PCC. La volonté actuelle de Xi Jinping de resserrer son contrôle sur la société chinoise est déterminée en grande partie par cette volonté de faire perdurer le PCC dans des conditions stables. En tentant de limiter au maximum les influences extérieures, surtout occidentales¹³², Xi Jinping démontre à la fois une volonté de renforcer son contrôle sur la Chine, ainsi que sa volonté de mettre en avant des influences "chinoises", mais trahit également une certaine

anxiété. Il existe indubitablement une peur que les influences étrangères, si elles deviennent trop importantes, parviennent à déstabiliser l'ordre social chinois, et entraînent un éventuel renversement du PCC. Les concepts occidentaux de "liberté individuelle" ou de "démocratie" doivent demeurer des concepts extérieurs

¹³² Par exemple : limitation de l'importation de films étrangers, multiplication des campagnes de propagande, fermeture des services vpn (virtual personal network) qui permettent d'accéder aux sites internet étrangers, criminalisation de l'utilisation de vpn par les citoyens chinois...

à la Chine et ne pas prendre racine dans l'Empire du Milieu. De façon similaire à la Chine impériale, la spécificité du modèle chinois doit rester le cadre de référence dans le pays, et les concepts étrangers, même s'ils sont connus, ne doivent pas y être appliqués. Un document dévoilé en 2013, appelé "Document n°9" et originellement destiné à être diffusé en interne au sein du Parti, détaillerait la pensée de Xi Jinping au sujet des influences étrangères. *"Le document met en scène une 'lutte intense' contre les 'fausses tendances, positions et activités idéologiques'. Sept sont recensées : la 'démocratie constitutionnelle occidentale', les 'valeurs universelles', la 'société civile', le 'néolibéralisme', le 'journalisme à l'occidentale', le 'nihilisme historique' et la 'critique du socialisme à caractéristiques chinoises'"*¹³³. Si l'authenticité de ce document controversé est avérée¹³⁴, il exposerait la véritable "ligne dure" de la part de Xi Jinping vis-à-vis de toute idée ou idéologie étrangère et vis-à-vis de toutes les tendances jugées contraires au "socialisme à la chinoise". Si le PCC désire limiter les influences extérieures culturelles et politiques, il reste toutefois ouvert sur le monde au sujet des échanges commerciaux. En effet, le commerce permet l'enrichissement et le développement du pays tout en ayant une influence limitée sur la société chinoise et ses spécificités culturelles et politiques. La grande réussite de Deng Xiaoping dans les années 1980 est d'avoir su adapter le PCC au nouvel ordre mondial économique qui arrivait, ce tout en sauvegardant le Parti sous sa forme politique actuelle. Le pragmatisme dont a fait preuve Deng Xiaoping à l'époque avec ses "quatre modernisations"¹³⁵ a créé une sorte d'entité politique hybride inédite, dirigée par un Parti Communiste autoritaire, mais mettant en place des politiques économiques très libérales (l'économie chinoise étant même souvent qualifiée "d'économie socialiste de marché"). Si Deng Xiaoping avait bien compris, et ce avant même la chute de l'URSS, que la Chine devait s'ouvrir et s'adapter pour survivre (*"Peu importe que le chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape la souris !"*¹³⁶), il est possible qu'il ait également compris que pour sauver le PCC, il était indispensable de transformer l'économie chinoise et le rapport de la RPC avec le monde, dans une approche davantage pragmatique qu'idéologique. Les différentes politiques mises en place par les dirigeants de la RPC ont toutes eu pour corollaire au développement du pays le maintien du PCC à la tête de la Chine. Car, selon eux, c'est uniquement grâce à l'orientation donnée par le Parti que le développement devient possible, comme le rappelle une célèbre chanson de propagande : *"Sans le Parti Communiste, il n'y aurait pas de Chine nouvelle"*¹³⁷. Fait important, le PCC a réussi, depuis 1949, à rendre son nom indissociable de celui de la Chine. Cette stratégie, qui consiste en la fusion de deux entités que l'on considère de façon différente en Occident (un parti politique vs. un pays), permet au PCC d'asseoir son pouvoir sur la Chine et de renforcer la stabilité de sa gouvernance. Le PCC, c'est la Chine, et la Chine, c'est le PCC. La non-distinction entre le pays et le Parti permet au PCC de tenir un discours qui consiste à dire que "aimer le PCC, c'est aimer la Chine" ou que "trahir le PCC, c'est trahir son pays". Si ce concept est assez

¹³³ BOUGON François, *Dans la tête de Xi Jinping*, Paris, Actes Sud/Solin, 2017, p. 158

¹³⁴ Ce "Document n°9" aurait été connu de l'Occident grâce à une fuite en 2013. Une version en anglais a été publiée sur le site Internet Chinafile : <http://www.chinafile.com/document-9-chinafile-translation>

¹³⁵ Modernisation de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et technologies, et de la défense nationale. Ces "quatre modernisations" sont le point de départ des réformes d'ouverture mises en place sous Deng Xiaoping.

¹³⁶ Citation popularisée par Deng Xiaoping en 1961 pour défendre l'ouverture de la Chine, et dont le sens se rapprocherait de *"Peu importe la méthode, et peu importe l'idéologie ou la nationalité des entrepreneurs et investisseurs, pourvu que tous contribuent au développement économique de la Chine"*.

¹³⁷ 没有共产党就没有新中国 (*meiyou gongchandang jiu meiyou xin zhongguo*) est une chanson de propagande populaire apparue en 1943, originellement en réponse à une chanson des nationalistes chinois : *"Sans le Guomindang, il n'y aurait pas de Chine"*.

éloigné de nos représentations occidentales contemporaines, il est toutefois plutôt en phase avec les concepts confucéens et historiques chinois. L'Empereur, fils du Ciel, était la Chine, et même bien plus, puisqu'il était responsable de tous les êtres vivants sous les cieux. Le président Xi Jinping, lui-même parfois qualifié de "nouvel Empereur", donne depuis son arrivée au pouvoir en 2013 une direction nouvelle à la Chine, et sa présidence rappelle à la fois la toute puissance des empereurs d'antan et le culte de la personnalité attribué à Mao Zedong. Après la mort de Mao, le "culte du chef" avait été mis en sourdine par le PCC, et Deng Xiaoping, rétablissant l'autorité du Parti sur le "chef", avait même instauré une limite de deux mandats présidentiels en 1982, pour éviter qu'un seul individu n'accapare à nouveau le pouvoir. Cette réforme a été défaire par Xi Jinping en 2018, qui pourra désormais, éventuellement, demeurer président à vie¹³⁸. Cette décision de Xi Jinping illustre un changement de paradigme au sein de l'Etat chinois : un éloignement d'une gouvernance concertée entre les membres du Parti¹³⁹ et un retour vers le concept impérial du pouvoir individuel d'un homme tout puissant et bienveillant à la tête du pays. Cela traduit la volonté de Xi Jinping de voir son pays retrouver une certaine grandeur et la place centrale qu'il mérite dans le monde. Les nombreuses campagnes anti-corruption, parfois aux allures de purges, menées par Xi Jinping au sein même du PCC depuis son arrivée au pouvoir, avaient non seulement pour but d'écarter du pouvoir les potentiels rivaux de Xi (à l'image de Bo Xilai¹⁴⁰) mais aussi de tenter de purifier un système sclérosé, dans le but de conserver un pouvoir exécutif fort et incontesté, et donner l'impression au peuple chinois d'un semblant de renouveau. Plus que par vanité personnelle, il est possible que Xi Jinping, comme Deng Xiaoping à son époque, soit convaincu que la direction qu'il donne à la Chine soit la plus efficace pour la survie du PCC. Une survie du PCC qui, rappelons-le, est selon le gouvernement chinois la condition *sine qua non* au développement de la "Chine nouvelle" et à son rayonnement de par le monde.

b) Un développement protéiforme dans un environnement stable

Pour garantir la survie du PCC, objectif majeur de la RPC, Pékin possède une myriade d'objectifs secondaires, mais deux d'entre eux apparaissent essentiels : le développement et la stabilité. Ces deux objectifs sont intimement liés, et pour Pékin, l'un ne pourrait exister sans l'autre. La stabilité, qui renvoie au principe d'harmonie sous les cieux cher à la Chine impériale, est une condition essentielle au développement du pays. Parallèlement, le développement est également nécessaire pour garantir la stabilité, intérieure mais aussi régionale. Le développement de la Chine se présente sous des formes multiples, économique d'abord, puisque le maintien d'une croissance haute et de relations commerciales riches et actives permet de maintenir chez le peuple chinois une certaine "satisfaction consommatrice". Les Chinois vivent de mieux en mieux financièrement, et tant que leur pouvoir d'achat augmente, que les infrastructures s'améliorent, que l'emploi est au rendez-vous, le gouvernement chinois minimise le risque d'une insatisfaction populaire qui serait dirigée contre lui, favorisant de fait la stabilité intérieure au sein du pays le plus peuplé du monde (1,386

¹³⁸ PEDROLETTI Brice, "Chine : Xi Jinping pourra officiellement rester chef de l'Etat au-delà de 2023", Le Monde, 11 mars 2018

¹³⁹ Historiquement, et en particulier depuis Deng Xiaoping, les membres Comité permanent du bureau politique du PCC, parfois appelés les "sept empereurs" avaient un pouvoir de décision très important au sein de l'exécutif chinois. Depuis le second mandat de Xi Jinping, ce dernier est mis en avant et les six autres membres sont souvent mis en retrait.

¹⁴⁰ Bo Xilai, membre important de la classe politique chinoise, souvent considéré comme le rival de Xi Jinping, et pressenti pour devenir le prochain président du pays, a vu son ascension politique brusquement interrompue en 2012 lorsque des accusations de corruption dans le cadre d'affaires financières et même criminelles ont mis fin à sa carrière.

milliard d'habitants¹⁴¹). Les “nouvelles routes de la soie” sont le dernier projet d'envergure en date ayant pour but de favoriser le développement économique du pays, mais on voit également l'influence du PCC dans les décisions d'investissements des compagnies chinoises, qui ont pour directive de favoriser l'économie du pays au détriment d'un enrichissement personnel¹⁴². Le gouvernement chinois tente d'entretenir des relations économiques avec un grand nombre de pays dans le monde, et la solidité de ces liens commerciaux détermine aussi le développement économique du pays. Le développement de la Chine ne se cantonne pas seulement au domaine économique, mais s'étend aussi par exemple au domaine militaire (bien que le développement d'une armée puissante ne puisse être que la conséquence d'une capacité financière à le réaliser). Une puissance militaire forte représente une force de dissuasion qui, dans un premier temps, assure la protection et évite la déstabilisation du pays, puisque celui-ci ne craint pas d'être envahi ou agressé par une puissance extérieure. Dans un second temps, cette force de dissuasion favorise une stabilité régionale au profit du pays qui la possède, puisque les Etats limitrophes se retrouvent intimidés par la puissance dominante. Soumise à un embargo sur les armes¹⁴³, la Chine dépend aujourd'hui principalement de ses propres capacités pour développer sa force militaire, ce qui renforce encore l'importance du développement économique pour le pays. La RPC, puissance nucléaire, possède aujourd'hui l'armée la plus nombreuse du monde avec plus de 2 millions d'actifs et plus de 500 000 réservistes¹⁴⁴. Sa force de dissuasion est donc loin d'être négligeable, même si son armée accuse un certain retard technologique, surtout comparée à l'armée américaine. La Chine, comme par le passé, recherche la stabilité à ses frontières, désirant éviter tout conflit ouvert qui se déroulerait trop près de son territoire, d'où l'intérêt de posséder une force militaire conséquente. C'est notamment pour cela que la Corée du Nord inquiète et que la Chine soutient la dénucléarisation du pays. La stabilité intérieure, mais aussi régionale, est une condition au développement économique de la Chine. Développement et stabilité vont donc de paire pour la Chine, mais le développement fulgurant que le pays a connu ces dernières années inquiète certains de ses voisins, et Pékin, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, fait montre de plus en plus d'agressivité dans ses méthodes et ses revendications.

c) *L'affirmation d'une puissance renouvelée, contradiction au “développement pacifique” ?*

Jusque là nous avons évoqué les principes de stabilité, d'harmonie et de développement appliqués par la Chine, mais l'Empire du Milieu n'est pas un pays “pacifiste” à proprement parler. Des années 1980 aux années 2000, la Chine aimait à mettre en avant le concept de “développement pacifique”, c'est à dire qu'elle prônait des relations harmonieuses et stables avec ses voisins asiatiques et une relation d'égal à égal avec les autres grandes puissances, tout en développant sa présence économique à travers le monde dans une logique gagnant-gagnant (ce qu'elle essaye toujours de faire par ailleurs). Ce concept a été théorisé par Deng

¹⁴¹ Chiffre 2017 de la Banque mondiale.

¹⁴² Un exemple parlant de cette influence du gouvernement chinois est le cas du conglomérat Wanda Group, qui a été poussé en 2017 et 2018 à revenir investir en Chine, en particulier dans les zones connaissant un retard économique, plutôt que de continuer à investir à l'étranger.

¹⁴³ En 1989, suite aux manifestations violemment réprimées de Tian An Men, l'Union Européenne, soutenue par les Etats-Unis et le Japon (qui eux ne fournissent pas de matériel militaire à la Chine), décide de mettre en place un embargo sur la vente d'armes et de matériel militaire à destination de Pékin. La Chine se tourne vers d'autres fournisseurs, notamment la Russie et les anciennes républiques socialistes. Le Liaoning, premier porte-avions chinois, était destiné à la marine soviétique avant d'être vendu et rénové par la Chine.

¹⁴⁴ Chiffres du rapport “The Military Balance 2018”, publié par l'IISS (International Institute of Strategic Studies)



> fig.14 : Les revendications en mer de Chine méridionale et orientale. On remarque la volonté de la Chine de contrôler la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, au détriment de cinq autres pays (en comptant Taïwan qui n'est pas pris en compte sur la carte). Source : ORTOLLAND Didier, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, 2010.

Xiaoping, pour qui la stabilité était une obsession. Il appliquait une politique internationale dite de “profil bas” et prenait garde à ne pas provoquer ou antagoniser les autres pays. “Cacher ses talents et attendre son heure” : ce proverbe de Deng Xiaoping représente bien cette époque pendant laquelle la Chine préfère “mettre au placard” les disputes territoriales, notamment sur les îles Senkaku/Diaoyu revendiquées par Pékin et Tokyo. Deng réalise l’importance de développer des relations économiques solides avec un Japon alors première puissance économique d’Asie, et préfère, selon ses mots, “attendre que les générations futures trouvent une solution”¹⁴⁵. Si les présidents ayant succédé à Deng Xiaoping, Jiang Zemin (1993-2003) et Hu Jintao (2003-2013), ont plus ou moins suivi ce concept de “profil bas” en relations internationales¹⁴⁶, la donne semble différente depuis l’arrivée au pouvoir de Xi Jinping. “Celui-ci semble rompre avec la prudence internationale de la Chine [...] Xi n’hésite pas à prendre l’initiative, à aller à la confrontation, à imposer des faits accomplis à ses voisins plus faibles. Il utilise la

nouvelle puissance chinoise en rompant avec le profil bas de Deng, estimant que celui-ci a contraint la Chine à subir sans broncher”¹⁴⁷. En effet, Xi est beaucoup plus agressif que ses prédécesseurs, notamment au niveau des revendications territoriales, en mer de Chine orientale avec les îles Senkaku/Diaoyu, mais surtout en mer de Chine méridionale autour des îles Paracels et des îles Spratly, revendiquées par plusieurs pays dont les Philippines, le Vietnam, ou encore la Malaisie. La Chine s’y affirme de plus en plus, revendiquant comme faisant partie de son territoire l’intégralité de la mer de Chine méridionale, que le géographe Robert Kaplan qualifie parfois de “Caraïbes chinoises”¹⁴⁸, faisant un parallèle avec l’influence que les Etats-Unis ont pu avoir sur les Caraïbes. La Chine y construit actuellement des bases militaires, aéronavales et installe des radars sur des îlots, des récifs et des bancs de sable parfois à peine émergés. Pékin n’a plus peur de l’affrontement, et les accrochages et provocations en mer de Chine méridionale ne sont pas rares. Avec cette attitude plus affirmée et plus agressive, que recherche Xi Jinping ? En matière de stratégie militaire, la Chine est très influencée par les principes de Sun Zi (aussi écrit Sun Tzu), auteur du célèbre

¹⁴⁵ FAIRBANK John, GOLDMAN Merle, *Histoire de la Chine, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013, p. 579

¹⁴⁶ On peut toutefois distinguer un point de rupture au moment des Jeux Olympiques de 2008. A partir de cette époque, les signes d’une puissance réaffirmée commencent à apparaître dans le discours chinois. La crise autour des îles Senkaku/Diaoyu en 2012 constituera un exemple parlant de ce nouveau paradigme.

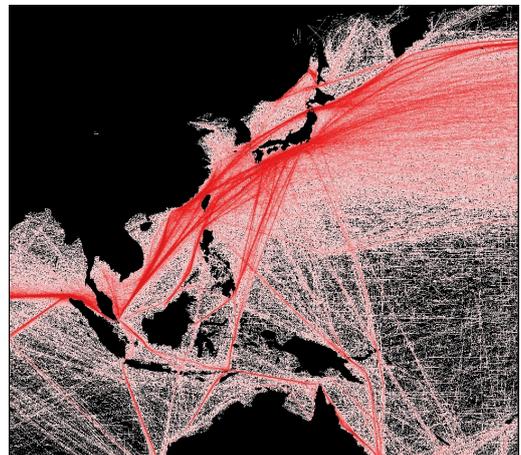
¹⁴⁷ DUCHATEL Mathieu, *Géopolitique de la Chine, op. cit.*, p. 33

¹⁴⁸ KAPLAN Robert, *Asia’s Cauldron : the South China Sea and the end of a stable Pacific*, New York, Random House, 2014, p. 32

ouvrage *“l’art de la guerre”*. Pour Sun Zi, la victoire ou la défaite sont essentiellement psychologiques. L’objectif est d’infliger à l’ennemi une défaite psychologique plutôt qu’une défaite physique. Il préconise d’utiliser la ruse plutôt que la force, d’abord pour conserver ses forces, ensuite pour dissuader l’ennemi d’attaquer. Les principes de Sun Zi sont donc relativement éloignés de ceux de Carl von Clausewitz, théoricien militaire ayant grandement influencé la stratégie militaire occidentale, qui voyait la guerre comme un acte de violence destiné à contraindre l’adversaire. Pour Clausewitz, la guerre est un moyen utilisé pour parvenir à une fin, et la force y joue un rôle déterminant. Au contraire, pour Sun Zi, la guerre est une sorte d’*“état permanent”*, et la victoire est déterminée par la capacité à faire plier son adversaire sans utiliser la force. L’attitude de Pékin en mer de Chine méridionale se rapproche davantage des principes de Sun Zi. La Chine ne déclare pas la guerre aux pays avec lesquelles elle a des différends territoriaux, mais essaye, sur le long terme, de les faire plier, de les intimider par sa puissance pour atteindre ses objectifs. Toutefois, il apparaît clair que la Chine, en miroir à son histoire impériale, veut réaffirmer sa domination et son hégémonie dans son environnement proche et désire retrouver la place qu’elle pense mériter. Elle en a désormais retrouvé les moyens, et Xi n’hésite pas à intimider ses voisins (et même au-delà) pour pouvoir rendre à la Chine sa grandeur et son rôle de puissance *“centrale”* incontestée, dans le but de retrouver une forme de *“stabilité hégémonique”*. Outre cette volonté de réaffirmer la puissance chinoise, ces revendications territoriales représentent un intérêt plus concret pour Xi Jinping, car elles sont essentielles dans la poursuite d’un autre objectif crucial au développement de la RPC : l’approvisionnement en ressources du pays.

d) La sécurisation des routes d’approvisionnement : un intérêt crucial pour Pékin

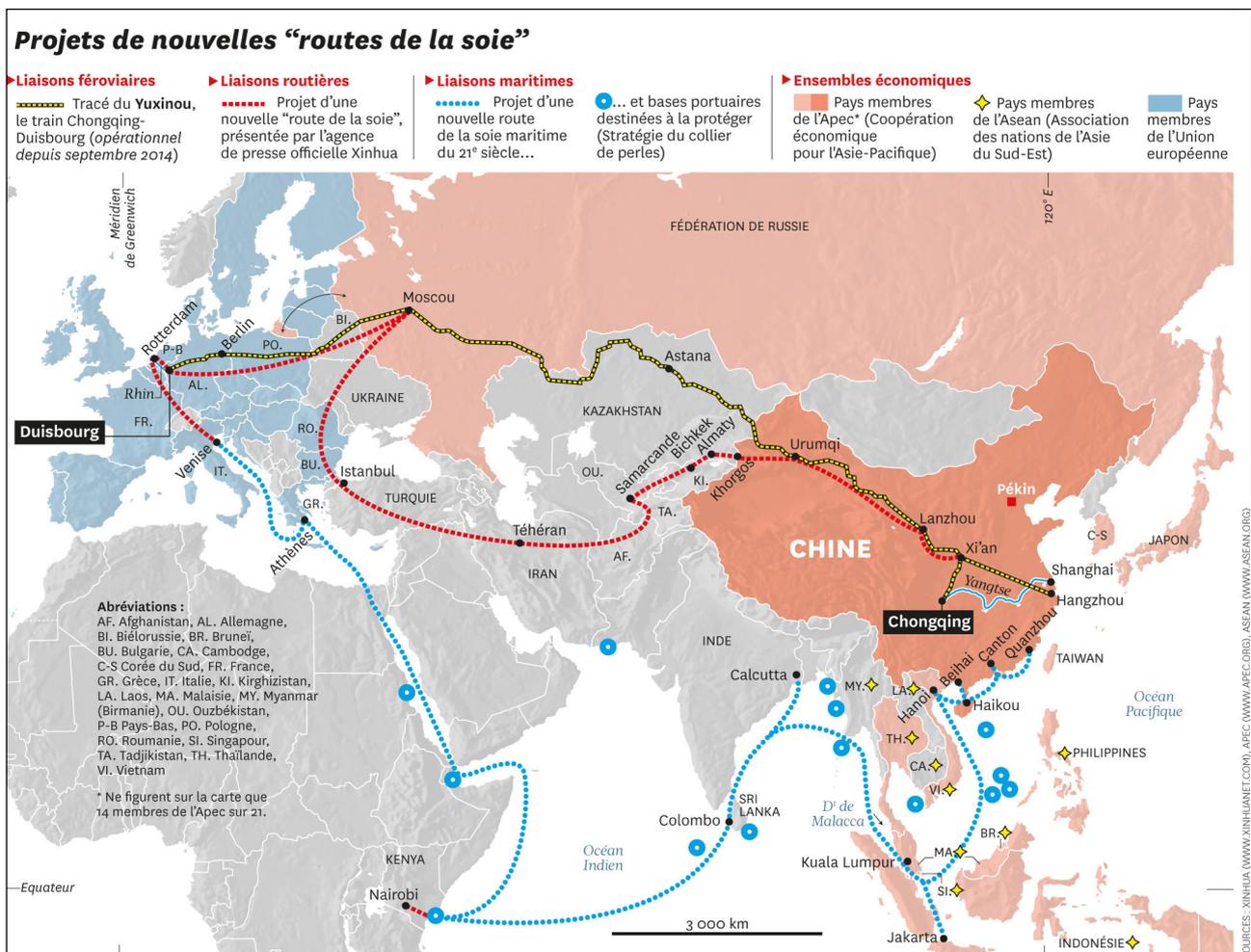
Ayant détaillé les objectifs majeurs poursuivis par Chine au XXI^e siècle, penchons-nous désormais sur les intérêts géopolitiques plus concrets de Pékin en Asie orientale. Des intérêts qui ont bien entendu pour but de faire atteindre à la Chine les objectifs exposés plus haut. La Chine est un grand pays, qui consomme de plus en plus de ressources. Pour pouvoir continuer à se développer et dans le but de maintenir sa stabilité, le pays doit continuer à s’approvisionner en ressources en tout genre (hydrocarbures, ressources énergétiques, alimentaires, minières etc.). La Chine est déjà un pays riche en ressources¹⁴⁹, mais sa population massive et son développement important l’obligent à dépendre de ses importations. Les échanges commerciaux que Pékin entretient avec ses partenaires représentent un pan non-négligeable de l’économie chinoise, c’est pourquoi il est crucial pour la Chine de parvenir à sécuriser ses routes d’approvisionnement, source de croissance (et même si son taux de croissance ralentit, il reste très élevé, aux alentours de



> *fig.15 : En rouge l’intensité du trafic maritime en Asie orientale. On remarque l’importance du trafic en mer de Chine méridionale, révélateur de son importance pour Pékin. Source : HALPERN, B.S., et al. 2008. “A Global Map of Human Impact on Marine Ecosystems”, Univ. of California.*

¹⁴⁹ La Chine est un pays riche en ressources naturelles. 12,68 % du pays est constitué de terres arables, et outre l’abondance d’eau douce, de bois et de ressources halieutiques, la Chine est également très riche en ressources minérales et énergétiques. La Chine possède d’importants gisements de charbon, de pétrole et de gaz naturel, mais surtout, elle possède un quasi-monopole sur la production de terres rares. En effet, la Chine possède les plus importants gisements de terres rares et assure 90% de la production mondiale de ces métaux, utilisés notamment dans la fabrication de produits haute technologie comme les smartphones et les ordinateurs. Toutefois, même si la Chine est un pays très riche en ressources naturelles, celles-ci ne suffisent pas à assurer la consommation nécessaire à un pays de plus de 1,3 milliards d’habitants.

6,9% en 2017 selon la Banque mondiale¹⁵⁰). La majorité des échanges maritimes avec la Chine passe par la mer de Chine méridionale, qui est elle-même une région riche en hydrocarbures et en ressources halieutiques, d'où l'intérêt pour Pékin de pouvoir exercer un contrôle accru sur cette zone maritime. Les "nouvelles routes de la soie", projet phare de Xi Jinping, sont un exemple parfait, illustrant la volonté de Pékin de sécuriser ses routes d'approvisionnement en améliorant les infrastructures qui partent de Chine et mènent jusqu'à elle, et ce tout en essayant de profiter, le long de ces routes, de pays partenaires favorablement disposés envers l'Empire du Milieu. Ces routes terrestres et maritimes¹⁵¹ assurent à la Chine un meilleur acheminement des ressources dont elle a besoin, tout en renforçant la position centrale de Pékin sur le plan mondial. La sécurisation de ses approvisionnements en ressources, qui dépend en grande partie de la stabilité régionale et internationale, est par conséquent une source de stabilité intérieure pour la Chine. Si les routes sont perturbées par des conflits ou une instabilité politique, la Chine, dans la stratégie qu'elle met en place, subira des effets néfastes. La stabilité intérieure de la RPC dépend donc aussi de la stabilité



> fig.16 : Les pharaoniques "nouvelles routes de la soie", ayant pour but de sécuriser et d'améliorer les routes d'approvisionnement de la Chine, tout en rendant au pays une place centrale dans le monde, sont le projet économique phare de la présidence de Xi Jinping. Source : "Route de la soie, la mondialisation selon Xi Jinping", *Courrier International*, 14 mai 2017. Données : sites Xinhua, APEC et ASEAN.

¹⁵⁰ On reste toutefois loin de la croissance à deux chiffres (plus de 10%) de la Chine dans les années 1990 et 2000.

¹⁵¹ Le projet d'une route d'approvisionnement maritime existait avant la création des "nouvelles routes de la soie" par Xi Jinping et était communément appelé la "stratégie du collier de perles", qui s'étendait de la Chine jusqu'au Moyen-Orient. Elle désignait l'installation de points d'appui le long de la route d'approvisionnement maritime chinoise, par l'achat ou la location d'installations portuaires dans plusieurs pays, comme le Pakistan, le Sri Lanka, le Myanmar... Cette route fût intégrée au projet des "nouvelles routes de la soie" en 2013.

régionale en Asie et au-delà. De plus, l'exploitation de certaines ressources à l'intérieur même de la Chine, nécessaires au développement de son économie, dépend également de sa stabilité intérieure. En effet, la Chine doit composer avec de nombreuses minorités ethniques sur son territoire, et la stabilité, la "paix sociale", dans ses régions autonomes comme le Xinjiang est cruciale pour que la Chine parvienne à y exploiter les ressources minières ou les hydrocarbures qui s'y trouvent. Encore une fois, on retrouve ce cycle de la stratégie chinoise : sécurisation des ressources = développement = stabilité = sécurisation des ressources = développement, etc. Toutefois il n'est pas exclu que la Chine se montre parfois agressive envers ses voisins dans le but de contrôler certaines ressources. Les conflits en mer de Chine sont les premiers qui viennent à l'esprit, mais le différend territorial avec l'Inde, au niveau de la région de l'Arunachal Pradesh, est également un exemple parlant. Le contrôle des pentes fertiles des montagnes himalayennes de l'Arunachal Pradesh¹⁵² permet un meilleur contrôle et une meilleure gestion des ressources en eau douce en provenance du "château d'eau" de l'Asie, le Tibet¹⁵³. Le contrôle de l'amont des fleuves représente un avantage géopolitique certain sur les pays en aval, et sachant que la plupart des fleuves majeurs d'Asie prennent leur source au Tibet, le contrôle de cette région par la Chine est un avantage majeur pour Pékin, qui dispose d'un vrai levier d'influence sur ses voisins. Toutefois, la sécurisation de ses ressources et routes d'approvisionnement n'est pas toujours chose aisée, puisque, du fait de sa position géographique, la Chine est entourée d'une multitude d'Etats qui ne sont pas toujours en accord avec elle¹⁵⁴, surtout sur sa façade maritime. Pékin cherche donc également à se "désenclaver" dans le but d'assurer sa survie.

e) *La volonté de "désenclavement" chinoise entravée par ses oppositions politiques régionales*

Le terme "pays enclavé" désigne un pays n'ayant aucun accès à la mer, et il apparaît clair que la Chine, techniquement, n'en est pas un, avec son accès aux mers de Chine méridionale et orientale (15 274 kilomètres de côtes). Toutefois, si l'on regarde de près la carte de la Chine, on remarque que les espaces maritimes auxquels elle a accès sont encerclés par des Etats tiers, et ceux-ci sont souvent des Etats dont la relation avec Pékin est plutôt conflictuelle (Japon, Taïwan, Philippines, Vietnam..., sans oublier la présence américaine). Cela veut dire que ces pays peuvent éventuellement "bloquer" la Chine, ou tout du moins nuire à ses routes maritimes d'approvisionnement, essentielles pour le développement du pays. Contrairement aux Etats-Unis, la Chine ne possède pas réellement d'ouverture directe et totale sur l'océan (et encore moins sur deux océans comme Washington), et elle a toujours été, au cours de son histoire, une puissance bien plus terrestre que maritime. Pourtant, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, on remarque une refocalisation des objectifs chinois sur les espaces maritimes, parfois appelée le "tournant maritime" de la Chine. "*L'orientation eurasiatique et continentale de la géopolitique chinoise apparaît aujourd'hui comme une survivance du XX^e siècle dans le XXI^e siècle, tant la Chine s'est déjà tournée vers la mer - ou plutôt, dans un premier temps, vers les mers de l'Asie orientale*"¹⁵⁵. Les frontières terrestres de la Chine étant aujourd'hui

¹⁵² L'Arunachal Pradesh est revendiqué par la Chine, mais est dans les faits administré par l'Inde.

¹⁵³ Outre les considérations historiques et les liens qui unissaient la Chine et le Tibet, il est soupçonné que si Mao Zedong a voulu envahir si rapidement le Tibet en 1950 (moins d'un an après sa prise de pouvoir), c'est aussi parce que le Tibet, comme tout plateau, représente un avantage stratégique significatif pour quiconque le contrôle. Dans le cas présent, un avantage de la Chine sur l'Inde. Les ressources abondantes en eau douce et le positionnement stratégique de ce plateau au coeur de l'Asie auraient motivé la décision de Mao Zedong.

¹⁵⁴ La Chine est le pays au monde qui partage sa frontière terrestre avec le plus de pays différents, au nombre de 14.

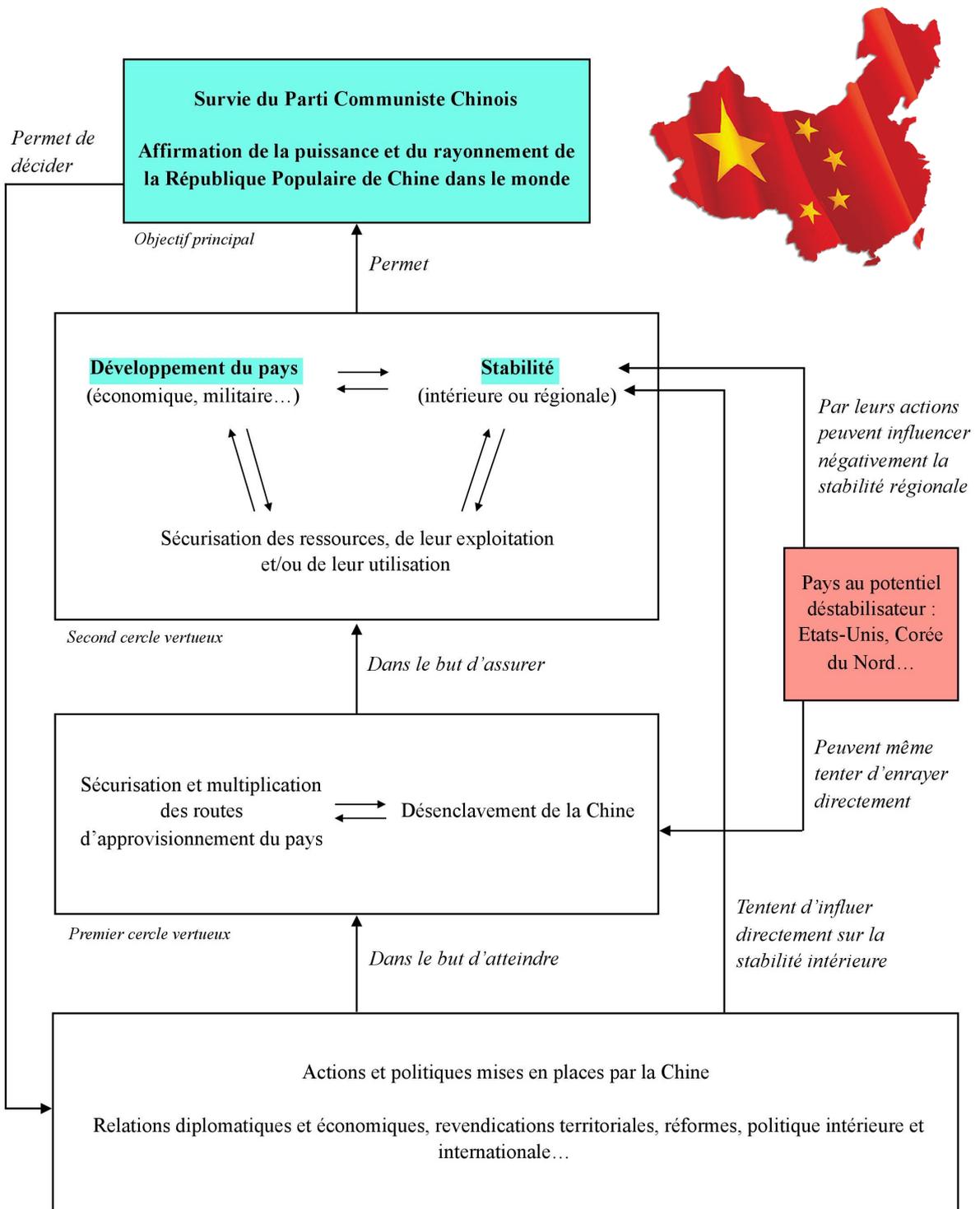
¹⁵⁵ DUCHATEL Mathieu, *Géopolitique de la Chine*, op. cit., p. 62

plus ou moins sécurisées, les points d'achoppement majeurs de la Chine se situent presque tous en mer (souveraineté de Taïwan, Paracels, Spratly, Senkaku/Diaoyu...), et c'est par la mer que la Chine effectue la majorité de son commerce. Ce "tournant maritime" n'est donc pas une surprise, mais les autorités chinoises doivent composer dans leur espace maritime avec une myriade d'Etats qui ne voient pas forcément la montée en puissance chinoise de façon favorable. C'est pourquoi on peut considérer que, géographiquement, la Chine est un pays "semi-enclavé"¹⁵⁶, à défaut d'être "totalement enclavé". Pour remédier à cela, elle tente de se "désenclaver" en obtenant le contrôle d'une chaîne d'îles de la mer de Chine orientale à la mer de Chine méridionale, qui lui permettrait d'avoir des points d'appui assurant un accès facilité à la haute mer, sécurisant de fait ses approvisionnements et ses échanges. Cette chaîne d'îles s'étend du Japon à Singapour, et comprend les îles disputées des Senkaku/Diaoyu et des Spratly, plus au sud, mais aussi l'île de Formose (Taïwan). Cette stratégie chinoise s'articule en réponse à une autre stratégie, américaine, la "stratégie des chaînes d'îles", qui faisait partie de la stratégie de *containment* pendant la guerre froide, et sur laquelle nous reviendrons. La Chine, dans sa volonté de désenclavement, se heurte donc, non seulement à ses Etats voisins, qui ne sont plus aussi dociles que les vassaux qu'ils furent, mais aussi au pays qui est devenu son plus important rival : les Etats-Unis.

Pour résumer, les objectifs de la Chine en Asie orientale sont plutôt clairs et semblent logiques. Ils sont majoritairement interconnectés et interdépendants (voir infographie page suivante). Le désenclavement voulu par le pays doit pouvoir entraîner une meilleure sécurisation des routes d'approvisionnement, et la multiplication de ces routes commerciales doit avoir pour but de faciliter le désenclavement de la Chine. C'est un premier "cercle vertueux". Les méthodes utilisées pour y parvenir peuvent être de nature diplomatique et économique, mais aussi de nature plus agressive avec une présence militaire et des revendications territoriales affirmées. La sécurisation des ressources qui résulte de ce premier "cercle vertueux" entraîne un deuxième. La sécurisation des ressources permet le développement économique du pays, et le développement permet à la Chine de maintenir la stabilité. En retour, cette stabilité permet elle aussi de sécuriser l'exploitation des ressources. Le développement et la stabilité résultant de ces deux "cercles vertueux" sont des concepts essentiels, qui permettent au Parti Communiste Chinois de se maintenir de façon stable à la tête du pays et de faire rayonner la République Populaire de Chine comme puissance dans le monde. C'est une stratégie intelligente, mais pour laquelle il reste une inconnue : la stabilité régionale et internationale. La Chine dépend également de la stabilité régionale pour que sa stratégie fonctionne, et bien qu'elle essaye de faire en sorte que son environnement proche demeure dans une forme "d'harmonie" sous son égide, certains Etats présentent des risques déstabilisateurs. Aux yeux des Chinois, la Corée du Nord en fait partie, mais c'est surtout le rival américain qui vient troubler l'harmonie à la chinoise voulue par Pékin.

¹⁵⁶ La Russie, elle aussi, malgré sa taille monumentale, est souvent décrite comme étant un pays "enclavé" même si elle ne l'est pas dans les faits, de par son accès très peu pratique aux océans du monde (ouvertures étroites sur des mers froides, gelées une grande partie de l'année...).

**Vision hiérarchisée des objectifs géostratégiques régionaux
de la République Populaire de Chine**



> fig.17 : Proposition schématique destinée à mettre en avant, non seulement les objectifs géostratégiques de la Chine en Asie orientale, mais aussi leur positionnement hiérarchique et leurs mécanismes. Conception et infographie : Damien Corneloup.

II) Des intérêts chinois à l'épreuve de la présence américaine en Extrême-Orient

Pour déterminer le rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine, il apparaît bien entendu essentiel de détailler cette rivalité entre les deux superpuissances du XXI^e siècle. En effet, les intérêts chinois en Asie orientale sont aujourd'hui, sinon menacés, au moins entravés, par la présence des Etats-Unis dans la région. Washington poursuit également des objectifs en Extrême-Orient, à la fois politiques et économiques, qui viennent se confronter aux objectifs de Pékin, et ce dernier n'apprécie guère qu'un pays de cette envergure tente de s'implanter de façon permanente dans son "pré carré". Cette présence américaine nourrit donc entre les Etats-Unis et la Chine une rivalité géopolitique qui se fait de plus en plus apparente au fil des ans, et dont l'influence se fait ressentir dans toute la région.

1) La présence américaine en Asie orientale : objectifs et stratégies

La présence américaine en Asie orientale répond à des stratégies qui, comme pour la Chine et la Corée du Nord, sont bien définies. Elles découlent à la fois des principes historico-politiques appliqués par les Etats-Unis et d'intérêts et objectifs contemporains qui, aux yeux de Washington, sont nécessaires au développement et au rayonnement du pays à l'international. Si les buts recherchés sont parfois similaires (développement, stabilité, rayonnement...), les méthodes envisagées par les Etats-Unis et la Chine pour atteindre ces objectifs diffèrent grandement. En effet, la vision géopolitique américaine ne correspond pas à la vision chinoise, que nous avons détaillé plus haut, et la comparaison de ces deux visions permet de mieux comprendre les différends qui opposent nos deux acteurs en Asie orientale.

a) Les Etats-Unis, une puissance asiatique ?

Les Etats-Unis, bien qu'ils ne possèdent pas de territoire à proprement parler dans l'espace géographique que nous avons défini comme étant l'Asie orientale, sont l'un des acteurs majeurs de cette région, et sont même parfois qualifiés de "puissance asiatique". Si les Etats-Unis sont vus comme une puissance asiatique, c'est parce qu'ils sont d'abord une puissance maritime, qui fait en réalité d'eux une puissance mondiale. La capacité de projection de Washington s'étend à tous les océans du globe et la présence américaine se fait ressentir sur tous les continents, pas seulement sur le continent américain ou asiatique. Contrairement à la Chine, qui historiquement (et jusqu'à récemment) était bien davantage tournée vers l'intérieur des terres que vers les océans, les Etats-Unis entretiennent un rapport étroit avec la mer depuis leur création. Les Etats-Unis sont effectivement nés de colons européens ayant traversé l'océan Atlantique pour s'établir en Amérique, et la mer n'a jamais été un mur infranchissable pour les Etats-Unis, mais plutôt l'interface qui connecte le pays au reste du monde. En effet, les Etats-Unis ne possèdent de frontière terrestre qu'avec deux pays, le Canada et le Mexique, desquels ils ne craignent aucune invasion militaire, et leur ouverture, leur relation aux autres pays s'est faite par des relations maritimes outre-atlantique et outre-pacifique (du moins jusqu'à ce que l'aviation ne se démocratise). Géographiquement, cette configuration fait également sens car les Etats-Unis bénéficient d'une ouverture extensive et ininterrompue sur les deux océans les plus vastes du globe. Il est donc logique que le pays ait développé ses échanges et ses capacités de projection dans le domaine maritime. Si la Chine est historiquement une puissance terrestre, les Etats-Unis sont sans l'ombre d'un doute une puissance maritime. On remarque donc déjà une différence dans le type même de puissance que les deux

pays incarnent. Les principes géopolitiques qui façonnent la pensée stratégique américaine diffèrent également des principes chinois. Plutôt que les principes millénaires de stabilité et d'harmonie, teintés de pensée confucianiste, qui caractérisent la stratégie chinoise, la stratégie américaine repose principalement sur des idées théorisées par des historiens, politologues et stratèges contemporains, qui se rapprochent du concept de *realpolitik*¹⁵⁷. On pense notamment à la théorie d'Alfred Mahan (1840-1914), stratège naval américain et chantre de la puissance maritime. Il estime que la sécurité des Etats-Unis dépend de sa capacité à empêcher ses adversaires d'occuper le domaine maritime autour du pays et préconise de mettre l'emphasis sur le développement d'une marine forte. La sécurité des Etats-Unis ne dépend donc pas seulement de sa capacité à protéger son territoire, mais aussi de sa capacité à contrôler les océans qui l'entourent. Ces espaces maritimes sont donc essentiels, non seulement à la protection du territoire (une invasion du pays, si elle ne vient pas du Canada ou du Mexique, viendrait obligatoirement de la mer), mais aussi à la sécurisation des routes d'approvisionnement américaines. En effet, les Etats-Unis dépendent grandement de leurs échanges maritimes pour assurer leur développement, et en cela leurs objectifs sont similaires à ceux de la Chine. Mais là où Pékin préfère développer des relations avec des pays tiers dans le but de se créer des points d'appui maritime, les Etats-Unis préfèrent exercer une domination hégémonique sur les océans du monde. C'est notamment pour cela qu'ils sont présents si loin de leurs frontières, et possèdent une force maritime à ce jour inégalée. Toutefois, on remarque que la Chine, sous Xi Jinping, "s'américanise" dans la façon dont elle exerce sa puissance en Asie orientale. Comme nous l'avons vu plus haut, Pékin tente d'affirmer sa présence sur les mers d'Asie orientale par des revendications de plus en plus agressives et en continuant d'améliorer ses capacités de projection maritime. Et sans surprise, la domination hégémonique maritime que la Chine veut exercer en Asie orientale vient se heurter à celle que les Américains exercent déjà sur les mers du monde, et par conséquent en Extrême-Orient. Pour en revenir aux principes géopolitiques qui façonnent la stratégie des Etats-Unis, on peut également citer le géographe britannique Halford MacKinder (1861-1947) qui théorise l'idée de la "zone pivot" ("*heartland*" en anglais), qui fut une véritable obsession pour les Anglo-saxons. MacKinder pensait que, dans une logique économique et dans un contexte de "Grand Jeu" ("*Great Game*") entre le Royaume-Uni et l'Empire russe à la fin du XIX^e siècle¹⁵⁸, quiconque contrôlait la zone pivot constituée par l'Europe orientale et l'Asie centrale, pouvait contrôler cette "île mondiale" que représente l'Eurasie, et par conséquent le monde. Selon ses mots : "*Qui tient l'Europe orientale tient le heartland, qui tient le heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde*"¹⁵⁹. La théorie de MacKinder sera reprise par le géopolitologue américain Nicholas Spykman (1893-1943) qui y ajoutera le concept de *rimland*, la zone périphérique autour du *heartland*. Pour Spykman, le contrôle du *rimland* est encore plus essentiel que celui du *heartland* car en plus d'entraver l'expansion d'un Etat puissant contrôlant le pivot, il permet de bénéficier des routes maritimes s'étendant au pourtour du *rimland*, qui sont

¹⁵⁷ La *realpolitik* (de l'allemand "politique réaliste") désigne "*la politique étrangère d'un pays fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national*", telle qu'elle a été définie par Henry Kissinger en 1996 ans son ouvrage *Diplomatie*. Une des caractéristiques essentielles de la *realpolitik* est la recherche pragmatique de l'intérêt national au-delà des clivages idéologiques. Un exemple de *realpolitik* est le rapprochement sino-américain du début des années 1970. Le président Richard Nixon, conseillé par Kissinger, s'était rapproché de la Chine de Mao Zedong malgré d'énormes divergences idéologiques, car il pensait en retirer un bénéfice pour les Etats-Unis dans leur opposition avec l'URSS. La *realpolitik* n'est toutefois pas l'apanage des pays occidentaux : par exemple, les politiques d'ouverture de Deng Xiaoping peuvent aussi être considérées comme relevant de la *realpolitik*.

¹⁵⁸ Le "Grand Jeu" est une expression qui renvoie à la rivalité coloniale et diplomatique entre la Russie et le Royaume-Uni en Asie au XIX^e siècle, notamment en Asie centrale. Ce fut une caractéristique stratégique majeure des luttes d'influence entre l'Empire russe et l'Empire britannique, de 1813 à la convention anglo-russe de 1907.

¹⁵⁹ MACKINDER, Halford, "The Geographical Pivot of History", *The Geographical Journal*, n° 23.4, 1904, pp. 421-437



> fig.18 : Représentation sur une carte du "heartland" et du "rimland" tels qu'imaginés par MacKinder et Spykman. Source : "Politics around the pivot of History", TNS, 15 juillet 2018.

une composante essentielle du commerce et de l'approvisionnement en ressources nécessaires au développement d'un pays. En effet, Spykman, comme Alfred Mahan, soutient que la sécurité d'un État dépasse ses frontières et dépend du lieu géographique et des ressources rattachées à ce même lieu : "La sécurité doit, ainsi, être comprise en termes d'intégrité de la gestion de l'espace. De plus, les caractéristiques physiques du territoire influenceront directement la manière dont la sécurité est maintenue puisque le pouvoir est déterminé en

grande partie par la géographie et les ressources naturelles"¹⁶⁰. Cette théorie selon laquelle il faut empêcher une puissance hégémonique de se développer dans cet espace géographique clé que représente l'Eurasie sera à l'origine de la stratégie de *containment* anti-communiste mise en place par les Etats-Unis pendant la Guerre froide (sur laquelle nous reviendrons) et qui peut même se décliner, de façon discutable, à la stratégie actuelle de Washington envers la montée en puissance de Pékin dans cet espace eurasiatique. Ces principes géopolitiques ont donc façonné la vision stratégique américaine et expliquent la prédominance du facteur maritime dans celle-ci. La Chine, focalisée sur son aire d'influence historique, a parfois du mal à appréhender cette stratégie américaine d'influence globale, qu'elle considère comme dirigée spécifiquement contre elle (du moins en Asie). Les Etats-Unis sont indubitablement une puissance asiatique, mais pas seulement. Ils sont surtout une puissance globale, qui n'hésite pas à exercer son influence aux quatre coins du globe pour servir l'intérêt national. Les Etats-Unis sont une puissance asiatique car ils sont la puissance maritime prédominante du globe. Pour Pékin, la prévalence du facteur historique est bien plus prononcée que pour Washington, et si la Chine voit les Etats-Unis comme une puissance envahissante, c'est aussi parce qu'elle considère que leur présence en Asie orientale est illégitime. Du point de vue de la Chine, les Etats-Unis, qui n'ont aucun lien historique, culturel ou ethnique avec les peuples d'Asie, tentent de s'installer impunément dans l'arrière-cour de l'Empire du Milieu et risquent de le déstabiliser. Les Etats-Unis ont une approche plus globale : leur présence dans le monde n'a que peu de rapport avec l'histoire ancienne ou une appartenance ethnique et culturelle, mais répondent plutôt à une vision géostratégique empreinte de *realpolitik*. Ce qui importe pour Washington ce sont les intérêts qu'il doit défendre pour assurer la survie et la grandeur du pays.

b) Une présence militaire relativement récente, mais très importante

Comparés à la Chine, les Etats-Unis sont un pays très jeune (indépendance en 1776), et leur présence en Asie est donc récente *de facto*. Néanmoins, dès le XIX^e siècle, les jeunes Etats-Unis profitent de leur façade maritime sur l'océan Pacifique pour s'intéresser à l'Asie et à son potentiel commercial. L'exemple le plus célèbre d'un premier contact entre les Etats-Unis et l'Asie a lieu en 1854, alors qu'une expédition américaine menée par le commodore Matthew Perry oblige par la force le Japon de l'ère Edo à mettre fin à son isolement et à s'ouvrir au commerce international. Cette politique de la canonnière sera également utilisée,

¹⁶⁰ SPYKMAN Nicholas, *The Geography of the Peace*, Boston, Harcourt, 1944, p. 4

avec moins de succès, en Corée en 1866 avec l'incident du Général Sherman. Ce ne sont toutefois pas ces premiers contacts houleux, mais plutôt les guerres du XX^e siècle qui vont venir asseoir la présence américaine en Asie orientale. A la fin du XIX^e siècle, les Américains possèdent les Philippines et plusieurs îles du Pacifique¹⁶¹, mais leur influence en Extrême-Orient reste limitée. La Seconde Guerre mondiale va toutefois changer la donne. Le conflit, qui voit la victoire des Etats-Unis sur le Japon impérial, renforce significativement l'influence américaine sur la région. La création de bases militaires américaines sur l'archipel japonais et au sud de la péninsule coréenne au terme de la guerre assoit la présence américaine et offre un appui militaire solide à Washington en Asie orientale. Aujourd'hui, selon le Département de la Défense américain, 56 134 soldats américains sont stationnés au Japon et 23 884 sont stationnés en Corée du Sud¹⁶². Grâce à des relations diplomatiques soutenues, et jouant sur la peur des communistes soviétiques ou chinois, les Etats-Unis sont parvenus à sécuriser une présence militaire dans plusieurs autres pays de l'Asie orientale, notamment en Thaïlande (293 soldats), à Singapour (205 soldats) et aux Philippines (205 soldats également)¹⁶³. Si les bases militaires présentes en Asie du Sud-Est offrent des points d'appui importants aux Etats-Unis pour sécuriser leurs routes d'approvisionnement, et permettent à Washington un meilleur accès à la très disputée mer de Chine méridionale, la présence américaine y reste dérisoire comparé à l'Asie du Nord-Est. Une conséquence historique certes, mais qui démontre bien la priorité américaine concernant sa gestion des risques régionaux, puisque les Etats-Unis ont décidé de maintenir une présence militaire importante au Japon et en Corée du Sud, et ce plusieurs décennies après la fin des conflits qui les ont impliqués en Asie du Nord-Est. Aux yeux des Américains, la Corée du Nord et la Chine apparaissent donc clairement comme les pays les plus à risque en Asie orientale. La flotte américaine en Asie-Pacifique comprend au total plus de 130 000 hommes, faisant d'elle la plus grande flotte du monde actuellement¹⁶⁴. Mais le nombre d'hommes seul ne peut traduire avec précision l'importance de la présence américaine en Asie, il convient donc également de savoir quels moyens matériels ont été déployés sur place. La flotte américaine en Asie-Pacifique comprend notamment 200 navires et sous-marins, et 1200 avions¹⁶⁵. Les Etats-



> fig.19 : Les bases militaires américaines en Corée et au Japon, qui comptent en tout plus de 80 000 soldats américains. Données : Asialyst et BBC. Infographie : Damien Corneloup.

Si les bases militaires présentes en Asie du Sud-Est offrent des points d'appui importants aux Etats-Unis pour sécuriser leurs routes d'approvisionnement, et permettent à Washington un meilleur accès à la très disputée mer de Chine méridionale, la présence américaine y reste dérisoire comparé à l'Asie du Nord-Est. Une conséquence historique certes, mais qui démontre bien la priorité américaine concernant sa gestion des risques régionaux, puisque les Etats-Unis ont décidé de maintenir une présence militaire importante au Japon et en Corée du Sud, et ce plusieurs décennies après la fin des conflits qui les ont impliqués en Asie du Nord-Est. Aux yeux des Américains, la Corée du Nord et la Chine apparaissent donc clairement comme les pays les plus à risque en Asie orientale. La flotte américaine en Asie-Pacifique comprend au total plus de 130 000 hommes, faisant d'elle la plus grande flotte du monde actuellement¹⁶⁴. Mais le nombre d'hommes seul ne peut traduire avec précision l'importance de la présence américaine en Asie, il convient donc également de savoir quels moyens matériels ont été déployés sur place. La flotte américaine en Asie-Pacifique comprend notamment 200 navires et sous-marins, et 1200 avions¹⁶⁵. Les Etats-

¹⁶¹ Les Philippines et l'île de Guam sont cédées aux Américains en 1898 par les Espagnols au terme de la guerre hispano-américaine. La même année, les Etats-Unis annexent les îles d'Hawaï. Bénéficiant d'une semi-indépendance des Américains depuis 1935, puis envahies par le Japon en 1942, les Philippines obtiennent leur indépendance totale en 1946.

¹⁶² Rapport 2019 du *Defense Manpower Data Center*, organe du Département de la Défense : "Number of Military and DoD Appropriated Fund (APF) Civilian Personnel Permanently Assigned", 31 mars 2019.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Site Internet de l'US Pacific Fleet : "U.S. Pacific Fleet advances Indo-Asia-Pacific regional maritime security and enhances stability".

¹⁶⁵ *Ibid.*

Unis, première puissance maritime du monde, possèdent actuellement onze porte-avions en activité, dont cinq à six sont déployés alternativement dans la zone Asie-Pacifique¹⁶⁶. Ceux-ci donnent aux Etats-Unis une capacité de projection et d'impact phénoménale dans cette zone. A titre de comparaison, la Chine ne possède actuellement qu'un seul porte-avions en activité (le *Liaoning*, mis en service en 2012), mais un deuxième porte-avions dont le nom n'a pas encore été révélé devrait être mis en service en 2019. Enfin, un troisième porte-avions chinois est actuellement en construction (mise en service estimée à 2023)¹⁶⁷. Si les capacités de déploiement des Etats-Unis et de la Chine sont incomparables, il convient de rappeler qu'avant 2012 la RPC ne possédait aucun porte-avions, et le fait que le pays devrait en posséder trois en service d'ici 2023 confirme bien le "tournant maritime" que prend la Chine. La présence militaire américaine en Asie orientale a indubitablement été accentuée par les guerres du XX^e siècle, mais si les Etats-Unis ont tenu à maintenir une telle présence, c'est aussi parce que celle-ci répondait à une stratégie américaine déterminante de la Guerre froide : le *containment*. Une stratégie datant de la Guerre froide, mais qui reste pourtant d'actualité, puisqu'elle est souvent utilisée pour expliquer le renforcement actuel de la présence américaine en Asie orientale dans sa rivalité avec la Chine.

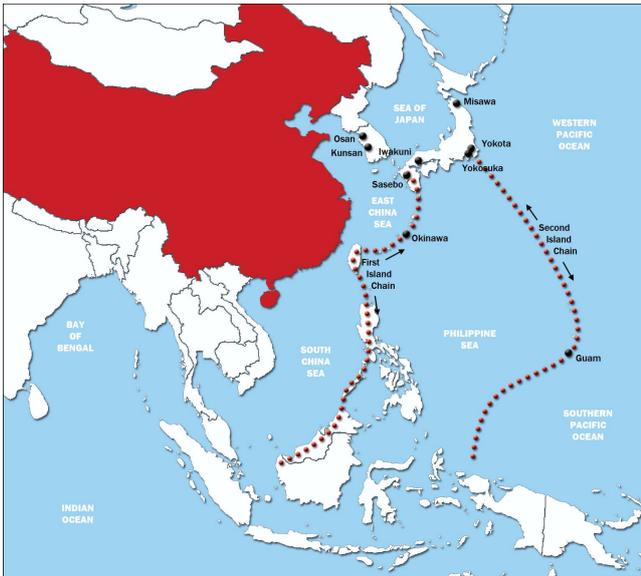
c) *Le containment, stratégie de la Guerre froide ou stratégie actuelle ?*

Une des caractéristiques majeures de la politique américaine en Asie au cours du XX^e siècle fut la mise en place de la stratégie du *containment* (ou "endiguement"). Dans la lignée des principes géopolitiques théorisés par MacKinder et Spykman, le but était d'entraver le développement du communisme du *heartland* (la zone pivot, contrôlée par l'URSS) vers le *rimland*, qui aurait permis au bloc communiste de contrôler l'Eurasie entière, et par conséquent, selon MacKinder, le monde. Découlant de la "doctrine Truman", présentée au congrès américain en 1947 et qui marque la fin de l'isolationnisme américain et le début effectif d'une politique d'opposition au bloc communiste, le *containment* ne se limite pas à l'Asie orientale. Les Etats-Unis ont été très actifs pour contenir la propagation du communisme, non seulement en Europe et au Moyen-Orient (qui font partie du *rimland*), mais aussi dans des contrées plus lointaines comme l'Afrique et l'Amérique du Sud. La Guerre Froide ne s'est donc pas limitée à l'espace géographique eurasiatique, et fut bel et bien un conflit mondial. L'opposition idéologique entre bloc occidental et bloc communiste, et par conséquent la stratégie du *containment*, s'est étendue à tous les continents du globe. Le *containment* est protéiforme, il peut être de nature politique (renversement d'un régime), diplomatique (influence), militaire (guerre) ou économique (embargo), mais son objectif constant demeure la volonté d'empêcher la propagation d'une idéologie communiste considérée comme contraire aux valeurs et aux intérêts américains, et présentant un risque mortel pour le système mondial voulu par les Etats-Unis. En Asie orientale, la Guerre de Corée et la Guerre du Vietnam sont les deux exemples les plus parlants d'une guerre menée au nom de la stratégie du *containment*. La Guerre de Corée fut un semi-échec pour les Américains (retour au *statu quo ante*), mais pendant le conflit est théorisée une stratégie de *containment* que nous avons déjà évoqué et qui, aujourd'hui encore, obsède Pékin : la "stratégie des chaînes d'îles" ("*island chain strategy*"). En 1951, cette stratégie est proposée par le diplomate américain John Foster Dulles¹⁶⁸, et elle consiste en l'encercllement l'Union

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ En comparaison, la France, le Royaume-Uni, la Russie ou encore l'Inde, ne possèdent chacun qu'un seul port-avions en activité.

¹⁶⁸ John Foster Dulles, qui prône une position agressive envers le bloc communiste, sera Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 1953 à 1959, sous la présidence de Dwight D. Eisenhower.



> fig.20 : Représentation sur une carte des deux chaînes d'îles telles que décrites par la "stratégie des chaînes d'îles". Source : Consortium of Defense Analysts.

Soviétique et de la Chine par la mer, en prenant le contrôle de deux chaînes d'îles du Pacifique. Une première allant de la mer de Chine méridionale au Japon, et une deuxième des îles Ogasawara aux îles Mariannes. Si cette stratégie n'est pas devenue un objectif majeur pour les Etats-Unis pendant la Guerre froide (les Américains préférant intervenir directement sur le continent pour endiguer la propagation du communisme), elle reste très présente dans le discours des analystes chinois¹⁶⁹. La Chine estime que les forces américaines tentent de l'encercler et d'entraver son accès à la haute mer en prenant le contrôle de ces deux chaînes d'îles. C'est pour cela que le contrôle de ces chaînes d'îles, surtout la première (pour rappel, elle

contient les Senkaku/Diaoyu, Taïwan, les Spratly...), est un objectif géostratégique majeur pour Pékin, qui tente de réduire l'influence américaine sur celles-ci. Pour en revenir à la Guerre froide, si la Guerre de Corée fut un semi-échec, la Guerre du Vietnam, remportée par le Nord communiste, fut un échec total pour les Américains¹⁷⁰. Les Etats-Unis ont en réalité connu davantage de succès par d'autres méthodes de *containment*. Les relations diplomatiques et économiques qu'ils ont liées avec plusieurs Etats de la région leur ont permis, à la fois d'endiguer la propagation du communisme en créant chez ces pays une certaine dépendance envers Washington, mais aussi de renforcer leur présence militaire dans la région. Une présence militaire faisant notamment office de force de dissuasion en Asie. Le rapprochement avec la Chine, pourtant dirigée par le PCC, au début des années 1970, pourrait aussi être considéré comme faisant partie de la stratégie de *containment*, sachant que les Etats-Unis voulaient utiliser les divisions entre Moscou et Pékin (résultant de la rupture sino-soviétique des années 1960¹⁷¹) pour nuire à l'URSS et à son influence. A l'époque, les Américains estimaient peut-être que la Chine ne pouvait représenter un danger plus important que l'URSS et ont préféré mettre de côté les considérations idéologiques au profit d'une stratégie empreinte de *realpolitik*. Aujourd'hui, c'est pourtant bien la Chine qui tient le rôle de rival principal des Etats-Unis, et les nouvelles stratégies mises en place par Washington, notamment celle du "pivot vers l'Asie", ne sont pas sans rappeler celle du *containment*.

d) Le "pivot vers l'Asie", objectif de développement ou nouveau *containment* anti-chinois ?

Au début des années 2010, sous la présidence de Barack Obama, les Etats-Unis mettent en place une stratégie connue sous le nom de "pivot vers l'Asie" ("*pivot to Asia*" ou "*rebalance towards Asia*" en anglais). Utilisé pour la première fois par la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton dans un article paru en 2011 dans la

¹⁶⁹ YOSHIHARA Toshi, "China's Vision of Its Seascape: The First Island Chain and Chinese Seapower", *Asian Politics & Policy*, n°4.3, 2012, pp. 293-314

¹⁷⁰ Tous les pays de l'ex-Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) seront même dirigés par des régimes communistes.

¹⁷¹ La rupture sino-soviétique est une période de dégradation des relations, puis de fortes tensions entre l'Union Soviétique et la République Populaire de Chine de la fin des années 1950 aux années 1980, et dont le paroxysme est marqué par les incidents frontaliers de 1969 sur les fleuves Amour (Heilongjiang) et Oussouri.

revue *Foreign Policy*, le terme “pivot vers l’Asie” correspond à une stratégie de refocalisation économique, diplomatique et militaire des intérêts américains vers l’Asie-Pacifique. “*Les marchés désormais ouverts en Asie offrent aux Etats-Unis des possibilités sans précédent en matière d’investissement, de commerce et d’accès aux technologies de pointe. Notre propre reprise économique dépendra de nos exportations et de la capacité des entreprises américaines de profiter de la base énorme et croissante de consommateurs en Asie*”¹⁷². En effet, les intérêts économiques des Etats-Unis en Asie orientale sont très importants (en 2018, près de 30% du commerce total s’est fait avec l’Asie orientale, avec 15,7 % pour la Chine seulement¹⁷³), et la présence américaine peut aider le pays à développer ses relations commerciales au sein du plus grand marché du monde. Ce pivot économique vers l’Asie transparait aussi dans la mise en place du Partenariat Trans-Pacifique (“*Trans-Pacific Partnership*” ou TPP) à l’initiative des Etats-Unis. Cet accord multilatéral de libre échange, signé le 4 février 2016, regroupe de nombreux pays et vise à intégrer les économies d’Amérique et d’Asie-Pacifique. L’absent notable est la Chine, qui voit dans le TPP une manoeuvre américaine visant à contrecarrer la domination économique de Pékin en Asie. Toutefois, l’avenir du TPP est aujourd’hui incertain, puisque le président Donald Trump, dans son entreprise visant à défaire l’héritage de Barack Obama et affirmant vouloir privilégier les relations bilatérales, a retiré les Etats-Unis de l’accord en 2017. Les autres membres de l’accord ont toutefois repris le traité, et signé le CPTPP (“*Comprehensive and Progressive agreement for Trans-Pacific Partnership*”) le 8 mars 2018, sans les Etats-Unis, et toujours sans la Chine. Malgré l’échec (temporaire ?) du TPP, on remarque que la stratégie du “pivot vers l’Asie” répond à des intérêts économiques américains, mais pas seulement. Celle-ci poursuit également des intérêts sécuritaires et militaires pour les Etats-Unis. Selon Hillary Clinton, “*stratégiquement, maintenir la paix et la sécurité à travers l’Asie-Pacifique devient de plus en plus crucial pour assurer le progrès mondial, que ce soit en défendant la liberté de navigation en mer de Chine méridionale, en contrant les efforts de prolifération nucléaire de la Corée du Nord, ou en assurant la transparence des activités militaires des acteurs clés de la région*”¹⁷⁴. Leon Panetta, alors Secrétaire de la Défense des Etats-unis, a même été plus précis en déclarant en 2012 que “*d’ici 2020, la marine américaine va repositionner ses forces, d’une division d’environ 50%-50% entre le Pacifique et l’Atlantique aujourd’hui, vers une division se rapprochant plus de 60%-40% en faveur du Pacifique. Cela inclura la présence de six porte-avions dans la région, la majorité de nos croiseurs, destroyers, navires de combat et sous-marins*”¹⁷⁵. C’est cet aspect sécuritaire et militaire qui inquiète le plus Pékin. La Chine considère que cette stratégie du pivot est dirigée contre elle, dans le but d’entraver le développement du pays comme puissance principale de son environnement proche. Les commentaires d’Hillary Clinton sur la liberté de navigation et la transparence des activités militaires sont perçus par Pékin comme très agressifs, puisque pour la Chine, la mer de Chine méridionale relève de sa souveraineté seule, et les Etats-Unis n’ont aucune légitimité à surveiller les activités militaires des pays de la région. Ces actions sont vues par Pékin comme interventionnistes, voire impérialistes. Avec la stratégie du “pivot vers l’Asie”, les Etats-Unis ne chercheraient donc pas à simplement développer leurs relations économiques et diplomatiques dans la région, mais en réalité à endiguer la montée en puissance chinoise par

¹⁷² CLINTON Hillary, “America’s Pacific Century”, *Foreign Policy*, 11 octobre 2011

¹⁷³ Chiffres 2018 du *United States Census Bureau*.

¹⁷⁴ CLINTON Hillary, “America’s Pacific Century”, *op. cit.*

¹⁷⁵ PANETTA Leon, discours lors de la conférence du Dialogue de Shangri-la, cité par un article de la BBC du 2 juin 2012.

une présence militaire accrue en Asie orientale. Une stratégie qui s'apparenterait à un *nouveau containment*, non plus dirigé contre l'URSS, ni même contre la propagation du communisme en soi, mais contre le nouveau rival chinois, dont les ambitions et le développement risqueraient de remettre en cause la supériorité américaine dans le monde. Cette idée qui consiste à vouloir empêcher une puissance hégémonique de contrôler l'Eurasie semble toujours exister dans l'esprit stratégique américain, et pour certains, elle apparaît toujours comme la condition *sine qua non* au maintien des Etats-Unis comme première puissance mondiale. Certains analystes américains soutiennent même ouvertement la mise en place d'une nouvelle stratégie de *containment*, qui permettrait de contenir non seulement les ambitions chinoises, mais aussi russes et iraniennes¹⁷⁶. Toutefois, la présidence de Donald Trump a brouillé les lignes. Si le président américain reste très focalisé sur l'Asie (développements avec la Corée du Nord, guerre commerciale avec la Chine...), sa politique asiatique semble moins bien définie que celle de Barack Obama. Depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, on parle moins de la stratégie du "pivot vers l'Asie"¹⁷⁷, et aucune nouvelle doctrine n'est venue explicitement remplacer la précédente. Néanmoins, au vu de tous les événements politiques qui continuent d'impliquer les Etats-Unis dans la région, les intérêts stratégiques, économiques, diplomatiques et militaires que représente l'Asie orientale pour Washington semblent demeurer intacts. Les Etats-Unis continuent donc de s'opposer, par leur présence protéiforme, aux velléités hégémoniques de la Chine dans sa propre aire d'influence. Au grand dam de Pékin, qui estime que les Etats-unis ne veulent pas laisser la Chine se développer, et qui considère les intérêts américains en Asie comme des facteurs déstabilisateurs, risquant de remettre en cause l'harmonie "à la chinoise" que la Chine désire établir dans la région. Ces facteurs pris en compte, il semble difficile que nos deux acteurs puissent échapper à une forme d'opposition, de rivalité ouverte, en Asie orientale.

2) Chine - Etats-Unis : une rivalité géopolitique en Asie orientale

Respectivement première et deuxième économies du monde, les Etats-Unis et la Chine possèdent un territoire d'une taille quasiment identique¹⁷⁸ et les deux pays sont la puissance démographique, politique et militaire principale de leur continent respectif. Les deux pays incarnent la puissance au XXI^e siècle, ce qui suffirait déjà à les opposer comme rivaux, mais ajouté à cela, leurs intérêts stratégiques se heurtent les uns aux autres, en particulier en Asie orientale, où se situent les points d'achoppement majeurs qui opposent nos deux acteurs. Quelles sont donc les caractéristiques de cette rivalité sino-américaine ? Sous quelles formes se manifeste-t-elle ? Et quels pays implique-t-elle ?

a) Le "piège de Thucydide" : vers une guerre "chaude" ou une nouvelle Guerre froide ?

En matière de relations internationales, le terme "piège de Thucydide" ("*Thucydides's Trap*") désigne une situation historique qui voit "*une puissance dominante entrer en guerre avec une puissance émergente sous*

¹⁷⁶ MANDELBAUM Michael, "The New Containment. Handling Russia, China and Iran : Why the United States Needs a New Containment Policy", *Foreign Affairs*, n° 98.1, 2019

¹⁷⁷ Donald Trump tenant à effacer le plus possible l'héritage de Barack Obama, il n'est pas étonnant que le terme ne soit plus autant utilisé.

¹⁷⁸ Environ 9,8 millions de km² pour les Etats-Unis contre environ 9,6 millions de km² pour la Chine (sans Taïwan). Les deux pays revendiquent chacun d'être le troisième plus vaste pays du monde.

*la contrainte de la peur que suscite chez la première le surgissement de la seconde*¹⁷⁹. Ce concept a été théorisé par l'Américain Graham Allison, chercheur en sciences politique et professeur à Harvard, et fait référence à un passage de *La Guerre du Péloponnèse*, dans lequel l'historien grec Thucydide considère que la crainte que connut Sparte en constatant le rapide développement d'Athènes a constitué un *casus belli* non avoué ayant déclenché ladite guerre du Péloponnèse. Pour Allison, l'histoire du monde regorge d'affrontements armés déclenchés par la paranoïa d'un acteur établi et la montée en puissance de son nouveau rival : La France contre l'Allemagne au XIX^e siècle, le Japon contre les Etats-Unis au XX^e siècle, etc. Allison considère que les Etats-Unis et la Chine, du fait du développement fulgurant de cette dernière, sont d'ores et déjà engagées dans une rivalité qui risque de les faire tomber dans ce "piège de Thucydide", et pourrait amener les deux pays à se mesurer militairement. Toutefois, le chercheur américain explique aussi que certains Etats sont parvenus à échapper à ce piège, comme les Etats-Unis et l'Union Soviétique, qui ne se sont jamais affrontés directement, en tout cas pas militairement (et c'est bien de ce fait que la Guerre froide tient son nom). La question pour Graham Allison est donc de savoir si la Chine et les Etats-Unis du XXI^e siècle peuvent échapper au "piège de Thucydide". Si les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont parvenus à éviter un affrontement militaire direct, c'est notamment parce que les deux pays étaient conscients de la destruction phénoménale qu'engendrerait une guerre, et qu'ils savaient que le conflit, dans la logique des blocs, entrainerait une Troisième Guerre mondiale. La Destruction Mutuelle Assurée ("*Mutually Assured Destruction*", MAD) qu'aurait déclenché une guerre entre les deux principales puissances nucléaires de la planète, fut, ironiquement, la raison pour laquelle Moscou et Washington ne se sont jamais affrontés militairement. La Chine est elle aussi une puissance nucléaire et possède une capacité de dissuasion importante, et nul doute qu'un conflit ouvert entre Pékin et Washington serait désastreux. Alors, plutôt qu'une guerre "chaude", nous dirigeons nous vers une configuration similaire à une nouvelle Guerre froide ? Si l'on considère que s'opposent ici les deux principales puissances économiques du monde, dont les intérêts et objectifs différent et s'entrechoquent, alors il serait pertinent de comparer cette rivalité à la Guerre froide. D'autant plus si les deux Etats décident de ne pas s'affronter directement et de s'opposer à travers des conflits "par procuration" en Asie orientale. Toutefois, ce n'est pas le cas aujourd'hui, et il n'y a pas d'exemples d'un conflit ouvert en Asie pour lequel l'une des parties serait soutenue par Washington et l'autre par Pékin. La Chine ne s'immisce pas, ou très peu, dans les affaires internes des autres pays, et elle ne cherche pas à diffuser un "communisme à caractéristiques chinoises" de par le monde. Son attitude diffère donc de l'attitude plus prosélyte de l'URSS pendant la Guerre froide. Ce qui se rapprocherait le plus d'un conflit "par procuration" entre la Chine et les Etats-Unis serait éventuellement le conflit coréen, avec un Nord soutenu par la Chine et un Sud soutenu par les Etats-Unis. Une telle vision serait toutefois simpliste et quelque peu inexacte, la Chine ayant des relations soutenues avec Séoul et n'approuvant pas toujours des actions de Pyongyang. De plus, l'idée de Guerre froide implique un certain équilibre des forces entre les deux acteurs, et ce n'est pas tout à fait le cas (ou en tout cas pas encore le cas) entre la Chine et les Etats-Unis, comme nous allons le voir dans la partie suivante. Selon le géopolitologue français Barthélémy Courmont : "*La comparaison avec la Guerre froide, si elle mérite une attention particulière sur des points précis, ne saurait être établie de manière trop caricaturale en regardant la relation entre la Chine et les Etats-Unis, tant cette dernière présente des caractéristiques qui lui sont propres. [...] Si cette "guerre"*

¹⁷⁹ ALLISON Graham, *Destined for war; can China and America escape Thucydides's trap ?*, Boston, Mariner Books, 2017, p. 15

devenait réalité, elle ne serait comme nulle autre. Elle reste donc à définir, mais aussi à écrire. Et pour ce faire, la Guerre froide n'est qu'un exemple parmi d'autres de rivalité à grande échelle pouvant apporter des éclaircissements¹⁸⁰. En effet, si la situation peut évoquer la Guerre froide, les caractéristiques et la dynamique de la relation sino-américaine sont bien différentes de celles de la relation américano-soviétique. Les deux pays ont des relations diplomatiques soutenues, sont insérés dans un système libéralisé et mondialisé, et leurs économies sont interdépendantes. Au temps de la Guerre froide, la bataille se jouait aussi pour déterminer quel système économique et idéologique mondial dominerait la planète, ce qui n'est pas le cas actuellement. Toutefois, la montée en puissance de la Chine pourrait à l'avenir remettre en cause un système mondial dont les Etats-Unis sont aujourd'hui le fer de lance. Si l'Empire du Milieu parvenait à l'avenir à surpasser les Etats-Unis dans le domaine économique ou militaire, alors il se peut que la Chine devienne le nouveau cadre de référence mondial et ébranle non seulement l'ordre économique occidental, mais aussi les valeurs politiques et sociales (démocratie, droits de l'Homme...) que l'Occident entend défendre et diffuser. La question reste de savoir comment les Etats-Unis réagiraient s'ils étaient relégués au second plan et la Chine propulsée à la première place. C'est là que risque de se refermer le "piège de Thucydide". *"Les puissances établies ont tendance à se considérer comme les défenseurs d'un ordre international qu'ils ont contribué à créer et dont ils continuent de bénéficier. Les puissances montantes se sentent contraintes, voire flouées, par le statu quo et la lutte qu'elles doivent mener contre cet ordre international pour obtenir ce qu'elles pensent leur appartient à juste titre. Ces modèles anciens sont clairement visibles aujourd'hui dans les attitudes des Etats-Unis et de la Chine"*¹⁸¹. Bien qu'elle réponde à des principes anciens et possède des similarités avec certains conflits du passé, l'opposition entre Pékin et Washington semble être d'un genre nouveau. Elle semble compliquée à définir, puisque les modalités selon lesquelles elle risque de s'exercer sont encore floues. C'est la première fois dans l'Histoire que deux pays rivaux, en lutte pour l'hégémonie, sont si "proches" (interdépendance économique, relations diplomatiques...). Si évoquer la possibilité d'une guerre ouverte, ou même d'une nouvelle Guerre froide, paraît très prématuré pour définir les relations actuelles entre la Chine et les Etats-Unis, il existe indéniablement une rivalité entre les deux puissances, qui prend des formes multiples.

b) Politique, idéologie ou militaire : une rivalité multiple

La rivalité entre les Etats-Unis et la Chine se présente sous différentes formes. Politique d'abord, puisque les systèmes politiques des deux pays incarnent tous deux une forme de gouvernance très différente, issue, comme nous l'avons vu plus haut, de nombreux facteurs historiques et culturels. Les Etats-Unis sont une démocratie, plus précisément une république constitutionnelle présidentielle fédérale, alors que la Chine est une république communiste à parti unique, dirigée par un régime autoritaire. Les deux pays incarnent des systèmes de valeurs opposés. La RPC n'est pas une démocratie, mais considère son système de gouvernance plus efficace, puisque le Parti Communiste ne connaît pas d'opposition, et cela lui donne une latitude énorme pour mettre en place les politiques qu'il désire et qu'il considère être les plus efficaces au développement et à la stabilité du pays. Les Américains sont évidemment plus attachés aux valeurs démocratiques, qui sont l'un des fondements même de leur pays, même si l'alternance politique peut nuire aux politiques mises en place

¹⁸⁰ COURMONT Barthélémy, *Une guerre pacifique, la confrontation Pékin-Washington*, Paris, Eska, 2014, p.22

¹⁸¹ FRIEDBERG Aaron, *A contest for supremacy, China, America, and the struggle for mastery in Asia*, New York, W. W. Norton, 2011, p. 1

et créer une discontinuité dans le discours et les objectifs politiques américains. La rivalité idéologique entre la Chine “communiste” et les Etats-Unis “capitalistes” n’est pas aussi prononcée qu’elle a pu l’être à l’époque de la Guerre froide. La Chine d’aujourd’hui, ayant elle-même adopté le système économique mondialisé, ne fait pas preuve de prosélytisme idéologique. L’idéologie communiste est plutôt utilisée à des fins de propagande interne, et non à des fins de conversion externe. Toutefois, la Chine n’apprécie guère les leçons qui lui sont données par les Etats-Unis et d’autres pays Européens au sujet des droits de l’Homme, de la démocratie ou des libertés individuelles, qu’elle considère comme des concepts idéologiques étrangers n’ayant pas leur place dans le système chinois. Malgré cela, c’est surtout dans les domaines militaire et économique que la rivalité entre les deux Etats se fait le plus ressentir.

Militairement, la Chine augmente constamment ses capacités depuis plusieurs décennies, et le budget de la défense chinoise a atteint 250 milliards de dollars en 2018 (1,9% de son PIB)¹⁸², ce qui fait d’elle le deuxième pays du monde en terme de dépenses militaires. Si elle reste très loin derrière les Etats-Unis en terme de dépenses effectives (649 milliards de dollars de dépenses militaires en 2018, 3,2% de son PIB), c’est la variation de son budget sur la période 2000-2018 qui impressionne : le budget militaire chinois a connu une augmentation de 505% sur cette période, contre une augmentation de 51% pour les Etats-Unis. Il n’est pas rare que les deux armées connaissent des accrochages, notamment en mer de Chine méridionale¹⁸³, et Pékin semble de moins en moins frileux à l’idée de confronter sa marine à la marine américaine dans ce qu’elle considère être ses eaux territoriales. Pour affirmer son opposition à la domination de la Chine en mer de Chine méridionale, les Etats-Unis ont même lancé une opération de liberté de navigation (“*Freedom of Navigation Operation*” ou FONOP) en mai 2017, la première sous la présidence de Donald Trump. Les FONOP, qui désignent le passage volontaire de navires dans une zone spécifique, ne sont pas des actions agressives en soi mais ont pour but éventuel de défier la souveraineté revendiquée par un Etat sur un espace maritime. Sans surprise, la Chine n’apprécie pas la mise en place de FONOP dans ce qu’elle considère être sien. Physiquement, la rivalité militaire sino-américaine se manifeste donc surtout dans les espaces maritimes d’Asie orientale, mais, de façon similaire, la présence de soldats et d’installations militaires américaines dans plusieurs pays de la région ennuie tout autant la Chine. Il apparaît clair que le but à atteindre pour la Chine est de développer ses capacités militaires de façon à posséder une armée qui puisse, sinon tenir tête à la présence américaine en Asie orientale, au moins exercer une force de dissuasion sur celle-ci. “*La Chine a pour aspiration de devenir l’acteur militaire le plus capable en Asie et parvenir à tenir les Etats-Unis à distance. Cet objectif est particulièrement important notamment dans la perspective de récupérer des territoires perdus comme Taïwan, la plupart de la mer de Chine et certaines parties de l’Himalaya*”¹⁸⁴. Toutefois, à l’heure actuelle, leurs puissances militaires respectives sont incomparables. Si la puissance démographique de la Chine¹⁸⁵ lui assure une armée plus nombreuse en hommes que les Etats-Unis (2,4 millions d’actifs contre 1,3 million), l’armée chinoise accuse un retard certain sur l’armée américaine.

¹⁸² Les chiffres concernant les budgets militaires proviennent du rapport du Stockholm International Peace Research Institute “SIPRI Military Expenditure Database”, 2018.

¹⁸³ Le dernier incident notable avec les Etats-Unis date du 30 septembre 2018. Un destroyer américain, l’USS Decatur, naviguait à moins de 12 miles nautiques des îles Spratly quand un navire chinois est venu l’intercepter pour l’expulser des ses eaux territoriales. Les deux navires ont évité de peu la collision.

¹⁸⁴ HOLSLAG Jonathan, *China’s coming war with Asia*, New York, Polity, 2015, p. 141

¹⁸⁵ 1,386 milliard d’habitants pour la Chine contre 327 millions d’habitants pour les Etats-Unis.

Conséquence de la différence de moyens financiers alloués à la recherche et au développement de nouvelles technologies, et à l’embargo sur les armes que subit la Chine, les équipements américains sont plus avancés et sophistiqués que les équipements chinois (drones, systèmes de surveillance, etc.). De plus, les capacités de projection et d’intervention des Etats-Unis sont bien supérieures à celle de la Chine (11 porte-avions en activité contre un seul). Les deux pays sont des puissances nucléaires, mais là non plus, leurs stocks ne sont pas comparables (6185 têtes nucléaires pour les Américains contre environ 290 pour les Chinois¹⁸⁶). L’armée chinoise est toujours une armée régionale, alors que l’armée américaine est déjà une armée mondiale. La flotte Pacifique des Etats-Unis, détaillée plus haut, et qui possède cinq à six porte-avions, pourrait éventuellement à elle seule tenir tête à l’armée chinoise sur un théâtre d’opération asiatique. Et nul doute qu’en cas de conflit, la flotte Pacifique ne serait pas la seule flotte américaine impliquée. L’armée de l’air chinoise, qui compte environ 2500 aéronefs, fait pâle figure à côté des 5778 appareils en service de l’US Air Force¹⁸⁷, et même si la marine chinoise possède plus de bâtiments que la marine américaine (519 navires de combat contre 290 pour les Etats-Unis), la force de déploiement américaine reste supérieure du fait de ses nombreux porte-avions. Il n’est toutefois pas exclu que la Chine, en continuant à développer ses capacités militaires, se rapproche, voire même un jour dépasse, la puissance militaire américaine. Toutefois, la configuration actuelle donne un avantage net aux Etats-Unis, et bien qu’une rivalité militaire existe entre Pékin et Washington, il n’y a pas (encore) d’équilibre des forces entre les deux pays (comme il y a pu y en avoir entre Moscou et Washington à une certaine époque). Néanmoins, il existe un domaine dans lequel la Chine est en pointe et pourrait éventuellement inquiéter les Etats-Unis : le cyber-espionnage. Selon le politologue américain Christopher Coker : *“Le cyber-espionnage offre une approche de la guerre proche des principes de Sun Zi : indirecte, non-violente et dévastatrice sur le long-terme. [...] Une cyber-guerre serait non seulement possible, mais potentiellement aussi dangereuse qu’une Guerre froide [car] il est extrêmement difficile d’attribuer une cyber-attaque à une seule entité ou un seul Etat. Cela pourrait inciter à un degré élevé d’imprudence et à des conséquences désastreuses”*¹⁸⁸. Un “conflit digital” serait donc possible, et serait certainement d’un genre nouveau, puisque ses conséquences semblent difficile à évaluer. L’utilisation de cyber-attaques dans le but de nuire aux intérêts d’un pays, voire même de tenter de le paralyser totalement, constituerait un acte de guerre, mais si la traçabilité de telles attaques est difficile ou impossible, certains Etats pourraient être tentés d’agir de manière téméraire et risquée pour défendre leurs propres intérêts et entraver ceux de leurs adversaires.

c) *Une rivalité sino-américaine cristallisée par les différends commerciaux...*

Aujourd’hui, la rivalité sino-américaine se manifeste particulièrement dans le domaine économique. Les Etats-Unis sont la première puissance économique mondiale avec un PIB atteignant 20 494 milliards de dollars en 2018, loin devant la Chine, deuxième économie du monde avec un PIB de 13 407 milliards de dollars¹⁸⁹. La concurrence dans le domaine économique touche plusieurs sujets, notamment les taux de

¹⁸⁶ Ces chiffres proviennent du rapport “Status of Nuclear Forces” publié en 2019 par la Fédération des Scientifiques Américains.

¹⁸⁷ Pour les Etats-Unis, les chiffres sont de 2019 et proviennent des sites officiels de la marine et de l’armée de l’air. Pour la Chine, les chiffres proviennent du rapport de International Institute for Strategic Studies (IISS) “*The Military Balance 2018*”.

¹⁸⁸ COKER Christopher, *The improbable war, China, the United States and the logic of great power conflict*, Londres, Hurst, 2017, p. 161

¹⁸⁹ Chiffres 2018 du Fonds Monétaire International.

change entre le dollar et le yuan. Leur gestion des taux de change et de la monnaie divergent, ce qui pose problème aux États-Unis vu qu'une large partie de leur dette est financée par le gouvernement de la République Populaire de Chine. Les deux pays se sont accusés d'avoir mal évalué leurs propres devises, et cette divergence reste une question importante. Les États-Unis accusent la Chine de sous-évaluer artificiellement la valeur du yuan, dans le but de booster ses exportations. Pékin, de son côté, a aussi été très critique envers les politiques fiscales de Washington. En tant que pays créancier important et le plus grand détenteur de la dette publique américaine, la Chine a à plusieurs reprises exigé des mesures garantissant les investissements chinois dans les trésoreries américaines et a demandé la protection du pouvoir d'achat du dollar¹⁹⁰. Suite à la dégradation de la note américaine par la société de notation financière Standards & Poor's en 2011, la Chine a vivement critiqué la politique fiscale américaine, conseillant même aux États-Unis de mettre fin à leur dépendance à la dette, avertissant le gouvernement américain qu'il "*doit accepter le fait pénible que le 'bon vieux temps' où ils pouvaient emprunter pour se tirer de l'embarras est enfin révolu*"¹⁹¹. La rivalité économique transparaît aussi dans la gestion par la Chine des terres rares¹⁹². En 2014, Les États-Unis, soutenus par l'Union Européenne et le Japon, ont obtenu gain de cause à l'OMC dans une dispute économique qui les a opposé à la Chine au sujet des terres rares. Comme nous l'avons vu précédemment, la Chine représente 90% de la production mondiale de terres rares, et elle avait mis des restrictions sur les exportations de ces métaux. Les États-Unis avaient estimé que les quotas à l'exportation mis en place par Pékin constituaient une pratique commerciale déloyale et violaient les normes commerciales internationales, obligeant les entreprises et les multinationales utilisant ces terres rares à déménager en Chine. Pékin, qui de son côté estimait défendre ses droits commerciaux et protéger son monopole sur ces terres convoitées, a jugé cette action à l'OMC "*inconsidérée et injuste*"¹⁹³. Aujourd'hui, c'est surtout au niveau des tarifs douaniers que transparaît la rivalité économique entre la Chine et les États-Unis. Ce qui est maintenant appelé la "guerre commerciale" entre les deux pays débute en janvier 2018, alors que le président Donald Trump décide d'instaurer des taxes douanières sur les panneaux solaires et les machines à laver¹⁹⁴. La Chine est le premier producteur mondial de panneaux solaires ainsi que le premier exportateur de machines à laver vers les États-Unis, laissant penser à une action délibérée de la part de Washington pour saper les exportations chinoises. Pékin réplique en février en déclenchant une enquête anti-dumping sur le sorgho américain, une céréale que la Chine importe des États-Unis à hauteur de un milliard de dollars par an¹⁹⁵. Si la RPC met en place des taxes douanières sur cette céréale, elle peut elle aussi pénaliser les exportations américaines. C'est surtout à partir de mars 2018 que les choses s'accélérent, avec l'instauration par Donald Trump de droits de douane sur l'aluminium et l'acier, dont certains pays sont exemptés (l'UE, le Canada, le Mexique...) mais pas la Chine. Seulement quelques jours plus tard, le président américain annonce une augmentation des

¹⁹⁰ FRIED Aviva, "Dette américaine : la Chine s'inquiète des retombées sur son économie", Rue89, 3 août 2011

¹⁹¹ Commentaire tiré d'un article de l'agence de presse chinoise Xinhua News, paru en 2011, et repris par un article du New York Times : "China tells US it must cure its addiction to debt", 6 août 2011.

¹⁹² Pour rappel, les terres rares sont des métaux essentiels au développement mondial, puisqu'ils sont utilisés pour fabriquer toute sorte de produits de haute technologie, dans le domaine de la défense (équipements militaires...) comme dans le domaine du divertissement (smartphones...).

¹⁹³ MILES Tom, "China loses trade dispute over rare earth exports", Reuters, 26 mars 2014

¹⁹⁴ COLLINS Keith, "All the threats and tariffs in the US-China trade conflict", The New York Times, 15 juin 2018

¹⁹⁵ "La Chine s'attaque au sorgho américain", Le Figaro avec AFP, 5 février 2018

droits de douane sur une liste de plus de 1300 produits, parmi lesquels les écrans plats, le matériel médical, les pièces automobiles ou encore les batteries¹⁹⁶. Des produits manufacturés que la Chine exporte en grand nombre. En réponse, Pékin dévoile une liste de 128 produits sur lesquels elle augmente les droits de douane, notamment le soja, le tabac, le whisky, la viande bovine, le coton et des produits du secteur automobile, qui sont tous des produits exportés par les Américains. En avril, la “guerre commerciale” s’étend à l’interdiction et à la pénalisation d’entreprises, et non plus seulement à des tarifs sur des produits. Le gouvernement américain pénalise notamment ZTE, important producteur chinois de téléphones portables et d’équipements téléphoniques, en lui interdisant d’utiliser des biens ou des services d’origine américaine pour une durée de sept ans, officiellement suite à des soupçons concernant ses exportations vers l’Iran¹⁹⁷. Après un bref apaisement en mai et juin 2018, la “guerre” reprend à l’été avec un nouvel alourdissement des taxes douanières, d’abord par les Etats-Unis (l’équivalent de 200 milliards de dollars de produits chinois sont désormais taxés à 25%), puis par la Chine en représailles (60 milliards de dollars de produits américains taxés de 5 à 10%)¹⁹⁸. Toutefois, l’évènement qui va cristalliser cette “guerre commerciale” est l’arrestation au Canada de Meng Wanzhou, vice-présidente de la première société de télécommunications de Chine, Huawei, le 1^{er} décembre 2018. L’arrestation, effectuée à la demande des autorités américaines grâce à l’accord d’extradition entre Washington et Ottawa, irrite la Chine, qui y voit une attaque directe sur l’une des plus importantes entreprises du pays. De façon similaire à l’affaire ZTE, Meng Wanzhou aurait été arrêtée pour avoir enfreint l’embargo sur l’Iran¹⁹⁹. En mai 2019, Donald Trump interdit la vente d’équipements de réseaux par Huawei sur le territoire américain, et interdit même aux entreprises américaines de commercer avec le groupe chinois (ce que Google acceptera de faire, alors que les appareils Huawei utilisent le système Android de Google)²⁰⁰. Toujours en mai, le président américain alourdit encore les taxes douanières de 25% sur 200 milliards de dollars de produits chinois, et la Chine fait de même en instaurant de nouveaux tarifs sur 60 milliards de dollars de produits américains, déclarant que les Etats-Unis portaient “l’entière responsabilité” de l’échec des négociations commerciales et que “la guerre commerciale ne rend pas sa grandeur à l’Amérique”²⁰¹. L’offensive commerciale américaine inégalée de 2018-2019, qui se poursuit encore aujourd’hui, laisse transparaître une anxiété de la part de Washington, qui redoute que la Chine surpasse les Etats-Unis économiquement. Toutefois, ces exemples montrent que dans le domaine économique aussi, les Américains ont encore l’avantage, puisque le système économique international, dont ils sont à l’origine et sur lequel ils ont plus d’influence, leur bénéficie bien plus qu’à la Chine. Si le



> fig.21 : Portrait du président des Etats-Unis Donald Trump.

¹⁹⁶ LAWDER David, “US expects talks with China as trade fight escalates”, Reuters, 4 avril 2018

¹⁹⁷ SCHAEFFER Frédéric, “Lourdes sanctions américaines contre le chinois ZTE sur fond de vives tensions commerciales”, Les Echos, 17 avril 2018

¹⁹⁸ CONESA Elsa, “Trump taxe 200 milliards de dollars de marchandises chinoises”, Les Echos, 18 septembre 2018

¹⁹⁹ Les Etats-Unis appliquent de strictes lois d’extraterritorialité, c’est à dire des lois qui permettent de poursuivre des entreprises non américaines à l’étranger, à condition qu’elles aient un lien avec les Etats-Unis (utiliser une technologie américaine ou faire les transactions en dollar suffit à s’exposer à des poursuites de la part des autorités américaines). C’est pour cela qu’une entreprise chinoise, ou autre, qui commerce avec l’Iran (ou Cuba, ou la Corée du Nord) peut être pénalisée par les Etats-Unis.

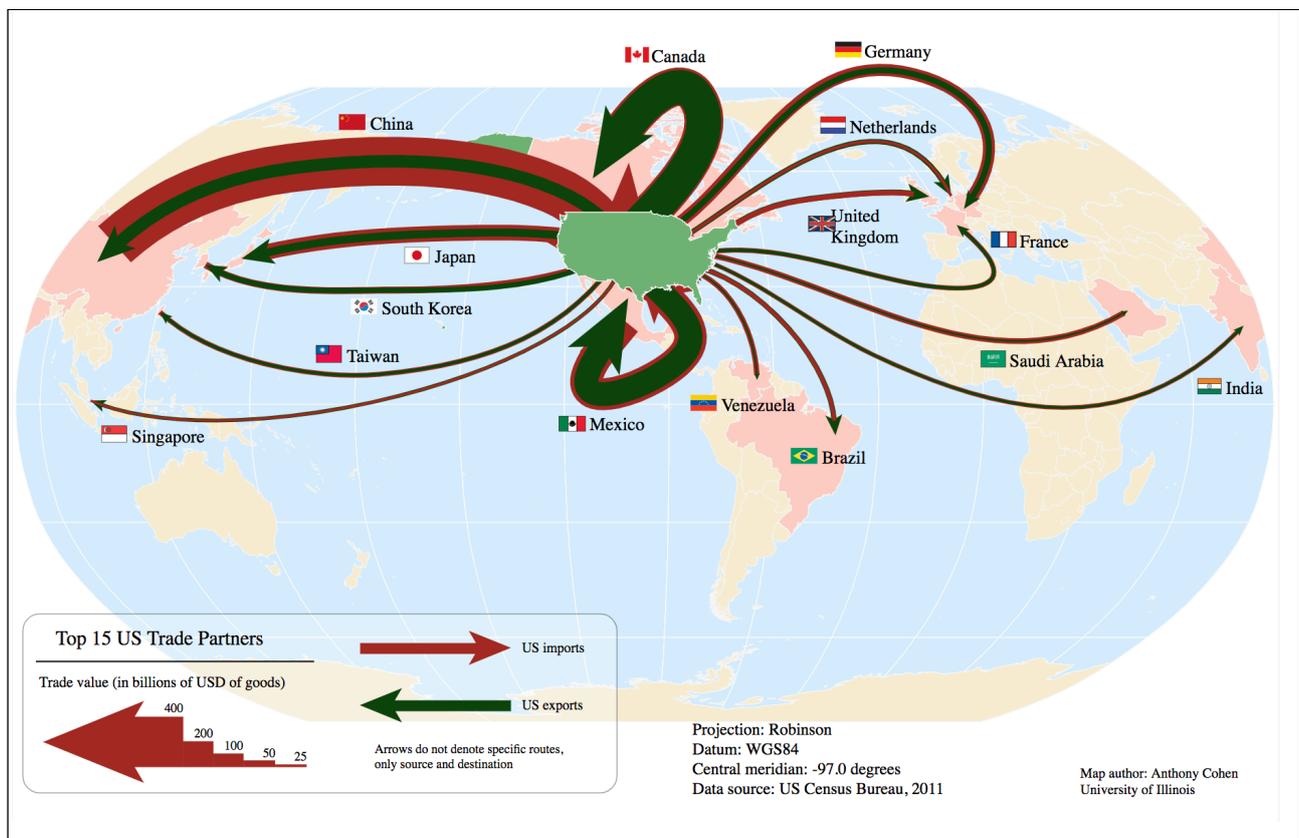
²⁰⁰ “Huawei : la guerre commerciale entre Washington et Pékin s’envenime”, Le Monde avec AFP, 17 mai 2019

²⁰¹ “Guerre commerciale : la Chine lance la contre-offensive”, Le Monde avec AFP, 2 juin 2019

gouvernement chinois privilégie les relations bilatérales, c'est aussi car il sait qu'au sein du système international, il est désavantagé par rapport aux Etats-Unis. Néanmoins, elle pourrait, grâce à sa main d'oeuvre nombreuse et à la mise en place de nouvelles initiatives de développement économique dont le but est l'indépendance et le désenclavement économique (par exemple les "nouvelles routes de la soie"), surpasser un jour les Etats-Unis dans ce domaine également. Pour plusieurs analystes, la question n'est pas de savoir "si" mais "quand" la Chine va surpasser les Etats-Unis et devenir la première puissance économique mondiale. Les conséquences d'un tel changement sont difficilement quantifiables, car elles remettront en cause le système international tel que nous le connaissons. Là aussi, la Chine deviendra le nouveau cadre de référence mondial, et ne manquera pas, comme les Etats-Unis avant elle, d'adapter le système à son avantage. Une conséquence que les Etats-Unis chercheront à éviter à tout prix. Cette rivalité est donc multiforme, mais elle n'est qu'un pan de la relation entre Pékin et Washington puisque, pour la première fois dans l'Histoire, deux pays rivaux sont significativement dépendants l'un de l'autre.

d) *... Qui n'empêchent pas une réelle interdépendance économique des deux rivaux*

Le fait qu'une telle "guerre commerciale" puisse exister entre les rivaux américain et chinois est déjà une preuve que les deux pays entretiennent des relations commerciales soutenues. Les deux économies peuvent même être qualifiées d'interdépendantes : en 2018, la Chine est devenue le premier partenaire commercial des Etats-Unis (dépassant le Canada), et représentait 15,7% du commerce extérieur total de Washington à la fin de l'année 2018²⁰². Les Etats-Unis sont également le premier partenaire commercial de la Chine (devant



> fig.22 : Les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis et le flux de leurs importations et exportations. On remarque que la Chine est de loin le premier pays fournisseur des Etats-Unis. Source : COHEN Anthony, "Flow map of US imports and exports to its top 15 trade partners", 13 novembre 2012, University of Illinois. Données : US Census Bureau.

²⁰² Tous les chiffres cités ici proviennent des rapports du commerce extérieur 2018 du *United States Census Bureau*.

le Japon et la Corée du Sud) et représentent 14,1% du commerce total de Pékin. En 2018, Les Etats-Unis sont le premier pays destinataire des exportations chinoises (19,2 % des exportations de la Chine sont destinées aux Etats-Unis, pour un montant d'environ 540 milliards de dollars) et le troisième pays fournisseur de Pékin (8,4% des importations de la Chine proviennent de Etats-Unis, et représentent environ 120 milliards de dollars). La balance commerciale est donc largement au profit de la Chine, avec un surplus de près de 420 milliards de dollars. Les Etats-Unis dépendent donc fortement des importations en provenance de Chine pour leur croissance économique, et par conséquent, Pékin dépend tout autant des exportations qu'elle effectue vers les Etats-Unis pour faire vivre son économie et assurer le développement du pays. On peut donc parler de réelle interdépendance entre les économies chinoise et américaine. Malgré la "guerre commerciale" actuelle, qui risque d'influer sur le volume des exportations et des importations, il est indéniable que les deux économies reposent l'une sur l'autre, et il est improbable que le conflit commercial que nous observons aujourd'hui vienne transformer radicalement cette dynamique. Jamais deux pays en confrontation n'avaient connu une telle interdépendance de leurs économies, ce qui laisse penser que la rivalité sino-américaine est d'un genre nouveau. Il apparaît difficile d'envisager une guerre ouverte entre des Etats-Unis et une Chine qui seraient tombés dans le "piège de Thucydide", où même d'envisager une logique de nouvelle Guerre froide, tant la dynamique sino-américaine est différente de celle qu'ont connu les Etats-Unis et l'Union Soviétique auparavant. Même dans d'autres domaines (académique, universitaire, scientifique, diplomatique..) les relations sont florissantes, laissant penser que nous sommes aujourd'hui encore loin d'un conflit ouvert entre les deux pays. Toutefois, la rivalité est bien réelle, en particulier sur les plans militaire et économique, et il n'est pas exclu qu'un jour, si les Etats-Unis (ou la Chine) estiment qu'il est plus important d'empêcher le développement du rival que de maintenir leurs importantes relations commerciales, on pourra assister à une éventuelle dégradation des relations, et nous en connaissons peut-être déjà un avant goût avec la "guerre commerciale" actuelle. Une dégradation importante serait néanmoins dangereuse, car sa finalité serait difficile à envisager, mais dans un scénario du pire impliquerait sans doute un affrontement armé. La rivalité sino-américaine reste difficile à définir, car, en plus de ne rentrer pleinement dans aucun "cadre de référence" appliqué à des conflits précédents, cette rivalité est en train de se jouer sous nos yeux, et n'en est encore peut-être qu'à ses balbutiements. Pour Barthélémy Courmont : *"La Chine et les Etats-Unis sont engagés dans une guerre sans merci, mais une guerre d'un nouveau type, qui s'inspire à la fois de la bipolarité, du concert des nations et d'une lutte hégémonique laissant la part belle à la capacité d'influence plus que sur la force armée. C'est une guerre pacifique, durable, portant sur une multitude de fronts, et qui s'invite dans le monde entier"*²⁰³. En effet, cette rivalité dépasse les seules frontières des deux pays, et pour tenter de mieux comprendre la rivalité sino-américaine en Asie orientale, s'arrêter sur les points de vue de Pékin et Washington ne suffit pas. Il convient également de se pencher sur les acteurs tiers qui peuvent avoir une influence sur cette rivalité, principalement en Asie orientale.

e) *Une rivalité également influencée par des acteurs tiers*

Quand elle n'est pas d'ordre économique ou commercial, la rivalité géopolitique sino-américaine se manifeste physiquement principalement dans l'espace géographique de l'Asie orientale. Cet espace est composé d'une multitude d'Etats qui ne sont pas indifférents à l'opposition Pékin-Washington, et les

²⁰³ COURMONT Barthélémy, *Une guerre pacifique, la confrontation Pékin-Washington*, op. cit., p. 332

relations que les deux pays entretiennent avec ces pays tiers peuvent avoir une influence non-négligeable sur cette rivalité. Face à la montée en puissance de la Chine, plusieurs Etats d'Asie orientale préfèrent se rapprocher des Etats-Unis, soit pour s'assurer une relative sécurité face à Pékin, soit parce qu'ils sont engagés dans un différend territorial avec la Chine et qu'ils comptent sur le soutien de Washington dans leurs revendications. Le Japon et la Corée du Sud, de par leur histoire, sont les plus proches alliés des Etats-Unis dans la région, accueillant sur leur territoire un nombre important de soldats américains. Le Japon est lui aussi un rival économique de la Chine et lui fait face dans la dispute territoriale autour des îles Senkaku/Diaoyu. Du fait de leur histoire commune tumultueuse, et de la rhétorique chinoise parfois agressive à son encontre, Tokyo s'inquiète de la montée en puissance de Pékin, et il semble logique que le pays préfère maintenir davantage de liens diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis qu'avec la Chine. La Corée du Sud, elle, ne possède pas de différend territorial avec la RPC et s'inquiète plus de son voisin du nord que de Pékin. Toutefois, l'alliance militaire de Séoul avec les Etats-Unis a parfois irrité Pékin, notamment du fait des exercices militaires conjoints américano-sud-coréens²⁰⁴. Récemment, les relations entre la Chine et la Corée du Sud s'étaient dégradées du fait du déploiement en septembre 2017 du système anti-missile américain THAAD (*Terminal High-Altitude Area Defense*) sur le territoire sud-coréen. L'installation de ce matériel militaire, jugé nécessaire pour faire face à l'aggravation de la menace nord-coréenne²⁰⁵, a été vu par la Chine comme dirigé contre elle, et a créé un incident diplomatique entre Séoul et Pékin. Le gouvernement chinois avait même pris des mesures de rétorsion économique visant la Corée du Sud. Toutefois, malgré ces différends, et malgré leur alliance militaire avec les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont des relations économiques soutenues avec la Chine, et sont même les deux premiers pays fournisseurs de Pékin²⁰⁶. La République de Chine (Taïwan), et la relation que l'île entretient avec les Etats-Unis est aussi un atout majeur pour Washington dans la rivalité qui l'oppose à Pékin. Menacé par la RPC de "réunification" avec le continent, Taïpei tente de conserver une relation militaire active avec les Etats-Unis, qui permet de dissuader Pékin d'envahir Formose. Pour les Etats-Unis également, l'importance stratégique de Taïwan est capitale. L'île, qui accueille notamment le Commandement de la Défense des Etats-Unis à Taïwan (USTDC, *US Taiwan Defense Command*), est parfois qualifiée de "porte-avions insubmersible"²⁰⁷ des Etats-Unis car elle permet le maintien d'une force américaine très proche de la RPC, et, en plus d'aider à l'enclavement du territoire chinois, permet de contrecarrer les ambitions de Pékin en mer de Chine. En effet, pour la Chine, récupérer Taïwan est non seulement un objectif politique, mais aussi stratégique, puisque le contrôle de l'île donnerait à Pékin un meilleur accès à la haute mer. Toutefois, la dissuasion que continue d'exercer les Etats-Unis l'empêche toujours de le faire. Il n'est pas exclu qu'un jour, si la Chine estime qu'elle a les moyens de récupérer Taïwan, on puisse assister à un conflit sino-américain autour de l'île. D'autres Etats de la région,

²⁰⁴ La taille des exercices militaires conjoints entre Washington et Séoul a été réduite par Donald Trump en 2018, dans sa logique d'apaisement avec la Corée du Nord. Il est toutefois difficile de savoir si ces exercices vont rester réduits ou s'ils vont reprendre de plus belle suivant l'évolution de la relation et des négociations avec Pyongyang.

²⁰⁵ Le système anti-missile THAAD a été déployé seulement quatre jours après le sixième essai nucléaire nord-coréen. A ce moment, les tensions étaient au plus haut.

²⁰⁶ Selon les chiffres de la Banque Mondiale en 2017, la Corée du Sud représentait 9,63% des importations chinoises et le Japon, 8,99%.

²⁰⁷ Le Japon est également souvent qualifié de "porte-avions insubmersible" des Etats-Unis en Asie. Ce terme désigne une île géographique ou politique qui permet l'extension de la projection d'une force militaire. Cette entité, constituée d'une masse terrestre indestructible, fait office de base aérienne inamovible pour un autre pays que celui qui possède la terre. D'où le nom métaphorique "porte-avions insubmersible".



> fig.23 : La Chine face à la présence des Etats-Unis dans des pays tiers. On remarque ce qui pourrait s'apparenter à un encerclement de la Chine par les Etats-Unis, qui possède une présence militaire tout autour du territoire chinois. La Chine voit cette présence américaine d'un mauvais œil et la considère comme une forme de nouveau containment. Infographie : Damien Corneloup.

sans être aussi proche militairement des Etats-Unis que le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan, se sont rapprochés de Washington pour faire face aux vellétés de domination chinoise, notamment en mer de Chine méridionale. Ainsi, les Philippines ou le Vietnam (pourtant ancien adversaire des Etats-Unis) s'étaient rapprochés de Washington du fait de leurs disputes territoriales avec Pékin. Les Philippines, ancienne colonie américaine, se sont toutefois quelque peu distancés des Etats-Unis sous la présidence du controversé Rodrigo Duterte. Plusieurs pays acceptent le maintien par les Etats-Unis d'une présence militaire sur leur territoire (Singapour, Thaïlande, et encore les Philippines), qui donne à Washington un avantage stratégique dans l'encerclement de la Chine et l'endiguement de sa volonté de contrôle sur les mers d'Asie orientale. A travers l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*), les pays d'Asie du Sud-Est peuvent également faire contrepoids à la puissance chinoise en Asie orientale. Si l'Inde ne fait pas partie de l'Asie orientale, il convient tout de même de citer le pays, puissance démographique et économique montante, comme rival régional de la Chine, avec laquelle il possède plusieurs différends territoriaux. L'Inde est victime à son tour d'une forme d'encerclement, ou du moins de contournement, par la Chine, du fait de la relation soutenue de Pékin avec des pays comme le Pakistan et le Sri Lanka, tous deux inclus dans la stratégie du "collier de

perles” chinois (la voie maritime des “nouvelles routes de la soie”). Certains Etats d’Asie orientale sont restés plus proches de Pékin que de Washington, notamment le Cambodge, ou encore le Myanmar, ce dernier étant un acteur clé pour la Chine dans son accès à l’océan Indien. La Mongolie, du fait de sa proximité historique et politique avec Pékin, est restée proche de la Chine et dépend largement d’elle pour son commerce. Comparé à l’époque soviétique, la Russie n’a aujourd’hui que peu d’influence en Extrême-Orient, mais il apparaît clair qu’elle n’apprécie guère la présence militaire américaine, où que ce soit dans le monde. La Russie et la Chine entretiennent des relations cordiales, et se retrouvent au sein de différentes institutions, notamment l’Organisation de Coopération de Shanghai (OCS, qui regroupe aussi plusieurs pays d’Asie centrale, ex-républiques soviétiques)²⁰⁸.

Dans l’ensemble néanmoins, les Etats d’Asie orientale semblent vouloir conserver des relations avec les deux rivaux. Même les pays alliés militairement aux Etats-Unis entretiennent des relations commerciales importantes avec la Chine, sa diplomatie économique la rendant incontournable, malgré certaines divergences politiques ou idéologiques. Malgré les tensions, aucun pays n’est en conflit ouvert et total avec Pékin contre Washington, ou avec les Etats-Unis contre la Chine. Aucun de ces Etats ne se considère “en guerre” avec l’un ou l’autre de nos acteurs. A l’exception évidente d’un pays, que nous n’avons pas évoqué ici en détail, et dont le rôle dans la rivalité sino-américaine sera l’objet de notre troisième partie : La Corée du Nord.

²⁰⁸ L’OCS est une organisation internationale créée en 2001 qui a pour but de stabiliser les frontières en Asie, de formaliser peu à peu une coopération économique puis sécuritaire et militaire, visant à assurer la sécurité collective des adhérents. La Chine et la Russie sont au centre de cette entente et formalisant par son biais une forme de rapprochement géostratégique que le refus de l’entrée des Etats-Unis et du Japon au sein de l’OCS illustre.

Troisième partie

L'influence de la Corée du Nord et de sa politique nucléaire dans la rivalité sino-américaine en Asie orientale



Ayant déterminé les caractéristiques historico-politiques et stratégiques de la Corée du Nord, ainsi qu'évoqué les spécificités géopolitiques et géostratégiques de la rivalité sino-américaine en Asie orientale, nous pouvons désormais mettre en relation nos trois acteurs et tenter de mesurer l'impact de Pyongyang et de son programme nucléaire sur les relations entre Pékin et Washington dans la région. Nous nous pencherons en détail sur l'utilité, ou le désavantage, que représente la Corée du Nord pour la Chine et les Etats-Unis, et nous verrons comment la politique nucléaire nord-coréenne peut influencer la rivalité entre les deux superpuissances du XXI^e siècle. Nous tenterons également de déterminer si la Corée du Nord, par ses actions et ses politiques, est un facteur de risque important dans une éventuelle opposition entre Pékin et Washington, et si Pyongyang est en mesure de porter préjudice à la stabilité régionale et aux intérêts de la Chine en Asie orientale. Le rôle de la Corée du Nord dans la rivalité sino-américaine est-il déterminant ? Ou bien le danger qu'il incarne est-il à relativiser, et ne représente-t-il simplement qu'un facteur supplémentaire dans une rivalité plus globale ?

I) La Corée du Nord, facteur déstabilisateur ou prétexte utile pour la Chine et les Etats-Unis ?

Affirmer que la Corée du Nord fait figure d'anomalie au sein du concert des nations relèverait de l'euphémisme. Bloqué dans une logique politique qui n'a que peu évoluée depuis la Guerre froide, le pays est l'un des derniers Etats totalitaires de la planète. Mis au ban de la communauté internationale, Pyongyang semble vouloir jouer selon ses propres règles. Refusant de se plier aux sanctions qui l'étouffent, la Corée du Nord poursuit ses objectifs, qui consistent principalement en l'obtention d'un arsenal nucléaire assez puissant pour lui permettre de dissuader quiconque de s'ingérer dans ses affaires intérieures, et par conséquent assurer la survie du régime. La volatilité des négociations engagées avec le régime nord-coréen, et le secret qui entoure ce dernier, rendent les évolutions de la situation nord-coréenne difficiles à prédire. L'attitude et les objectifs poursuivis par la Corée du Nord peuvent apparaître de prime abord comme des facteurs déstabilisateurs pour la Chine et pour les Etats-Unis, dans les objectifs qu'eux-même poursuivent dans la région. Toutefois, il est également apparent que la Corée du Nord présente une utilité intrinsèque pour Pékin comme pour Washington.

1) Chine - Corée du Nord : une relation complexe, entre alliance et méfiance

La Chine et la Corée du Nord, pays limitrophes, ont une relation proche, qui découle d'abord de leur histoire commune. Pays tributaire de la Chine impériale, la Corée a toujours entretenu des relations soutenues avec son géant voisin. La Chine a historiquement joué un rôle de protecteur vis-à-vis de la Corée, la défendant notamment lors de la guerre d'Imjin (1592-1598), alors que le Japon tentait d'envahir la péninsule, et une nouvelle fois durant la première guerre sino-japonaise (1894-1895). En 1950, Pékin est à nouveau venu défendre son voisin face à l'avancée des troupes américaines, sud-coréennes et onusiennes sur la péninsule. Toutefois, les relations entre la Chine et la Corée du Nord post-Guerre de Corée sont complexes, car malgré une proximité historique et idéologique, les objectifs poursuivis par Pyongyang ne correspondent pas forcément aux objectifs régionaux chinois. Mais la Corée du Nord, de par son existence même, possède une utilité certaine dans la vision stratégique de la Chine.

a) Une relation sino-nord-coréenne intime...

“Aussi proche que les lèvres et les dents”, telle aurait été qualifiée la relation entre la Chine et la Corée du Nord par Mao Zedong. Au-delà de la relation historique de vassal tributaire à suzerain bienveillant qui lie les deux pays, il existe une proximité politique et idéologique forte entre Pyongyang et Pékin, qui ont tous deux fait partie du bloc communiste pendant la Guerre froide, et qui malgré les divergences au sein de celui-ci, sont parvenus à maintenir une relation quasi-constante, certes autant par nécessité que par proximité idéologique. Leurs systèmes politiques sont également similaires : les deux pays sont une république communiste dirigée par un Parti unique, même si la RPC a fait évoluer son système au fil des décennies, alors que celui de la RPDC n'a que très peu évolué. Fait important, le sacrifice consenti par la Chine de Mao lors de la Guerre de Corée, pendant laquelle plus de 100 000 “volontaires” ou soldats de l'APL ont perdu la vie, a cimenté une relation de confiance entre les deux Etats, en tout cas dans un premier temps. Cette

relation intime est illustrée notamment par le *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sino-nord coréen*, signé le 11 juillet 1961 par Kim Il-sung et Zhou Enlai. Ce traité prévoit une coopération pacifique entre les deux protagonistes concernant les domaines de la culture, de l'économie, de la technologie ou encore de la défense. L'article deux du traité est particulièrement intéressant, puisqu'il stipule que si l'un des deux pays est attaqué par une nation ou une coalition, l'autre doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'y opposer²⁰⁹. Ils doivent ainsi se porter mutuellement assistance en cas d'agression. Sauf décision contraire de l'une des parties, le traité se renouvelle automatiquement tous les 20 ans, et le dernier renouvellement datant de 2001, celui-ci devrait être renouvelé en 2021. Mais ce traité, plus que par amitié profonde entre la Chine et la Corée du Nord, a été signé d'abord pour dissuader la Corée du Sud d'intervenir militairement au Nord. En effet, seulement deux mois auparavant, Park Chung-hee avait pris le pouvoir à Séoul lors du coup d'Etat militaire du 16 mai et prônait un passage à l'action vis-à-vis de la Corée du Nord. Preuve en est que seulement cinq jours avant la signature du traité avec Zhou Enlai, Kim Il-sung avait signé un traité similaire avec L'Union Soviétique. Économiquement toutefois, les liens entre la Chine et la Corée du Nord sont aujourd'hui bien plus importants qu'entre Pyongyang et Moscou. Même si la RPC est parvenue à s'adapter à un système mondialisé bien mieux que la Corée du Nord, les deux pays gardent des liens économiques forts. En effet, la Chine est de très loin le premier partenaire commercial de la Corée du Nord : 90,3% des importations de Pyongyang proviennent de Chine, et 85,6% de ses exportations sont destinées à la Chine²¹⁰. Après une augmentation fulgurante et un pic en 2014 (6,86 milliards de dollars), l'activité économique entre Pékin et Pyongyang a ralenti du fait des sanctions, atteignant 5,26 milliards de dollars en 2017²¹¹, mais la Corée du Nord continue de dépendre principalement de la Chine pour son développement économique et ses échanges. Toutefois, en 2018, du fait des sanctions sévères prises à l'encontre de Pyongyang, les importations chinoises auraient diminué de 88% et les exportations vers la Corée du Nord auraient baissé de 33%²¹². La Chine permet néanmoins à la Corée du Nord de garder la tête hors de l'eau malgré les sanctions, notamment grâce à l'aide alimentaire et énergétique qu'elle continue à lui fournir, dans un pays où selon les Nations Unies 43% de la population est sous-alimentée ou en état d'insécurité alimentaire. Si le commerce avec la Chine est capital pour la Corée du Nord et la survie de son régime, il est bien moins crucial pour la Chine, pour qui les échanges



> fig.24 : Zhou Enlai (gauche) et Kim Il-sung (droite) à Pékin en 1961. Source : Wilson Center archives

²⁰⁹ Voir **Annexe B** : traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sino-nord-coréen.

²¹⁰ Chiffres 2016 du CIA World Factbook.

²¹¹ Council on Foreign Relations, Korea Trade Investment Promotion Agency.

²¹² OKI Nagai, "North Korea trade shrank significantly in 2018? Beijing says", Nikkei Asian Review, 15 janvier 2019

avec Pyongyang ne représentent que 0,14% de son commerce extérieur²¹³. A titre de comparaison, la Corée du Sud représente environ 7% du commerce extérieur chinois total. La Chine continue donc à soutenir la Corée du Nord, malgré son importance économique dérisoire, et alors que de prime abord on pourrait imaginer que leur proximité politique et idéologique permettrait le maintien de liens forts, leur relation est en réalité plutôt conflictuelle, du fait notamment de l'attitude de Pyongyang et de sa politique nucléaire.

b) ... Que l'attitude de Pyongyang a rendue de plus en plus compliquée

Au vu de la relation sino-nord-coréenne décrite plus haut, il serait possible de croire que les deux pays sont des alliés indéfectibles. En réalité, ce n'est pas tout à fait le cas, et leur relation est beaucoup plus complexe que ne le laisse suggérer les apparences. La relation entre Pyongyang et Pékin n'a jamais été celle d'une amitié profonde et indestructible, et la Chine a souvent désapprouvé des actions de la Corée du Nord, et vice-versa. Dès 1956, soit seulement trois ans après la fin de la Guerre de Corée, des fissures commencent à apparaître dans la relation sino-nord-coréenne, avec "l'incident de la faction d'août". Cet incident désigne la tentative de renversement de Kim Il-sung par des factions pro-chinoise et pro-soviétique lors du plénum du Parti du Travail de Corée (PTC) de 1956. Nikita Krouchtchev, alors premier secrétaire de l'Union Soviétique, voulait rompre avec le stalinisme et le culte de la personnalité mis en place par son prédécesseur, et avait fortement suggéré à Kim Il-sung de faire de même. Devant le refus de Kim de changer ses méthodes et son désir de conserver une indépendance face à la Chine et à l'URSS, deux factions ont tenté de déposer le leader nord-coréen, notamment une pro-chinoise : la faction de Yan'an, prônant un système plus proche du maoïsme. La tentative de putsch sera un échec et Kim Il-sung en sortira grand vainqueur, purgeant les factions jusqu'au dernier homme. On soupçonne que si la tentative de renversement a échoué, c'est notamment du fait de l'important sentiment nationaliste coréen présent chez les jeunes cadres du parti, sur lesquels Kim s'est appuyé. Refusant l'influence chinoise ou soviétique, ils accordaient plus d'importance à la spécificité coréenne de leur socialisme, plutôt qu'à l'internationalisme de l'idéal communiste²¹⁴. A partir de cet événement, Kim Il-sung ne connaît aucune opposition en Corée du Nord (un fait dont nous voyons les conséquences encore aujourd'hui), et parviendra à profiter de la rupture sino-soviétique pour obtenir de l'aide de ses deux géant voisins. Quand Kim Il-sung se rapprochait de l'URSS, cela irritait la Chine, et vice-versa. Dans les années 1960, la Corée du Nord n'a pas hésité à critiquer la Révolution Culturelle et certains membres du PTC auraient même traité Mao Zedong de "*vieux fou*"²¹⁵. Selon un document nord-coréen de mars 1967²¹⁶ : "*Les camarades coréens [en Chine] évoquent des milliers de victimes de cette soi-disant 'révolution', des 'suicides', un 'chaos politique' et un 'chaos économique', et parlent de Mao Zedong comme d'un 'vieux fou ayant perdu la raison'. Ils évoquent également des cas de pression politique et économique sur la RPDC de la part du gouvernement chinois*". La relation sino-nord-coréenne ne s'améliorera qu'au début des années 1970 avec la visite de Zhou Enlai à Pyongyang. Aujourd'hui, la Chine demeure le seul soutien principal de la Corée du Nord, mais leur relation, quoique résiliante, demeure difficile. Pékin a vivement critiqué la saisie par Pyongyang de plusieurs navires de pêche chinois. En 2012 et 2013, la Corée

²¹³ Chiffres 2016 du *China Statistical Yearbook*, National Bureau of Statistics of China. Ce chiffre datant de 2016 et précédant les sanctions mises en place fin 2017, il est possible d'envisager que ce pourcentage est encore plus faible aujourd'hui.

²¹⁴ LANKOV Andrei, *Crisis in North Korea: The Failure of De-Stalinization, 1956*. University of Hawaii Press, 2007, pp. 7-25

²¹⁵ HARRY Kim, "Mythbusters : Beijing Relationship with Pyongyang", Woodrow Wilson International Center, 12 juillet 2017

²¹⁶ "The DPRK attitude toward the so-called 'cultural revolution' in China", Digital Archive, Wilson Center, 7 mars 1967

du Nord a saisi sans permission plusieurs chalutiers chinois, provoquant l'ire de Pékin. En mai 2013, Pyongyang a même demandé une amende de 600 000 yuan (97 600 dollars) pour le retour d'un navire et de son équipage²¹⁷. Par ces actions dirigées à l'encontre de son principal soutien, et qui peuvent paraître irréfléchies, la Corée du Nord a voulu montrer à la Chine son mécontentement par rapport au vote par Pékin des sanctions à l'encontre de Pyongyang. Car c'est bien là que le bât blesse entre les deux pays. Malgré quelques accrocs historiques, la relation sino-nord-coréenne est aujourd'hui détériorée principalement par le programme nucléaire de Pyongyang. La Chine, obsédée par la stabilité à ses frontières, désapprouve des velléités nucléaires de la Corée du Nord, qui font courir un risque non-négligeable à la région. Rappelons que la Chine a voté toutes les sanctions de l'ONU à l'encontre de la Corée du Nord et de son programme nucléaire depuis 1993. La Chine est devenue plus ouvertement critique à ce sujet à partir de 2013, quand le ministre des Affaires étrangères chinois Yang Jiechi a déclaré que la Chine était *“résolument opposée”* à l'essai nucléaire mené par Pyongyang en février 2013²¹⁸. La RPC, membre du TNP, est un fervent défenseur de la non-prolifération, et ne désire pas voir d'autres “pays du seuil” se munir de l'arme nucléaire dans la région pour faire face à Pyongyang (comme le Japon ou la Corée du Sud), ce qui explique en partie sa désapprobation des velléités nucléaires nord-coréennes. En 2016, suite au quatrième test nucléaire nord-coréen, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Hua Chunying avait déclaré que la Chine *“demande instamment à la RPDC de rester fidèle à son engagement en faveur de la dénucléarisation, et de cesser de prendre des mesures qui pourraient aggraver la situation”*²¹⁹. En 2017, suite au puissant sixième essai de Pyongyang, la Chine a voté les sanctions les plus sévères jamais prises à l'encontre de son voisin et suspendu ses importations de charbon en provenance de la Corée du Nord, provoquant la colère du régime. Au cours de l'année 2017, l'agence de presse nord-coréenne KCNA, organe du Parti, n'a pas mâché ses mots vis-à-vis de la Chine. *“Ce pays [la Chine], qui se prétend grande puissance, danse au rythme des Etats-Unis et défend son attitude méprisante en utilisant l'excuse que le but [de la suspension des importations de charbon] n'est pas d'avoir un impact négatif sur le peuple de la RPDC, mais d'enrayer son programme nucléaire”*²²⁰. En réponse aux critiques chinoises vis-à-vis du programme nucléaire nord-coréen, les insultes continuent de fuser tout au long de l'année. En mai 2017, KCNA va encore plus loin et écrit : *“Une multitude de remarques absurdes et irréfléchies sont maintenant entendues chaque jour de la part de la Chine, dans le seul but de rendre cette mauvaise situation encore plus difficile. La Chine ferait mieux de réfléchir aux conséquences graves qu'entraînent ses actes irresponsables, qui menacent d'abattre le pilier des relations entre la Chine et la RPDC. [...] Elles [les sanctions] sont une menace non-dissimulée à l'encontre d'un pays voisin honnête avec qui la Chine a une longue histoire et une longue tradition d'amitié. La RPDC ne suppliera jamais pour le maintien de l'amitié avec la Chine”*²²¹. La colère apparente de Pyongyang trahit également, par une posture très défensive, une certaine insécurité. La Corée sait à ce-moment là que l'étau se resserre : en parallèle au développement important de ses capacités nucléaires à cette période, les sanctions commencent à s'aggraver. La tension entre Pékin et Pyongyang ne retombera qu'en 2018, lors de la période

²¹⁷ JOURDAN Adam, “China seeks release of fishing boat seized by North Korea”, Reuters, 19 mai 2013

²¹⁸ XU Weiwei, “China ‘firmly’ opposes North Korea’s nuclear test”, Morning Whistle, 13 février 2013

²¹⁹ “China ‘firmly’ opposes North Korea’s nuclear test”, Xinhua News Agency, 6 janvier 2016

²²⁰ CONNOR Neil, “North Korea says old ally China ‘dancing to the tune of the US’ with coal ban”, The Telegraph, 24 février 2017

²²¹ BRUNNSTROM David, “North Korean media issues rare criticism of China over nuclear warnings”, Reuters, 3 mai 2017

de détente et la première rencontre entre Kim Jong-un et Xi Jinping, mais la situation entre les deux pays demeure assurément complexe. Si la Corée du Nord ne représente pas un avantage économique significatif pour la Chine, et, ajouté à cela, irrite la Chine par ses attitudes et ses politiques, pourquoi donc Pékin continue-t-il à soutenir Pyongyang ? Outre la proximité historique entre les deux pays, la réponse se trouve principalement dans l'utilité stratégique que représente pour l'Empire du Milieu l'existence même de la Corée du Nord telle que nous la connaissons, notamment face à la présence américaine en Asie du Nord-Est.

c) *La Corée du Nord comme Etat-tampon ou voisin à risque : le dilemme chinois*

Malgré les différends qui les opposent et les tensions qui affectent leur relation, la Corée du Nord telle qu'elle est aujourd'hui possède une utilité stratégique capitale pour la Chine. Rappelant les principes stratégiques d'une Chine impériale qui voulait s'entourer d'Etats tributaires formant un glacis de protection contre les "barbares", la Corée du Nord joue un rôle d'Etat-tampon entre le territoire chinois et une Corée du Sud alliée des Etats-Unis, et où sont stationnés près de 24 000 soldats américains. Aux yeux de la Chine, la Corée du Nord comme les Etats-Unis sont des pays potentiellement déstabilisateurs pour la région, mais Pékin préfère avoir à ses frontières une Corée du Nord qu'elle peut influencer et qui ne remet pas en cause sa suprématie régionale, plutôt qu'une présence américaine potentiellement dangereuse et humiliante pour la puissance chinoise. La Corée du Nord joue donc un rôle stratégique crucial pour la Chine, qui a tout intérêt à voir le pays se maintenir pour limiter l'influence américaine dans la région. Paradoxalement, c'est aussi la menace que représente cette Corée du Nord qui permet aux Etats-Unis de justifier leur présence en Asie du Nord-Est. Nous y reviendrons. Selon le politologue chinois Shi Yinhong, professeur de relations internationales à l'université de Pékin : "*La Chine possède encore un intérêt vital dans la conservation de sa 'relation stratégique', façonnée par des caractéristiques historiques et géographiques, avec la Corée du Nord, dans l'environnement sécuritaire complexe au sein duquel la Chine évolue. Cela incluant une rivalité sino-américaine grandissante, une intensification de la confrontation avec le Japon et des relations politiques encore compliquées avec la Corée du Sud et Taïwan*"²²². La Corée du Nord joue donc pour Pékin un rôle de contrepoids dans une Asie du Nord-Est où la Chine se retrouverait isolée face au Japon, à la Corée du Sud et surtout face aux Etats-Unis. La Chine préférerait ne pas avoir une Corée du Nord hostile à ses frontières, et préférerait éviter que le processus de dénucléarisation qu'elle soutient endommage gravement sa relation avec Pyongyang, mais elle estime que la dénucléarisation de la péninsule est une condition *sine qua non* à la stabilité régionale. Toutefois, elle a besoin que la Corée du Nord reste indépendante et ne tombe pas aux mains des Américains ou d'une Corée du Sud alliée des Etats-Unis. La RPC est néanmoins partagée dans sa relation stratégique avec la Corée du Nord, car son téméraire voisin présente en effet un risque certain pour la sécurité régionale et pour la prolifération nucléaire dans le monde. La Chine préfère avoir la Corée du Nord comme pays limitrophe plutôt que des soldats américains à ses frontières. Elle pense pouvoir influencer Pyongyang, mais en réalité, Pékin n'a que peu d'impact sur les politiques nord-coréennes. Revendiquant son indépendance, Pyongyang ne suit pas les conseils de la Chine, et ne les a d'ailleurs jamais suivis. La capacité d'influence de Pékin sur la Corée du Nord est en réalité très limitée, preuve en est que Pyongyang a réussi à développer un arsenal nucléaire conséquent contre la volonté chinoise. La Corée du Nord, si elle venait à déclencher un conflit nucléaire ouvert en Asie orientale, ferait courir des risques bien

²²² SHI Yinhong, "Painful Lessons, Reversing Practices and Ongoing Limitations : China facing North Korea since 2003", dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 17-37, p. 27

plus importants à la Chine que la simple présence régionale américaine, d'où la volonté de Pékin de calmer les ardeurs de Kim Jong-un. Selon le politologue chinois Zhu Feng, professeur à l'université de Nankin : *“Les actions de la Corée du Nord ont des implications immenses pour la sécurité nationale chinoise et la sécurité régionale au sens large, [mais] la conviction persistante du gouvernement chinois dans l'utilité de la Corée du Nord comme Etat-tampon explique l'absence de changements fondamentaux dans les politiques chinoises, et ce malgré une augmentation spectaculaire du coût sécuritaire de ce choix stratégique. [...] Les dirigeants chinois continuent de voir la Corée du Nord comme un atout sécuritaire”*²²³. Idéalement, la Chine désirerait le maintien d'une Corée du Nord libre de toute influence américaine, mais pacifique et non-nucléarisée, permettant le maintien de la stabilité régionale, objectif cher à la Chine. Au sujet de la réunification coréenne, la Chine préférerait donc que le *statu quo* actuel se maintienne, mais certains intellectuels et diplomates chinois, devant l'attitude belliqueuse de Pyongyang, auraient approuvé l'idée d'une réunification par Séoul, à condition que les troupes américaines ne franchissent pas le 38^e parallèle et demeurent au sud de la péninsule²²⁴, mais ces affirmations demandent encore à être confirmées officiellement. Le dilemme concernant l'attitude à adopter face à la Corée du Nord existerait donc même au sein du PCC, qui somme toute apparaît pour l'instant plus réactif qu'actif vis-à-vis du problème nord-coréen. *“La volonté chinoise de jouer un rôle positif dans la recherche d'une solution convenable à toutes les parties dépendra en grande partie de l'analyse faite par Pékin de la valeur, des coûts et des bénéfices, que représente la Corée du Nord pour la Chine. Cette valeur dépendra elle-même de l'évaluation faite par les dirigeants chinois du risque sécuritaire que représente pour la Chine le comportement du régime nord-coréen”*²²⁵. La Chine ne désire donc ni pousser la Corée du Nord dans ses derniers retranchements et risquer son effondrement, ni la laisser développer un arsenal nucléaire dangereux pour la stabilité régionale. Pékin essaye donc de garder au maximum Pyongyang sous contrôle, tout en agissant comme la perfusion qui maintient le pays à flots. Selon Shi Yinhong, *“la Chine a recherché, à travers des années de succès partiels et de frustration, un équilibre difficile entre les intérêts suivants : (1) assurer la paix et une stabilité jugée essentielle sur la péninsule coréenne; (2) favoriser la dénucléarisation de la Corée du Nord; (3) tenter de préserver une relation d'influence avec la Corée du Nord; (4) aider à empêcher l'effondrement ou l'incapacité du régime de Pyongyang, duquel résulterait un chaos phénoménal en Corée du Nord, qui pourrait pousser des dizaines de milliers de réfugiés à traverser la frontière chinoise et donner lieu à des luttes de pouvoir au sein des pays voisins au sujet de la Corée du Nord, ce qui se révélerait dangereux pour toute la région”*²²⁶. En effet, si la Chine désire la stabilité de la Corée du Nord et de la péninsule coréenne en général, c'est non seulement pour conserver l'atout stratégique que représente cet Etat-tampon, mais aussi parce que Pékin s'inquiète du chaos qui résulterait d'un effondrement du pays et des conséquences que celui-ci aurait sur la Chine et ses intérêts. La Chine ne désire pas l'effondrement de la Corée du Nord, mais surtout elle ne désire pas en être considérée comme responsable par l'application de sanctions trop violentes. En effet, une crise migratoire qui verrait la venue en masse de réfugiés nord-coréens vers la Chine serait d'autant

²²³ ZHU Feng, “North Korea's security implications for China”, dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 37-64, p. 37

²²⁴ EPSTEIN Marc, “Corée du Nord : Pourquoi la Chine ne bougera pas (ou alors pas tout de suite)”, L'Express, 9 avril 2013

²²⁵ ZHU Feng, “North Korea's security implications for China”, *op. cit.*, p. 37

²²⁶ SHI Yinhong, “Painful Lessons, Reversing Practices and Ongoing Limitations : China facing North Korea since 2003”, *op. cit.*, p. 18

plus difficile à gérer si ces réfugiés considèrent Pékin comme responsable de l'effondrement de leur pays, ce par l'application de sanctions ou le manque d'aide accordé à la Corée du Nord. En plus d'une crise migratoire, il serait donc possible de voir apparaître une crise sécuritaire et des violences, notamment dans le nord-est de la Chine, où vit déjà une minorité importante de Coréens (chaoxian minzu, 朝鲜民族). “ Elle [la peur d'un effondrement de Pyongyang] est liée à la perte de la Corée du Nord comme Etat-tampon stratégique, à un possible afflux de réfugiés que entrainerait une hausse des activités criminelles, ainsi qu'à un irrédentisme le long de la frontière”²²⁷. Pékin espère donc une dénucléarisation pacifique de la péninsule qui lui permettrait de conserver des relations avec Pyongyang, mais qui surtout permettrait de maintenir la stabilité régionale et d'éviter de se retrouver avec un voisin chaotique juste de l'autre côté du fleuve Yalu. Au sein même de la classe dirigeante chinoise, les avis divergent sur l'attitude à adopter pour garder Pyongyang sous contrôle et assurer la stabilité régionale. Selon Zhu Feng, on peut distinguer quatre “écoles” : les “nationalistes”, qui croient encore à une relation “comme les lèvres et les dents” et prônent de défendre la Corée du Nord envers et contre tout ; les “réalistes” sont majoritaires et recommandent le maintien d'une relation sino-nord-coréenne pour conserver l'avantage stratégique que représente la Corée du Nord comme Etat-tampon face aux Etats-Unis ; les “internationalistes” qui reconnaissent les effets négatifs de Pyongyang sur la Chine et préconisent d'influencer et de pressuriser la Corée du Nord pour la faire changer d'attitude ; et les “libéralistes”, qui prônent une rupture totale de la relation avec le régime nord-coréen, même pour raisons stratégiques²²⁸. Ces différentes écoles démontrent bien le dilemme que représente la Corée du Nord pour la Chine, et trahit l'indécision chinoise à ce sujet. La Corée du Nord a par maintes fois montré qu'elle ne voulait pas se laisser contrôler par une puissance extérieure, même la Chine, et là est toute la difficulté pour Pékin. La relation entre Pyongyang et Pékin est assurément complexe, et toute la question pour la Chine est de savoir si “le jeu en vaut la chandelle”, si l'importance stratégique de la Corée du Nord face aux Américains et leurs alliés supplante le risque que le pays fait courir pour la stabilité régionale. Incidemment, c'est aussi une question que les Etats-Unis se posent dans leur relation avec la Corée du Nord en Asie orientale.

2) Pyongyang, bête noire ou “idiot utile” des Américains en Asie du Nord-Est ?

Comme pour la Chine, les relations entre la Corée du Nord et les Etats-Unis sont complexes, quoique beaucoup moins ambiguës. La relation est évidemment bien plus violente qu'avec Pékin, puisqu'elle a été déterminée en grande partie par la Guerre de Corée, qui a vu les deux pays s'affronter face à face. Les deux pays se considèrent principalement comme des “ennemis”, et n'ayant que très peu de liens historiques pré-1950, ni aucune proximité politique, idéologique ou culturelle, il est logique que leur relation soit moins développée (et moins ambiguë) que celle entre Pyongyang et Pékin. Toutefois, la relation entre Washington et Pyongyang n'en est pas moins particulière et pertinente, puisque les Etats-Unis demeurent une obsession pour le régime nord-coréen depuis la guerre, et les Américains, en retour, s'intéressent de près à un programme nucléaire nord-coréen qu'ils essayent d'entraver. Nous verrons que, comme pour la Chine, la

²²⁷ ZHU Feng, “North Korea's security implications for China”, *op. cit.*, p. 38

²²⁸ *Ibid.*, p. 41

Corée du Nord peut aussi posséder aussi une utilité stratégique pour les Etats-Unis, notamment dans son opposition à Pékin en Asie Orientale.

a) *L'opposition Pyongyang-Washington, des décennies de tensions et d'invectives*

Affirmer que les relations entre Washington et Pyongyang sont conflictuelles relèverait de l'euphémisme. En effet, leurs rapports ont le plus souvent été exécrables, malgré quelques périodes de détente, notamment au début des années 1990 et depuis la première rencontre Trump-Kim en 2018. La Corée du Nord considère les Etats-Unis comme les principaux responsables du million de victimes nord-coréennes lors de la Guerre de Corée, et dans un but de propagande, le régime nord-coréen a créé un récit fantasmé autour des Etats-Unis, les présentant comme un “monstre” dont les atrocités commises auraient été sans égales. La Corée du Nord est parvenue à maintenir vivante une haine farouche des Américains à travers plusieurs générations de Nord-coréens, via une propagande active et efficace. Pour la Corée du Nord, plus concrètement, les Etats-Unis sont une gêne car ils empêchent la réunification coréenne par leur présence en Corée du Sud, et surtout sont une menace permanente à l'existence même de la Corée du Nord et de son régime. Après la fin de la Guerre de Corée, il y a eu très peu de contacts entre Washington et Pyongyang, et les faits les plus marquants demeurent la capture du navire américain USS Pueblo en 1968 et la destruction d'un avion américain EC-21 en 1969 alors que les tensions étaient au plus haut et que l'on craignait une nouvelle Guerre de Corée. En 1976, deux soldats américains sont tués à la hache par des Nord-Coréens sur la DMZ, et l'escalade est



> fig.25 : Kim Il-sung (centre) et l'ancien président américain Jimmy Carter (droite) à Pyongyang en 1994, lors des négociations qui aboutiront à “l'accord-cadre”. Source : Carter Center

évitée de justesse grâce aux excuses de Kim Il-sung²²⁹. Outre ces incidents, les relations entre les deux pays sont quasi-inexistantes jusqu'à la chute de l'URSS. Dans les années 1990, ce sont les soupçons d'un programme nucléaire militaire nord-coréen qui vont à nouveau tendre les relations entre les deux pays, malgré la tentative de normalisation des relations et “l'accord-cadre” de 1994²³⁰. L'échec de cet “accord-cadre” résulte autant de la volonté de la Corée du Nord de poursuivre en secret son programme nucléaire militaire que de l'incapacité de l'administration Clinton à préserver et consolider cet accord, notamment à cause du congrès américain,

dirigé par un Parti Républicain dont la position envers Pyongyang était beaucoup plus sévère, et s'opposant à des négociations avec un adversaire jugé indigne de confiance. La confirmation de la poursuite de l'enrichissement d'uranium par la Corée du Nord, l'inclusion du pays dans le fameux “axe du mal” par le président américain George W. Bush en 2002, puis le retrait de Pyongyang du TNP en 2003 verront un regain significatif des tensions entre les deux pays, avec pour point culminant le premier essai nucléaire nord-coréen en 2006. Le 23 janvier 2003, un officiel américain aurait déclaré au sujet des objectifs envers la Corée

²²⁹ GAWTHORPE Andrew, “The Ford Administration and Security Policy in the Asia-Pacific after the Fall of Saigon”, *The Historical journal*, n° 52.3, Cambridge University Press, 2009, pp. 697-716

²³⁰ De nombreux termes cités ici à titre d'exemple sont expliqués de manière plus explicite dans la première partie : 1) La Corée du Nord et sa Politique Nucléaire.

du Nord : *“En premier lieu, le changement de régime. Il n’est pas nécessaire qu’il résulte d’une intervention militaire, mais cela pourrait être le cas”*²³¹. Un commentaire qui a horrifié Pyongyang, renforçant son sentiment que se doter de l’arme nucléaire était indispensable. A cette époque, les Etats-Unis auraient même envisagé des frappes préventives sur les installations nucléaires nord-coréennes²³², mais celles-ci ne se sont pas faites, remplacées par l’initiative diplomatique des “pourparlers à six”, qui eux-même se révéleront être un échec après le second essai nucléaire de 2009. Selon l’économiste politique américain Nicholas Eberstadt : *“Cette administration [Bush] n’a pas de stratégie nord-coréenne depuis son entrée en fonction. Ils ont une attitude envers Kim Jong-il -négative- et ont une attitude envers l’obtention d’armes nucléaires par la Corée du Nord -négative. Mais ils n’ont pas de stratégie cohérente permettant de transformer ces attitudes en des résultats concrets”*²³³. A noter également qu’à l’époque les Etats-Unis sont lourdement engagés au Moyen-Orient, qui occupait davantage leur attention, et il est possible que Washington ne désire pas ouvrir un nouveau front en Asie. Quoiqu’il en soit, l’incapacité des Etats-Unis, mais aussi de la Chine et des autres pays présents aux pourparlers, à avoir un effet coercitif sur les vellétés nucléaires nord-coréennes auront permis à Pyongyang de continuer à enrichir son uranium et d’obtenir la bombe. L’administration Obama, malgré la tentative d’une politique de main tendue lors du premier mandat de Barack Obama, ne rencontrera pas beaucoup plus de succès, et la passation de pouvoir entre Kim Jong-il et Kim Jong-un n’apaisera pas les tensions. En 2013, Kim Jong-un déclarait même que *“des fusées étaient prêtes à être tirées vers des bases américaines du Pacifique”*²³⁴. En retour, le Secrétaire d’Etat John Kerry avait prévenu que *“la Corée du Nord ne sera jamais acceptée comme puissance nucléaire, et un tir de missile de sa part serait une énorme erreur”*²³⁵. Evidemment, les échanges de menaces et d’insultes entre les deux pays sont bien trop nombreuses pour toutes les citer ici, mais il convient de préciser qu’elles sont régulières. Les choses évolueront davantage sous la présidence de Donald Trump, qui a jusqu’ici rencontré Kim Jong-un à trois reprises, fait historique inédit, même si les deux pays n’entretiennent toujours pas de relations diplomatiques officielles. Avant la détente de 2018, les tensions étaient toutefois au plus haut, et les insultes fusaient entre les deux leaders, faisant craindre une intervention américaine. La relation est donc très conflictuelle entre les deux pays, et les Etats-Unis ont même à plusieurs reprises envisagé d’intervenir en Corée du Nord pour tenter d’empêcher le régime nord-coréen d’obtenir la bombe. Au final, les Etats-Unis ne sont pas entrés en conflit ouvert avec Pyongyang et ce dernier a réussi en louvoyant entre les menaces à développer un arsenal nucléaire loin d’être négligeable. Un des arguments avancés pour expliquer ce résultat est que l’indécision et le manque de clarté dans la stratégie nord-coréenne des Etats-Unis aurait permis à la Corée du Nord de poursuivre son programme nucléaire.

b) Pour les Etats-Unis, une stratégie nord-coréenne multiple mais sans résultats tangibles ?

Les Etats-Unis ne semblent pas avoir, depuis la fin de la Guerre de Corée, de stratégie à long terme constante au sujet de la Corée du Nord, et apparaissent davantage comme étant dans la réaction vis-à-vis des actions et

²³¹ CHA Victor, *Nuclear North Korea, A debate on Engagement Strategies*, op. cit., p. 144

²³² KIM Sung-chull, *North Korea and Nuclear Weapons*, op. cit., pp. 33-39

²³³ EBERSTADT Nicholas, cité par PAN Esther, “US may shift strategy on North Korea”, Council on Foreign Relations, 24 mai 2006

²³⁴ MACASKILL Ewen, “US warns North Korea of increased isolation if threats escalate further”, The Guardian, 3 avril 2013

²³⁵ “Nuclear North Korea unacceptable, Kerry says”, CNN, 13 avril 2013

provocations de Pyongyang. Officiellement, les Etats-Unis soutiennent la dénucléarisation pacifique de la Corée du Nord et tentent d'apaiser la situation par des propositions de négociations, comme par exemple l'offre d'une aide alimentaire accrue à Pyongyang en échange de l'arrêt des provocations militaires et du programme nucléaire, mais la stratégie américaine est bien plus complexe et surtout moins évidente. La dénucléarisation semble être la priorité principale des Américains, mais on constate que les résultats ont été jusque là plus que mitigés. Ni les nombreuses initiatives diplomatiques des Etats-Unis (pourparlers à six, "accord-cadre", main tendues, rencontres au sommet...), ni à l'inverse leurs tentatives coercitives (sanctions du CSNU ou unilatérales) n'ont pour l'instant permis la dénucléarisation du pays et l'arrêt total du programme nucléaire nord-coréen. Cette stratégie qui consiste à balancer constamment entre le "carotte" et le "bâton" n'a pas montré de résultats satisfaisants, et certains analystes prônent aujourd'hui une ligne plus claire et moins changeante. Certes, la non-reconnaissance mutuelle et le manque de canaux diplomatiques officiels rendent les négociations et les échanges entre Pyongyang et Washington d'autant plus compliqués, mais les Etats-Unis ont parfois été accusés de n'avoir aucune réelle "stratégie nord-coréenne" cohérente, et d'avoir une vision trop "binaire" du problème nord-coréen : obtenir la dénucléarisation complète soit par le conflit ("*hardline strategy*"), soit par une négociation soutenue et ininterrompue ("*engagement strategy*"). L'indécision et le manque de ligne ferme vis-à-vis de la Corée du Nord peut s'expliquer par le fait que les Etats-Unis sont réellement partagés sur la stratégie à adopter. Entre une stratégie plus belliqueuse et une stratégie plus douce, les Américains se demandent encore laquelle serait la bonne, ou du moins la plus efficace. *"Plusieurs analystes - en écho avec ce qui semble être un consensus au sein de la communauté du renseignement américain - soutiennent que le régime nord-coréen ne consentira jamais à abandonner ses armes nucléaires, et questionnent la viabilité de l'objectif de dénucléarisation complète poursuivi par les Etats-Unis et consacré par les multiples résolutions du CSNU. Pour les partisans de la ligne dure, l'histoire démontre que négocier avec la Corée du Nord n'a pas, ou peu, d'utilité, et que les politiques mises en place par les Etats-Unis devraient avoir pour objectif le renversement du régime ou bien sa capitulation"*²³⁶. Toutefois, les partisans de la stratégie d'engagement ont d'autres arguments : *"Des voix plus modérées assurent que la négociation avec la Corée du Nord a ses mérites, même si celle-ci ne mène pas à la dénucléarisation, car la diplomatie peut aider à ralentir ou geler les avancées techniques de l'arsenal nucléaire nord-coréen et réduire la perspective d'un conflit. [...] Les partisans de la stratégie d'engagement affirment que ce sentiment d'insécurité constant pousse la Corée du Nord à développer ses armes nucléaires, et qu'offrir à Pyongyang des garanties sécuritaires et des opportunités de réformes et d'intégration au système international permettra de briser le cycle de tensions et de menaces sur la péninsule coréenne"*²³⁷. L'argument ici étant que même si elle n'amène pas à une dénucléarisation, les négociations sont importantes car elles permettent d'éviter une éventuelle aggravation de la situation. Le débat sur la stratégie à adopter remet aussi en cause la priorisation de l'aspect nucléaire de la relation Washington-Pyongyang au détriment d'autres facteurs importants. *"Cette diplomatie visant uniquement le programme nucléaire a conduit les Etats-Unis à déprioriser les efforts visant à remédier aux violations systématiques des droits de l'Homme en Corée du Nord, et par conséquent contribuer à légitimer un régime brutal et indigne de confiance"*²³⁸.

²³⁶ WERTZ Daniel, "The US, North Korea and Nuclear Diplomacy", The National Committee on North Korea, octobre 2018

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*

Une autre stratégie consisterait en une “réponse graduée définie” et l’utilisation de tactiques dites de “zone-grise”. Ces tactiques désignent le maintien d’un état intermédiaire entre la guerre et la paix (“conflit limité”) dans le but d’influencer les actions de l’adversaire. Des tactiques qui seraient déjà utilisées par la Corée du Nord, qui use régulièrement de provocations sans franchir la ligne rouge qui mènerait à un conflit ouvert. *“Au fil du temps, l’absence de mesures concertées face au comportement de Pyongyang alimente la perception de ce dernier selon laquelle opérer dans cette ‘zone grise’, en accentuant l’ampleur et le rythme des provocations lorsque les négociations se heurtent à un obstacle, lui permet de savoir quelle attitude adopter face à Washington. Pour pouvoir changer cette attitude de la Corée du Nord, les Américains ont besoin de leur propre stratégie de ‘zone grise’, même si Washington continue officiellement à œuvrer pour une dénucléarisation complète. L’objectif principal serait donc d’influencer la prise de décision de Pyongyang, plutôt que de tenter de lui retirer sa capacité de choisir la force brute”*²³⁹. La mise en place concrète de ces tactiques passerait par des réponses punitives diversifiées et graduées selon le niveau de provocation de Pyongyang. Une provocation de niveau inférieur (rhétorique agressive, essai de missiles de courte portée...) entraînerait une réponse diplomatique ou économique, tandis qu’une provocation de niveau supérieur (essai nucléaire ou lancement d’ICBM), entraînerait une réponse plus sévère (mise en place de sanctions, reprise des exercices militaires conjoints...). Surtout, cette stratégie préconise de ne pas revenir à la table des négociations à chaque provocation ou à chaque offensive de charme de la Corée du Nord pour tenter l’apaisement (comme on a pu le voir par le passé), mais plutôt d’accentuer constamment la pression sur Pyongyang par des réponses adaptées, pour finalement parvenir à influencer ses décisions et mettre en échec sa propre stratégie de “zone grise”. Plutôt que d’œuvrer à la dénucléarisation par une approche binaire “*hardline*” ou “*engagement*”, il faudrait y œuvrer justement en mettant de côté la dénucléarisation et en poussant la Corée du Nord à faire ce choix elle-même, voyant qu’elle n’a plus aucun levier d’influence sur de nouvelles négociations. Une stratégie intéressante mais qui implique que, non seulement les Etats-Unis, mais aussi d’autres Etats jouent le jeu, ce qui n’est pas certain concernant des pays comme la Chine ou la Russie. Les Etats-Unis ont donc beaucoup réfléchi à l’approche à adopter face à la Corée du Nord, mais quoi qu’il en soit, le résultat est là, et la Corée du Nord est aujourd’hui une puissance nucléaire indéniable avec laquelle il faut traiter. Mais il est évident que ce résultat ne dépend pas seulement de l’indécision américaine sur les politiques à adopter. Pourrait-il également être la conséquence d’un soutien chinois au maintien de la Corée du Nord, qui dissuaderait Washington ? Ou bien les Etats-Unis eux-mêmes auraient-ils un intérêt stratégique à voir la Corée du Nord demeurer telle quelle en Asie du Nord-Est ?

c) *La Corée du Nord, prétexte utile des Etats-Unis pour justifier leur présence en Asie et contrer leur véritable rival : La Chine*

Malgré le débat qui existe aux Etats-Unis sur la ligne à suivre dans sa stratégie nord-coréenne, Pyongyang peut indéniablement représenter un avantage stratégique intrinsèque pour Washington. Certes, la Corée du Nord représente une menace sécuritaire indéniable, mais, comme pour la Chine, il est possible d’argumenter que la Corée du Nord, par son existence même, possède une utilité stratégique certaine pour les Etats-Unis. Pour justifier sa présence militaire en Asie du Nord-Est, en particulier au Japon et en Corée du Sud, Washington a besoin de déterminer et définir une menace régionale. Sinon, sa présence pourrait être jugée

²³⁹ KIM DUNYEON et WRIGHT NICHOLAS, “The US needs a gray-zone strategy against North Korea”, Foreign Policy, 14 mai 2019

illégitime et inutile, et par conséquent créer des tensions supplémentaires avec un acteur comme la Chine, qui pourrait se sentir directement visé par la présence américaine (ce qui est déjà en partie le cas, notamment au vu de la réaction chinoise à l'installation de batteries anti-missiles THAAD en Corée du Sud). La Corée du Nord, agressive, totalitaire, et farouchement anti-américaine, représente donc le prétexte idéal au maintien de la présence militaire des Etats-Unis dans la région, car elle est présentée comme un risque sécuritaire majeur. Cette hypothèse reste toutefois du domaine de la spéculation, car elle n'a jamais été confirmée ou infirmée par les Américains, mais elle fait sens dans le cadre d'un basculement des intérêts américains, militaires et économiques, vers l'Asie. La dénucléarisation complète de la Corée du Nord pourrait également délégitimer la présence américaine en Asie, ce qui expliquerait le fait que les Etats-Unis ne se soient jamais décidés à intervenir en Corée du Nord pour l'empêcher d'obtenir l'arme nucléaire à une époque où ils envisageaient de le faire. Toutefois, il est clair que les Etats-Unis souhaitent aujourd'hui contenir le développement du programme nucléaire nord-coréen, notamment à travers les sanctions mises en place, car si la Corée du Nord devient trop puissante et trop agressive elle risque la déstabilisation d'une région dans laquelle les Américains possèdent des intérêts importants. Outre ces considérations stratégiques, la relative passivité des Etats-Unis vis-à-vis de la Corée du Nord peut s'expliquer par d'autres facteurs : le "soutien" chinois au maintien de la Corée du Nord dissuade les Etats-Unis d'intervenir, et la faiblesse des intérêts économiques des Etats-Unis en Corée du Nord même ne justifie pas le risque que représenterait une intervention. Les Etats-Unis soutiendraient probablement un changement de régime en Corée du Nord si celui-ci arrivait, mais il apparaît peu probable qu'ils soient proactifs à ce jour dans le renversement du régime nord-coréen. Aux yeux des Américains également, une réunification de la Corée par le Sud serait bienvenue, mais la stratégie chinoise, qui consiste à maintenir la Corée du Nord comme Etat-tampon, rend cette perspective improbable à court terme, surtout si la Corée du Sud demeure alliée militairement aux Etats-Unis. C'est pourquoi la meilleure stratégie à court terme pour Washington serait donc de contenir la Corée du Nord, de tenter d'enrayer au maximum son programme nucléaire, tout en profitant de son existence pour tenter de bénéficier d'un motif de justification pour la présence des ses troupes dans la région, mais aussi et surtout pour bénéficier d'un avantage stratégique vis-à-vis de son rival chinois. Si la Corée du Nord fait certes office de prétexte idéal au maintien de la présence américaine en Asie du Nord-Est, il apparaît clair que son utilité principale pour les Etats-Unis serait de maintenir une forme de pression sur la Chine toute proche, qui représente une menace bien plus importante pour la suprématie américaine que la Corée du Nord. La présence d'installations militaires de surveillance et de défense en Asie du Nord-Est permet de donner aux Américains un avantage non négligeable dans la rivalité qui l'oppose à la Chine, mais pour éviter de trop froisser son premier partenaire économique, la Corée du Nord représente pour Washington la menace idéale permettant de justifier cette présence. Pyongyang serait donc "l'idiot utile" des Etats-Unis dans la région, qui profiteraient de la menace nord-coréenne pour maintenir un levier d'influence sur leur véritable rival, la Chine. Toutefois, il serait également possible d'argumenter que les Etats-Unis n'ont pas vraiment besoin de la Corée du Nord pour justifier leur présence en Asie, car l'attitude de Pékin en mer de Chine et la rivalité qui l'oppose à Washington est déjà un prétexte suffisant pour légitimer sa présence dans la région. Il existe néanmoins un contre-argument : les tensions en mer de Chine se déroulant principalement en Asie du Sud-Est, elles ne justifient pas la présence américaine en Asie du Nord-Est. L'utilité stratégique de la Corée du Nord comme "prétexte" semble donc significative. Toutefois, cette stratégie de "l'idiot utile" est une stratégie risquée, puisque, plus la Corée du Nord se maintient, plus ses capacités nucléaires progressent.

Aujourd'hui, les missiles balistiques nord-coréens sont théoriquement capables d'atteindre une grande partie du territoire américain, et la menace nord-coréenne ne peut désormais plus être utilisée comme un simple prétexte, mais représente une menace réelle pour les Etats-Unis, qui vient s'ajouter à celle que représentait déjà la montée en puissance chinoise. Cela explique peut-être en partie le changement de stratégie vis-à-vis de la Corée du Nord en 2018. Les Etats-Unis, même si l'existence de la Corée du Nord possède éventuellement pour eux une utilité stratégique, n'espéraient pas que le pays développe de telles capacités nucléaires, qui aujourd'hui désavantagent Washington au delà même de l'Asie orientale.

L'existence et le maintien de la Corée du Nord en tant que telle seraient donc déterminés en partie par cette opposition entre Pékin et Washington, chacun voyant en la Corée du Nord un atout stratégique permettant de conserver un avantage sur l'autre. Toutefois, les attitudes belliqueuses de la Corée du Nord ne satisfont aucune des deux parties, qui craignent le potentiel déstabilisateur de Pyongyang et de son arsenal nucléaire dans la région, qui pourrait non seulement nuire à leurs intérêts, mais aussi être un facteur de détérioration de la relation entre la Chine et les Etats-Unis.

II) Le risque nucléaire nord-coréen et son impact sur la rivalité sino-américaine

L'aspect de la politique nord-coréenne qui a le plus d'impact sur la rivalité sino-américaine reste bien entendu son programme nucléaire. Washington comme Pékin s'opposent à ce programme nucléaire nord-coréen et à son développement, mais celui-ci recèle des implications sécuritaires qui font courir le risque d'une opposition frontale entre les deux superpuissances. Les deux pays tentent de parvenir à la dénucléarisation de la Corée du Nord en suivant leur propre logique et leurs propres intérêts stratégiques, et cela en essayant de ne pas se laisser entraîner dans la spirale mortelle que représenterait un conflit régional nucléaire provoqué par les agissements de Pyongyang.

1) Pékin et Washington à l'épreuve du nucléaire nord-coréen : malgré la menace, des stratégies divergentes

Le programme nucléaire nord-coréen a la particularité intéressante d'avoir la capacité d'influencer positivement ou négativement la rivalité sino-américaine en Asie orientale. Les deux pays étant opposés à la poursuite des velléités nucléaires de Pyongyang, il existe la possibilité d'une entente qui pourrait rapprocher les deux rivaux dans la recherche d'un but commun. Toutefois, les approches mises en place pour atteindre cet objectif diffèrent parfois grandement, et Pékin comme Washington ont une vision bien spécifique de cette dénucléarisation, qui doit se faire en accord avec les intérêts stratégiques de chacun. Un objectif difficile à réaliser, sachant que la dénucléarisation n'est pas le seul facteur déterminant d'une rivalité sino-américaine de plus en plus apparente.

a) *Les implications sécuritaires du nucléaire nord-coréen dans la rivalité sino-américaine*

Du programme nucléaire nord-coréen découlent de nombreuses implications sécuritaires en Asie orientale, et même au-delà, aussi bien pour la Chine que pour les Etats-Unis, et notamment dans le cadre de leur rivalité. Même si Pékin n'est pas directement visé par les provocations nucléaires nord-coréennes, la menace nucléaire que fait peser Pyongyang sur la région dessert les intérêts géostratégiques chinois face aux Américains. Comme évoqué précédemment, l'attitude et les provocations de la Corée du Nord permettent de justifier la présence américaine en Extrême-Orient, et entraînent des conséquences néfastes sur la sécurité du territoire chinois. En effet, face à cette menace nord-coréenne, les Etats-Unis renforcent leurs liens sécuritaires avec la Corée du Sud et le Japon, qui dépendent du "parapluie nucléaire" américain pour assurer leur protection, au grand dam de la Chine. L'installation de batteries anti-missile américaines sur les territoires japonais et sud-coréen amoindrissent *de facto* la puissance chinoise, comme l'explique le politologue chinois Zhu Feng : "*Ce système [anti-missile] américain a des implications évidentes pour le second corps d'artillerie [division de l'APL en charge des missiles chinois] car un système de défense anti-missile opérationnel limiterait la valeur des armes nucléaires chinoises et pourrait éventuellement forcer la Chine à changer de stratégie nucléaire. [...] La Chine, et l'APL en particulier, est fermement opposée au développement d'un système de défense anti-missile dans son arrière-cour. Pourtant, les actions de la Corée du Nord légitiment cette initiative américaine*"²⁴⁰. A ce sujet, Jeffrey Bader, ancien directeur de la section

²⁴⁰ ZHU Feng, "North Korea's security implications for China", *op. cit.*, p. 52

Extrême-Orient du Conseil de Sécurité Nationale des Etats-Unis lors du premier mandat de Barack Obama écrivait : *“Bien que ces moyens de défense anti-missile ne visent pas à nuire à la modeste force de dissuasion nucléaire chinoise, ils auront inévitablement un effet à cet égard”*²⁴¹. La Corée du Sud utiliserait également des drones furtifs de fabrication américaine pour surveiller la Corée du Nord, mais ceux-ci pourraient facilement être utilisés de l’autre côté du Yalu, et peuvent donc également affecter la sécurité chinoise et son intégrité territoriale²⁴². De plus, les exercices militaires conjoints effectués entre les Etats-Unis et la Corée du Sud ou le Japon sont vus par la RPC comme une menace à sa sécurité. Les Etats-Unis, par ces exercices conjoints, ont également la volonté claire de montrer à la Chine que leur soutien à Pyongyang a un coût sécuritaire élevé, comme le démontre ce commentaire de l’ancien Secrétaire d’Etat adjoint américain James Steinberg : *“La Chine subit l’outrage d’exercices militaires près de ses côtes, et bien que ceux-ci ne soient pas dirigés contre la Chine, ils sont le résultat direct du soutien de la Chine à la Corée du Nord et de sa réticence à dénoncer les provocations nord-coréennes”*²⁴³. Ce commentaire particulièrement virulent a été fait après la non-dénonciation par la Chine de l’attaque nord-coréenne sur le navire sud-coréen *Cheonan* en 2010, à un moment où les tensions avec Pyongyang étaient très élevées, toutefois, cette déclaration montre bien ce que pensent les Etats-Unis du soutien de Pékin à Pyongyang, et en même temps illustre de manière sous-jacente l’avantage stratégique sur la Chine que représente la Corée du Nord pour les Etats-Unis. Une autre implication sécuritaire non négligeable du nucléaire nord-coréen est le risque de prolifération nucléaire vers le Japon et la Corée du Sud, qui pourraient vouloir se doter d’armes nucléaires pour faire face à Pyongyang. Il est improbable que le gouvernement chinois tolère que le Japon possède une telle arme au vu des différends qui les opposent, notamment autour des îles Senkaku/Diaoyu, et verrait certainement une telle initiative comme une menace à sa sécurité, voire une provocation directe. De plus, si la Chine ne désire pas une réunification de la péninsule coréenne par le Sud, outre du fait de l’alliance de Séoul avec Washington, c’est aussi possible car Pékin craint que la Corée du Sud hérite des armes nucléaires nord-coréennes en cas de réunification. Pour l’instant toutefois, il semble que Séoul et Tokyo se contentent du “parapluie nucléaire” américain pour assurer leur sécurité, et l’idée d’une prolifération nucléaire en Asie du Nord-Est semble improbable à court terme. Néanmoins, le problème nucléaire nord-coréen a un impact sécuritaire sur la rivalité sino-américaine même au delà de l’Asie du Nord-Est. En effet, la prolifération de technologie nucléaire nord-coréenne vers des régimes dits “voyous”, comme l’Iran, nuit autant à Pékin qu’à Washington. *“Le soutien direct apporté par la Corée du Nord aux efforts faits par l’Iran pour obtenir l’arme nucléaire a directement favorisé une instabilité régionale au Moyen-Orient qui nuit aux intérêts chinois. Ces coûts indirects [du soutien de Pékin à Pyongyang] comprennent notamment une relation dégradée à l’ONU entre les Etats-Unis et la Chine au sujet des sanctions à mettre en place sur l’Iran et une augmentation des prix du pétrole pour les consommateurs chinois”*²⁴⁴. Ajouté à cela, Pékin craint de voir la technologie nucléaire se répandre dans des pays musulmans défavorables à la Chine, notamment du fait de son traitement de la minorité ouïghoure au Xinjiang, et tomber aux mains de groupes terroristes soutenant les velléités indépendantistes de certains groupes au sein même de

²⁴¹ BADER Jeffrey, *Obama and China’s rise*, Washington, Brookings Institution Press, 2012, p. 38

²⁴² WOLF Jim, “US moves to sell advanced spy drones to South Korea”, Reuters, 25 décembre 2012

²⁴³ GERTZ Bill, “New details point to sinking by North Korean torpedo”, The Washington Times, 29 juillet 2010

²⁴⁴ ZHU Feng, “North Korea’s security implications for China”, *op. cit.*, p. 53

la Chine. Bien entendu, cette menace qui lie terrorisme et prolifération nucléaire concerne tout autant la Chine que les Etats-Unis, ces derniers étant une cible privilégiée du terrorisme islamiste. Les Etats-Unis, quant à eux, sont directement menacés par le programme nucléaire nord-coréen, si l'on en croit la rhétorique du régime de Pyongyang. Les implications sécuritaires pour les Américains sont donc relativement claires : même s'il est faible, il existe un risque d'attaque nucléaire sur le territoire des Etats-Unis et un risque d'attaque sur ses alliés japonais et sud-coréen, aux conséquences évidemment désastreuses. En définitive, c'est plutôt le risque de déstabilisation d'une région cruciale pour ses intérêts économiques qui inquiète les Etats-Unis à court terme. Les implications sécuritaires du programme nucléaire nord-coréen sont donc multiples et préoccupantes, autant pour la Chine que les Etats-Unis. Il apparaît évident que le soutien de Pékin à une Corée du Nord nucléarisée a un coût sécuritaire important pour la Chine, presque autant que pour les Etats-Unis, qui eux sont directement visés par les menaces nucléaires nord-coréennes. Les deux rivaux ont donc un objectif commun : la dénucléarisation du pays. Qu'est-ce qui empêche les deux premières puissances mondiales de trouver un terrain d'entente ? Et comment expliquer leur échec face à un petit pays parmi les plus pauvres de la planète ?

b) Pourquoi la dénucléarisation n'est pas un terrain d'entente entre la Chine et les Etats-Unis

Le programme nucléaire nord-coréen, de par ses implications sécuritaires inquiétantes et le risque d'instabilité qu'il fait peser, dessert à la fois les intérêts américains et chinois, et de surcroît affecte leur relation. On pourrait donc penser que les deux rivaux trouveraient un terrain d'entente à ce sujet, et parviendraient à atteindre une dénucléarisation de la Corée du Nord. La réalité est plus complexe. Certes, Washington et Pékin désirent officiellement la dénucléarisation du pays et la stabilité en Asie orientale, notamment pour maintenir et développer leurs intérêts économiques, et les deux pays sont même en phase au niveau des sanctions à appliquer à l'encontre de la Corée du Nord, puisque la Chine et les Etats-Unis ont voté favorablement pour toutes les nouvelles sanctions prises au sein du CSNU depuis 1993. Toutefois, il est possible d'argumenter que, outre l'attitude et les objectifs de Pyongyang, c'est le fait même que Pékin et Washington se considèrent comme des rivaux qui empêche d'arriver à une dénucléarisation de la Corée du Nord. Les deux pays considèrent que la menace que représente l'autre est plus dangereuse que celle que représente Pyongyang. La mentalité de rivalité qui affecte aujourd'hui la Chine et les Etats-Unis limite grandement la confiance mutuelle qu'ils s'accordent et surpasse la crainte de la menace nord-coréenne. Une menace qui peut en réalité être utilisée par chacun comme un atout pour tenter d'obtenir un avantage significatif dans la rivalité qui les oppose (Etat-tampon contre prétexte utile). La Chine comme les Etats-Unis désire la dénucléarisation de la Corée du Nord, mais en réalité ne la désire pas de la même façon, et c'est d'abord un problème de sémantique, qui trahit un objectif stratégique. Les Etats-Unis désirent une dénucléarisation de la Corée du Nord alors que la Chine désire une dénucléarisation de la péninsule coréenne. La nuance est subtile, mais la vision chinoise implique que les Etats-Unis retirent tout armement nucléaire ou de défense anti-missile de la Corée du Sud, ce que les Etats-Unis ne désirent pas faire. Selon Ba Dianjun, professeur au département d'économie internationale de l'université du Jilin : *“Pour mettre un terme aux hostilités et apaiser définitivement la situation coréenne, il faudrait arrêter les exercices conjoints entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, retirer les systèmes THAAD du pays, mais aussi les bases militaires des Américains en Corée et calmer le jeu dans leur alliance militaire avec Séoul. Mais toutes ces propositions pourraient changer radicalement le rapport de force en Asie du Nord-Est et les Etats-Unis ne*

les accepteraient pas. Et en ne faisant que contourner tous ces problèmes, la confiance mutuelle restera difficile à établir”²⁴⁵. C’est aussi la vision de Pyongyang, qui comme garantie de sécurité, condition à son désarmement nucléaire, veut un retrait de la présence américaine de Corée du Sud, ou en tout cas l’assurance que des missiles ou des systèmes de défense anti-missile ne soient plus installés au Sud. La Chine, qui a tout intérêt à un retrait des Américains de Corée et veut limiter leur influence dans la région, considère les Etats-Unis comme principaux responsables de l’impasse sur la situation nord-coréenne. Selon Zhang Huizhi directrice du département de recherche sur la Corée du Nord et la Corée du Sud à l’université du Jilin : “*Les Etats-Unis et la Corée du Nord comprennent la dénucléarisation de façon différente : les Etats-Unis entendent par ce terme seulement la dénucléarisation de la Corée du Nord et l’arrêt de son programme nucléaire, alors que Pyongyang considère la dénucléarisation comme étant celle de la totalité de la péninsule, comprenant donc aussi les installations américaines en Corée du Sud. Les Etats-Unis et la Corée du Nord désirent chacun que l’autre renonce à son intérêt, et c’est pour cela que nous sommes actuellement dans une impasse. [...] La dénucléarisation déterminera le futur de la Corée du Nord, alors qu’elle impacte finalement peu les Etats-Unis. Washington désire donc voir le problème demeurer dans le but de justifier sa présence militaire en Asie*”²⁴⁶. Les analystes chinois considèrent que la dénucléarisation est un processus long et certains préconisent de ne pas commencer tout de suite par demander une dénucléarisation complète. Pour Piao Yingai, professeur au département d’économie internationale de l’université du Jilin, “*la Corée du Nord a déjà fait le premier pas, il vaut mieux lui donner une réponse positive pour créer de la confiance. Il ne faut pas toujours mettre l’accent sur les sanctions mais parfois encourager la Corée du Nord, et pour cela le rôle de la Chine et de la Russie est donc très important. Cette réponse positive à la Corée du Nord fait contrepoids à la position plus sévère des Etats-Unis. Il faut d’abord trouver de nouveaux secteurs de coopération avec Pyongyang. Séoul et Washington commencent par le plus difficile [la dénucléarisation] alors qu’ils devraient commencer par le plus facile, par exemple des petits projets de coopération sur des secteurs non-sensibles, puis étendre ces projets au fur et à mesure. Le processus doit être progressif et monter en puissance, et non l’inverse. Le développement économique serait un premier pas, qui permettrait de montrer à Pyongyang les bénéfices obtenus et de faciliter une ouverture progressive, pour arriver in fine à la dénucléarisation*”²⁴⁷. De leur côté, les Etats-Unis tiennent aussi la Chine pour responsable du maintien du programme nucléaire nord-coréen, les ayant accusés par le passé de ne pas mettre en oeuvre de façon assez sérieuse les sanctions. “*Les mesures punitives prises par la Chine ont été quelque peu restreintes. Bien qu’elle a soutenu les résolutions du CSNU, la Chine les a parfois bloquées jusqu’à ce qu’elles soient atténuées. De plus, plusieurs décideurs et experts occidentaux doutent de l’engagement réel de la Chine à appliquer les restrictions commerciales, même limitées, et l’ont parfois même accusée de contourner les sanctions*”²⁴⁸. Les deux pays s’accusent donc mutuellement d’être au moins partiellement responsables du problème nucléaire nord-coréen et de l’impasse qu’il représente, ce qui rend une réponse concertée sur la dénucléarisation d’autant plus compliquée. Les considérations stratégiques de la rivalité sino-américaine prennent donc le pas sur la volonté de dénucléariser la Corée du Nord. En bref, une dénucléarisation (sans

²⁴⁵ Propos recueillis par l’auteur Damien Corneloup le 30 mai 2019 lors d’un colloque sur la situation coréenne à l’université du Jilin, à Changchun, Chine.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ ALBERT Eleanor, “The China North-Korea Relationship”, Council on Foreign Relations, 25 juin 2019

garanties solides) de la Corée du Nord seule donnerait un avantage aux Américains, et la Chine craindrait une réunification par la Corée du Sud et la présence de soldats américains à ses frontières. A l'inverse, une dénucléarisation de la totalité de la péninsule donnerait un avantage à la Chine et ferait perdre aux Etats-Unis le "pied stratégique continental"²⁴⁹ en Asie du Nord-Est que représente leur présence en Corée du Sud. Tant que les deux rivaux ne se seront pas mis d'accord sur les modalités de la dénucléarisation, la peur qu'ils s'inspirent mutuellement poussera la Chine à garder la Corée du Nord "en vie" et les Etats-Unis à maintenir, voire accentuer, leur présence militaire en Corée du Sud. Arriver à une entente sur le sujet paraît aujourd'hui difficile, surtout dans le contexte d'une opposition de plus en plus forte entre Pékin et Washington, et dont le problème nucléaire nord-coréen n'est pas le seul facteur déterminant.

c) *Le problème nucléaire nord-coréen : une importance relative dans une rivalité sino-américaine plus globale ?*

La difficulté pour les Etats-Unis et la Chine à trouver un terrain d'entente sur la dénucléarisation nord-coréenne n'est donc pas seulement due à l'attitude de Pyongyang et à son importance stratégique pour Pékin et Washington, mais est également due au fait que la rivalité entre les deux pays dépasse de loin le seul problème nord-coréen. En effet, il convient de remettre la situation coréenne dans le contexte d'une rivalité plus globale entre la Chine et les Etats-Unis, et qui touche de nombreux domaines. Les deux superpuissances sont en compétition pour une domination économique d'abord, dont la "guerre commerciale" qui les oppose aujourd'hui est un exemple parlant. Elles sont aussi en compétition pour une domination militaire, pour l'instant plutôt limitée à l'Asie orientale, mais il n'est pas exclu que cette rivalité militaire s'étende au-delà des frontières de l'Asie dans les années à venir, à mesure que les capacités militaires de projection de la Chine s'améliorent. De plus, la Corée n'est pas le seul point d'achoppement dans la région, sachant que la situation sécuritaire est également très tendue entre les Chinois et les Américains, notamment en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale du fait des revendications territoriales insulaires. La Chine et les Etats-Unis, de par leurs perceptions mutuelles de rivalité et de méfiance, résultant de cette opposition protéiforme qui les animent, peinent à trouver des terrains d'ententes, l'un se retrouvant invariablement suspicieux des agissements de l'autre. C'est donc aussi ce contexte de rivalité multiple qui, indirectement, affecte les prises de décisions, entraîne un manque de décisions concertées, et fait apparaître des visions divergentes au sujet du programme nucléaire nord-coréen. Si le problème nord-coréen affecte bien la rivalité sino-américaine hors de l'Asie du Nord-Est, en retour, la rivalité elle-même nuit aussi à la résolution de ce problème, dans une sorte d'interconnectivité néfaste. Cela dit, quelle est donc l'importance de cette situation coréenne dans la rivalité sino-américaine ? En est-elle un facteur déterminant ? Il est possible d'argumenter que la situation est aujourd'hui davantage tendue dans les mers de Chine qu'autour de la péninsule coréenne. Les multiples accrochages autour des îles disputées, qui parfois peuvent amener à un face à face direct entre des navires chinois et des navires américains, et l'importance stratégique de ces espaces maritimes (ressources naturelles et passage commercial), semblent révéler une situation plus crispée qu'autour du problème nord-coréen. Surtout à partir de la détente Trump-Kim de 2018, depuis laquelle aucun essai nucléaire ni aucun essai de missile balistique intercontinentale n'a été effectué. Le problème autour de la souveraineté de Taïwan, que la Chine désire récupérer et que les Etats-Unis continuent à soutenir

²⁴⁹ En effet, la Corée du Sud est le seul pays d'Asie du Nord-Est où les Etats-Unis possèdent une présence militaire sur le continent, le Japon et Taïwan étant des Etats insulaires.

militairement, peut aussi constituer un risque majeur dans un conflit sino-américain, tout autant que la Corée du Nord. La “guerre commerciale” qui fait rage entre Pékin et Washington semble également être à ce jour un facteur déterminant dans la rivalité sino-américaine, et celle-ci implique même indirectement la Corée du Nord. Dans un tweet de 2017, Donald Trump avait demandé au président Xi



> fig.26 : Tweet du président américain Donald Trump du 22 avril 2017 suggérant à la Chine de faire pression sur la Corée du Nord pour obtenir un meilleur accord commercial avec les États-Unis.

Jinping d'utiliser le levier d'influence que la Chine pouvait avoir sur Pyongyang pour régler le problème nord-coréen en échange d'un accord commercial. *“J'ai expliqué au président chinois qu'un accord commercial avec les États-Unis serait bien meilleur pour eux s'ils résolvent le problème nord-coréen”*²⁵⁰. Seulement, l'influence de la Chine sur la Corée du Nord est, comme nous l'avons vu, limitée par l'attitude de Pyongyang et surtout par les considérations stratégiques de Pékin qui désire le maintien de la Corée du Nord telle quelle, comme Etat-tampon. Clairement, cette proposition du président américain n'a pas fonctionné, puisque la mise en place de tarifs sur les produits chinois est survenue après 2017. La Corée du Nord elle aussi pourrait vouloir profiter de la “guerre commerciale” qui oppose les deux rivaux pour tenter d'en retirer des bénéfices, notamment en jouant Pékin contre Washington et profitant de la violence de la relation entre les deux puissances pour s'assurer un meilleur soutien de la part d'une Chine voulant soustraire Pyongyang à toute influence américaine. La Chine pourrait également vouloir utiliser la Corée du Nord comme levier d'influence dans la “guerre commerciale” : jouant sur l'importance électorale et personnelle que représente la situation nord-coréenne pour Donald Trump, elle pourrait menacer de renforcer son soutien à Pyongyang et d'atténuer ses efforts en vue de la dénucléarisation du pays si les États-Unis maintiennent ou accentuent les tarifs imposés à ses produits. Dans cette configuration, la Corée du Nord ne serait donc simplement qu'un atout stratégique à jouer dans une confrontation commerciale que Pékin et Washington considèrent comme plus importante. Encore une fois, la rivalité au sens global et la perception du danger que représente Washington pour Pékin (et inversement) prendraient le pas sur la menace que représente le programme nucléaire nord-coréen. Alors celui-ci est-il si déterminant dans la rivalité ? Oui, mais il est évident qu'il est loin d'être le seul facteur d'importance, et peut parfois être relégué au second ou au troisième plan suivant la situation politique, économique et sécuritaire du moment. Toutefois, si le problème nucléaire nord-coréen est déterminant, ce n'est pas seulement du fait de la tension immédiate qu'il inspire ou parce qu'il présente un risque imminent, mais c'est surtout car les risques qu'il peut éventuellement faire peser sur les deux superpuissances et la sécurité régionale sont démesurés.

2) La Corée du Nord comme facteur de risque dans une confrontation régionale sino-américaine

La Corée du Nord et sa politique nucléaire présentent intrinsèquement un risque indéniable pour la sécurité régionale, mais la question reste de savoir dans quelle mesure. La Corée du Nord peut-elle être le point de départ d'une confrontation militaire entre Washington et Pékin ? Si oui, quelles seraient les modalités de déclenchement d'un tel conflit ? Et surtout, quelles en seraient les conséquences régionales, et au-delà ?

²⁵⁰ Tweet du président Donald Trump du 11 avril 2017.

Pyongyang et ses velléités nucléaires ont-ils le pouvoir d'affecter la rivalité sino-américaine au point de devenir le déclencheur d'un conflit meurtrier entre les deux premières puissances mondiales ?

a) La Corée du Nord comme déclencheur d'un conflit direct entre Pékin et Washington

La pertinence de la menace nord-coréenne tient davantage au potentiel de destruction phénoménal de l'arsenal nucléaire du pays qu'à l'immédiateté de la menace qu'il fait peser. La Corée du Nord, comme expliqué plus haut, désire conserver son arsenal nucléaire dans une logique de dissuasion, mais ne compte pas l'utiliser, car l'envoi d'un engin nucléaire par Pyongyang signifierait sans doute l'arrêt de mort immédiat du régime. Selon toute logique, il est donc peu probable que la Corée du Nord déclenche un conflit entre la Chine et les Etats-Unis en utilisant son arsenal nucléaire de façon proactive. L'option d'une invasion conventionnelle de la Corée du Sud par la Corée du Nord semble également peu probable, du fait de l'alliance militaire entre Washington et Séoul et car ce dernier est couvert par le "parapluie nucléaire" américain. Selon toute vraisemblance, une invasion par Pyongyang signifierait également la fin du régime nord-coréen. Toutefois, si les Etats-Unis venaient un jour à retirer leur soutien militaire à la Corée du Sud et au Japon, la Corée du Nord, forte de son arsenal nucléaire, pourrait envisager une invasion de la Corée du Sud. Cela pourrait avoir pour conséquence un retour de l'armée américaine pour repousser Pyongyang, et, comme dans une Guerre de Corée rejouée, impliquer la Chine. D'un point de vue stratégique, cela paraît improbable, mais certains commentaires faits par le président Donald Trump en 2016 suggérant que les Etats-Unis devraient retirer leur soutien à la Corée du Sud et au Japon et les laisser se débrouiller seuls ont inquiété Séoul et Tokyo. *"Pour Trump, trois facteurs semblaient dominer sa pensée sur cette question. Premièrement, comme d'autres pays de la région possèdent déjà des armes nucléaires, il est inévitable que la Corée du Sud et le Japon en développent à leur tour. Deuxièmement, à la lumière de la situation budgétaire des Etats-Unis, Washington ne peut plus se permettre de payer pour défendre d'autres pays. Enfin, il argumente que les bénéfices que retirent les Etats-Unis en assurant la sécurité d'autres nations n'en valent pas la peine"*²⁵¹. Certes, les commentaires de Donald Trump sont à prendre avec beaucoup de précautions, notamment du fait de son manque d'expérience et sa méconnaissance de nombreux sujets internationaux, et que ces commentaires ont été faits dans le cadre de sa campagne présidentielle, mais ces idées ont bien été évoquées par le président des Etats-Unis et il est logique qu'elles inquiètent les alliés historiques de Washington. L'inconstance des politiques américaines, qui peuvent varier grandement d'un président à l'autre, font effectivement peser le risque d'un désengagement éventuel. Toutefois, Trump n'a pas mis ses menaces à exécution une fois devenu président, et il semble aujourd'hui très peu probable que la Corée du Nord planifie une invasion du Sud en comptant sur un retrait américain. La RPC, de son côté, fidèle à ses valeurs de stabilité, fera vraisemblablement son possible pour éviter le déclenchement d'un conflit qui pourrait l'impliquer en Corée, et tentera au maximum de calmer d'éventuelles ardeurs nord-coréennes. En bref, si le *statu quo* qui existe aujourd'hui demeure, il semble improbable que la Corée du Nord déclenche un conflit militaire entre Washington et Pékin. Mais c'est si ce *statu quo* se retrouve changé, et surtout si la Corée du Nord se retrouve "dos au mur" et pense qu'elle n'a plus d'autre option que l'utilisation de l'arme nucléaire, qu'apparaît le véritable risque de déclenchement d'un conflit désastreux.

²⁵¹ STANGARONE Troy, "Is Trump Right to Suggest that South Korea and Japan Should Go Nuclear?" Korea Economic Institute of America, 2016

b) *L'éventualité d'un effondrement du régime nord-coréen : un impact difficilement quantifiable*

Le risque principal du déclenchement d'un conflit militaire entre la Chine et les Etats-Unis par la Corée du Nord serait donc lié à un effondrement, ou du moins à la peur d'un effondrement, du régime nord-coréen. Il est difficile de déterminer quelles seraient les conséquences exactes d'un effondrement du régime nord-coréen, mais il est déjà possible de dégager quelques causes plausibles. Pyongyang réussit jusque là à se maintenir malgré les sévères sanctions prises à son encontre, mais il est envisageable que si la Corée du Nord poursuit ses velléités nucléaires et que de nouvelles sanctions sont mises en place, celles-ci parviennent à mettre le régime à genoux. Les sanctions mises en place à la fin de l'année 2017 sont les plus brutales jamais votées, et celles-ci ont durement touché la Corée du Nord qui risque aujourd'hui de retomber dans une nouvelle période de famine. Ces sanctions expliquent en partie l'offensive de charme de Kim Jong-un en 2018, destinée notamment à les alléger. Il est possible d'imaginer que, après un échec des négociations actuelles et suite à un nouvel essai nucléaire encore plus puissant, ou le lancement d'un ICBM encore plus performant, la mise en place de sanctions encore plus sévères soit possible. Le régime nord-coréen survivrait-il à des sanctions encore alourdies ? Comme nous l'avons vu, de nombreux analystes ont régulièrement prédit l'effondrement inévitable de la Corée du Nord depuis les années 1980, il est donc difficile de savoir avec exactitude quelles conséquences représenteraient de nouvelles sanctions. Toutefois, un effondrement du régime à cause des sanctions, résultant d'une éventuelle erreur de jugement de la part de Kim Jong-un, paraît être l'option la plus plausible, car l'idée d'une révolte populaire spontanée dirigée contre le régime semble improbable, au vu du lavage de cerveau subi par une population nord-coréenne exposée en permanence à une propagande omniprésente. Les Nord-Coréens ne se sont pas soulevés lors de la famine des années 1990, il n'y a pas de raison de croire qu'ils le feraient maintenant ou dans un futur proche. Pour arriver à une révolte, le mécontentement des Nord-Coréens devra être à un niveau inégalé, résultant d'une incapacité totale du régime à gérer le pays et à nourrir sa population. Pour éviter un effondrement économique du pays, Kim Jong-un pourrait jouer l'ouverture, mais s'il désire conserver son arsenal nucléaire, il sera toujours soumis aux sanctions et il est peu probable que les pays concernés lui permettent de s'insérer dans le système économique mondialisé si la menace nucléaire se poursuit. Davantage d'ouverture implique aussi plus de contacts entre le monde extérieur et les Nord-Coréens, ce qui en soi présente un risque pour le régime, surtout au vu des nombreuses défections de Nord-Coréens à l'étranger²⁵². Mais si la révolte ne vient pas d'en bas, elle pourrait éventuellement provenir d'en haut : *“La possibilité d'un coup d'Etat en interne existe également ; la nature instable du régime totalitaire peut amener à un sentiment de peur et d'insécurité qui pourrait éclater en une lutte de pouvoir interne sanglante. On pense que c'est la peur d'un coup d'Etat qui a poussé Kim Jong-un à exécuter son oncle, Jang Song-taek, et plusieurs autres vétérans dès son arrivée au pouvoir”*²⁵³. En effet, les actions de Kim pourraient créer de l'instabilité au sein même du régime s'il venait à s'aliéner d'autres membres influents du Parti. C'est dans cette configuration d'instabilité et de risque d'effondrement que la Corée du Nord serait la plus dangereuse, et c'est là qu'elle ferait vraiment courir le risque d'un affrontement entre Pékin et Washington. Si Kim Jong-un sait son heure venue, “perdu pour perdu”, il pourrait vouloir utiliser son arme nucléaire avant la chute du régime pour partir

²⁵² Un exemple récent : en mars 2019, sept agents nord-coréens travaillant au consulat de Shenyang, Liaoning, ont fait défection. Source : HA Yoon-ah, “North Korean arrest team sent to China to capture high-level defectors”, Daily NK, 16 avril 2019

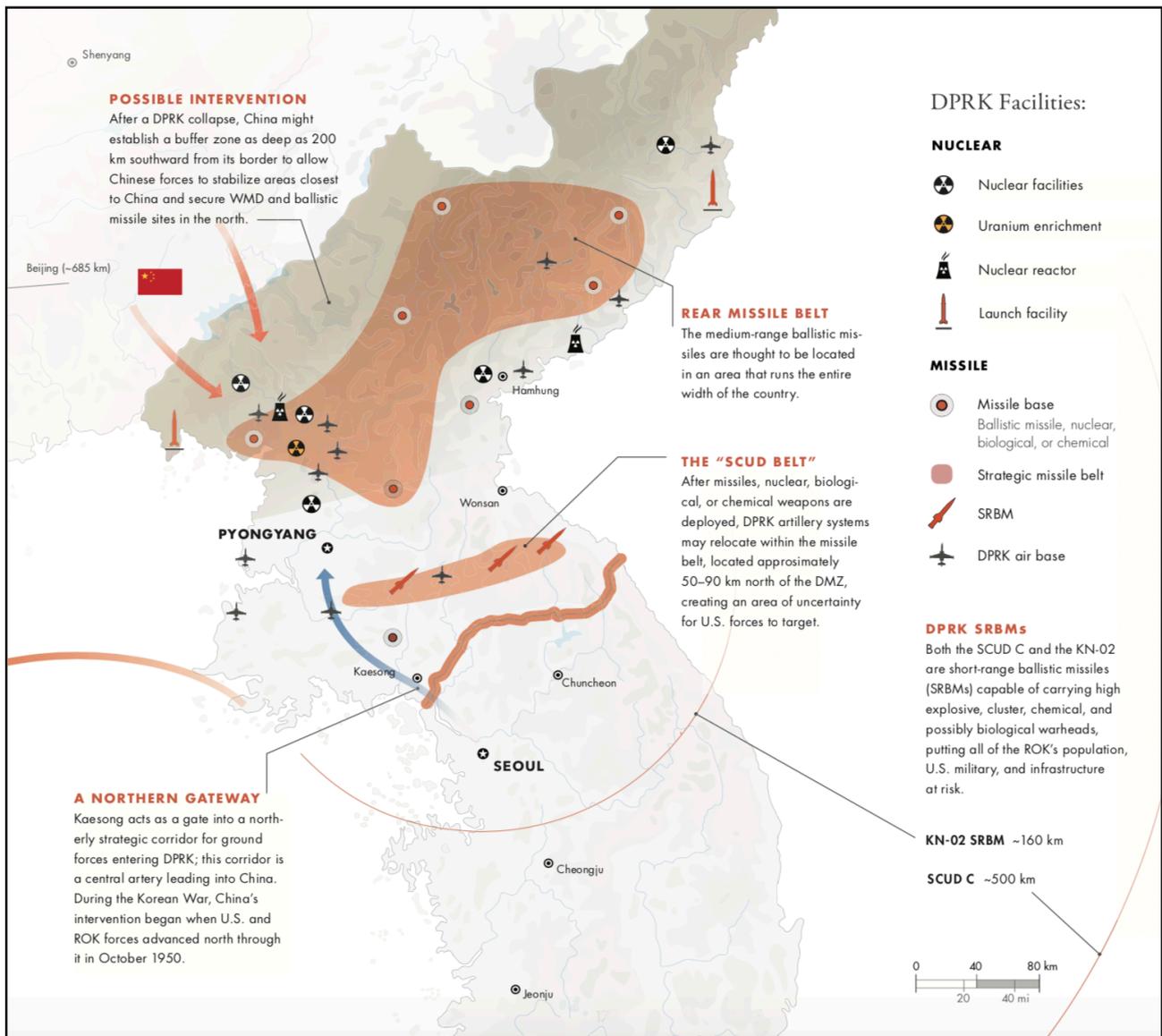
²⁵³ DENG Yuwen, “Collapse of the North Korean regime appears inevitable, and the world needs to prepare for it”, South China Morning Post, 18 mai 2016

sur un coup d'éclat. De façon moins théâtrale, s'il pense qu'une invasion est imminente, ou que le territoire nord-coréen est visé par des frappes, même préventives, Kim pourrait penser qu'il n'a pas d'autre choix que d'utiliser l'arme nucléaire et mettre ses menaces à exécution. L'utilisation de son arsenal sur la Corée du Sud, le Japon ou les Etats-Unis entraînerait sans doute une réponse militaire immédiate de la part des Américains, et la réaction de la Chine face à cet enchaînement de violence serait cruciale. Si la Chine décidait d'intervenir pour conserver son Etat-tampon, quitte à l'envahir, et empêcher une éventuelle mainmise des Etats-Unis sur la Corée du Nord défaite, alors les deux pays pourraient s'affronter militairement face à face, et les conséquences en seraient sans nul doute désastreuses, non seulement pour l'Asie orientale, mais peut-être également pour le monde. Une Corée du Nord apeurée et déstabilisée présente donc un risque important dans le déclenchement d'un conflit entre Pékin et Washington, surtout si le régime se retrouve dans une situation très instable et agit de façon inconsidérée, pensant sa chute probable ou imminente. Paradoxalement, c'est le maintien en vie du régime nord-coréen belliqueux dans ce *statu quo* nucléaire qui réduit les chances de conflit régional. Un conflit dont les conséquences seraient assurément catastrophiques pour tous nos acteurs.

c) *Le risque d'un conflit nucléaire régional et ses éventuelles conséquences*

L'effondrement du régime nord-coréen, et le risque d'utilisation de l'arme atomique qu'il induit, présente donc le risque le plus plausible au déclenchement d'un conflit entre la Chine et les Etats-Unis. En cas d'effondrement de la Corée du Nord, il est possible que les Etats-Unis et la Corée du Sud décident de remonter la péninsule pour reprendre le contrôle d'un territoire nord-coréen en plein chaos, notamment pour sécuriser les ADM laissées à l'abandon ou non-utilisées après la chute du régime. Ces ADM présentent un risque sécuritaire important, surtout si elles tombent aux mains de groupes terroristes ou d'Etats à volonté de prolifération nucléaire. Un excellent rapport de 2018 de l'institution de conseil et de recherche RAND Corporation explique : *“Dans l'éventualité d'un effondrement du régime nord-coréen, les forces américaines feront face au défi majeur de sécuriser rapidement les sites nucléaires, les armes, et les matériaux nucléaires pour réduire le risque de prolifération nucléaire que pose un Etat failli. Le nombre de sites qui devront être sécurisés, certains n'ayant pas encore été identifiés, fera de l'élimination des ADM un effort massif qui prendra du temps. Les Etats-Unis et leurs alliés devront s'assurer qu'un nombre adéquat de forces américaines et sud-coréennes soit engagés dans cette mission”*²⁵⁴. Dans l'éventualité d'un tel scénario, la réponse de la Chine semble évidemment capitale. Désirant éviter un exode massif de Nord-Coréens vers les provinces chinoises de Mandchourie, et désirant également sécuriser les ADM qui présentent un risque pour sa stabilité, elle pourrait également décider d'intervenir en Corée du Nord en établissant une zone-tampon le long de sa frontière pour y rétablir l'ordre. Une zone-tampon qui éviterait également l'avancée des Américains jusqu'à la frontière chinoise. Si les Etats-Unis et la Chine interviennent simultanément en Corée du Nord, c'est là que le danger apparaît. Si les Américains demandent à remonter jusqu'aux fleuves Yalu et Tumen pour assurer la sécurisation des ADM et des sites nucléaires, et que la Chine refuse, alors il existe un risque de confrontation entre les deux rivaux. Dans cette configuration, on peut distinguer plusieurs scénarios, qui dépendent tous de l'état de la relation Pékin-Washington à ce moment donné. Si les relations sino-américaines sont très tendues et la rivalité entre les deux superpuissances est au plus haut (ce qui

²⁵⁴ MAZARR Michael, GENTILE Gian *et al.*, “The Korean peninsula : three dangerous scenarios”, RAND Corporation, 2018



> fig.27 : Carte éditée par la RAND Corporation présentant les éventuelles conséquences d'un effondrement du régime nord-coréen. On remarque la possibilité d'une intervention à la fois chinoise au nord et américano-sud-coréenne au sud. Source : "The Korean peninsula : three dangerous scenarios", RAND Corporation, 2018

pourrait être le cas à cause d'autres facteurs, comme Taïwan, la mer de Chine, le "guerre commerciale"...) alors il y a un risque d'escalade des tensions sur la péninsule coréenne, aucun des deux rivaux ne voulant lâcher du terrain face à son adversaire. Des escarmouches militaires pourraient rapidement transformer la Corée en champ de bataille meurtrier et déclencher un conflit ouvert entre Pékin et Washington. Selon le Cambridge Center for Risk Studies (CCRS), un conflit total entre la Chine et les Etats-Unis serait catégorisé au niveau maximal 6, un niveau équivalent à une Troisième Guerre mondiale pour lequel CCRS ne fait même pas d'évaluation de risque tant la destruction serait monumentale²⁵⁵ (voir encadré page suivante). L'idée d'une guerre totale entre deux superpuissances nucléaires est donc terrifiante, mais elle reste improbable, et il y a davantage de chances que, si confrontation il y a, celle-ci reste limitée et localisée sur le territoire coréen. Les deux rivaux savent qu'avec leurs capacités militaires et nucléaires ils risqueraient une MAD (*Mutually Assured Destruction*), et absolument personne n'y aurait intérêt. Surtout qu'un tel conflit, par effets d'alliances, pourrait s'étendre bien au-delà de l'Asie du Nord-Est et impliquer la Russie, l'Europe

²⁵⁵ Rapport "Cambridge Global Risk Outlook 2018 Threat Profiles", CCRS, 2018

	Number of conflicts since 1947	Return Period	Annual Frequency
1 Minor Power vs Minor Power	20	3.4	0.30
2 Medium Power vs Minor Power	23	2.9	0.34
3 Medium Power vs Medium Power	4	16.8	0.06
4 Superpower vs Minor Power	9	7.4	0.13
5 Superpower vs Medium or Major Power	2	33.5	0.03

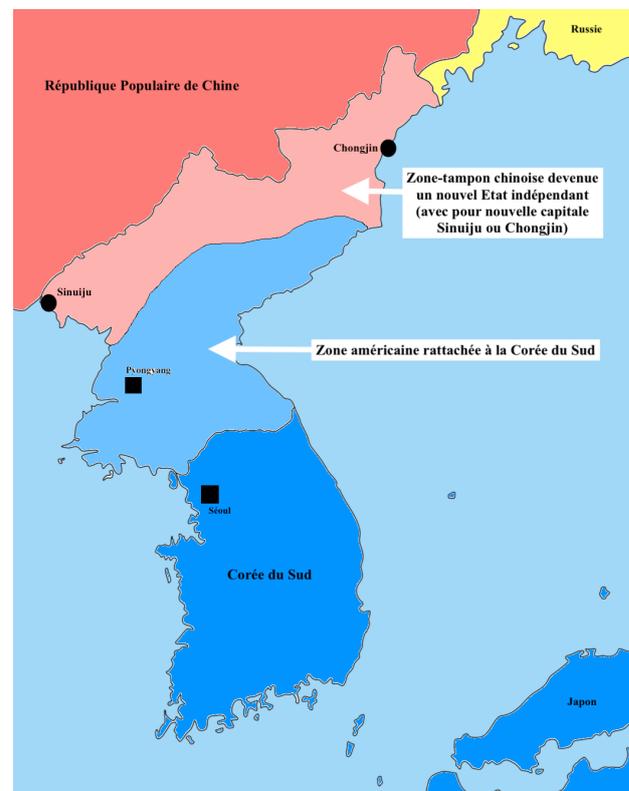
Level 6 Conflict: Superpower vs Superpower

We do not model level 6 conflicts. The three current global nuclear superpowers of United States, Russia, and China are extremely unlikely to go to war directly with each other, because of the scale and consequences of the world war that would result, and the potential for the exchange of thermonuclear weapons. The principles of Mutually Assured Destruction have acted as a key defense mechanism in enforcing the Long Peace for many decades. In the event that two superpowers did go to war, the analysis of economic impact and consequences would not be a useful risk management tool.

> fig.28 : Classification des conflits sur une échelle de 1 à 6 et fréquence de leur apparition, selon le Cambridge Center for Risk Studies. Un conflit entre la Chine et les Etats-Unis, superpuissances, serait classé au niveau 6. Source : “Cambridge Global Risk Outlook 2018 Threat Profiles”, CCRS, 2018

serait probablement rattaché à la Corée du Sud, et le nord de la Corée du Nord, la zone-tampon chinoise, deviendrait une nouvelle Corée du Nord, un nouvel Etat-tampon mis en place par Pékin et protégeant les frontières chinoises de l'influence américaine. Le décalage vers le nord de la DMZ serait néanmoins un échec pour Pékin, qui verrait le volume de son glacis de protection drastiquement réduit. Ce qui rappelle pourquoi la Chine tient tant à la Corée du Nord actuelle comme Etat-tampon. Un tel scénario rappellerait les fausses solutions de la Guerre froide, pendant laquelle de nombreux pays, dont la Corée déjà, avaient été divisés, et n'apporterait qu'une solution temporaire. Dernier scénario : une entente sino-américaine sur la marche à suivre en Corée du Nord. Si les relations entre la Chine et les Etats-Unis sont à ce moment-là cordiales et qu'il existe une possibilité de dialogue, alors il y a une possibilité de résolution pacifique à l'effondrement de la Corée du Nord. Dans l'éventualité d'une chute du régime nord-coréen “Les Etats-Unis devraient accélérer les discussions avec la Chine. L'intérêt significatif de la Chine pour la Corée du Nord fait courir le risque qu'une mauvaise perception des intentions américaines et des contacts involontaires entre les forces militaires des deux pays mènent à une escalade de la violence. Pour éviter ces conséquences, les gouvernements américains et chinois devraient s'accorder sur une meilleure compréhension mutuelle des règles d'engagement en Corée du Nord qui régiraient leurs actions dans un tel scénario”²⁵⁶. En effet, la Chine et les Etats-Unis pourraient se mettre d'accord pour sécuriser conjointement la Corée du Nord et ses ADM, promettant chacun de se retirer du territoire une fois

ou encore le Moyen-Orient. Selon ce scénario catastrophe, l'effondrement du régime et la chute de la Corée du Nord n'auront été que les prémices d'un conflit global désastreux. Autre scénario possible : une nouvelle partition de la Corée. Pour éviter la guerre, la Chine et les Etats-Unis pourraient s'entendre pour partager la Corée du Nord en deux zones d'influences. Dans une telle éventualité, le sud de la Corée du Nord



> fig.29 : Représentation approximative de ce à quoi pourrait ressembler une nouvelle partition de la Corée en cas d'effondrement de la Corée du Nord et d'une intervention de la Chine et des Etats-Unis Infographie : Damien Corneloup

²⁵⁶ MAZARR Michael, GENTILE Gian et al., “The Korean peninsula : three dangerous scenarios”, op. cit.

le travail accompli. Toutefois vient le problème de “l’après”. En plus de reposer principalement sur l’état incertain de la relation sino-américaine, ce scénario implique qu’il faudra remplir le vide politique en Corée du Nord. La réunification coréenne pourrait se faire à condition que les Américains retirent leurs troupes de Corée du Sud, mais si ceux-ci refusent, la Chine n’acceptera pas la réunification. La Chine pourrait tenter de mettre en place un nouveau gouvernement à Pyongyang, qui bénéficierait de la bénédiction chinoise, mais là aussi il est peu probable que les Américains acceptent. La tenue d’élections libres en Corée du Nord serait également difficile à envisager. La Chine ne verrait sûrement pas d’un bon œil des élections qui risqueraient de lui faire perdre toute influence sur la Corée du Nord, cette dernière pouvant éventuellement décider un rattachement au Sud. De plus, la population nord-coréenne, après des décennies de lavage de cerveau et d’exposition à la propagande bien huilée du régime, pourrait être hostile aux “envahisseurs” étrangers (aux Américains bien entendu mais aussi potentiellement aux Chinois et même aux Sud-Coréens). Les Nord-Coréens pourraient tout simplement refuser de participer à des élections qu’ils considèreraient comme l’imposition d’un système occidental honni. Même après l’effondrement du régime, le risque de voir apparaître des guérillas anti-américaines est également à prendre en compte, et le processus de sécurisation des ADM nord-coréennes pourrait se révéler très violent et incertain.

Au final, il semble donc que la Corée du Nord peut avoir un impact phénoménal sur la rivalité sino-américaine, notamment dans l’éventualité de l’effondrement du régime et par sa possession d’armes de destruction massive qu’il faudra parvenir à démanteler sans tomber dans une spirale de violence et d’instabilité. En retour, il apparaît clair que la résolution du problème nord-coréen, en particulier dans l’optique d’une chute du régime, ne pourra se faire sans une réponse concertée de la part de Pékin et Washington. Si la rivalité et l’opposition entre les deux superpuissances prend le pas sur la volonté de résoudre pacifiquement le problème nucléaire nord-coréen, les conséquences peuvent potentiellement être désastreuses. La Chine plus que quiconque n’a pas intérêt au déclenchement d’un conflit sur la péninsule coréenne, si proche de son territoire et qui serait une catastrophe pour la stabilité qu’elle désire établir en Asie orientale et les intérêts qui s’y trouvent pour elle. C’est pour cela qu’elle désire que la Corée du Nord se maintienne telle quelle. Mais comment peut-elle parvenir à garder en vie la Corée du Nord tout en réduisant au maximum son potentiel de nuisance ?

III) La stabilité et les intérêts chinois à l'épreuve de la politique de Pyongyang

L'objectif principal de Pékin en Asie orientale est de parvenir à établir une stabilité régionale sous son égide qui lui permette de poursuivre ses intérêts géostratégiques tout en conservant une relation d'influence avec les pays de la région. Malgré la relation proche entre la Chine et la Corée du Nord, cette dernière est l'un des Etats qui risque le plus de compromettre l'objectif de stabilité régionale voulu par Pékin, notamment du fait de son attitude conflictuelle et menaçante avec les Etats-Unis et d'autres voisins de la Chine comme la Corée du Sud et le Japon. Paradoxalement, la Corée du Nord est aussi un atout stratégique majeur pour la Chine dans son opposition avec Washington en Asie du Nord-Est. Dans quelle mesure Pyongyang peut-il nuire aux intérêts de Pékin ? Et quelles solutions s'offrent donc à la Chine pour atteindre cette stabilité sous son égide malgré les agissements du régime nord-coréen ? La solution se trouverait-elle dans la nouvelle relation d'apaisement avec Pyongyang que nous avons vu apparaître récemment ?

1) Atteindre une stabilité régionale malgré la Corée du Nord, objectif majeur de Pékin

Les intérêts géostratégiques de la Chine en Asie orientale sont multiples (économiques, politiques, sécuritaires, etc.) et revêtent une importance cruciale pour Pékin, car ils permettent d'atteindre la stabilité, le développement de la Chine et la survie du Parti au pouvoir. Atteindre ces objectifs passe également par le maintien d'une stabilité régionale essentielle, et certains pays peuvent y nuire. La singularité de la relation entre la Chine et la Corée du Nord tient au fait que, malgré la relation historique intime et la proximité politique entre Pékin et Pyongyang, ce dernier possède un potentiel déstabilisateur plus important pour Pékin que tous les autres pays limitrophes de la Chine, à l'exception discutable des Etats-Unis (qui, rappelons-le, ne sont pas un pays de la région, malgré leur présence). Dialogue ou méthodes de coercition, les solutions que peut envisager la Chine sont variées, et un meilleur contrôle de Pékin sur la Corée du Nord pourrait avoir des bénéfices non-négligeables pour la Chine, non seulement au niveau stratégique, mais aussi au niveau économique.

a) La capacité de déstabilisation et de nuisance de Pyongyang envers la Chine

Outre le déclenchement d'une guerre avec les Etats-Unis, qui comme expliqué plus haut pourrait avoir des conséquences désastreuses pour les intérêts de toutes les parties, la Corée du Nord peut nuire aux intérêts chinois d'autres façons. Le programme nucléaire nord-coréen crée intrinsèquement un sentiment d'insécurité en Asie du Nord-Est, et la poursuite et le développement progressif d'un tel programme peut nuire à la volonté d'investir dans les régions chinoises frontalières de la Corée du Nord. En Mandchourie, les provinces du Liaoning et du Jilin, anciennes provinces industrielles de la "ceinture de rouille" historique de la Chine, sont considérées comme étant aujourd'hui "à la traîne" comparées à d'autres provinces de Chine. Le gouvernement chinois tente actuellement de revitaliser cette région, mais, entre autres, sa proximité directe avec la Corée du Nord peut avoir des effets négatifs sur les investissements. Chinois comme étrangers, les investisseurs se méfient du risque que représente la proximité d'une Corée du Nord belliqueuse et nucléaire. En effet, chaque essai nucléaire nord-coréen déclenche des séismes potentiellement dangereux en Chine du

Nord-Est²⁵⁷, notamment car le site des essais nucléaires de Punggye-ri est proche de la frontière chinoise, mais aussi et surtout car chaque essai nord-coréen est plus puissant que le précédent. La frontière sino-nord-coréenne est aussi un lieu de trafics en tout genre (trafic de biens, mais aussi des personnes²⁵⁸) qui peuvent nuire à la stabilité du Nord-Est de la Chine et y favoriser l'insécurité, la criminalité et le crime organisé. Toujours en Mandchourie, les remous de la situation politique à Pyongyang et la peur de l'effondrement du régime nord-coréen peuvent déclencher une crise migratoire de Nord-Coréens fuyant le pays vers la Chine. Une situation créatrice d'instabilité qui pourrait amener à une augmentation des tensions avec l'importante minorité coréenne présente en Mandchourie. Les relations tendues de la Corée du Nord avec les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud peuvent aussi potentiellement nuire aux échanges de ces pays avec la Chine, qui rappelons-le sont les trois premiers partenaires économiques de Pékin. L'instabilité créée par la menace nucléaire nord-coréenne, et le fait que ces trois pays considèrent que cette menace est au moins partiellement de la responsabilité d'une Chine trop laxiste envers Pyongyang, entraîne un manque de confiance entre les parties qui peut nuire, non seulement aux échanges entre ces Etats, mais aussi nuire encore davantage à leurs relations diplomatiques déjà difficiles. Selon Zhu Feng : *“La méfiance envers la Chine, émanant de sa relation avec la Corée du Nord, a endommagé l'environnement sécuritaire de la Chine en légitimant le retour des Etats-Unis en Asie [l'auteur parle ici du pivot vers l'Asie]. L'affirmation de la puissance chinoise et le manque d'action de la Chine vis-à-vis de la Corée du Nord a poussé la Corée du Sud et le Japon à améliorer leurs relations avec les Etats-Unis et par conséquent nuire à la crédibilité de la Chine comme puissance responsable”*²⁵⁹. Nous ne reviendrons pas ici sur le danger de prolifération, en Asie du Nord-Est et au-delà, qu'entraîne une Corée du Nord nucléarisée, déjà évoqué, mais il convient de rappeler que la Chine est formellement opposée à toute prolifération nucléaire potentiellement déstabilisatrice pour les intérêts chinois, en Asie ou ailleurs. Le potentiel de nuisance de Pyongyang et de sa politique nucléaire s'étendent à une multitude d'intérêts chinois, allant de ses intérêts économiques à ses intérêts sécuritaires, intérieurs comme extérieurs. Mais c'est bien en donnant un prétexte au renforcement de la présence militaire américaine en Asie que la Corée du Nord nuit le plus aux intérêts géostratégiques de la Chine dans le cadre de la rivalité qui oppose les deux superpuissances, une vision de plus en plus partagée par les Chinois eux-mêmes. Selon le politologue chinois Gu Guoliang, professeur à l'université du Peuple de Pékin : *“La Chine a besoin d'un environnement international stable et pacifique, elle ne veut pas être perturbée par les actions irresponsables de ses voisins. Le développement d'un programme nucléaire et balistique par la RPDC endommage les intérêts sécuritaires de la Chine, ajouté à cela, ce programme a offert une excuse au renforcement de la présence militaire des Etats-Unis et de leurs alliés dans la région Asie-Pacifique, ce qui empire certainement l'environnement sécuritaire externe de la Chine”*²⁶⁰. La Corée du Nord nuit donc indéniablement aux intérêts chinois, mais paradoxalement, la Chine désire conserver le pays en vie, pour des considérations stratégiques qu'elle considère essentielles dans son opposition avec les Etats-Unis et ses alliés. Mais en conservant son Etat-tampon, y gagne-t-elle plus qu'elle n'y perd ? Il semblerait qu'elle y perde aujourd'hui plus qu'elle n'y gagne, mais le problème est que la Chine pourrait y perdre encore bien

²⁵⁷ “North Korea's nuclear tests causing earthquakes, experts say”, Associated Press, 13 octobre 2017

²⁵⁸ OCHAB Ewelina, “Trafficking of North Korean Women in China”, Forbes, 1^{er} juillet 2019

²⁵⁹ ZHU Feng, “North Korea's security implications for China”, *op. cit.*, p. 54

²⁶⁰ GU Guoliang, “China's policy toward the DPRK's nuclear and missile programs”, dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 157-177, p. 161

plus si elle abandonnait maintenant une Corée du Nord nucléaire, créant potentiellement, comme nous l'avons vu, une instabilité encore plus dangereuse sur la péninsule. Stratégiquement, la Chine n'a donc pas d'autre choix que d'essayer de trouver un équilibre consistant à faire survivre la Corée du Nord tout en la gardant sous un maximum d'influence pour limiter ses répercussions négatives, cela dans le but d'atteindre cette stabilité qui apparaît essentielle aux intérêts chinois, mais aussi dans le but de limiter le renforcement de l'influence américaine dans la région. Quelles sont les solutions à la disposition de la Chine pour atteindre cet objectif complexe ?

b) Quelles solutions pour atteindre l'harmonie sur la péninsule voulue par Pékin ?

Bien que le maintien d'un *statu quo*, la poursuite de l'équilibre instable que nous voyons aujourd'hui, soit l'issue la plus probable à court terme, il est possible d'envisager plusieurs méthodes que la Chine pourrait employer pour stabiliser la péninsule à long terme et apaiser les velléités nucléaires nord-coréennes, tout en évitant l'effondrement du pays et le risque d'une confrontation régionale impliquant les Etats-Unis et leurs alliés. Les méthodes coercitives déjà mises en place par la Chine via les sanctions au sein du CSNU et celles décidées unilatéralement par Pékin n'ont eu qu'un impact très limité sur les agissements nord-coréens. Le régime, notamment en affamant sa population, est parvenu à trouver les fonds nécessaires pour poursuivre son programme nucléaire et contourner les sanctions prises à son encontre. La Chine ne désire pas non plus accentuer trop les sanctions car cela pourrait amener à un effondrement de la Corée du Nord, avec les conséquences néfastes pour Pékin que nous avons vu. L'équilibre à trouver dans l'application de ces méthodes coercitives semble extrêmement difficile à trouver et il semble n'y avoir aucune garantie de résultats tangibles. La Chine, qui représente plus de 90% du commerce de la Corée du Nord, pourrait donc faire jouer son levier d'influence économique sur Pyongyang pour forcer le régime à se dénucléariser, mais là aussi les résultats sont incertains. Le régime nord-coréen a bien compris que même s'il n'écoutait pas les conseils de la Chine, celle-ci ne le laisserait pas tomber, de peur de le voir s'effondrer et son Etat-tampon disparaître. Dans une sorte de "jeu de dupes", la Corée du Nord profite de son statut d'atout stratégique chinois face à la présence américaine pour passer outre les recommandations de Pékin et poursuivre ses velléités nucléaires sans être trop inquiétée. Bien entendu c'est une stratégie risquée puisque, pour qu'elle fonctionne, elle implique que la Chine trouve plus de bénéfices que de désavantages au maintien de la Corée du Nord, ce qui semble être pour l'instant le point de vue majoritaire au sein du gouvernement chinois, toutefois, il n'est pas certain que cette vision chinoise se poursuive éternellement. La Chine peut également tenter d'intensifier le dialogue avec Pyongyang pour créer chez Kim Jong-un un sentiment de confiance envers Pékin, qui pourrait progressivement permettre une relation plus forte et éventuellement une meilleure écoute de la part de la Corée du Nord, pour enfin parvenir à un processus de dénucléarisation soutenu par des garanties chinoises solides. Néanmoins, la Chine n'en prends pas vraiment le chemin, notamment car le vote favorable de la Chine aux sanctions mises en place par les Nations Unies dès le premier essai nucléaire a fortement entamé la confiance de la Corée du Nord pour Pékin, et de fait limité l'influence de ce dernier sur le régime nord-coréen. La Chine ne parvient pas à rassurer une Corée du Nord qui se voit principalement seule contre tous. Une approche partagée par des analystes militaires américains : *"L'incapacité de la Chine à rassurer la Corée du Nord a eu pour conséquence de limiter son influence sur Pyongyang durant les 'pourparlers à six'". De plus, cela explique pourquoi la Corée du Nord a choisi de rester dans une posture de défiance face à une communauté internationale qui demandait sa dénucléarisation. La Corée du Nord a*

*perçu que la Chine n'avait pas l'influence nécessaire pour altérer l'attitude américaine vis-à-vis de Pyongyang, ainsi, la Corée du Nord est convaincue que la Chine ne serait pas capable de la protéger des Etats-Unis*²⁶¹. C'est donc en partie l'attitude de la Chine et son incapacité à rassurer Pyongyang qui a poussé la Corée du Nord à poursuivre son programme nucléaire, qu'elle jugeait de plus en plus indispensable pour faire face à l'hostilité américaine et son utilisation des instances internationales pour poursuivre le but "unilatéral" de nuire à la Corée du Nord. La Chine, si elle veut aujourd'hui intensifier le dialogue sino-nord-coréen (à sa décharge, c'est ce qu'elle semble faire au vu des multiples rencontres entre Kim et Xi, dont la dernière, les 20 et 21 juin 2019, a même vu la première visite du président Xi en Corée du Nord²⁶²) va devoir rétablir une relation de confiance avec Pyongyang, dans le but de parvenir à une éventuelle dénucléarisation de la Corée du Nord. La Chine envisage ses stratégies sur le temps long, et la mise en place d'une telle stratégie de la part de Pékin ne semble pas impossible. Toutefois, pour ne pas aliéner encore davantage la Corée du Nord, cette stratégie implique que la Chine poursuive son soutien économique et matériel à la Corée du Nord et ne vote pas d'éventuelles prochaines sanctions. Un soutien que Pyongyang pourrait en retour utiliser pour poursuivre son programme nucléaire, dans une sorte de "cercle vicieux" au bénéfice de la politique nucléaire de la Corée du Nord. L'attitude nord-coréenne, suivant les priorités définies par Pyongyang, est difficile à déterminer, et il est compliqué de savoir si la Corée du Nord pourrait respecter la confiance que lui accorde la Chine et se diriger honnêtement vers la dénucléarisation, ou bien utiliser cette confiance pour en tirer des bénéfices et poursuivre son programme nucléaire. Une situation qui crée inévitablement un dilemme pour Pékin. Les méthodes coercitives et les méthodes plus douces de dialogue et d'influence positive montrent clairement leurs limites face à une Corée du Nord qui parvient à s'en jouer avec ruse. L'attitude à adopter vis-à-vis de Pyongyang en est d'autant plus incertaine pour Pékin, mais il est possible d'envisager une troisième voie, plus improbable, mais bien plus radicale, qui permettrait à la fois le maintien de la Corée du Nord et l'apaisement de tensions sur la péninsule : le remplacement de Kim Jong-un par une autre personne, acquise à la cause chinoise. Certes, ce ne sont pas les méthodes chinoises habituelles, et elles iraient totalement à l'encontre de la politique historique chinoise de non-intervention dans les affaires internes des autres pays, mais si la situation devient trop dangereuse pour la sécurité chinoise, et que Pékin sent qu'il n'a plus aucun levier d'influence sur Kim Jong-un, il serait envisageable que la Chine décide de soutenir un éventuel coup d'Etat. Bien entendu, cette hypothèse reste du domaine de la spéculation, car rien aujourd'hui ne prouve que la Chine envisage un tel scénario, mais elle mérite d'être citée pour la réflexion qu'elle peut inspirer. Sans impliquer directement l'armée chinoise, la Chine pourrait soutenir discrètement un général haut-gradé nord-coréen dissident et tenter d'évincer du pouvoir un Kim Jong-un dont le potentiel déstabilisateur serait devenu trop important. Si la Chine réussit son coup, et bien qu'elle aurait manifestement renié ses principes historiques et politiques, les bénéfices sécuritaires qu'elle pourrait en retirer seraient énormes. La mise en place d'un Etat-fantôme, qui serait aussi toujours un Etat-tampon, permettrait la dénucléarisation de la péninsule et sa stabilisation sous l'égide de la Chine, tout en permettant une ouverture "à la chinoise" de la Corée du Nord à l'économie mondialisée et l'amélioration des conditions de vie des Nord-Coréens. La Chine peut tenter de dissimuler totalement son implication dans cet éventuel changement de dirigeant, mais même si des soupçons apparaissent, la Chine est désormais trop puissante

²⁶¹ JONES Stevie, U.S. Government, U.S. Military, Department of Defense, "China and North Korea, the leverage dilemma", Washington, Progressive Management Publications, 2018, p. 36

²⁶² "Xi in North Korea: Kim hails 'invincible' ties with China", BBC, 21 juin 2019

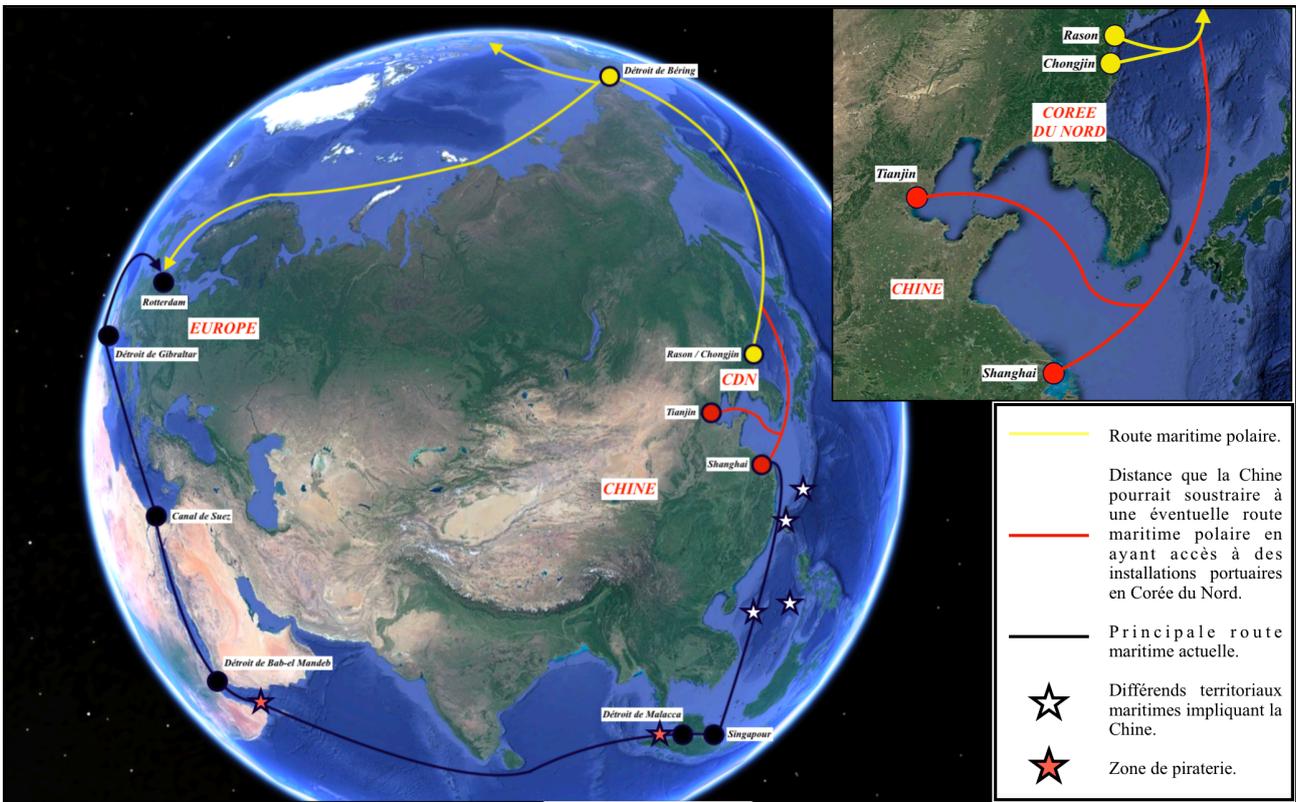
pour être inquiétée par quiconque. Sa réputation pourrait en prendre un coup, mais sa sécurité et sa domination régionale s'en trouveraient renforcées. De plus, rappelons que par le passé, des factions nord-coréennes pro-chinoises (notamment la faction de Yan'an), même si elles n'étaient apparemment pas ordonnées par le gouvernement chinois, avaient tenté d'évincer Kim Il-sung du pouvoir dans les années 1950. Toutefois, le pari d'un renversement de Kim Jong-un serait extrêmement risqué. Si la Chine rate son coup, et que Kim apprend l'existence d'un complot chinois destiné à l'écarter du pouvoir, les conséquences pourraient être désastreuses pour la stabilité régionale et le risque de déclenchement d'un conflit régional décuplé, avec éventuellement pour résultat un désastre comme celui déjà évoqué plus haut. Ajouté à cela, la culte de la personnalité encore très présent en Corée du Nord conditionne l'état d'esprit de la population et rendrait cette entreprise potentiellement encore plus difficile. Même s'il était en fin de compte à leur avantage, rien ne certifie que la population nord-coréenne accepte un changement de dirigeant. De plus, il existe aussi une incertitude sur les agissements du remplaçant de Kim Jong-un : une fois le pouvoir acquis, suivra-t-il les directives de la Chine ou bien poursuivra-t-il les aspirations nucléaires de son pays, faisant immédiatement revenir la situation à l'impasse d'un *statu quo*. Enfin, la Chine créerait un précédent dangereux pour sa réputation, car elle serait vue comme pays effrayant et sans scrupules qui n'hésite pas à trahir ses alliés, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour son commerce extérieur et les accords avec d'autres pays qu'elle compte faire respecter. La parole et les valeurs d'indépendance défendues par la Chine seraient mises à mal par une telle entreprise, et la capacité d'influence et de rayonnement de Pékin en Asie orientale et dans le monde s'en retrouveraient automatiquement détériorées. C'est pour ces raisons qu'une tentative de renversement du régime nord-coréen par Pékin semble très improbable, même si elle pourrait en retirer des bénéfices indéniables. En bref, il semble n'y avoir aucune solution simple ou parfaite pour la Chine dans son objectif de maintenir à la fois la Corée du Nord en vie et la péninsule dans un état de stabilité essentiel aux intérêts chinois. Pourtant, même s'il est compliqué à atteindre, un contrôle accru de la Chine sur les agissements nord-coréens en "vaut la chandelle", puisque la Chine peut en retirer des bénéfices multiples qui peuvent servir les intérêts de Pékin.

c) *Les bénéfices pour la Chine d'un meilleur contrôle des agissements de Pyongyang*

Un contrôle accru de la Chine sur les agissements de la Corée du Nord peut entraîner de nombreux bénéfices pour Pékin. Outre les bénéfices sécuritaires d'une Corée du Nord moins déstabilisatrice pour l'Asie du Nord-Est, le pays revêt un intérêt économique non négligeable pour la Chine. Certes, la Corée du Nord ne représente actuellement qu'une infime partie du commerce extérieur chinois (0,14%), mais le pays est très riche en ressources minières, notamment en terres rares. "Selon la société SRE Minerals, le site de Jongju à 150 km au nord de Pyongyang abriterait potentiellement un total de 216,2 millions de tonnes d'oxyde de terres rares. Cela constituerait plus du double des ressources mondiales connues, dont le marché est actuellement dominé à plus de 90% par la Chine. Les autorités sud-coréennes évaluent les ressources nord-coréennes en terres rares à environ 6000 milliards de dollars"²⁶³. Ces terres rares, dont la Chine est le principal producteur mondial, ont des ressources finies et sont un pan important du commerce extérieur de la Chine, et sachant que les terres rares présentes en Corée du Nord sont encore peu exploitées, elle peuvent représenter un intérêt stratégique et économique indéniable pour Pékin. Une influence accrue de Pékin sur

²⁶³ LEVEAU Arnaud, *Géopolitique de la Corée du Sud : une puissance paradoxale*, Paris, Argos, 2014, p. 72

Pyongyang pourrait permettre à la Chine d’exploiter et de sécuriser ces ressources, tout en les soustrayant à l’avidité éventuelle d’autres pays comme la Corée du Sud où les Etats-Unis. Rétablir une confiance solide entre Pékin et Pyongyang pourrait assurer à la Chine la possibilité de l’exploitation de ces ressources. La Corée du Nord peut donc certes porter préjudice aux intérêts chinois, mais aussi les servir, non seulement en tant que tampon stratégique “anti-américain”, mais aussi comme atout économique, notamment du fait des ressources rares stratégiques que contient son territoire, et que la Chine pourrait tenter d’exploiter à son avantage. C’est une raison potentielle de plus pour ne pas laisser la Corée du Nord s’effondrer ou tomber sous des influences autres que celle de la Chine. Il est même possible d’imaginer qu’une péninsule apaisée sous l’égide de la Chine pourrait améliorer le commerce entre la Chine et la Corée du Sud, si par exemple les marchandises sud-coréennes à destination de la Chine (et vice-versa) pouvaient transiter par voie routière en traversant la Corée du Nord, plutôt que d’être limitées aux voies maritimes et aériennes. Sans oublier que dans un environnement sécuritaire mieux contrôlé en Asie du Nord-Est, les échanges sino-japonais pourraient également en bénéficier. D’un point de vue géopolitique, une meilleure relation entre Pékin et Pyongyang, et une Corée du Nord apaisée, peuvent éventuellement donner un meilleur accès à la mer du Japon (mer de l’Est) pour la Chine, qui ne possède pas de côtes sur cet espace maritime, malgré un corridor étroit qui s’en rapproche à la frontière avec la Russie et la Corée du Nord. Un accès facilité à la mer du Japon permettrait éventuellement à la Chine d’accéder plus aisément aux régions et routes maritimes polaires. Celles-ci sont devenues un enjeu géopolitique crucial du XXI^e siècle, car, dégagées par la fonte des glaces, elles permettraient de réduire drastiquement le temps de voyage des marchandises entre l’Asie et l’Europe.



> fig.30 : Les routes maritimes. On remarque que pour la Chine, la route maritime arctique, plus courte, réduirait les coûts et le temps de transport, tout en évitant les zones dangereuses ou disputées de la route méridionale. Un accès à des installations portuaires nord-coréennes sur la mer du Japon permettrait de réduire encore davantage la distance à parcourir pour atteindre l’Europe. Infographie : Damien Corneloup, sur cartes Google Earth

La Chine n'est pas un pays de l'Arctique, mais se considère un pays du "proche-Arctique"²⁶⁴, et s'intéresse de plus en plus à ces régions au potentiel économique important. Si la Chine parvenait à établir et financer une base navale en Corée du Nord, dans le port de la ZES (Zone Economique Spéciale) de Rason ou le port de Chongjin par exemple, elle pourrait bénéficier d'un avantage stratégique non négligeable dans la "course à l'Arctique". De plus, cette idée serait en phase avec la stratégie chinoise d'établissement de bases outre-mer dans des pays partenaires, dont l'exemple le plus parlant reste le port pakistanais de Gwadar, ouvert en 2007, que Pékin finance à 85% et qui abrite une base navale chinoise²⁶⁵. L'établissement de routes arctiques par la Chine lui permettrait non seulement de réduire les coûts et les temps de trajet, mais aussi de contourner le détroit de Malacca ainsi que la présence américaine et les disputes territoriales en mer de Chine méridionale. Toutefois, la Corée du Nord, "royaume ermite", n'a jusque là jamais accepté qu'un autre pays s'implante sur son territoire, les relations entre Pyongyang et Pékin devront donc être au plus haut pour qu'une telle initiative puisse ne serait-ce qu'espérer fonctionner. La Chine a donc beaucoup à gagner à voir une Asie du Nord-Est stable et une Corée du Nord apaisée, qu'elle parviendrait à influencer dans le but de servir ses intérêts. L'idée de voir un jour une Corée du Nord apaisée et moins menaçante n'est peut-être pas si farfelue que cela, puisque depuis 2018, on voit l'apparition d'un nouveau paradigme dans les relations avec Pyongyang.

2) L'ouverture et l'apaisement, nouveau paradigme dans les relations avec la Corée du Nord ?

Suite au bond fulgurant des capacités de l'arsenal nucléaire et balistique nord-coréen en 2017 et aux sévères sanctions qui ont suivi celui-ci, la Corée du Nord est entrée depuis le début de l'année 2018 dans une phase "offensive de charme", tentant l'ouverture et l'apaisement avec non seulement la Corée du Sud et la Chine, mais aussi avec son "ennemi de toujours", les Etats-Unis. Fait historique, un dirigeant nord-coréen a rencontré pour la première fois un président américain en exercice, et ce à trois reprises en seulement deux ans. Kim Jong-un et Xi Jinping se sont également rencontrés à de multiples reprises durant ces deux années, dénotant un changement radical de méthode de la part du leader nord-coréen. Les raisons probables de cette ouverture ont déjà été évoquées (volonté d'alléger des sanctions trop sévères, "désenclaver" économiquement le pays pour pouvoir survivre...), mais il convient de se pencher sur l'impact de cette ouverture sur les politiques chinoises, vis-à-vis de la Corée du Nord certes, mais aussi vis-à-vis des Etats-Unis, et sur les avantages que les deux rivaux peuvent en retirer. Une autre question cruciale reste toutefois de savoir si cette politique d'apaisement nord-coréenne consiste en un réel changement, ou bien si elle n'est qu'une nouvelle manoeuvre visant à servir les intérêts nucléaires de Pyongyang, comme on a pu le voir par le passé.

a) L'impact sur la Chine et ses intérêts de "l'ouverture nouvelle" entre Pyongyang et Washington

La première rencontre entre Kim Jong-un et Donald Trump, le 12 juin 2018 à Singapour, avait tout d'un moment historique, quelles qu'aient été les motivations des deux dirigeants²⁶⁶. Le gouvernement chinois a

²⁶⁴ LASSERRE Frédéric, "La stratégie de la Chine en Arctique : agressive ou opportuniste ?", Norois, 2015, p. 7

²⁶⁵ RAMACHANDRAN Sudha, "China's pearl in Pakistan's waters", Asia Times, 4 mars 2005

²⁶⁶ Voir **Annexe F** : déclaration conjointe du 12 juin 2018 entre Donald Trump et Kim Jong-un.

notamment salué ce sommet par la voix de son ministre des Affaires étrangères Wang Yi : *“Nous espérons que les dirigeants des deux pays [Etats-Unis et Corée du Nord] parviennent à dissiper les malentendus, établir une confiance mutuelle, surmonter les difficultés et arriver à un consensus fondamental permettant de promouvoir et d’atteindre la dénucléarisation de la péninsule, ainsi que de favoriser la mise en place d’un mécanisme de paix pour la péninsule. Bien sûr, nous désirons voir toutes les parties faire des efforts positifs. La Chine continuera à jouer un rôle constructif”*²⁶⁷. Suite à l’échec du sommet de Hanoï, le gouvernement chinois est resté plutôt circonspect, mais après la rencontre “surprise” entre Trump, Kim et Moon Jae-in à la DMZ le 30 juin 2019, Wang Yi a une nouvelle fois salué cet effort : *“C’est une rare opportunité pour la paix. [...] Nous espérons que la volonté politique des dirigeants des deux pays se traduira le plus tôt possible par des progrès substantifs dans le dialogue et la négociation”*²⁶⁸. Officiellement, la Chine semble donc accueillir avec bienveillance l’apaisement entre Pyongyang et Washington. En effet, dans le cadre de sa rivalité avec les Etats-Unis dans la région, la Chine a plutôt intérêt à un rapprochement entre Pyongyang et Washington, puisqu’une meilleure relation entre les deux pays permettrait, en plus de stabiliser la péninsule avec tous les intérêts que cela implique pour Pékin, de délégitimer la présence militaire américaine en Asie du Nord-Est. Si la Corée du Nord n’est plus considérée comme une menace, elle ne peut plus servir d’excuse à la présence des Etats-Unis. La Chine a tout intérêt à un apaisement et une paix durable avec la Corée du Nord, qui semble être un élément indispensable de la stabilité régionale qu’elle prône. Toutefois, la Chine doit essayer de conserver une influence sur Pyongyang pour éviter de perdre l’avantage stratégique que représente le pays et parvenir à une stabilité régionale sous son égide, et non sous une égide américaine qui aurait pour conséquence d’amoinrir la puissance chinoise. Une “trop bonne” relation entre la Corée du Nord et les Etats-Unis ou la Corée du Sud pourrait desservir les éventuels intérêts économiques et géostratégiques que représente le pays pour la Chine (ressources minières, accès à la mer du Japon, etc.). La Chine devra continuer à exercer au maximum son influence pour éviter que la Corée du Nord ne lui échappe, ainsi qu’éviter de subir une éventuelle réunification coréenne qui lui serait potentiellement désavantageuse. Néanmoins, en 2019, la Corée du Nord semble encore beaucoup plus proche de la Chine que de Séoul ou Washington, et un tel scénario ne semble pas être à l’ordre du jour. En effet, les cinq sommets entre Kim



> fig.31 : Kim Jong-un et le président chinois Xi Jinping lors de leur première rencontre à Pékin le 27 mars 2018. Source : Xinhua Press Agency

Jong-un et Xi Jinping témoignent du renouveau des relations sino-nord-coréennes, et le fait que Kim ait apparemment informé Xi des négociations avec les Etats-Unis²⁶⁹, et lui ait même demandé conseil à ce propos, renforce l’idée selon laquelle les relations entre Pékin et Pyongyang sont actuellement dans une phase d’amélioration. Dans le but d’apaiser la Corée du Nord et de garder sur

²⁶⁷ WANG Yi, cité dans “China suggests sanctions relief for North Korea after Trump-Kim summit”, CNBC/Reuters, 12 juin 2018

²⁶⁸ WANG Yi, cité par LEE Jeong-ho, “Xi Jinping calls for ‘timely’ easing of North Korea sanctions after Trump-Kim meeting”, South China Morning Post, 2 juillet 2019

²⁶⁹ LU Zhenhua, “North Korea’s Kim Jong-un in China for two-day trip ‘to brief Xi Jinping on Donald Trump summit’”, South China Morning Post, 19 juin 2018

elle une certaine influence en tant que partenaire privilégié, la Chine a suggéré un allègement des sanctions à l'issue de chaque rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un. Le 12 juin 2018, le jour même du sommet de Singapour, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois Geng Shuang avait déclaré : “*Les résolutions prises par le CSNU indiquent que si la Corée du Nord respecte et agit en conformité avec ces résolutions, les mesures de sanctions peuvent être ajustées, mais aussi interrompues ou supprimées. La Chine a régulièrement défendu que les sanctions en elles-mêmes ne sont pas le but à atteindre. Les actions du CSNU doivent soutenir ces efforts et être en adéquation avec les négociations actuelles visant à la dénucléarisation et à la promotion d’une solution politique pour la péninsule*”²⁷⁰. Selon le ministre des Affaires étrangères Wang Yi, lors du sommet du G20 2019 au Japon, juste avant la rencontre sur la DMZ du 30 juin 2019, Xi Jinping aurait conseillé à Donald Trump de faire preuve de “*flexibilité*” et de “*saisir les opportunités*” vis-à-vis de la Corée du Nord. “*Le président Xi a exhorté les Etats-Unis à faire preuve de flexibilité et leur a conseillé de rencontrer la RPDC à mi-chemin, cela incluant la possibilité d’un allègement des sanctions qui pèse sur la RPDC et la recherche d’une solution aux préoccupations de chacun à travers le dialogue*”²⁷¹. L’allègement des sanctions qu’elle a elle-même voté semble donc être pour la Chine un objectif majeur à atteindre à travers ces discussions nouvelles. Cette attitude illustre bien le paradoxe chinois vis-à-vis de Pyongyang : Pékin ne peut tolérer une Corée du Nord nucléaire et menaçante, mais en même temps ne veut surtout pas risquer un effondrement du pays.

b) Face à la Chine, l’intérêt d’un rapprochement avec Pyongyang pour les Etats-Unis

Outre dans l’optique d’un éventuel gain politique personnel pour Donald Trump, notamment dans le cadre de sa potentielle réélection en 2020, la démarche d’un rapprochement avec Pyongyang peut aussi représenter un avantage pour les Etats-Unis dans sa rivalité face à la Chine en Asie du Nord-Est. Une meilleure relation entre Washington et Pyongyang permettrait aux Etats-Unis d’avoir une influence accrue sur la Corée du Nord, et en étant “*maître*” des négociations, les Américains peuvent utiliser la Corée du Nord comme levier d’influence face à la Chine. Si les Etats-Unis parviennent à obtenir de la Corée du Nord ce que la Chine n’a pas réussi à obtenir, c’est à dire cette dénucléarisation que les deux rivaux désirent, la position américaine, sa réputation et son influence dans la région pourraient s’en trouver renforcées. Washington pourrait profiter de sa relation avec Pyongyang, ainsi que du fait qu’il poursuit un résultat également recherché par la Chine, pour obtenir des concessions de la part de Pékin, notamment dans le cadre des différends commerciaux qui les opposent. Par exemple, les Etats-Unis



> fig.32 : Kim Jong-un et le président américain Donald Trump lors de leur première rencontre à Singapour le 12 juin 2018. Source : Getty Images

²⁷⁰ GENG Shuang, cité dans “China suggests sanctions relief for North Korea after Trump-Kim summit”, CNBC/Reuters, 12 juin 2018

²⁷¹ WANG Yi, cité par LEE Jeong-ho, “Xi Jinping calls for ‘timely’ easing of North Korea sanctions after Trump-Kim meeting”, South China Morning Post, 2 juillet 2019

pourraient vouloir négocier des accords commerciaux plus avantageux avec la Chine en échange d'un effort concerté sur la dénucléarisation. Sans oublier qu'une Asie du Nord-Est apaisée et une Corée du Nord dénucléarisée, pour les Etats-Unis comme pour la Chine, présentent des avantages indéniables pour leurs échanges commerciaux respectifs. Certes, comme l'espère Pékin, la présence militaire américaine pourrait se retrouver délégitimée si la Corée du Nord ne représente plus une menace, mais les Etats-Unis ont-ils réellement besoin de l'excuse nord-coréenne pour maintenir une présence militaire en Asie orientale ? Malgré les protestations de la Chine, celle-ci n'a pas les moyens de forcer l'armée américaine à se retirer de la région, ou du moins pas encore. A long terme, les Etats-Unis pourraient aussi bénéficier d'une réunification coréenne qui se ferait sous leur égide, ce que la Chine désire également éviter. Toutefois, la ligne américaine concernant la dénucléarisation de la Corée du Nord est incertaine et l'on voit apparaître des divergences au sein même du gouvernement américain. Les "faucons", à l'image de John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, prônent une ligne dure envers la Corée du Nord qui implique qu'aucune concession (ou allègement des sanctions) ne soit faite à Pyongyang avant sa dénucléarisation totale. A l'inverse, plusieurs haut fonctionnaires américains veulent privilégier une dénucléarisation étape par étape, appuyée par un dialogue soutenu et des concessions (par exemple négocier dans un premier temps un gel du programme contre une aide humanitaire, ce qui permettrait à la Corée du Nord de conserver pendant un temps son arsenal déjà existant). *"Plusieurs responsables envisagent un gel comme première étape vers accord plus complet impliquant que M. Kim renonce à l'ensemble de son programme nucléaire. Mais M. Bolton a toujours exigé que les Nord-Coréens démantèlent leur programme nucléaire et renoncent à tout leur arsenal d'ogives nucléaires avant d'obtenir quelque récompense"*²⁷². Même dans cette nouvelle configuration des relations avec Pyongyang, la division entre les approches stratégiques "hardline" et "engagement" demeure donc présente dans les esprits américains. Les divergences au sein du camp américain sur la marche à suivre trahissent une certaine impréparation au sujet de la Corée du Nord, une impréparation qui résulte peut-être de la surprise qu'a créé le volte-face de Kim Jong-un début 2018 après une période très tendue, et de la précipitation de Donald Trump à vouloir engager des négociations dans la foulée. Cette incertitude sur le processus à adopter pourrait desservir les Etats-Unis et éventuellement bénéficier à la Chine, qui pourrait en profiter pour promouvoir sa propre approche de la dénucléarisation nord-coréenne, notamment au niveau des institutions internationales. De plus, les Etats-Unis souffrent d'un déficit de confiance important du fait de leur approche contradictoire entre le problème nord-coréen et le problème iranien. En témoigne le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, la position très dure de Donald Trump vis-à-vis de l'Iran contraste avec celle qu'il adopte envers la Corée du Nord, avec laquelle il espère signer un "big deal"²⁷³. Cette inconsistance peut avoir des effets néfastes sur les négociations avec Pyongyang : pourquoi la Corée du Nord signerait-elle un accord contraignant avec les Etats-Unis, alors que ceux-ci sont susceptibles de ne pas respecter l'accord et de s'en retirer à tout moment ? Cette inconsistance peut également bénéficier au gouvernement chinois qui, comparé à l'administration Trump, semble bien plus raisonné et constant dans ses objectifs. Selon Ba Dianjun, professeur au département d'économie internationale de l'université du Jilin : *"La politique américaine paraît très versatile, et elle brouille les objectifs de la dénucléarisation. La relation personnelle Trump-Kim est étrange,*

²⁷² WONG Edward, "Trump Officials Are Split Over Approach to North Korea Talks", The New York Times, 1^{er} juillet 2019

²⁷³ GALLO William, "Trump Meets Kim at DMZ, Crosses Into North Korea", Voice of America, 1^{er} juillet 2019

car les déclarations d'amitié fusent, mais la relation officielle reste très conflictuelle. Cette posture amicale de Trump ne correspond pas à celle du Département d'Etat qui est bien plus hostile. L'échec de Hanoï résulte notamment des visées différentes au sein de l'équipe Trump, une équipe désormais sous influence des 'faucons', comme John Bolton. L'attitude de Trump se voit aussi dans les relations avec l'Iran. Trump choisit une voie totalement opposée à son prédécesseur et détruit les avancées faites avec l'Iran, des avancées qui avaient mené à un accord signés par d'autres pays, dont la Chine. Vu la situation actuelle, même si les Etats-Unis et la Corée du Nord parvenaient à un accord, serait-il fiable et combien de temps tiendrait-il ?"²⁷⁴

Ces inconsistances américaines peuvent également bénéficier à la position chinoise qui, comparé à celle de l'administration Trump, semble bien plus raisonnée et constante dans ses objectifs. Mais au final, ni la Chine ni les Etats-Unis, qui poursuivent chacun leurs intérêts, ne semblent avoir totalement la main en ce qui concerne les négociations visant à la dénucléarisation de la Corée du Nord. En effet, une question essentielle demeure : la politique d'apaisement actuelle de Pyongyang et sa volonté de parvenir à la dénucléarisation sont-elles sincères ?

c) Quel mérite donner à cette politique d'apaisement : réel changement ou manœuvre illusoire ?

La Corée du Nord est-elle sincère dans sa démarche d'apaisement ? C'est une question légitime au vu des agissements passés de Pyongyang. Plusieurs fois au cours des dernières décennies, le régime nord-coréen a feint la coopération et le compromis pour parvenir à garder en vie son programme nucléaire, au grand dam de la Chine et des Etats-Unis. Après chaque avancée significative (accord-cadre de 1994, pourparlers à six, promesses de démantèlement des centrales etc.), la Corée du Nord a invariablement fait marche arrière dès qu'elle en a eu les moyens, forçant de fait un retour des pays concernés à la table des négociations. Bien que risquée, la stratégie nord-coréenne (provocations, négociations, concessions, développement du programme nucléaire, puis répétition du processus) a permis, contre toute attente, non seulement au régime de survivre, mais aussi à celui-ci de développer un arsenal nucléaire et balistique toujours plus performant. Les sanctions, qui tentent d'enrayer ce processus stratégique nord-coréen, ont été régulièrement contournées, avec plus ou moins d'aise, par le régime. La possession d'armes nucléaires est si intimement liée à la survie du régime nord-coréen, non seulement dans son imaginaire mais aussi dans les faits, qu'il paraît extrêmement peu probable que Pyongyang abandonne un jour son programme nucléaire. Selon l'ancien Secrétaire à la Défense des Etats-Unis Robert Gates : *"Je pense que les Nord-Coréens ne dénucléariseront jamais complètement. Leurs modestes capacités nucléaires sont essentielles à leur survie nationale. Ils [Trump et ses conseillers] sont irréalistes de croire qu'ils peuvent obtenir une dénucléarisation complète de la Corée du Nord"*²⁷⁵. Cette idée selon laquelle Pyongyang n'abandonnera pas ses armes nucléaires semble faire l'unanimité chez les commentateurs et analystes américains : *"Il est clair que Kim n'a aucune intention d'abandonner ses armes nucléaires. Alors que les responsables américains et sud-coréens ont promis à plusieurs reprises que Kim désarmerait, les Nord-Coréens ont maintes fois rappelé que ce n'était pas sur la table. Quand Bolton a*

²⁷⁴ Propos recueillis par l'auteur Damien Corneloup le 30 mai 2019 lors d'un colloque sur la situation coréenne à l'université du Jilin, à Changchun, Chine.

²⁷⁵ GATES Robert, cité par TEMPLE-WEST Patrick, "North Korea won't give up all its nuclear weapons, former Defense Secretary Gates says", Politico, 12 mai 2019

voulu promouvoir le ‘modèle Libyen’²⁷⁶ pour le désarmement nord-coréen, en préparation au sommet de Singapour; les responsables nord-coréens ont explicitement rejeté celui-ci”²⁷⁷. Sachant cela, est-il possible de faire confiance à la Corée du Nord ? Quelle différence existe-t-il entre les démarches d’aujourd’hui et les négociations passées ? Les sanctions mises en place contre la Corée du Nord en 2017 sont les plus sévères jamais votées, et il est possible que Pyongyang soit sincère dans sa volonté de discuter, tout simplement car le pays “étouffe” et que Kim Jong-un n’a d’autre choix que de tenter d’alléger ces sanctions. Néanmoins, il compte le faire en tentant de conserver son arsenal nucléaire, au moins celui qu’il possède déjà. Il est donc envisageable que Pyongyang accepte de négocier un gel de son programme nucléaire contre un allègement des sanctions, mais il est très improbable qu’il mette la dénucléarisation complète sur la table des négociations. Selon cette configuration, il sera possible pour la Chine et les Etats-Unis de faire des progrès avec la Corée du Nord seulement si ceux-ci acceptent comme postulat de base que la Corée du Nord est un Etat nucléaire qui ne compte pas renoncer à cet avantage, et qu’ils parviennent à apporter une réponse concertée à cette problématique. C’est seulement s’ils parviennent à établir, l’un et l’autre, sur le temps long, une relation de confiance avec Pyongyang, ce qui prendra dans le meilleur des cas plusieurs années, qu’ils pourront engager au fur et à mesure une dénucléarisation progressive de la Corée du Nord. Même en adoptant cette stratégie d’établissement d’une confiance mutuelle et en donnant des garanties de sécurité à la Corée du Nord, le risque demeure que le régime nord-coréen se joue une nouvelle fois des deux superpuissances et attendent simplement un allègement des sanctions pour reprendre en secret, comme par le passé, son programme nucléaire, perpétuant ainsi ce cycle d’instabilité en Asie du Nord-Est. Un cycle qui sans aucun doute, s’il se poursuit, continuera d’affecter les relations de rivalité entre Pékin et Washington et continuera de faire courir un risque majeur dans la région.

Il est évident qu’il n’existe pas de solution simple ou immédiate au problème nord-coréen, et bien que la situation se soit plutôt améliorée ces deux dernières années, elle reste très incertaine, notamment du fait de la difficulté d’avoir quelque certitude sur la volonté et la sincérité des démarches de la Corée du Nord, qui poursuit des objectifs qui lui sont propres pour assurer sa survie, si nécessaire au détriment d’autres Etats. La Chine comme les Etats-Unis tentent de trouver une solution à ce problème nucléaire nord-coréen, en essayant de limiter au maximum les effets négatifs de Pyongyang sur leurs intérêts respectifs. Toutefois, leur rivalité en Asie orientale, qui les pousse à poursuivre chacun des objectifs géostratégiques opposés, ne facilite pas le processus de résolution, surtout que la Corée du Nord représente un atout stratégique potentiellement déterminant pour les deux pays dans le cadre de leur rivalité géopolitique dans la région. Sachant cela, il semble compliqué d’espérer une action concertée de la Chine et des Etats-Unis au sujet du problème nucléaire nord-coréen, pourtant, une meilleure coordination des politiques chinoises et américaines sur le sujet pourrait avoir des effets bénéfiques jusque là inégalés. Toutefois, tant que les Etats-Unis et la Chine se considèrent comme des rivaux et font preuve d’une telle méfiance l’un envers l’autre, il est peu probable que survienne un tel scénario.

²⁷⁶ Le “modèle Libyen” fait référence à la décision de la Libye d’abandonner entièrement son programme nucléaire en 2003 en échange d’une levée des sanctions économiques qui pesaient sur le pays. Toutefois, les sanctions ont mis plus longtemps que prévu à être retirées et les Libyens n’ont pas ressenti les effets de la levée des sanctions. Le gouvernement de Mouammar Kadhafi s’est donc senti trahi par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Entamant la confiance accordée à Washington, le ‘modèle Libyen’ a créé un précédent que la Corée du Nord ne veut pas recréer.

²⁷⁷ LEWIS Jeffrey, “North Korea is keeping its nukes. That seems to be fine with Trump now”, The Washington Post, 8 juillet 2019

Conclusion

La Corée du Nord et sa politique nucléaire ont indéniablement le potentiel d'avoir un rôle déterminant dans la rivalité sino-américaine en Asie orientale. Les risques que font peser sur la région un Etat à la fois nucléarisé, isolé et déterminé à conserver son arsenal nucléaire et balistique sont majeurs. Le régime nord-coréen, loin d'agir de façon absurde, est parvenu grâce à une stratégie risquée mais lucide à survivre tout en développant des capacités nucléaires qui ne peuvent désormais plus être ignorées. Parvenant, notamment au détriment de sa population, à contourner les nombreuses sanctions prises à son encontre, la Corée du Nord s'est imposée comme un acteur géopolitique incontournable en Asie du Nord-Est, dont le potentiel de nuisance est désormais incontestable.

Pyongyang et sa politique nucléaire peuvent certainement porter préjudice aux intérêts stratégiques chinois dans une région cruciale du commerce mondial. Comme nous l'avons vu, une Corée du Nord nucléaire est une source d'instabilité en Asie du Nord-Est, au grand dam de la Chine, pour qui atteindre une stabilité régionale est un objectif majeur, et ce depuis plusieurs siècles. En effet, la stabilité est une composante essentielle des objectifs géopolitiques de Pékin, de son développement, de ses échanges, de son rayonnement, ainsi que du maintien du Parti Communiste Chinois à la tête du pays. Avec son attitude provocatrice et potentiellement dangereuse, le régime nord-coréen permet aux Etats-Unis de justifier leur présence militaire en Asie orientale, notamment en Corée du Sud et au Japon, ce qui dessert indéniablement la Chine dans le cadre d'une rivalité de plus en plus affirmée et protéiforme avec Washington. De plus, le potentiel de déstabilisation de Pyongyang dépasse la seule péninsule coréenne et risque d'affecter le territoire chinois lui-même. Si le régime nord-coréen venait à s'effondrer, le possible afflux de réfugiés vers le nord-est de la Chine ferait courir un risque sécuritaire non négligeable à l'Empire du Milieu. Une chute de la Corée du Nord entraînerait également le risque d'un déclenchement d'une confrontation avec les Etats-Unis, qui serait potentiellement dévastatrice, non seulement pour la Chine, mais pour toutes les parties concernées. C'est en partie pour cela que la Chine tente encore de garder la Corée du Nord "en vie", malgré le fait qu'elle désapprouve son programme nucléaire, et malgré les effets néfastes que le pays peut avoir sur les intérêts stratégiques chinois. Ce soutien de la Chine à un pays considéré "voyou" peut aussi nuire à sa réputation à l'international, mais, cherchant au maximum à éviter l'apparition de conflits déstabilisateurs et inutiles à ses frontières, Pékin préfère jouer la carte du maintien de la Corée du Nord telle quelle, plutôt que de bousculer son "allié" de façon excessive, risquer son écroulement, et en subir les éventuelles conséquences.

Toutefois, si la Corée du Nord semble incontestablement nuire aux intérêts stratégiques chinois en Asie orientale, elle semble aussi les servir, et ce notamment dans le cadre de sa rivalité avec les Etats-Unis. Une autre raison pour laquelle la Chine désire la survie de la Corée du Nord réside dans la qualité de cette dernière en tant qu'Etat-tampon. En effet, la Corée du Nord représente un atout stratégique majeur pour

Pékin en formant un glacis de protection entre le territoire chinois et une Corée du Sud où sont stationnés plusieurs dizaines de milliers de soldats américains. De plus, l'existence même du pays permet à la Chine de ne pas se retrouver isolée en Asie du Nord-Est face aux Japonais et aux Sud-Coréens, alliés des américains. La position chinoise vis-à-vis de la Corée du Nord est donc paradoxale. D'un côté, Pékin estime qu'il ne peut pas se permettre de voir la Corée du Nord s'effondrer, principalement pour des raisons stratégiques et de maintien de la stabilité nationale et régionale, mais d'un autre côté, il désapprouve des velléités nucléaires de Pyongyang et ne compte pas le laisser poursuivre son programme nucléaire. La Chine tente donc de trouver un équilibre entre le soutien qu'elle accorde à la Corée du Nord et les sanctions qu'elle applique à son encontre. Dans l'idéal, la Chine désirerait voir une Corée du Nord apaisée et stable, ainsi qu'une péninsule coréenne entièrement dénucléarisée, et libre de toute présence américaine. Toutefois, la Chine, bien qu'elle permette à la Corée du Nord de survivre, ne possède en réalité qu'une influence limitée sur les agissements de Pyongyang. La Corée du Nord a toujours mis en avant son indépendance, et ajouté à cela, n'a qu'une confiance réduite en la Chine, à qui elle reproche d'avoir voté les sanctions qui lui pèsent et qu'elle estime incapable de la protéger contre les Etats-Unis. D'où l'intérêt essentiel, aux yeux des Nord-Coréens, de posséder ces armes nucléaires de dissuasion, pour faire face à des Américains qu'ils considèrent déterminés à provoquer leur effondrement. Pour la Chine, le maintien du *statu quo* actuel semble donc être la solution la plus envisageable à court terme.

La Corée du Nord est consciente de l'intérêt stratégique qu'elle représente pour la Chine et les Etats-Unis (Etat-tampon contre prétexte utile), et joue de cet état de fait pour assurer sa survie et poursuivre son programme nucléaire. Le régime nord-coréen sait que la Chine ne peut accepter son effondrement, et compte profiter du soutien, même réticent, de Pékin, pour poursuivre ses objectifs propres, même si ceux-ci se font au détriment de son protecteur. Pékin comme Washington, bien qu'ils soutiennent tous les deux la dénucléarisation, ont donc des objectifs stratégiques qui diffèrent au sujet de la Corée du Nord. Le fait que la Corée du Nord soit en elle-même un élément de la rivalité sino-américaine rend difficile la perspective d'une approche unie et concertée entre la Chine et les Etats-Unis pour tenter de régler le problème nucléaire nord-coréen.

Il convient de rappeler néanmoins que la situation sur la péninsule coréenne n'est qu'un élément parmi d'autres d'une rivalité sino-américaine plus globale, et qui s'étend à la fois à de nombreux domaines (militaire, économique...) mais aussi sur différentes zones géographiques en Asie orientale (mer de Chine, Taïwan...). Si le problème nord-coréen a le potentiel d'être un élément déterminant de la rivalité sino-américaine, ce n'est pas tant parce qu'il en est l'épicentre actuel (malgré le fait que la péninsule ait été le théâtre de la seule confrontation directe entre la Chine et les Etats-Unis lors de la Guerre de Corée), mais plutôt du fait du potentiel de destruction qu'il recèle. Si, suite aux agissements de Pyongyang, la Corée du Nord devenait l'épicentre de la rivalité sino-américaine, alors elle pourrait créer un risque de confrontation régionale entre Pékin et Washington. Une confrontation potentiellement très dangereuse, puisqu'elle impliquerait pas moins de trois Etats nucléarisés, dont deux superpuissances rivales. Après une période de très fortes tensions fin 2017 est apparue en 2018 la perspective d'un apaisement des relations avec Pyongyang. Bien que de nombreuses questions demeurent, notamment sur la sincérité et la longévité des

démarches engagées, si ces dernières ont le potentiel d'apaiser ne serait-ce qu'un peu les tensions relatives au nucléaire nord-coréen, elles ne peuvent qu'être saluées.

L'impact de la Corée du Nord, avéré ou potentiel, sur les intérêts chinois dans le cadre de son opposition aux Etats-Unis dans la région, soulève de nouvelles questions intéressantes, notamment dans l'optique de cet apaisement des relations avec Pyongyang. Quelles pourraient être les conséquences d'une approche commune, concertée, entre les Etats-Unis et la Chine au sujet du nucléaire nord-coréen ? Devant un "front uni" Pékin-Washington destiné à stabiliser et dénucléariser la péninsule, Pyongyang pourrait-il résister et poursuivre ses velléités nucléaires ? Si la configuration actuelle d'apaisement des relations se poursuit, et qu'on voit se manifester de la bonne volonté de part et d'autres, ce nouveau paradigme pourrait-il avoir pour conséquence un rapprochement progressif entre Pékin et Washington ? Et permettrait-il de trouver une solution concertée et efficace au problème nord-coréen ? Quels résultats serait-t-il possible d'atteindre ? Si les agissements, constructifs ou destructeurs, de Pyongyang ont un impact certain sur la relation sino-américaine, inversement, l'évolution de la rivalité entre les deux superpuissances aura sans doute le potentiel de déterminer le futur de la Corée du Nord.

Bibliographie

Articles spécialisés :

AHN Byung-joon, “The Man who would be Kim”, *Foreign affairs*, n° 73.6, 1994

URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/1994-11-01/man-who-would-be-kim>

Command of U.S. Pacific fleet, “U.S. Pacific Fleet advances Indo-Asia-Pacific regional maritime security and enhances stability”

URL : <https://www.cpf.navy.mil/about/>

CLINTON Hillary, “America’s Pacific Century”, *Foreign Policy*, 11 octobre 2011

URL : <https://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

GAWTHORPE Andrew, “The Ford Administration and Security Policy in the Asia-Pacific after the Fall of Saigon”, *The Historical Journal*, n° 52.3, Cambridge University Press, 2009, pp. 697-716

GU Guoliang, “China’s policy toward the DPRK’s nuclear and missile programs”, dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 157-179

KANG David, “They think they’re normal, Enduring Questions and New Research on North Korea - A Review Essay”, *International Security*, n° 36, 2012, pp. 142-171

KIM Dunyeon, WRIGHT Nicholas, “The US needs a gray-zone strategy against North Korea”, *Foreign Policy*, 14 mai 2019

URL : <https://foreignpolicy.com/2019/05/14/the-united-states-needs-a-gray-zone-strategy-against-north-korea-missile-test-nuclear/>

LASSERRE Frédéric, “La stratégie de la Chine en Arctique : agressive ou opportuniste ?”, *Noroi*, 2015

URL : <https://journals.openedition.org/noroi/5681>

MACKINDER Halford, “The Geographical Pivot of History”, *The Geographical Journal*, n° 23.4, 1904, pp. 421-437

MANDELBAUM Michael, “The New Containment. Handling Russia, China and Iran : Why the United States Needs a New Containment Policy”, *Foreign Affairs*, n° 98.1, 2019

URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-02-12/new-containment>

OLSEN Edward, “The Arms Race on the Korean Peninsula”, *Asian Survey*, n° 26.8, 1986

URL : <https://as.ucpress.edu/content/26/8/851>

SERVOISE René, “La conception de l’ordre mondial dans la Chine impériale”, *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 23.3, 1973, pp. 550-569

URL : https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1973_num_23_3_393478

SHI Yinhong, “Painful Lessons, Reversing Practices and Ongoing Limitations : China facing North Korea since 2003”, dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 17-37

“The DPRK attitude toward the so-called ‘cultural revolution’ in China”, Digital Archive, Wilson Center, 7 mars 1967

URL : <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/114570>

WERTZ Daniel, “The US, North Korea and Nuclear Diplomacy”, The National Committee on North Korea, octobre 2018

URL : <https://www.ncnk.org/resources/briefing-papers/all-briefing-papers/history-u.s.-dprk-relations>

YOSHIHARA Toshi, “China’s Vision of Its Seascape: The First Island Chain and Chinese Seapower”, *Asian Politics & Policy*, n° 4.3, 5 juillet 2012

URL : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1943-0787.2012.01349.x>

ZHU Feng, “North Korea’s security implications for China”, dans *China and North Korea : Strategic and Policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 37-65

Rapports :

BOLTON Derek, “North Korea’s nuclear program”, American Security Project Report, 2012

URL : <https://www.americansecurityproject.org/ASP%20Reports/Ref%200072%20-%20North%20Korea%E2%80%99s%20Nuclear%20Program%20.pdf>

Cambridge Center for Risk Studies, “Cambridge Global Risk Outlook 2018 Threat Profiles”, CCRS, 2018

URL : <https://cityriskindex.lloyds.com/wp-content/uploads/2018/06/2018-Global-Risk-Outlook-Threat-Profiles.pdf>

Center for Strategic and International Studies, “Missile Threat Report”, CSIS, 2018

URL : <https://missilethreat.csis.org/>

Chinese Ministry of Foreign Affairs, “China’s Foreign Affairs 2017”, World Affairs Press, 2017

CRS Report for American Congress, “North Korean Provocative Actions 1950-2007”, Congressional Research Service, 2007

URL : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL30004.pdf>

Defense Manpower Data Center, “Number of Military and DoD Appropriated Fund (APF) Civilian Personnel Permanently Assigned”, 31 mars 2019

Fédération des Scientifiques Américains, “Status of Nuclear Forces”, 2019

URL : <https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/>

International Institute of Strategic Studies, “The Military Balance 2018”, Routledge, 2018

JONES Stevie, U.S. Government, U.S. Military, Department of Defense, “China and North Korea, the leverage dilemma”, Progressive Management Publications, 2018

KRISTENSEN Hans, NORRIS Robert, “North Korean nuclear capabilities, 2018”, Bulletin of the Atomic Scientists, 2 janvier 2018

URL : <https://thebulletin.org/2018/01/north-korean-nuclear-capabilities-2018/>

MAZARR Michael, GENTILE Gian *et al.*, “The Korean peninsula : three dangerous scenarios”, RAND Corporation, 2018

URL : https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/perspectives/PE200/PE262/RAND_PE262.pdf

Ministère de la Défense Nationale sud-coréen, “Livre Blanc du ministère de la Défense Nationale”, 2016

URL : http://www.mnd.go.kr/cop/pblictn/selectPublicationsUser.do?siteId=mndEN&componentId=51&id=mndEN_031300000000

MROSEK David, U.S. Government, U.S. Military, Department of Defense, “China and North Korea : a peculiar relationship”, Progressive Management Publications, 2011

NORSAR, “The nuclear explosion in North Korea on 3 September 2017: A revised magnitude assessment”, 12 septembre 2017

URL : <https://www.norsar.no/press/latest-press-release/archive/the-nuclear-explosion-in-north-korea-on-3-september-2017-a-revised-magnitude-assessment-article1548-984.html>

Stockholm International Peace Research Institute, “SIPRI Military Expenditure Database”, 2018.

URL : <https://www.sipri.org/databases/milex>

Ouvrages :

ALLISON Graham, *Destined for war; can China and America escape Thucydides's trap ?*, Boston, Mariner Books, 2017, 400 p.

BADER Jeffrey, *Obama and China's rise*, Washington, Brookings Institution Press, 2012, 171 p.

BALARESQUE Nicolas, BRUNEAU Michel, COLIN Sébastien *et al.*, *Géopolitique de l'Asie*, Paris, Nathan, 2017, 384 p.

BOUGON François, *Dans la tête de Xi Jinping*, Paris, Solin/Actes Sud, 2017, 215 p.

CADEAU Ivan, *La Guerre de Corée : 1950-1953*, Paris, Perrin, 2013, 370 p.

CHA Victor, *The impossible State, North Korea past and future*, New York, Harper Collins, 2013, 534 p.

CHA Victor, KANG David, *Nuclear North Korea : a debate on engagement strategies*, Columbia University Press, 2018, 300 p.

CLARK Donald, *The Ming Dynasty, 1368-1644*, vol. 2, Cambridge University Press, 1998, 1203 p.

COKER Christopher, *The improbable war; China, the United States and the logic of great power conflict*, Londres, Hurst, 2017, 217 p.

COURMONT Barthélémy, *Une guerre pacifique, la confrontation Pékin-Washington*, Paris, Eska, 2014, 372 p.

CUMINGS Bruce, *Korea's Place in the Sun*, New York, W.W Norton, 2005, 546 p.

DAYEZ-BURGEON Pascal, *Histoire de la Corée, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2012, 440 p.

DAYEZ-BURGEON Pascal, KIM Joo-no, *De Séoul à Pyongyang, idées reçues sur les deux Corées*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2013, 224 p.

DEFAY Alexandre, *La Géopolitique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, 128 p.

DEMICK Barbara, *Vies ordinaires en Corée du Nord*, Paris, Albin Michel, 2010, 336 p.

DUCHATEL Mathieu, *Géopolitique de la Chine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017, 128 p.

EKMAN Alice, DUCHATEL Mathieu, CABESTAN Jean-Pierre, *et al.*, *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS Editions, 2018, 265 p.

FAIRBANK John, GOLDMAN Merle, *Histoire de la Chine, des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013, 750 p.

FREEMAN Carla, SHI Yinhong, ZHU Feng *et al.*, *China and North Korea, strategic and policy perspectives from a changing China*, Palgrave Macmillan, 2015, 261 p.

FRIEDBERG Aaron, *A contest for supremacy, China, America, and the struggle for mastery in Asia*, New York, W. W. Norton, 2011, 360 p.

HOLSLAG Jonathan, *China's coming war with Asia*, New York, Polity, 2015, 208 p.

JACKSON Van, *On the brink : Trump, Kim and the threat of nuclear war*, Cambridge University Press, 2019, 236 p.

JACQUES Martin, *When China rules the World : the end of the western world and the birth of a new world order*, Londres, Penguin Books, 2012, 812 p.

KANG David, *East Asia before the West : five centuries of trade and tribute*, Columbia University Press, 2012, 240 p.

KAPLAN Robert D., *Asia's Cauldron, the South China Sea and the end of a stable Pacific*, New York, Random House, 2014, 225 p.

KIM Il-sung, *A travers le siècle*, vol. 1, Pyongyang, Foreign Languages Publishing House, 1992, 411 p.

KIM Sung-chull, COHEN Michael, *North Korea and nuclear weapons, entering the new era of deterrence*, Washington, Georgetown University Press, 2017, 224 p.

KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996, 860 p.

KISSINGER Henry, *De la Chine*, Paris, Fayard, 2011, 563 p.

LACOSTE Yves, *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse, 2006, 335 p.

LANKOV Andrei, *Crisis in North Korea: The Failure of De-Stalinization, 1956*, University of Hawaii Press, 2007, 296 p.

LANKOV Andrei, *The Real North Korea: Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford University Press, 2015, 304 p.

LEVEAU Arnaud, *Géopolitique de la Corée du Sud : une puissance paradoxale*, Paris, Argos, 2014, 204 p.

MORILLOT Juliette et MALOVIC Dorian, *La Corée du Nord en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, 348 p.

NATHAN Andrew, SCOBELL Andrew, *China's search for security*, Columbia University Press, 2012, 406 p.

OBERDORFER Don, CARLIN Robert, *The two Koreas, a contemporary History*, New York, Basic Books, 2014, 519 p.

OH Kongdan, *North Korea Through the Looking Glass*, Washington, Brookings Institution Press, 2000, 216 p.

ORTOLLAND Didier, PIRAT Jean-Pierre, *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, Paris, Technip, 2010, 333 p.

RIVER Charles, *North Korea's nuclear program*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2017, 48 p.

SPYKMAN Nicholas, *The Geography of Peace*, Boston, Harcourt, 1944, 60 p.

SUN ZI, *L'art de la Guerre*, Paris, Flammarion, 2008 (édition revue), 338 p.

VAN DER SLIK Jack, *The Korean crisis*, Denver, WildBlue Press, 2017, 206 p.

Articles de Presse :

ALBERT Eleanor, "The China North-Korea Relationship", Council on Foreign Relations, 25 juin 2019
URL : <https://www.cfr.org/backgrounders/china-north-korea-relationship>

BARBOZA David, "China tells US it must cure its addiction to debt", The New York Times, 6 août 2011.
URL : <https://www.nytimes.com/2011/08/07/business/global/china-a-big-creditor-says-us-has-only-itself-to-blame.html?mtref=www.google.fr&gwh=68E5B4BDA94F3439AF0AF69F1FE144B8&gwt=pay>

BRUNNSTROM David, "North Korean media issues rare criticism of China over nuclear warnings", Reuters, 3 mai 2017
URL : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-china/north-korean-media-issues-rare-criticism-of-china-over-nuclear-warnings-idUSKBN17Z1TA>

BULARD Martine, “La réunification de la Corée aura-t-elle lieu ?”, Le Monde Diplomatique, 1^{er} janvier 2016

URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/01/BULARD/54457>

CHANG J.S, “N. Korea ranks No. 1 for military spending relative to GDP: State Department report”, Yonhap News, 23 décembre 2016

URL : <https://en.yna.co.kr/view/AEN20161223000200315>

“China ‘firmly’ opposes North Korea’s nuclear test”, China Daily avec Xinhua News agency, 6 janvier 2016

URL : http://www.chinadaily.com.cn/world/2013-02/12/content_16221030.htm

“China suggests sanctions relief for North Korea after Trump-Kim summit”, CNBC/Reuters, 12 juin 2018

URL : <https://www.cnbc.com/2018/06/12/china-suggests-sanctions-relief-for-north-korea-after-trump-kim-summit.html>

“Chine. ‘Route de la soie’, la mondialisation selon Xi Jinping”, Courrier International, 14 mai 2017

URL : <https://www.courrierinternational.com/grand-format/chine-route-de-la-soie-la-mondialisation-selon-xi-jinping>

CHOE Sang-hun, “North Korea urgently needs food aid after worst harvest in decade, U.N. says”, The New York Times, 3 mai 2019

URL : <https://www.nytimes.com/2019/05/03/world/asia/north-korea-food.html>

COLLINS Keith, “All the threats and tariffs in the US-China trade conflict”, The New York Times, 15 juin 2018

URL : <https://www.nytimes.com/interactive/2018/04/05/business/china-us-trade-conflict.html?mtref=www.google.fr&gwh=EE85B6587BB4A7F094100ABF687F73CC&gwt=pay>

CONESA Elsa, “Trump taxe 200 milliards de dollars de marchandises chinoises”, Les Echos, 18 septembre 2018

URL : <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/trump-taxe-200-milliards-de-dollars-de-marchandises-chinoises-139235>

CONNOR Neil, “North Korea says old ally China ‘dancing to the tune of the US’ with coal ban”, The Telegraph, 24 février 2017

URL : <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/02/24/north-korea-says-old-ally-china-dancing-tune-us-coal-ban/>

DENG Yuwen, “Collapse of the North Korean regime appears inevitable, and the world needs to prepare for it”, South China Morning Post, 18 mai 2016

URL : <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1946189/collapse-north-korean-regime-appears-inevitable-and-world>

DENYER Simon, “China suspends North Korean coal imports, striking at regime’s financial lifeline”, The Washington Post, 18 février 2017

URL : https://www.washingtonpost.com/world/china-suspends-north-koreas-coal-imports-striking-at-regimes-financial-lifeline/2017/02/18/8390b0e6-f5df-11e6-a9b0-ecee7ce475fc_story.html?utm_term=.47bc05a418d6

EPSTEIN Marc, “Corée du Nord : Pourquoi la Chine ne bougera pas (ou alors pas tout de suite)”, L’Express, 9 avril 2013

URL : https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/coree-du-nord-pourquoi-la-chine-ne-bougera-pas-ou-alors-pas-tout-de-suite_1238595.html

FIFIELD Anna, “Punishing North Korea : A rundown on current sanctions”, The Washington Post, 22 février 2016

URL : https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/02/22/punishing-north-korea-a-rundown-on-current-sanctions/?utm_term=.47f87354127a

FRIED Aviva, “Dettes américaine : la Chine s’inquiète des retombées sur son économie”, Rue89, 3 août 2011

URL : <http://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.rue89.com%2Fchinatown%2F2011%2F08%2F03%2Fdette-americaine-la-chine-sinquiete-des-retombees-sur-son-economie-216549>

GALLO William, “Trump Meets Kim at DMZ, Crosses Into North Korea”, Voice of America, 1^{er} juillet 2019

URL : <https://www.voanews.com/usa/trump-meets-kim-dmz-crosses-north-korea>

GERTZ Bill, “New details point to sinking by North Korean torpedo”, The Washington Times, 29 juillet 2010

URL : <https://www.washingtontimes.com/news/2010/jul/29/new-details-point-to-sinking-by-torpedo/>

“Guerre commerciale : la Chine lance la contre-offensive”, Le Monde avec AFP, 2 juin 2019

URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/02/guerre-commerciale-la-chine-lance-la-contre-offensive_5470394_3210.html

“Guerre de Corée. 1950-1953, un conflit sans merci”, Courrier International, 26 juillet 2013

URL : <https://www.courrierinternational.com/article/2013/07/25/1950-1953-un-conflit-sans-merci>

HA Yoon-ah, “North Korean arrest team sent to China to capture high-level defectors”, Daily NK, 16 avril 2019

URL : <https://www.dailynk.com/english/north-korean-arrest-team-sent-to-china-to-capture-high-level-defector/>

HARRY Kim, “Mythbusters : Beijing Relationship with Pyongyang”, Woodrow Wilson International Center, 12 juillet 2017 URL : <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/mythbuster-beijings-relationship-pyongyang>

“Huawei : la guerre commerciale entre Washington et Pékin s’envenime”, Le Monde avec AFP, 17 mai 2019
URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/16/donald-trump-signe-un-decret-qui-exclut-huawei-du-marche-americain-des-telecoms_5462621_3210.html

JOURDAN Adam, “China seeks release of fishing boat seized by North Korea”, Reuters, 19 mai 2013
URL : <https://www.reuters.com/article/us-china-northkorea/china-seeks-release-of-fishing-boat-seized-by-north-korea-idUSBRE94I09620130519>

“La Chine s’attaque au sorgho américain”, Le Figaro avec AFP, 5 février 2018
URL : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/02/05/97002-20180205FILWWW00025-la-chine-s-attaque-au-sorgho-americain.php>

LAWDER David, “US expects talks with China as trade fight escalates”, Reuters, 4 avril 2018
URL : <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-china/u-s-expects-talks-with-china-as-trade-fight-escalates-idUSKCN1HB0G6>

LEE Jeong-ho, “Xi Jinping calls for ‘timely’ easing of North Korea sanctions after Trump-Kim meeting”, South China Morning Post, 2 juillet 2019
URL : <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3016981/beijing-reaffirms-support-gradual-easing-north-korea-sanctions>

LEE Se-young, “US State Department to clamp ban on travel to North Korea”, Reuters, 21 juillet 2017
URL : <https://www.reuters.com/article/us-northkorea-usa-tours-idUSKBN1A60SE>

“Leon Panetta : US to deploy 60% of navy fleet to Pacific”, BBC News, 2 juin 2012
URL : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-18305750>

LEWIS Jeffrey, “North Korea is keeping its nukes. That seems to be fine with Trump now”, The Washington Post, 8 juillet 2019
URL : https://www.washingtonpost.com/outlook/2019/07/08/north-korea-is-keeping-its-nukes-that-seems-be-fine-with-trump-now/?utm_term=.b91c5c6f564e

LU Zhenhua, “North Korea’s Kim Jong-un in China for two-day trip ‘to brief Xi Jinping on Donald Trump summit’”, South China Morning Post, 19 juin 2018
URL : <https://www.scmp.com/news/asia/diplomacy/article/2151353/north-koreas-kim-jong-un-reportedly-planning-third-meeting-xi>

MILES Tom, “China loses trade dispute over rare earth exports”, Reuters, 26 mars 2014

URL : <https://www.reuters.com/article/us-china-wto-rareearths/china-loses-trade-dispute-over-rare-earth-exports-idUSBREA2P0ZK20140326>

MACASKILL Ewen, “US warns North Korea of increased isolation if threats escalate further”, The Guardian, 3 avril 2013

URL : <https://www.theguardian.com/world/2013/mar/29/us-condemns-north-korea-threats>

MCCURRY Justin, “North Korea claims nuclear fusion breakthrough”, The Guardian, 12 mai 2010

URL : <https://www.theguardian.com/world/2010/may/12/north-korea-creates-nuclear-fusion-claim>

MULLEN Jethro, “Nuclear North Korea unacceptable, Kerry says”, CNN, 13 avril 2013

URL : <https://edition.cnn.com/2013/04/12/world/asia/koreas-tensions/index.html>

“North Korea's nuclear tests causing earthquakes, experts say”, CBC, Associated Press, 13 octobre 2017

URL : <https://www.cbc.ca/news/world/north-korea-missile-tests-earthquakes-1.4353138>

“North Korea's nuclear tests, what did they achieve ?”, BBC News, 3 septembre 2017

URL : <https://www.bbc.com/news/world-asia-17823706>

OCHAB Ewelina, “Trafficking of North Korean Women in China”, Forbes, 1^{er} juillet 2019

URL : <https://www.forbes.com/sites/ewelinaochab/2019/07/01/trafficking-of-north-korean-women-in-china/#11fa97847af0>

OKI Nagai, “North Korea trade shrank significantly in 2018? Beijing says”, Nikkei Asian Review, 15 janvier 2019

URL : <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/North-Korea-trade-shrank-significantly-in-2018-Beijing-says>

PAN Esther, “US may shift strategy on North Korea”, Council on Foreign Relations, 24 mai 2006

URL : <https://www.cfr.org/backgrounders/us-may-shift-strategy-north-korea>

PEDROLETTI Brice, “Chine : Xi Jinping pourra officiellement rester chef de l'Etat au-delà de 2023”, Le Monde, 11 mars 2018

URL : https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2018/03/11/le-parlement-chinois-valide-l-abolition-de-la-limite-des-mandats-presidentiels-au-profit-de-xi-jinping_5269084_3216.html

RAMACHANDRAN Sudha, “China's pearl in Pakistan's waters”, Asia Times, 4 mars 2005

URL : http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.atimes.com%2Ftimes%2FSouth_Asia%2FGC04Df06.html

SCHAEFFER Frédéric, “*Lourdes sanctions américaines contre le chinois ZTE sur fond de vives tensions commerciales*”, Les Echos, 17 avril 2018

URL : <https://www.lesechos.fr/2018/04/lourdes-sanctions-americaines-contre-zte-sur-fond-de-divergences-commerciales-971178>

STANGARONE Troy, “*Is Trump Right to Suggest that South Korea and Japan Should Go Nuclear?*” Korea Economic Institute of America, 2016

URL : <http://keia.org/trump-right-suggest-south-korea-and-japan-should-go-nuclear>

TEMPLE-WEST Patrick, “*North Korea won’t give up all its nuclear weapons, former Defense Secretary Gates says*” Politico, 12 mai 2019

URL : <https://www.politico.com/story/2019/05/12/robert-gates-north-korea-1317623>

WARRICK Joby, “*North Korea now making missile ready nuclear weapons, US analysts say*”, Washington Post, 8 août 2017

URL : https://www.washingtonpost.com/world/national-security/north-korea-now-making-missile-ready-nuclear-weapons-us-analysts-say/2017/08/08/e14b882a-7b6b-11e7-9d08-b79f191668ed_story.html?utm_term=.2000ab19c6eb

WOLF Jim, “*US moves to sell advanced spy drones to South Korea*”, Reuters, 25 décembre 2012

URL : <https://www.reuters.com/article/us-usa-korea-drones/u-s-moves-to-sell-advanced-spy-drones-to-south-korea-idUSBRE8BO06V20121226>

WONG Edward, “*Trump Officials Are Split Over Approach to North Korea Talks*”, The New York Times, 1^{er} juillet 2019 URL : <https://www.nytimes.com/2019/07/01/us/politics/trump-bolton-north-korea.html>

“*Xi in North Korea: Kim hails 'invincible' ties with China*”, BBC News, 21 juin 2019

URL : <https://www.bbc.com/news/world-asia-48714872>

XU Weiwei, “*China ‘firmly’ opposes North Korea’s nuclear test*”, Morning Whistle, 13 février 2013

URL : https://archive.is/20130411093630/http://www.morningwhistle.com/html/2013/PoliticsSociety_0213/217114.html

Entretiens :

CORNELOUP Damien (auteur), entretiens avec Zhang Huizhi, Piao Yingai et Ba Dianjun, chercheurs spécialistes de la Corée et professeurs à l’université du Jilin, Changchun, République Populaire de Chine. Entretiens effectués le 30 mai 2019 lors d’une table ronde à Changchun : “*Regional Cooperation of Northeast Asia : Roundtable discussion of Chinese and French Scholars*”.

Annexes

Annexe A : Armistice de Panmunjeon (Korean War Armistice Agreement), préambule et article premier, 27 juillet 1953 (extrait, anglais, 3 pages)

Annexe B : Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République Populaire de Chine et la République Populaire et Démocratique de Corée, 11 juillet 1961 (anglais, 2 pages)

Annexe C : Accord-cadre entre les Etats-Unis d'Amérique et la République Populaire et Démocratique de Corée, 2 novembre 1994 (anglais, 5 pages)

Annexe D : Résolution 1718 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 14 octobre 2006 (5 pages)

Annexe E : Résolution 2375 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 11 septembre 2017 (10 pages)

Annexe F : Déclaration commune entre le président des Etats-Unis d'Amérique Donald Trump et le dirigeant suprême de la République Populaire et Démocratique de Corée Kim Jong-un, à Singapour, 12 juin 2018 (1 page)

THE KOREAN WAR ARMISTICE AGREEMENT

Panmunjom, Korea, July 27, 1953

Agreement between the Commander-in-Chief, United Nations Command, on the one hand, and the Supreme Commander of the Korean People's Army and the Commander of the Chinese People's volunteers, on the other hand, concerning a military armistice in Korea.

PREAMBLE

The undersigned, the Commander-in-Chief, United Nations Command, on the one hand, and the Supreme Commander of the Korean People's Army and the Commander of the Chinese People's Volunteers, on the other hand, in the interest of stopping the Korean conflict, with its great toil of suffering and bloodshed on both sides, and with the objective of establishing an armistice which will insure a complete cessation of hostilities and of all acts of armed force in Korea until a final peaceful settlement is achieved, do individually, collectively, and mutually agree to accept and to be bound and governed by the conditions and terms of armistice set forth in the following articles and paragraphs, which said conditions and terms are intended to be purely military in character and to pertain solely to the belligerents in Korea:

ARTICLE 1

Military Demarcation Line and Demilitarized Zone

1. A military demarcation line shall be fixed and both sides shall withdraw two (2) kilometers from this line so as to establish a demilitarized zone between the opposing forces. A demilitarized zone shall be established as a buffer zone to prevent the occurrence of incidents which might lead to a resumption of hostilities.
2. The military demarcation line is located as indicated on the attached map.
3. This demilitarized zone is defined by a northern and southern boundary as indicated on the attached map.
4. The military demarcation line shall be plainly marked as directed by the Military Armistice Commission hereinafter established. The Commanders of the opposing sides shall have suitable markers erected along the boundary between the demilitarized zone and their respective areas. The Military Armistice Commission shall supervise the erection of all markers placed along the military demarcation line and along the boundaries of the demilitarized zone.

5. The waters of the Han River Estuary shall be open to civil shipping of both sides wherever one bank is controlled by one side and the other bank is controlled by the other side. The Military Armistice Commission shall prescribe rules for the shipping in that part of the Han River Estuary indicated on the attached map. Civil shipping of each side shall have unrestricted access to the land under the military control of that side.
6. Neither side shall execute any hostile act within, from, or against the demilitarized zone.
7. No person, military or civilian, shall be permitted to cross the military demarcation line unless specifically authorized to do so by the Military Armistice Commission.
8. No, person military of civilian, in the demilitarized zone shall be permitted to enter the territory under the military control of either side unless specifically authorized to do so by the Commander into whose territory entry is sought.
9. No person, military or civilian, shall be permitted to enter the demilitarized zone except persons concerned with the conduct of civil administration and relief and persons specifically authorized to enter by the Military Armistice Commission.
10. Civil administration and relief in that part of the demilitarized zone which is south of the military of the military demarcation line shall be the responsibility of the Commander-in-Chief, United Nations Command; and civil administration and relief in that part of the demilitarized zone which is north of the military demarcation line shall be the joint responsibility of the Supreme Commander of the Korean People's Army and the Commander of the Chinese People's volunteers. The number of persons, military or civilian, from each side who are permitted to enter the demilitarized zone for the conduct of civil administration and relief shall be as determined by the respective Commanders, but in no case shall the total number authorized by either side exceed one thousand (1,000) persons at any one time. The number of civil police and the arms to be carried by them shall be a prescribed by the Military Armistice Commission. Other personnel shall not carry arms unless specifically authorized to do so by the Military Armistice Commission.
11. Nothing contained in this article shall be construed to prevent the complete freedom of movement to, from, and within the demilitarized zone by the Military Armistice Commission, its assistants, its Joint Observer Teams with their assistants, the Neutral Nations Supervisory Commission hereinafter established, its assistants, its Neutral Nations Inspection teams with their assistants, and of any other persons, materials, and equipment specifically authorized to enter the demilitarized zone by the Military Armistice Commission. Convenience of movement shall be permitted through the territory under the military control of

Annexe A

either side over any route necessary to move between points within the demilitarized zone where such points are not connected by roads lying completely within the demilitarized zone.

Source: Peking Review, Vol. 4, No. 28, p.5.

Treaty of Friendship, Co-operation and Mutual Assistance
Between the People's Republic of China and the Democratic People's Republic of Korea.

July 11, 1961

THE Chairman of the People's Republic of China and the Presidium of the Supreme People's Assembly of the Democratic People's Republic of Korea, determined, in accordance with Marxism-Leninism and the principle of proletarian internationalism and on the basis of mutual respect for state sovereignty and territorial integrity, mutual non-aggression, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit, and mutual assistance and support, to make every effort to further strengthen and develop the fraternal relations of friendship, co-operation and mutual assistance between the People's Republic of China and the Democratic People's Republic of Korea, to jointly guard the security of the two peoples, and to safeguard and consolidate the peace of Asia and the world, and deeply convinced that the development and strengthening of the relations of friendship, co-operation and mutual assistance between the two countries accord not only with the fundamental interests of the two peoples but also with the interests of the peoples all over the world, have decided for this purpose to conclude the present Treaty and appointed as their respective plenipotentiaries:

- The Chairman of the People's Republic of China: Zhou Enlai, Premier of the State Council of the People's Republic of China.
- The Presidium of the Supreme People's Assembly of the Democratic People's Republic of Korea: Kim Il-Sung, Premier of the Cabinet of the Democratic People's Republic of Korea,

Who, having examined each other's full powers and found them in good and due form, have agreed upon the the following:

Article I

The Contracting Parties will continue to make every effort to safeguard the peace of Asia and the world and the security of all peoples.

Article II

The Contracting Parties undertake jointly to adopt all measures to prevent aggression against either of the Contracting Parties by any state. In the event of one of the Contracting Parties being subjected to the armed attack by any state or several states jointly and thus being involved in a state of war, the other Contracting Party shall immediately render military and other assistance by all means at its disposal.

Article III

Neither Contracting Party shall conclude any alliance directed against the other Contracting Party or take part in any bloc or in any action or measure directed against the other Contracting Party .

Article IV

The Contracting Parties will continue to consult with each other on all important international questions of common interest to the two countries.

Article V

The Contracting Parties, on the principles of mutual respect for sovereignty, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit and in the spirit of friendly co-operation, will continue to render each other every possible economic and technical aid in the cause of socialist construction of the two countries and will continue to consolidate and develop economic, cultural, and scientific and technical co-operation between the two countries.

Article VI

The Contracting Parties hold that the unification of Korea must be realized along peaceful and democratic lines and that such a solution accords exactly with the national interests of the Korean people and the aim of preserving peace in the Far East.

Article VII

The present Treaty is subject to ratification and shall come into force on the day of exchange of instruments of ratification, which will take place in Pyongyang. The present Treaty will remain in force until the Contracting Parties agree on its amendment or termination. Done in duplicate in Peking on the eleventh day of July, nineteen sixty-one, in the Chinese and Korean languages, both texts being equally authentic.

(Signed)

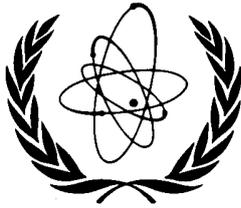
ZHOU ENLAI

Plenipotentiary of the
People's Republic of China

(Signed)

KIM IL-SUNG

Plenipotentiary of the
Democratic People's Republic of Korea



International Atomic Energy Agency

INFORMATION CIRCULAR

Annexe C
INF

INFCIRC/457
2 November 1994

GENERAL Distr.
Original: ENGLISH

**AGREED FRAMEWORK OF 21 OCTOBER 1994
BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA
AND THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA**

The attached text of the Agreed Framework between the United States of America and the Democratic People's Republic of Korea, signed in Geneva on 21 October 1994, is being circulated to all Member States of the Agency at the request of the Resident Representative of the United States of America.

AGREED FRAMEWORK BETWEEN
THE UNITED STATES OF AMERICA AND
THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA

GENEVA, OCTOBER 21, 1994

Delegations of the Governments of the United States of America (U.S.) and the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) held talks in Geneva from September 23 to October 21, 1994, to negotiate an overall resolution of the nuclear issue on the Korean Peninsula.

Both sides reaffirmed the importance of attaining the objectives contained in the August 12, 1994 agreed statement between the U.S. and the DPRK and upholding the principles of the June 11, 1993 joint statement of the U.S. and the DPRK to achieve peace and security on a nuclear-free Korean Peninsula. The U.S. and DPRK decided to take the following actions for the resolution of the nuclear issue:

I. Both sides will cooperate to replace the DPRK's graphite-moderated reactors and related facilities with light-water reactor (LWR) power plants.

- 1) In accordance with the October 20, 1994 letter of assurance from the U.S. President, the U.S. will undertake to make arrangements for the provision to the DPRK of a LWR project with a total generating capacity of approximately 2,000 MW(E) by a target date of 2003.
 - The U.S. will organize under its leadership an international consortium to finance and supply the LWR project to be provided to the DPRK. The U.S., representing the international consortium, will serve as the principal point of contact with the DPRK for the LWR project.
 - The U.S., representing the consortium, will make best efforts to secure the conclusion of a supply contract with the DPRK within six months of the date of this document for the provision of the LWR project. Contract talks will begin as soon as possible after the date of this document.
 - As necessary, the U.S. and the DPRK will conclude a bilateral agreement for cooperation in the field of peaceful uses of nuclear energy.

- 2) In accordance with the October 20, 1994 letter of assurance from the U.S. President, the U.S., representing the consortium, will make arrangements to offset the energy foregone due to the freeze of the DPRK's graphite-moderated reactors and related facilities, pending completion of the first LWR unit.
 - Alternative energy will be provided in the form of heavy oil for heating and electricity production.
 - Deliveries of heavy oil will begin within three months of the date of this document and will reach a rate of 500,000 tons annually, in accordance with an agreed schedule of deliveries.

- 3) Upon receipt of U.S. assurances for the provision of LWR's and for arrangements for interim energy alternatives, the DPRK will freeze its graphite-moderated reactors and related facilities and will eventually dismantle these reactors and related facilities.
 - The freeze on the DPRK's graphite-moderated reactors and related facilities will be fully implemented within one month of the date of this document. During this one-month period, and throughout the freeze, the International Atomic Energy Agency (IAEA) will be allowed to monitor this freeze, and the DPRK will provide full cooperation to the IAEA for this purpose.
 - Dismantlement of the DPRK's graphite-moderated reactors and related facilities will be completed when the LWR project is completed.
 - The U.S. and DPRK will cooperate in finding a method to store safely the spent fuel from the 5 MW(E) experimental reactor during the construction of the LWR project, and to dispose of the fuel in a safe manner that does not involve reprocessing in the DPRK.

4) As soon as possible after the date of this document, U.S. and DPRK experts will hold two sets of experts talks.

-- At one set of talks, experts will discuss issues related to alternative energy and the replacement of the graphite-moderated reactor program with the LWR project.

-- At the other set of talks, experts will discuss specific arrangements for spent fuel storage and ultimate disposition.

II. The two sides will move toward full normalization of political and economic relations.

1) Within three months of the date of this document, both sides will reduce barriers to trade and investment, including restrictions on telecommunications services and financial transactions.

2) Each side will open a liaison office in the other's capital following resolution of consular and other technical issues through expert level discussions.

3) As progress is made on issues of concern to each side, the U.S. and DPRK will upgrade bilateral relations to the ambassadorial level.

III. Both sides will work together for peace and security on a nuclear-free Korean Peninsula.

1) The U.S. will provide formal assurances to the DPRK, against the threat or use of nuclear weapons by the U.S.

2) The DPRK will consistently take steps to implement the North-South Joint Declaration on the Denuclearization of the Korean Peninsula.

3) The DPRK will engage in North-South dialogue, as this agreed framework will help create an atmosphere that promotes such dialogue.

IV. Both sides will work together to strengthen the international nuclear non-proliferation regime.

- 1) The DPRK will remain a party to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and will allow implementation of its Safeguards Agreement under the Treaty.
- 2) Upon conclusion of the supply contract for the provision of the LWR project, ad hoc and routine inspections will resume under the DPRK's Safeguards Agreement with the IAEA with respect to the facilities not subject to the freeze. Pending conclusion of the supply contract, inspections required by the IAEA for the continuity of safeguards will continue at the facilities not subject to the freeze.
- 3) When a significant portion of the LWR project is completed, but before delivery of key nuclear components, the DPRK will come into full compliance with its Safeguards Agreement with the IAEA ([INFCIRC/403](#)), including taking all steps that may be deemed necessary by the IAEA, following consultations with the Agency with regard to verifying the accuracy and completeness of the DPRK's initial report on all nuclear material in the DPRK.

Kang Sok Ju

Head of the Delegation
of the Democratic
People's Republic of
Korea, First Vice-Minister
of Foreign Affairs of the
Democratic People's
Republic of Korea

Robert L. Gallucci

Head of the Delegation
of United States of America,
Ambassador at Large of the
United States of America

**Conseil de sécurité**Distr. générale
13 décembre 2006**Résolution 1718 (2006)****Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5551^e séance,
le 14 octobre 2006**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses précédentes résolutions sur la question, y compris la résolution 825 (1993), la résolution 1540 (2004) et, en particulier, la résolution 1695 (2006), ainsi que la déclaration faite par son président le 6 octobre 2006 (S/PRST/2006/41),

Réaffirmant que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Se déclarant extrêmement préoccupé par le fait que la République populaire démocratique de Corée affirme avoir procédé à un essai nucléaire le 9 octobre 2006, par le défi qu'un essai de ce type pose pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et pour les efforts exercés à l'échelon international pour renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires à travers le monde, et par le danger qui en résulte pour la paix et la stabilité dans la région et au-delà,

Se déclarant fermement convaincu que le régime international de non-prolifération des armes nucléaires doit être maintenu et rappelant que la République populaire démocratique de Corée ne peut avoir le statut d'État doté de l'arme nucléaire aux termes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires,

Déplorant que la République populaire démocratique de Corée ait annoncé son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et son intention de se procurer l'arme nucléaire,

Déplorant également que la République populaire démocratique de Corée ait refusé de reprendre les pourparlers à six sans conditions préalables,

Faisant sienne la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée,

Soulignant qu'il importe que la République populaire démocratique de Corée tienne compte des autres préoccupations sécuritaires et humanitaires de la communauté internationale,

** Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques.



Se déclarant vivement préoccupé par le fait que l'essai déclaré par la République populaire démocratique de Corée a aggravé les tensions dans la région et au-delà et *estimant* donc que la paix et la sécurité internationales sont manifestement menacées,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et *prenant* des mesures sous l'empire de son Article 41,

1. *Condamne* l'essai nucléaire annoncé par la République populaire démocratique de Corée le 9 octobre 2006, au mépris flagrant de ses résolutions sur la question, en particulier la résolution 1695 (2006), ainsi que de la déclaration faite par son président le 6 octobre 2006 (S/PRST/2006/41), selon laquelle, notamment, cet essai susciterait la condamnation universelle de la communauté internationale et constituerait une menace manifeste pour la paix et la sécurité internationales;

2. *Exige* de la République populaire démocratique de Corée qu'elle ne procède à aucun nouvel essai nucléaire ou tir de missiles balistiques;

3. *Exige* que la République populaire démocratique de Corée revienne immédiatement sur l'annonce de son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

4. *Exige également* que la République populaire démocratique de Corée revienne au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et *souligne* la nécessité pour tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de continuer à respecter leurs obligations conventionnelles;

5. *Décide* que la République populaire démocratique de Corée doit suspendre toutes activités liées à son programme de missiles balistiques et rétablir dans ce contexte les engagements qu'elle a précédemment souscrits en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles;

6. *Décide* que la République populaire démocratique de Corée doit abandonner totalement toutes armes nucléaires et tous programmes nucléaires existants de façon vérifiable et irréversible, respecter strictement les obligations mises à la charge des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les conditions que lui impose l'Accord de garantie (AIEA Infirc/403) conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et fournir à celle-ci des mesures de transparence allant au-delà de ces exigences, y compris l'accès aux personnes, à la documentation, au matériel et aux installations qui pourrait être requis et jugé nécessaire par l'Agence;

7. *Décide également* que la République populaire démocratique de Corée doit abandonner totalement toutes autres armes de destruction massive existantes et tout programme de missiles balistiques existant, de façon vérifiable et irréversible;

8. *Décide* que :

a) Tous les États Membres devront empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, vers la République populaire démocratique de Corée, à travers leur territoire ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, qu'ils aient ou non leur origine dans leur territoire, de ce qui suit :

- i) Chars de combat, véhicules blindés de combat, système d'artillerie de gros calibre, avions de combat, hélicoptères d'attaque, navires de guerre, missiles et lanceurs de missiles tels que définis aux fins du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, ou matériel connexe, y compris pièces détachées, ou articles selon ce que déterminera le Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 12 ci-après (ci-après dénommé le Comité);
- ii) Tous articles, matières, matériel, marchandises et technologies figurant sur les listes contenues dans les documents S/2006/814 et S/2006/815, à moins que, 14 jours au plus tard après l'adoption de la présente résolution, le Comité n'ait modifié ou complété leurs dispositions en tenant compte également de la liste contenue dans le document S/2006/816, ainsi que tous autres articles, matières, matériel, marchandises et technologies que pourrait désigner le Conseil de sécurité ou le Comité, car susceptibles de contribuer aux programmes nucléaires, de missiles balistiques ou d'autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée;
- iii) Articles de luxe;
- b) La République populaire démocratique de Corée devra cesser d'exporter tous les articles visés aux alinéas a) i) et ii) ci-dessus et tous les États Membres devront interdire que ces articles soient achetés à la République populaire démocratique de Corée par leurs ressortissants ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, que ces articles proviennent ou non du territoire de la République populaire démocratique de Corée;
- c) Tous les États Membres devront s'opposer à tout transfert à destination ou en provenance de la République populaire démocratique de Corée, par leurs nationaux ou en provenance de leurs territoires respectifs, de formation, de conseils, de services ou d'assistance techniques liés à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien ou à l'utilisation des articles énumérés aux alinéas a) i) et a) ii) ci-dessus;
- d) Tous les États Membres devront, agissant dans le respect de leurs procédures légales respectives, geler immédiatement fonds, avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire à la date de l'adoption de la présente résolution ou par la suite, qui sont la propriété ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou d'entités désignées par le Comité ou par le Conseil de sécurité comme participant ou apportant un appui, y compris par d'autres moyens illicites, aux programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée, ou par des personnes ou entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions, et ils devront veiller à empêcher leurs ressortissants ou toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre à la disposition de ces personnes ou entités des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou d'en permettre l'utilisation à leur profit;
- e) Tous les États Membres prendront les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée sur leur territoire ou le passage en transit par leur territoire de toute personne désignée par le Comité, ou par le Conseil de sécurité, comme étant responsable, y compris sous forme d'appui ou d'encouragement, des politiques menées par la République populaire démocratique de Corée en matière de programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres

armes de destruction massive, ainsi que des membres de leur famille, étant entendu qu'aucune disposition du présent alinéa ne peut contraindre un État à refuser à ses propres ressortissants l'entrée sur son territoire;

f) Afin de veiller à l'application des dispositions du présent paragraphe et de prévenir ainsi le trafic illicite des armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de leurs vecteurs et du matériel connexe, tous les États Membres sont appelés à coopérer, conformément à leurs autorités juridiques nationales et à leur législation et en conformité avec le droit international, notamment en procédant à l'inspection du fret à destination ou en provenance de la République populaire démocratique de Corée, selon que de besoin;

9. *Décide* que les dispositions du paragraphe 8 d) ci-dessus ne s'appliquent pas aux moyens financiers ou autres avoirs ou ressources au sujet desquels les États concernés ont établi qu'ils étaient :

a) Soit nécessaires pour régler les dépenses ordinaires (vivres, loyers ou mensualités de prêts hypothécaires, médicaments ou frais médicaux, impôts, primes d'assurance, factures de services collectifs de distribution) ou pour verser des honoraires d'un montant raisonnable et rembourser des dépenses engagées par des juristes dont les services ont été employés, ou acquitter des frais ou commissions sur des fonds gelés, d'autres avoirs financiers ou des ressources économiques institués par la législation nationale, dès lors que lesdits États ont informé le Comité de leur intention d'autoriser, dans les cas où cela serait justifié, l'accès auxdits fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques et où celui-ci ne s'y est pas opposé dans les cinq jours ouvrables qui ont suivi;

b) Soit nécessaires pour régler des dépenses extraordinaires, pour autant que les États concernés en aient avisé le Comité et que celui-ci ait donné son accord;

c) Soit visés par un privilège ou une décision judiciaire, administrative ou arbitrale, auquel cas les fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques pourront être utilisés à cette fin, pour autant que le privilège ou la décision soit antérieur à la présente résolution, qu'il ne soit pas au profit d'une personne ou d'une entité visée à l'alinéa d) du paragraphe 8 ci-dessus ou désignée par le Conseil de sécurité ou le Comité et qu'il ait été porté à la connaissance de ce dernier par les États concernés;

10. *Décide* que les mesures édictées à l'alinéa e) du paragraphe 8 ci-dessus ne trouvent pas application lorsque le Comité détermine, agissant au cas par cas, que le voyage est justifié pour des motifs humanitaires, y compris pour accomplir un devoir religieux, ou considère qu'une dérogation favoriserait la réalisation des objectifs de la présente résolution;

11. *Invite* tous les États Membres à lui faire rapport dans un délai de trente jours à compter de l'adoption de la présente résolution sur les mesures qu'ils auront prises afin de mettre effectivement en application les dispositions du paragraphe 8 ci-dessus;

12. *Décide* de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous ses membres, qui s'acquittera des tâches ci-après :

a) Obtenir de tous les États, en particulier ceux qui produisent ou ont en leur possession les articles, matières, matériel, marchandises et technologies visés à

l'alinéa a) du paragraphe 8 ci-dessus, des informations concernant les mesures qu'ils auront prises pour appliquer effectivement les mesures imposées au paragraphe 8 de la présente résolution, ainsi que toutes autres informations qu'il pourrait juger utiles à cet égard;

b) Examiner les informations obtenues au sujet de violations présumées des mesures imposées au paragraphe 8 de la présente résolution et prendre des mesures appropriées;

c) Examiner les demandes de dérogation prévues aux paragraphes 9 et 10 ci-dessus et se prononcer à leur sujet;

d) Déterminer quels autres articles, matières, matériel, marchandises et technologies supplémentaires doivent être ajoutés à l'énumération des alinéas a) i) et ii) du paragraphe 8 ci-dessus;

e) Désigner toutes autres personnes et entités passibles des mesures imposées par les alinéas d) et e) du paragraphe 8 ci-dessus;

f) Arrêter les directives qui pourraient être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des mesures imposées par la présente résolution;

g) Lui adresser au moins tous les 90 jours un rapport sur ses travaux, accompagné de ses observations et recommandations, en particulier sur les moyens de renforcer l'efficacité des mesures imposées par le paragraphe 8 ci-dessus;

13. *Salue et encourage à nouveau* les efforts faits par tous les États concernés pour intensifier leurs initiatives diplomatiques, pour s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la tension et pour faciliter la reprise rapide des pourparlers à six, afin de mettre rapidement en œuvre la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, de parvenir à une dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne et de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule et dans l'Asie du Nord-Est;

14. *Invite* la République populaire démocratique de Corée à reprendre les pourparlers à six immédiatement et sans conditions préalables et à s'employer à mettre rapidement en œuvre la Déclaration commune publiée le 19 septembre 2005 par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée;

15. *Affirme* qu'il suivra en permanence la conduite de la République populaire démocratique de Corée et se tiendra prêt à examiner le bien-fondé des mesures énoncées au paragraphe 8 ci-dessus, y compris les questions de leur renforcement, de leur modification, de leur suspension ou de leur levée, en fonction de ce qui serait nécessaire au vu de la manière dont la République populaire démocratique de Corée se conforme aux dispositions de la présente résolution;

16. *Souligne* qu'il devra prendre d'autres décisions si des mesures supplémentaires s'avèrent nécessaires;

17. *Décide* de rester activement saisi de la question.

**Conseil de sécurité**Distr. générale
11 septembre 2017**Résolution 2375 (2017)****Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 8042^e séance,
le 11 septembre 2017**

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question, notamment les résolutions 825 (1993), 1695 (2006), 1718 (2006), 1874 (2009), 1887 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017) et 2371 (2017), ainsi que les déclarations de son président en date du 6 octobre 2006 (S/PRST/2006/41), du 13 avril 2009 (S/PRST/2009/7), du 16 avril 2012 (S/PRST/2012/13) et du 29 août 2017 (S/PRST/2017/16),

Réaffirmant que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Se déclarant très profondément préoccupé par l'essai nucléaire que la République populaire démocratique de Corée a effectué le 2 septembre 2017, en violation des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017) et 2371 (2017), par le péril qu'un tel essai représente pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et pour l'action menée à l'échelon international afin de renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires dans le monde et par le danger qui en résulte pour la paix et la stabilité dans la région et au-delà,

Soulignant à nouveau qu'il importe que la République populaire démocratique de Corée réponde aux autres préoccupations de la communauté internationale en matière de sécurité et sur le plan humanitaire, et se *déclarant* vivement préoccupé par le fait que la République populaire démocratique de Corée continue de mettre au point des armes nucléaires et des missiles balistiques en détournant des ressources critiques au détriment de la population de la République populaire démocratique de Corée dont les besoins immenses sont loin d'être satisfaits,

Se déclarant très profondément préoccupé de constater que les activités relatives aux programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ont déstabilisé la région et au-delà, et considérant que la paix et la sécurité internationales continuent d'être manifestement menacées,



Soulignant qu'il est préoccupé par les conséquences dangereuses à grande échelle pour la sécurité régionale que pourrait avoir le tour pris par les événements dans la péninsule coréenne,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de tous les États, conformément à la Charte des Nations Unies, et rappelant les buts et principes consacrés dans la Charte,

Exprimant également le désir de trouver une solution pacifique et diplomatique à la situation et *se félicitant à nouveau* des efforts déployés par les membres du Conseil de sécurité et par d'autres États Membres pour faciliter une solution pacifique et globale par le dialogue,

Insistant sur la nécessité d'assurer la paix et la sécurité internationales, d'instaurer durablement la stabilité dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est et de régler la situation par des moyens pacifiques, diplomatiques et politiques,

Agissant au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et prenant des mesures en vertu de son Article 41,

1. *Condamne* avec la plus grande fermeté l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 2 septembre 2017, en violation et au mépris flagrant de ses résolutions sur la question;

2. *Réaffirme* ses décisions selon lesquelles la République populaire démocratique de Corée ne procédera à aucun nouveau tir recourant à la technologie des missiles balistiques ou essai nucléaire et s'abstiendra de toute autre provocation; doit suspendre immédiatement toutes les activités liées à son programme de missiles balistiques et rétablir dans ce contexte les engagements qu'elle a précédemment souscrits en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles; doit abandonner immédiatement toutes les armes nucléaires et tous les programmes nucléaires existants de façon complète, vérifiable et irréversible et cesser immédiatement toute activité connexe; doit abandonner tout autre programme existant d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, de façon complète, vérifiable et irréversible;

Désignations

3. *Décide* que les mesures énoncées à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également à la personne et aux entités dont les noms figurent dans les annexes I et II de la présente résolution, ainsi qu'à toute personne ou entité agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et aux entités qu'elles possèdent ou contrôlent, y compris par des moyens illicites, et *décide* en outre que les mesures énoncées à l'alinéa e) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) s'appliquent également à la personne dont le nom figure dans l'annexe I de la présente résolution, ainsi qu'aux personnes agissant pour son compte ou sur ses instructions;

4. *Décide* qu'il adaptera les mesures édictées au paragraphe 8 de la résolution 1718 (2016) en désignant d'autres articles, matières, équipements, biens et technologies à double usage pouvant servir à la fabrication d'armes de destruction massive, *donne pour instruction* au Comité de faire ce qu'il faut à cet effet et de lui soumettre un rapport au plus tard 15 jours après l'adoption de la présente résolution, *décide* que si le Comité ne l'a pas fait, il parachèvera l'adaptation de ces mesures au plus tard sept jours après avoir reçu ledit rapport, et *charge* ce dernier de mettre la liste à jour régulièrement, tous les 12 mois;

5. *Décide* qu'il adaptera les mesures édictées aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) en désignant d'autres articles, matières,

équipements, biens et technologies pouvant servir à la fabrication d'armes classiques, *donne pour instruction* au Comité de faire ce qu'il faut à cet effet et de lui soumettre un rapport au plus tard 15 jours après l'adoption de la présente résolution, *décide* que si le Comité ne l'a pas fait, il parachèvera l'adaptation de ces mesures au plus tard sept jours après avoir reçu ledit rapport, et *charge* ce dernier de mettre la liste à jour régulièrement, tous les 12 mois;

6. *Décide* qu'il appliquera les mesures édictées au paragraphe 6 de la résolution 2371 (2016) aux navires transportant des articles interdits en provenance de la République populaire démocratique de Corée, *donne pour instruction* au Comité de procéder à la désignation de ces navires et de lui soumettre un rapport au plus tard 15 jours après l'adoption de la présente résolution, *décide* que si le Comité ne l'a pas fait, il parachèvera l'adaptation de ces mesures au plus tard sept jours après avoir reçu ledit rapport, et *charge* ce dernier de mettre la liste à jour régulièrement, à mesure qu'il est informé de nouvelles violations;

Interdiction maritime de cargos

7. *Demande* à tous les États Membres d'inspecter, avec le consentement de l'État du pavillon, des navires se trouvant en haute mer s'ils disposent d'informations leur donnant des motifs raisonnables de penser que la cargaison de ces navires contient des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) ou par la présente résolution, afin de garantir l'application stricte de ces dispositions;

8. *Demande* à tous les États de coopérer aux fins des inspections menées en application du paragraphe 7 ci-dessus et décide que, s'il ne consent pas à l'inspection en haute mer, l'État du pavillon devra ordonner au navire de se rendre dans un port approprié et commode pour que les autorités locales procèdent à l'inspection voulue conformément au paragraphe 18 de la résolution 2270 (2016), et *décide également* que, si l'État du pavillon ne consent pas à l'inspection en haute mer ni n'ordonne au navire de se rendre dans un port approprié et commode pour les inspections requises, ou si le navire refuse d'obtempérer à l'ordre de l'État du pavillon d'autoriser l'inspection en haute mer ou de se rendre dans un tel port, le Comité envisagera de soumettre le navire aux mesures imposées à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et au paragraphe 12 de la résolution 2321 (2016) et l'État du pavillon radiera immédiatement le navire des registres d'immatriculation dès lors que la désignation aura été faite par le Comité;

9. *Demande* à tout État Membre qui n'obtiendrait pas la coopération de l'État du pavillon aux fins de l'application du paragraphe 8 ci-dessus de présenter rapidement au Comité un rapport comprenant des informations détaillées au sujet de l'incident, du navire et de l'État du pavillon, et *prie* le Comité de communiquer régulièrement des informations sur ces navires et les États du pavillon concernés;

10. *Affirme* que le paragraphe 7 s'applique uniquement aux inspections menées par les navires de guerre et d'autres navires ou aéronefs qui portent des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés au service d'un État et qu'ils sont habilités à cet effet, et *souligne* qu'il ne s'applique pas à l'inspection des navires jouissant de l'immunité souveraine en vertu du droit international;

11. *Décide* que tous les États Membres doivent interdire à leurs nationaux, aux personnes relevant de leur juridiction, aux entités constituées sur leur territoire ou relevant de leur juridiction et aux navires battant leur pavillon, de faciliter ou d'effectuer des transbordements, depuis ou vers des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, de tous biens ou articles dont la

fourniture, la vente ou le transfert s'effectue depuis ou vers la République populaire démocratique de Corée;

12. *Affirme* que les paragraphes 7, 8 et 9 ne s'appliquent qu'à la situation en République populaire démocratique de Corée et n'ont aucun effet, pour ce qui est de toute autre situation, sur les droits, obligations ou responsabilités que les États Membres tiennent du droit international, notamment les droits et obligations découlant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, et *souligne* en particulier que la présente résolution ne saurait être considérée comme établissant une norme de droit international coutumier;

Mesures d'ordre sectoriel

13. *Décide* que tous les États Membres doivent empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République populaire démocratique de Corée, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par l'intermédiaire de leurs nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, de tous condensats de gaz et liquides de gaz naturel, et *décide* que la République populaire démocratique de Corée ne doit pas se procurer ce type de matériel;

14. *Décide* que tous les États Membres doivent empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République populaire démocratique de Corée, à partir de leur territoire ou à travers celui-ci ou par l'intermédiaire de leurs nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, de tous produits pétroliers raffinés, *décide* que la République populaire démocratique de Corée ne doit pas se procurer ce type de produit, *décide* que cette disposition ne s'applique pas à l'achat par la République populaire démocratique de Corée ou à la fourniture, à la vente ou au transfert directs ou indirects à la République populaire démocratique de Corée, à partir du territoire des États Membres ou à travers celui-ci ou par l'intermédiaire de leurs nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, de produits pétroliers raffinés d'une quantité maximale de 500 000 barils pour une période initiale commençant le 1^{er} octobre 2017 et s'achevant le 31 décembre 2017, et de produits pétroliers raffinés d'une quantité maximale de 2 000 000 de barils par an pour une période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2018 qui sera renouvelée tous les ans, à condition que a) l'État Membre notifie au Comité tous les 30 jours la quantité de produits pétroliers raffinés fournie, vendue ou transférée à la République populaire démocratique de Corée, ainsi que les informations concernant toutes les parties à la transaction, b) la fourniture, la vente ou le transfert de produits pétroliers raffinés n'implique aucune personnes ou entités associées aux programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ou à d'autres activités interdites par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) ou par la présente résolution, c'est-à-dire toutes personnes ou entités désignées, toutes personnes ou entités agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, toute entité qu'elles possèdent ou contrôlent, directement ou indirectement, ou toute personne ou entité qui aide à contourner les sanctions, et c) la fourniture, la vente ou le transfert de produits pétroliers raffinés ne soit effectué qu'à des fins de subsistance des citoyens de la République populaire démocratique de Corée et en aucun cas afin de produire des recettes pour le compte des programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ou d'autres activités interdites par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) ou la présente résolution, *charge* le Secrétaire du Comité d'aviser tous les États Membres lorsque le volume de produits pétroliers raffinés fourni, vendu ou transféré à la République populaire démocratique de Corée atteint 75 % de la quantité autorisée pour la période allant

du 1^{er} octobre 2017 au 31 décembre 2017, *charge également* le Secrétaire du Comité, à partir du 1^{er} janvier 2018, d'aviser tous les États Membres lorsque le volume de produits pétroliers raffinés fourni, vendu ou transféré à la République populaire démocratique de Corée atteint 90 % du total annuel, et *charge en outre* le Secrétaire du Comité, à partir du 1^{er} janvier 2018, d'aviser tous les États Membres lorsque le volume total atteint 95 % du total annuel, et de les informer qu'ils doivent alors immédiatement cesser toute vente, fourniture ou transfert de produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée jusqu'à la fin l'année en cours, *charge* le Comité d'indiquer publiquement sur son site Web, pour chaque mois et par pays d'origine, le volume total de produits pétroliers raffinés fourni, vendu ou transféré à la République populaire démocratique de Corée, *charge également* le Comité d'actualiser ces informations en temps réel au fur et à mesure qu'il reçoit les notifications des États Membres, *demande* à tous les États Membres de consulter régulièrement le site Web pour s'assurer de ne pas dépasser les plafonds annuels de produits pétroliers raffinés établis par la présente résolution, *charge* le Groupe d'experts de suivre de près les mesures pratiques que prennent les États Membres à des fins d'assistance et pour faciliter la pleine application et le respect des présentes dispositions partout dans le monde et *prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires à cet effet et de fournir des ressources supplémentaires à cet égard;

15. *Décide* que tous les États Membres ne doivent fournir, vendre ou transférer à la République populaire démocratique de Corée au cours d'une période de douze mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, aucune quantité de pétrole brut supérieure à celle qu'ils lui auraient fournie, vendue ou transférée douze mois avant l'adoption de la présente résolution, à moins que le Comité n'ait approuvé au préalable et au cas par cas la fourniture, la vente ou le transfert d'une cargaison de pétrole brut à des fins de subsistance des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée et que la transaction n'ait aucun rapport avec les programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée ou d'autres activités interdites par les résolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#) ou la présente résolution;

16. *Décide* que la République populaire démocratique de Corée ne doit pas fournir, vendre ou transférer, directement ou indirectement, à partir de son territoire ou par l'intermédiaire de ses nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant son pavillon, des textiles (notamment, mais non exclusivement, des tissus et des vêtements partiellement ou entièrement assemblés), et que tous les États doivent interdire l'achat à la République populaire démocratique de Corée, par leurs nationaux ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, de ces articles, qu'ils proviennent ou non du territoire de la République populaire démocratique de Corée, sauf si le Comité l'a approuvé au préalable et au cas par cas, et *décide également* que pour ces ventes, fournitures et transferts de textiles (notamment, mais non exclusivement, de tissus et de vêtements partiellement ou entièrement assemblés) pour lesquels des contrats écrits ont été établis avant l'adoption de la présente résolution, tous les États peuvent autoriser l'importation des lots concernés sur leur territoire dans un délai de 90 jours à compter de la date d'adoption de la présente résolution en communiquant au Comité toutes les informations relatives à ces importations au plus tard 135 jours après la date d'adoption de la présente résolution;

17. *Décide* que tous les États Membres doivent s'abstenir de fournir aux nationaux de la République populaire démocratique de Corée des permis de travail valables dans leur juridiction et associés à l'admission sur leur territoire, sauf si le Comité détermine au préalable au cas par cas que l'emploi de nationaux de la

République populaire démocratique de Corée dans la juridiction d'un État membre est nécessaire à l'acheminement de l'aide humanitaire, à la dénucléarisation ou à toute autre fin compatible avec les objectifs des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) ou de la présente résolution, et *décide* que la présente disposition ne s'applique pas aux permis de travail pour lesquels des contrats écrits ont été établis avant l'adoption de la présente résolution;

Coentreprises

18. *Décide* que les États doivent interdire l'ouverture, le maintien en fonctionnement et l'exploitation, par leurs nationaux ou sur leur territoire, de toute coentreprise ou entité de coopération, existante et nouvelle, avec des entités ou des personnes de la République populaire démocratique de Corée, agissant ou non pour le compte ou au nom du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, sauf dans le cas de coentreprises ou d'entités de coopération préalablement approuvées par le Comité au cas par cas, en particulier les projets d'infrastructure non commerciaux qui servent l'intérêt général et sont sans but lucratif, *décide également* que les États doivent mettre fin à toute coentreprise ou entité de coopération existante dans les 120 jours suivant l'adoption de la présente résolution si cette coentreprise ou entité de coopération n'a pas été approuvée par le Comité au cas par cas et, le cas échéant, dans les 120 jours suivant la décision de non-approbation rendue par le Comité, et *décide* que la présente disposition ne s'applique pas aux projets d'infrastructure d'énergie hydroélectrique entre la Chine et la République populaire démocratique de Corée ni au projet de liaison portuaire et ferroviaire Rajin-Khasan entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée devant servir exclusivement à l'exportation de charbon d'origine russe, comme l'autorise le paragraphe 8 de la résolution 2371 (2017);

Application des sanctions

19. *Décide* que les États Membres lui font rapport dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'adoption de la présente résolution, et par la suite à la demande du Comité, sur les mesures concrètes qu'ils auront prises pour appliquer effectivement ses dispositions, *prie* le Groupe d'experts de continuer, en collaboration avec les autres groupes de surveillance de l'application des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, d'aider les États à établir et présenter leurs rapports en temps voulu;

20. *Demande* à tous les États Membres de redoubler d'efforts pour appliquer dans leur intégralité les mesures énoncées dans les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) et dans la présente résolution, et de coopérer entre eux à cette fin, tout particulièrement pour ce qui est d'inspecter, de déceler et de saisir des articles dont le transfert est interdit par ces résolutions;

21. *Décide* que le mandat du Comité, énoncé au paragraphe 12 de la résolution 1718 (2006), s'applique aux mesures imposées par la présente résolution et *décide également* que le mandat du Groupe d'experts, tel qu'il est précisé au paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009) et modifié au paragraphe 1 de la résolution 2345 (2017), s'applique également aux mesures imposées par la présente résolution;

22. *Décide* d'autoriser tous les États Membres, qui sont tenus de le faire, à saisir les articles trouvés lors des inspections et dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371

(2017) ou par la présente résolution et à les neutraliser (en les détruisant, en les mettant hors d'usage, en les entreposant ou en les transférant à un État autre que l'État d'origine ou de destination aux fins de leur neutralisation), d'une manière qui ne soit pas incompatible avec les obligations que leur imposent ses résolutions sur la question, notamment la résolution 1540 (2004), ni avec les obligations faites aux parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction du 29 avril 1997 et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction du 10 avril 1972;

23. *Souligne* qu'il importe que tous les États, y compris la République populaire démocratique de Corée, prennent les mesures nécessaires pour qu'aucun recours ne puisse être introduit à la demande de la République populaire démocratique de Corée, de toute personne ou entité de la République populaire démocratique de Corée, ou de personnes ou entités visées par les mesures énoncées dans les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) ou dans la présente résolution, ou de toute personne agissant par leur intermédiaire ou pour leur compte, au sujet de tout contrat ou autre opération dont l'exécution aurait été empêchée par les mesures imposées dans la présente résolution ou des résolutions antérieures;

Mesures d'ordre politique

24. *Se déclare profondément préoccupé* par les terribles épreuves auxquelles est soumise la population de la République populaire démocratique de Corée, *condamne* le fait qu'elle poursuive ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques au lieu d'améliorer le sort de sa population alors que les besoins des habitants sont très loin d'être satisfaits, et *insiste* sur la nécessité pour la République populaire démocratique de Corée de respecter et de garantir le bien-être et la dignité intrinsèque de son peuple;

25. *Déplore* que la République populaire démocratique de Corée détourne des quantités considérables de ses ressources rares pour poursuivre ses programmes d'armes nucléaires et plusieurs programmes de missiles balistiques onéreux, *prend note* des conclusions du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire, qui constate que plus de la moitié de la population de la République populaire démocratique de Corée souffre d'une insécurité alimentaire et médicale grave – notamment un nombre très important de femmes enceintes et allaitantes et d'enfants de moins de 5 ans qui risquent de souffrir de malnutrition – et que près d'un quart de la population souffre de malnutrition chronique et, dans ces conditions, *se déclare profondément préoccupé* par les terribles épreuves auxquelles est soumise la population de la République populaire démocratique de Corée;

26. *Réaffirme* que les mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) et la présente résolution sont censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée et ne pas nuire ni faire obstacle aux activités, y compris aux activités économiques et à la coopération, à l'aide alimentaire et à l'assistance humanitaire, qui ne sont pas interdites par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017) et la présente résolution, ni aux activités des organisations internationales et organisations non gouvernementales menant des programmes d'aide et de secours en République populaire démocratique de Corée dans l'intérêt de la population civile du pays, et *décide* que le Comité peut, au cas par cas, exclure une activité des mesures imposées par ces résolutions s'il détermine qu'une dérogation est

nécessaire pour faciliter les activités de ces organisations en République populaire démocratique de Corée ou à toute autre fin compatible avec les objectifs de ces résolutions;

27. *Souligne* que tous les États Membres doivent se conformer aux dispositions des alinéas a) iii) et d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) sans préjudice des activités des missions diplomatiques en République populaire démocratique de Corée qui sont conformes à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

28. *Réaffirme* son soutien aux pourparlers à six, *souhaite* qu'ils reprennent, et *réaffirme* aussi son soutien aux engagements énoncés dans la Déclaration commune du 19 septembre 2005 publiée par la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, à savoir que l'objectif des pourparlers à six est la dénucléarisation vérifiable de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques, que les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée s'engagent à respecter leur souveraineté respective et à coexister pacifiquement et que les six parties cherchent à promouvoir la coopération économique, ainsi qu'à tous les autres engagements pertinents;

29. *Réaffirme* qu'il importe de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est, *exprime* son attachement à un règlement pacifique, diplomatique et politique de la situation, *se félicite* des efforts que font les membres du Conseil ainsi que d'autres États pour faciliter un règlement pacifique et global par le dialogue et *souligne* qu'il importe de s'employer à réduire les tensions dans la péninsule coréenne et au-delà;

30. *Demande instamment* que des efforts supplémentaires soient entrepris pour réduire les tensions et faire avancer les perspectives d'un règlement global;

31. *Souligne* qu'il est impératif de réaliser de façon pacifique l'objectif d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne;

32. *Affirme* qu'il continuera de surveiller en permanence les actes de la République populaire démocratique de Corée et qu'il est prêt à renforcer, modifier, suspendre ou lever les mesures prises contre elle s'il y a lieu au vu de la manière dont elle s'y conforme, et à cet égard *se déclare résolu* à prendre d'autres mesures lourdes si la République populaire démocratique de Corée procède à tout autre tir ou essai nucléaire;

33. *Décide* de rester saisi de la question.

Annexe I**Personnes visées par l'interdiction de voyager ou le gel des avoirs**

1. PAK YONG SIK

- a. *Fonction* : Pak Yong Sik est un membre de la Commission militaire centrale du Parti du travail de Corée, qui est chargée d'élaborer et de faire appliquer la politique militaire du Parti du travail de Corée, commande et contrôle l'armée de la République populaire démocratique de Corée et aide à superviser le secteur de la défense du pays.
- b. *Autres noms connus* : n.d.
- c. *Éléments d'identification* : année de naissance : 1950; nationalité : nord-coréenne.

Annexe II**Entités visées par le gel des avoirs****1. COMMISSION MILITAIRE CENTRALE DU PARTI DU TRAVAIL DE CORÉE**

- a. *Description* : La Commission militaire centrale est chargée d'élaborer et de faire appliquer la politique militaire du Parti du travail de Corée. Elle commande et contrôle l'armée de la République populaire démocratique de Corée et dirige le secteur de la défense en coordination avec la Commission des affaires publiques.
- b. *Autres noms connus* : n.d.
- c. *Adresse* : Pyongyang (République populaire démocratique de Corée)

2. DÉPARTEMENT DE L'ORGANISATION ET DE L'ORIENTATION

- a. *Description* : Le Département de l'organisation et de l'orientation est un organe très puissant du Parti du travail de Corée. Il supervise les nominations aux postes clefs du Parti du travail, de l'armée et de l'administration de la République populaire démocratique de Corée. Il prétend également contrôler les affaires politiques de l'ensemble de la République populaire démocratique de Corée et joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des mesures de censure.
- b. *Autres noms connus* : n.d.
- c. *Adresse* : République populaire démocratique de Corée

3. DÉPARTEMENT DE LA PROPAGANDE ET DE L'AGITATION

- a. *Description* : Le Département de la propagande et l'agitation contrôle l'ensemble des médias, qu'il utilise afin de contrôler le public pour le compte des dirigeants de la République populaire démocratique de Corée. Il s'occupe ou est responsable de la censure exercée par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, y compris celle dont les journaux et les médias audiovisuels font l'objet.
 - b. *Autres noms connus* : n.d.
 - c. *Adresse* : Pyongyang (République populaire démocratique de Corée)
-

12 juin 2018, Singapour

**Déclaration conjointe du président des Etats-Unis d'Amérique Donald Trump
et du dirigeant suprême de la République Populaire et Démocratique de Corée Kim Jong-un**

Le président Trump et le président Kim Jong Un ont eu un échange d'opinions complet, approfondi et sincère sur les questions relatives à l'établissement de nouvelles relations entre les Etats-Unis et la RPDC (République populaire démocratique de Corée) et l'édification d'un régime de paix solide et durable sur la péninsule coréenne. Le président Trump s'est engagé à fournir des garanties de sécurité à la RPDC et le président Kim Jong Un a réaffirmé son engagement ferme et inébranlable envers la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.

Convaincus que l'établissement de nouvelles relations Etats-Unis/RPDC contribuera à la paix et à la prospérité de la péninsule coréenne et du monde, et reconnaissant que l'établissement d'une confiance mutuelle peut promouvoir la dénucléarisation de la péninsule coréenne, le président Trump et le président Kim Jong Un déclarent:

1. Les Etats-Unis et la RPDC s'engagent à établir de nouvelles relations entre les Etats-Unis et la RPDC conformément au souhait de paix et de prospérité des peuples des deux pays.
2. Les Etats-Unis et la RPDC uniront leurs efforts pour construire un régime de paix durable et stable sur la péninsule coréenne.
3. Réaffirmant la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018, la RPDC s'engage à travailler vers la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.
4. Les Etats-Unis et la RPRC s'engagent à retrouver les dépouilles des prisonniers de guerre et portés disparus au combat, y compris le rapatriement immédiat de ceux qui sont déjà identifiés.

Reconnaissant que le sommet Etats-Unis/RPDC, le premier de l'histoire, est un événement de grande importance, qui fait date en ce qu'il tourne la page de décennies de tensions et d'hostilités entre les deux pays et augure d'un avenir nouveau, le président Trump et le président Kim Jong Un s'engagent à mettre en oeuvre les provisions de cette déclaration conjointe de manière exhaustive.

Les Etats-Unis et la RPDC s'engagent à tenir dès que possible des négociations de suivi, menées par le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo et un homologue de haut niveau de la RPDC, pour mettre en oeuvre les résultats du sommet Etats-Unis/RPDC.

Le président Donald Trump et le président Kim Jong Un se sont engagés à coopérer pour le développement de nouvelles relations entre les Etats-Unis et la RPDC et la promotion de la paix, de la prospérité et de la sécurité de la péninsule coréenne et du monde.